



PREMIER MINISTRE

2004
Rapport au Parlement

Les orientations de la politique de l'immigration

Premier rapport établi en application
de l'article 1^{er} de la loi du 26 novembre 2003

Sommaire

	Introduction	
A	Les données quantitatives permettant d'appréhender l'évolution de la présence d'étrangers en France	
	Cette partie regroupe les points suivants de l'article 1 ^{er} de la loi du 26 novembre 2003 :	
	• "Le nombre des différents titres de séjour accordés et celui des demandes rejetées et des renouvellements refusés" p. 17	
	• "Le nombre d'étrangers admis au titre de regroupement familial" p. 24	
	• "Le nombre d'étrangers ayant obtenu le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que celui des demandes rejetées" p. 27	
	• "Le nombre d'attestations d'accueil présentées pour validation et le nombre d'attestations d'accueil validées" p. 32	
	• "Ce rapport propose également des indicateurs permettant d'estimer le nombre d'étrangers se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français" p. 32	
B	Les moyens et les mesures visant à accroître l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière et une tentative d'évaluation de leur coût	
	Cette partie regroupe les points suivants de l'article 1 ^{er} de la loi du 26 novembre 2003 :	
	• "Le nombre d'étrangers ayant fait l'objet de mesures d'éloignement effectives comparé à celui des décisions prononcées" p. 41	
	• "Les moyens et le nombre de procédures, ainsi que leur coût, mis en œuvre pour lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers" p. 44	
	• "Les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus dans le domaine de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre étrangère" p. 51	
C	La politique menée afin de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière au sein de la communauté nationale et les mesures prises pour mettre en place une politique de codéveloppement avec les pays sources d'émigration	
	Cette partie regroupe les points suivants de l'article 1 ^{er} de la loi du 26 novembre 2003 :	
	• "Les actions entreprises avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique de l'immigration fondée sur le codéveloppement et le partenariat" p. 55	
	• "Les actions entreprises au niveau national en vue de lutter contre les discriminations et de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière" p. 60	
	Annexes	

I ntroduction

Introduction

Les nouvelles évolutions de l'immigration, telles qu'elles ont été observées au cours des dernières années, rendent plus nécessaire que jamais de se doter des outils et des moyens permettant sa réelle maîtrise.

Jamais, au cours de la période récente, une telle énergie, se traduisant notamment par un travail législatif et réglementaire particulièrement important ainsi que par une mobilisation accrue de tous les acteurs, n'a été consacrée à cet objectif.

Il convient de souligner que la maîtrise durable de l'immigration passe par le respect des règles de droit dont s'est doté notre pays, condition de la crédibilité de cette politique.

Il s'agit de créer les conditions nécessaires à une nouvelle définition de la politique de l'immigration. À cet effet, une lutte efficace contre l'immigration irrégulière permettra seule de restaurer les marges de manœuvre indispensables à une réorientation vers une meilleure prise en compte des besoins réels de notre pays et de son rayonnement international.

Les objectifs de la politique menée par le Gouvernement visent ainsi à instaurer une politique de l'immigration maîtrisée et équilibrée, à promouvoir l'attractivité du territoire national au bénéfice de professionnels dont l'économie a besoin et d'étudiants, futures élites de leurs nations, ainsi qu'à renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière, indispensable pour mener à bien l'intégration des étrangers en situation régulière.

Le présent rapport s'inscrit dans la continuité des travaux menés par le Haut Conseil à l'intégration. Il est le fruit d'un travail collectif mené par les différents ministères concernés par les thématiques de l'immigration et de l'intégration. Ces administrations se réunissent avec la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES), l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'Institut national d'études démographiques (INED) au sein du groupe statistique du Haut Conseil à l'intégration ; celui-ci a rendu au Premier ministre, le 13 juillet 2004, son rapport 2002-2003 sur les flux migratoires et les acquisitions de nationalité. Désormais, ce groupe statistique est partie prenante de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration (OSII), créé sous l'égide du Haut Conseil à l'intégration.

1. Les évolutions du phénomène migratoire

Les adaptations récentes de la politique de l'immigration sont le fruit d'une observation de l'évolution du phénomène migratoire. À cet égard, le constat s'impose d'une immigration qui peut, certes, présenter des caractères économiques aux fins d'emploi mais qui demeure essentiellement et culturellement axée sur le lien personnel et familial ; en outre elle apparaît souvent fondée sur la demande d'asile.

Il faut aussi prendre en compte le développement des pratiques frauduleuses de toute nature ainsi que des activités des filières d'immigration clandestine qui, de plus en plus souvent, sont constitutives de véritables trafics d'êtres humains.

La position de la France dans l'ensemble communautaire doit aussi être prise en compte au moment où se construit d'année en année un véritable droit européen de l'asile et de l'immigration.

L'abolition des contrôles aux frontières communes et leur report aux frontières extérieures, au sein de l'espace Schengen, se sont accompagnés de l'adoption d'un ensemble de mesures permettant

l'harmonisation des conditions d'entrée, l'instauration de règles de contrôle communes et le renforcement de la coopération judiciaire. Au cœur du dispositif, il convient de citer le système d'information Schengen (SIS), réseau automatisé donnant la possibilité à tous les postes de police et aux agents consulaires de disposer des données sur les personnes signalées, les objets ou les véhicules recherchés.

En matière d'immigration de travail, la France a fait le choix d'une politique caractérisée par la recherche d'une adaptation aux besoins des entreprises et la mise en œuvre d'une procédure d'introduction de la main-d'œuvre étrangère qui est à l'initiative des entreprises et gérée au plus près du terrain, dans chaque département. Ces procédures ont pu être assouplies pour certains secteurs professionnels, tels que l'informatique par exemple, ou simplifiées pour faciliter l'entrée en France d'étrangers appelés à occuper des emplois hautement qualifiés.

Ces choix répondent aux spécificités et aux caractéristiques actuelles de la France en matière de démographie, d'emploi et de flux migratoires : à la différence de la plupart des autres pays européens, elle bénéficie en effet à la fois d'un solde démographique positif et de l'entrée, de droit, sur le marché du travail d'étrangers arrivés en France pour des motifs familiaux : 100 000 étrangers accèdent ainsi chaque année au marché du travail en France.

Par ailleurs, un taux de chômage particulièrement élevé a conduit à privilégier des politiques de retour à l'emploi et d'insertion professionnelle, notamment par des actions de formation professionnelle, de revalorisation de certains métiers, conduites en particulier dans l'hôtellerie, la restauration et les travaux publics.

Il est nécessaire néanmoins de mieux éclairer la décision de recourir ou non à la main-d'œuvre étrangère dans un avenir proche où la France sera confrontée notamment à une évolution de sa situation démographique. Des réflexions sont d'ores et déjà engagées pour améliorer les outils permettant une meilleure observation de la demande et des besoins.

De plus, un groupe de travail, réuni sous l'égide du Commissariat général du plan, a pour mission de conduire une expertise sur les politiques à mener pour répondre au "choc démographique" qui s'annonce. Il a commencé ses travaux en septembre et s'attache dans un premier temps à élaborer un diagnostic sur le moment auquel les effets du vieillissement démographique se feront sentir sur le marché du travail français et sur les éventuels besoins en main-d'œuvre qu'il générera. Le diagnostic étant posé, le groupe devra s'attacher à analyser dans quelle mesure des politiques publiques ciblées sur l'activité et la productivité des résidents, voire leur employabilité, ainsi qu'un recours à l'immigration de travail, permettraient de faire face aux besoins de main-d'œuvre précédemment mis en évidence.

2. Une politique de l'immigration contrôlée et équilibrée

Par un ensemble de dispositions législatives et réglementaires adoptées en 2003, le Gouvernement a entendu promouvoir une politique de l'immigration équilibrée, fondée sur le principe d'ouverture du pays à l'immigration régulière et sur la nécessité d'un renforcement des moyens de lutte contre l'immigration irrégulière.

À cet égard, il a été procédé à une modification de diverses dispositions de droit pénal et de droit civil qui vient renforcer un accroissement important des moyens des services compétents.

Les régimes juridiques régissant l'attestation d'accueil et le regroupement familial ont été réformés en y introduisant un pouvoir de contrôle au profit des maires.

Ces dispositions tirent, en particulier, les conséquences d'un développement des pratiques frauduleuses de toute nature (mariages blancs, mariages forcés, reconnaissances de paternité de complaisance, fraudes documentaires, etc.) ainsi que des activités des filières d'immigration clandestine.

Le constat d'une exécution non satisfaisante des mesures d'éloignement des étrangers en situation irrégulière et du caractère stratégique du contrôle aux frontières a conduit le législateur à adopter des mesures tendant à l'allongement de la durée maximale de rétention administrative ou à la constitution de fichiers de données biométriques des étrangers en situation irrégulière ou des demandeurs de visa.

Dans le même temps, une meilleure efficacité de l'action des services en matière d'éloignement a été recherchée dans le cadre d'une politique de gestion par objectifs.

Ces dispositifs illustrent clairement la volonté du Gouvernement et du législateur de rétablir pleinement une véritable capacité de maîtrise des flux migratoires et, plus généralement, la crédibilité du concept même de politique de l'immigration.

La réussite d'une politique volontariste de l'immigration est en effet indissociable de celle des politiques de contrôle aux frontières et d'éloignement des étrangers en situation irrégulière. Il s'agit de reconquérir le terrain occupé par l'immigration clandestine. La lutte contre les détournements de procédures de toute nature doit, dans le même temps, permettre de restaurer dans leurs fondements l'immigration liée à la demande d'asile ou l'immigration liée à la vie privée et familiale, immigrations sans doute non suscitées mais, pour autant, non subies car l'entrée en France des étrangers s'effectue, dans de telles hypothèses, en application d'engagements internationaux (convention de Genève, convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales en particulier) qui sont, nécessairement, l'expression de politiques publiques.

Le principe d'ouverture du pays à l'immigration régulière trouve un prolongement naturel dans la notion d'intégration qui, de façon explicite, figure désormais parmi les conditions devant être satisfaites pour permettre une installation durable sur notre territoire. Dans son rapport 2003 sur le contrat d'accueil et d'intégration, le Haut Conseil à l'intégration a posé les principes d'une refondation de la politique de l'intégration.

L'évolution du phénomène migratoire a rendu ainsi indispensable la redéfinition des réponses à apporter concrètement aux enjeux que représentent la notion d'attractivité du territoire, la dynamique d'intégration, le traitement de la demande d'asile, procédure qui a trop souvent été détournée dans la pratique pour en faire un simple mode d'entrée sur le territoire, l'efficacité des contrôles aux frontières, l'exécution des décisions d'éloignement.

3. La délivrance des visas répond au souci du Gouvernement d'assurer une ouverture contrôlée du territoire national

Le réseau diplomatique et consulaire français, avec plus de 200 points d'accès à l'étranger où sont déposées les demandes de visas nécessaires à l'entrée sur notre territoire, joue, en amont, un rôle majeur dans la lutte contre l'immigration irrégulière et contre le terrorisme.

En 2003, ces postes diplomatiques et consulaires ont instruit 2 500 000 demandes et délivré plus de 2 000 000 de visas, soit environ 20 % des 10 000 000 de visas délivrés l'an dernier par l'ensemble des partenaires Schengen.

Nos postes se montrent particulièrement vigilants dans l'instruction de ces demandes : le taux de refus - un sur cinq - est le plus élevé de l'Union européenne.

Cette vigilance en amont est d'une importance primordiale : la présence sur notre territoire d'un grand nombre d'étrangers en situation irrégulière ne peut que constituer un obstacle à la bonne intégration de ceux qui y résident régulièrement et que la France souhaite accueillir.

De surcroît, l'éloignement des étrangers en situation irrégulière exige souvent des procédures lourdes et coûteuses.

Il y va aussi de notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires, dans la mesure où les visas de court séjour délivrés par nos postes donnent un libre accès à l'ensemble de l'espace Schengen.

Plus de 700 agents du réseau diplomatique et consulaire consacrent leur activité à la délivrance des visas.

Un programme visant à améliorer les conditions d'accueil du public a été lancé et en grande partie réalisé ces dernières années dans de nombreux postes consulaires. Enfin, les équipements informatiques ont été récemment modernisés. On ne peut plus dire aujourd'hui que les services des visas français soient, pour reprendre une expression qui avait été utilisée il y a quelques années, le "parent pauvre" du réseau diplomatique et consulaire. Néanmoins, le Gouvernement veillera à ce que les moyens soient renforcés là où cela est nécessaire.

L'évolution du contexte international conduit le Gouvernement à privilégier, pour les années à venir, les axes d'action suivants :

- le renforcement de la coopération entre pays européens ainsi que la mutualisation de nos moyens là où cela paraît possible. À terme, l'objectif doit être la création de consulats européens, chargés de délivrer les visas pour l'ensemble des partenaires Schengen. Compte tenu des contraintes de nature juridique, la mise en place de tels consulats ne pourra se faire que progressivement. La France et l'Allemagne doivent donner l'élan.
- l'introduction de la biométrie dans le processus de délivrance des visas fournira dans un proche avenir un outil extrêmement précieux à la disposition des forces de police. C'est la loi du 26 novembre 2003 qui introduit ces dispositions. Une expérimentation va être engagée dans les semaines qui viennent dans quelques consulats et postes-frontières pilotes, avant que ne soit généralisée dans tous les consulats la prise des empreintes digitales des demandeurs de visa.

Sur le plan européen, les États membres ont décidé de mettre en place, dès 2007, une banque européenne de données ("Visa Information System"), qui permettra des échanges d'informations en temps réel sur les visas délivrés ou refusés dans l'ensemble des postes des pays partenaires. La France continuera d'apporter sa contribution active à la réalisation de cet objectif ambitieux.

L'activité de délivrance des visas est ainsi un instrument de politique étrangère au service des relations que la France entretient avec de nombreux pays tiers. Nos postes consulaires ont instruction de faciliter la venue des ressortissants étrangers qui concourent à la vitalité de nos relations bilatérales ou ont des attaches fortes avec la France.

À titre d'exemple, l'accroissement important du nombre de visas délivrés aux étudiants étrangers témoigne de la volonté, rappelée ci-dessus, du Gouvernement de rendre notre territoire plus attractif aux élites étrangères.

Dans le même temps, la vigilance doit demeurer la règle, les ambassades et les consulats étant placés en amont de la lutte contre l'immigration irrégulière et le terrorisme. C'est pour répondre à une telle exigence que le Gouvernement veillera à ce qu'ils puissent disposer des moyens nécessaires.

4. La nécessité de promouvoir l'attractivité du territoire national

Conformément au programme lancé par le Premier ministre à La Baule, le 27 juin 2003, lors de la première conférence mondiale pour les investissements internationaux, le Gouvernement a pris des mesures importantes afin de favoriser l'attractivité du territoire français.

Ainsi, la suppression de l'obligation de détenir un titre de séjour pour les ressortissants communautaires, comme la suppression de la carte de commerçant étranger pour les ressortissants des pays membres de l'OCDE répondent à ce souci de simplification administrative au profit des investisseurs étrangers.

De même, la mesure introduite par la loi du 26 novembre 2003, tendant à permettre la délivrance d'une carte de séjour temporaire portant la mention "scientifique" ou "salarié" pour une durée supérieure à un an, réduit les contraintes générées par les multiples déplacements en préfecture de ces catégories d'étrangers.

Dans le même esprit, afin de simplifier les procédures pour l'admission au séjour et au travail des cadres étrangers de haut niveau, le Gouvernement a mis en place un groupe de travail, dont les propositions ont donné lieu à la publication de deux circulaires permettant de faciliter leur venue en France ainsi que celle de leurs familles.

La circulaire du 26 mars 2004 positionne l'Office des migrations internationales (OMI) comme guichet unique pour l'introduction d'un cadre étranger, ce qui entraîne une réduction des démarches administratives à effectuer et une remise dans les 48 heures du titre de séjour après l'arrivée sur le territoire français.

La circulaire du 7 mai 2004 relative aux conjoints de ces cadres prévoit par ailleurs de ne pas opposer la situation de l'emploi à cette catégorie d'étrangers.

Il importe également de revenir sur les efforts importants faits pour favoriser l'accueil des étudiants étrangers.

Le nombre de visas délivrés aux étudiants traduit toute l'attention qui leur est portée puisqu'il passe de 30 à 69 000 ces cinq dernières années. Cet effort s'est déployé dans un contexte sensible, sachant qu'il convenait d'éviter que dans certains pays, le visa pour études ne soit utilisé à des fins migratoires et détourné de son objet.

En outre, dans le cas de la Chine, l'ambassade de France a créé en 2003 une structure inédite permettant une évaluation académique et linguistique des candidats aux études en France. L'activité de ce centre pour l'évaluation linguistique et académique (CELA) a fait l'objet d'un bilan dans le cadre du séminaire gouvernemental sur l'attractivité du territoire. Le ministère des Affaires étrangères s'apprête à mettre en place dans une dizaine de pays-cibles des centres pour les études en France (CEF) à l'image du CELA instauré en Chine.

Afin de favoriser leurs conditions de vie, les étudiants sont autorisés à travailler à mi-temps, pendant la durée de leurs études. Dans le même ordre d'idée, ils bénéficient, comme l'ensemble de la population étrangère, de la simplification des démarches administratives nécessaires pour les demandes de titres de séjour et d'autorisations de travail.

Il n'en demeure pas moins que des difficultés persistent quant à la gestion d'un tel afflux de populations, en particulier sur le plan social.

C'est pourquoi, conscientes de la nécessité de mieux contrôler les éventuels détournements de procédure, les préfectures sont particulièrement attentives lors de l'instruction des demandes de titres de séjour présentées sur ce fondement et ce, même si les services consulaires ont déjà procédé aux vérifications de l'objet et de la nature du séjour au moment de la délivrance du visa. L'admission au séjour aux fins d'études fait ainsi l'objet d'une double vérification.

Afin de renforcer l'attraction du territoire français, le législateur a également procédé à une modification de l'article 12 - alinéa 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, en reconnaissant désormais explicitement aux préfets, sous réserve de la régularité de l'entrée sur le territoire, la possibilité de déroger à l'obligation de présenter un visa de long séjour pour les étudiants étrangers dans deux situations : "en cas de nécessité liée au déroulement des études" et "lorsque l'étranger a suivi une scolarité en France depuis au moins l'âge de 16 ans".

5. La relance de la politique d'intégration

Longtemps, la politique d'intégration a été peu visible dans l'action publique. Elle se trouvait pour l'essentiel déléguée à un secteur associatif souvent dynamique mais très morcelé, bénéficiaire à ce titre des subventions publiques, notamment du Fonds d'action sociale (FAS). L'État avait toutefois marqué son intérêt – et reconnu sa responsabilité – d'une autre manière : la création du Haut Conseil à l'intégration (HCI), en 1989, a donné lieu à un effort substantiel de réflexion et de propositions sur le thème de “l'intégration à la française”, matérialisé par un certain nombre de rapports et d'avis qui inspirent largement, jusqu'à aujourd'hui, la politique publique dans ce domaine. Ainsi en est-il des avis rendus le 3 juillet 2003 par le HCI sur les droits des femmes issues de l'immigration et sur la promotion sociale des jeunes dans les quartiers en difficulté. Par ailleurs, la politique de la ville, novatrice dans ses méthodes, contribue à la politique d'intégration en raison de la présence massive, dans les quartiers de la géographie prioritaire de la ville, des étrangers et des personnes issues de l'immigration.

Le président de la République, dans le discours prononcé à Troyes le 14 octobre 2002, a entendu donner une nouvelle vigueur au modèle d'intégration français des immigrés et de leurs descendants et faire de l'intégration, facteur essentiel de la cohésion nationale, l'une des priorités d'action du Gouvernement. Le HCI a été solennellement confirmé dans sa mission et a repris son rôle de vigilance, de proposition et d'évaluation.

De même, le caractère interministériel, par nature, de la politique d'intégration a-t-il été réaffirmé par la remise à l'honneur du Comité interministériel à l'intégration (CII), qui ne s'était plus réuni depuis 1990. Il rassemble près de trente ministres, son secrétariat général est assuré par la Direction de la population et des migrations (DPM). Réuni pour la première fois en avril 2003, ce nouveau CII a adopté un programme pluriannuel de 55 mesures couvrant assez largement les champs de l'intégration et de la lutte contre les discriminations. Ce programme, constitutif d'un service public de l'accueil, vise à construire des parcours d'intégration pour les nouveaux migrants et à garantir, pour les résidents et les Français issus de l'immigration, la promotion sociale et professionnelle, l'égalité des chances et la protection contre les discriminations.

Alors que jusqu'ici, l'accueil, si important pour engager les personnes concernées dans un véritable parcours d'intégration, était resté partiel, s'agissant des bénéficiaires, et encore largement dévolu à l'offre associative, il va désormais prendre la forme, pour la première fois, d'un véritable service public. L'approche de service public conduit d'abord à définir de façon exhaustive l'ensemble des publics “primo-arrivants” éligibles à ce nouveau dispositif, il s'agit dans ce domaine d'une évolution quantitative : alors qu'en 2001 l'accueil a bénéficié à quelque 30 000 personnes, le public visé par le dispositif destiné à se mettre en place progressivement jusqu'à la fin de l'année 2005 est estimé à environ 110 000 à 120 000 personnes.

Pour cette mission, un nouvel opérateur, l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAE), a été créé à partir de la fusion d'un établissement public, l'Office des migrations internationales (OMI) et d'une association, le Service social d'aide aux émigrants (SSAE). Fort de quelque 900 agents, cet opérateur aura la capacité de mettre en place les prestations d'accueil sur l'ensemble du territoire, notamment à partir de plates-formes d'accueil installées dans les grandes villes.

L'instrument essentiel de ce dispositif est le contrat d'accueil et d'intégration (CAI), proposé systématiquement aux nouveaux arrivants ; il matérialise les engagements des deux “parties” en ce qui concerne l'offre et le suivi de formations civiques et linguistiques.

Ces dernières sont systématiquement précédées d'un bilan d'aptitude et accompagnées, dans certains cas, d'un bilan pré-professionnel destiné à favoriser l'enchaînement avec les formations professionnelles.

Pour le financement de ces formations, le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) est amené à restructurer fortement son budget, avec 53 millions d'euros consacrés aux formations linguistiques en 2004, sur un budget d'intervention de 147 millions d'euros, ce thème devient dominant dans l'action de l'établissement.

Enfin, la mise en place de ce service public et du CAI conduit à renouveler profondément le périmètre et les méthodes du partenariat, aussi bien entre les opérateurs du premier cercle que sont les services déconcentrés de l'État, les équipes locales de l'Office des migrations internationales (OMI) et du FASILD, qu'avec les grands services publics – école, emploi, protection sociale – et avec les collectivités territoriales, compte tenu du développement de leurs compétences. Un programme régional d'intégration des populations immigrées (PRIPI), élaboré sous l'autorité du représentant de l'État dans la région, détermine l'ensemble des actions concourant à l'accueil des nouveaux immigrants et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes immigrées et issues de l'immigration.

Le Gouvernement a décidé d'introduire une condition d'intégration dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui régit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

La loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers et à la nationalité (MISEFEN) subordonne désormais l'accès au statut de résident, tel que prévu par l'article 14 de l'ordonnance de 1945, à une condition d'intégration. Il est en effet apparu nécessaire de considérer que l'accès à la carte de résident valable dix ans et ouvrant de nombreux droits soit une reconnaissance des efforts d'intégration de l'étranger dans la société française.

Enfin, le renouvellement d'une autorisation de travail peut désormais être subordonné à une connaissance suffisante de la langue française ou à l'engagement de l'acquérir après l'installation en France.

Le début de l'année 2005 verra l'organisation d'une Conférence sur l'égalité des chances et la mise en place de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

11

• • •

6. La création de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration

En matière de statistiques sur l'immigration et l'intégration, les intervenants sont nombreux. Aux grands organismes publics spécialisés que sont l'INSEE et l'INED, il faut ajouter, parmi les producteurs d'informations, l'OMI, l'OFPRA et le ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale et le HCI participent de leur côté à l'analyse et à la synthèse des données. Il est nécessaire que le système d'information vise à la cohérence.

C'est bien dans cet esprit que l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration a été mis en place auprès du HCI. Un tel observatoire n'avait jamais formellement existé jusqu'ici puisque le HCI n'avait reçu mandat, à sa création, que de réunir les contributions des divers ministères producteurs de données sur les flux migratoires. Cet observatoire, dans la ligne des travaux menés, au cours de la période récente, par le groupe permanent chargé des statistiques du HCI, poursuivra sa mission ; celle-ci consiste à collecter et analyser les chiffres de l'immigration et de la présence étrangère en France, en procédant, au besoin, aux ajustements méthodologiques qu'appelle la mise en cohérence d'apports provenant de plusieurs sources. Sur ce point, le travail précédemment effectué par le HCI constitue une base solide. Il reprendra aussi le fil des travaux sur la connaissance de l'intégration, en définissant une commande publique s'adressant aux organismes producteurs de données, de statistiques ou de recherches. Pour officialiser ce nouveau rôle, les missions de l'observatoire seront très prochainement précisées par décret.

Enfin, au-delà de ce besoin d'une coordination que l'observatoire doit réaliser en permanence, il est important que le système d'information soit complété, notamment par une meilleure connaissance du processus d'intégration des immigrés eux-mêmes, mais aussi de leur descendance. À cet égard, une deuxième enquête nationale spécifiquement dédiée à ces questions est programmée par l'INED et l'INSEE à l'horizon 2007-2008. D'ores et déjà, l'enquête de l'INSEE sur l'histoire familiale associée au recensement de 1999 apporte une information complète. L'étude des discriminations a pu être menée grâce à l'enquête de l'INSEE de 2003 sur la construction des identités. Autre avancée majeure, les grandes enquêtes périodiques de l'INSEE auprès des ménages vont désormais permettre d'étudier la situation des enfants d'immigrés, notamment au plan de l'insertion professionnelle.

Enfin, le recensement, tel qu'il a été récemment rénové, apportera avant la fin de la décennie une information détaillée et actualisée chaque année sur la population étrangère et la population immigrée.

7. Une politique du droit d'asile réformée

L'objectif, tel qu'il a été fixé par le président de la République, le 14 juillet 2002, est de rendre les procédures plus rapides pour les personnes en attente d'une légitime protection et, en contrepartie, de rendre ces procédures moins accessibles pour les personnes souhaitant se maintenir illégalement sur notre territoire.

La loi du 10 décembre 2003, modifiant la loi du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Elle modifie en profondeur les modalités pratiques d'exercice du droit d'asile.

Elle offre des garanties nouvelles aux demandeurs : prise en compte des persécutions d'origine non étatique, protection subsidiaire pour les personnes qui ne sont pas susceptibles d'être protégées par la convention de Genève, procédure unique soumise au contrôle du juge.

Elle introduit en outre des notions jusqu'alors absentes du droit français comme l'asile interne ou les pays d'origine sûrs, qui visent à limiter le champ d'application de certaines garanties aux seuls ressortissants étrangers nécessitant une protection légitime.

À la rationalisation des procédures a correspondu une rationalisation des moyens mis en œuvre pour le traitement des demandes d'asile.

Dès 2003 un dispositif a été mis en place afin de renforcer les moyens de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et de la Commission des recours des réfugiés (CRR), de façon à réduire le nombre des dossiers en instance et ramener les délais de traitement des demandes à l'OFPRA à une moyenne de deux mois.

De 2002 à 2003, la subvention de l'État à l'établissement est passée de 22,8 à 28,5 millions d'euros, soit une augmentation de l'ordre de 25 %. Elle a été portée à 38,2 millions d'euros en 2004. Pour 2005, le Gouvernement a proposé au Parlement de porter cette subvention à 46,34 millions d'euros. 125 agents contractuels supplémentaires ont été recrutés à la CRR sur la base d'un audit privé de la juridiction qui vient d'emménager dans des locaux mieux adaptés à ses besoins. L'objectif est de ramener à trois mois les délais d'instruction et de jugement de la CRR d'ici à la fin de l'année 2005.

L'accroissement de ses moyens a permis à l'OFPRA de résorber en 2003 son stock de dossiers anciens. Il travaille aujourd'hui en flux tendu et traite les demandes en moyenne en deux mois.

8. Le renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière

La France est un pays ouvert à une immigration contrôlée. C'est ainsi que la législation définit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans notre pays. En contrepartie, elle prévoit un certain nombre de mesures permettant d'éloigner de notre territoire ceux d'entre eux qui sont en situation irrégulière ou ne respecteraient pas les lois de la République.

La maîtrise des flux migratoires et le respect des règles de droit qui fixent les conditions dans lesquelles les ressortissants de pays étrangers sont admis à entrer et à séjourner sur le territoire national reposent sur l'efficacité et la crédibilité de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives d'éloignement dont font l'objet les étrangers en situation irrégulière.

La mobilisation accrue de l'ensemble des services compétents explique la progression sensible du nombre, en valeur absolue, des mesures d'éloignement, tant prononcées qu'exécutées, au cours de ces deux dernières années.

La principale cause d'échec, quant à leur exécution, reste l'absence de documents de voyage. À cet égard, l'administration est largement dépendante des administrations consulaires. Ainsi, le constat dressé au long des dernières années montre une dégradation régulière du taux de délivrance des laissez-passer consulaires (LPC) ; le taux de 28,76 % pour 2003 n'est pas satisfaisant : il signifie que seulement 4 773 LPC ont été délivrés pour 16 597 sollicités.

Par ailleurs, l'exécution des procédures d'éloignement nécessite le placement des étrangers qui en font l'objet en rétention administrative. Or, l'allongement de la durée de la rétention a entraîné une saturation des centres.

13

De plus, ceux-ci sont souvent vétustes et, n'ayant été conçus que pour une durée de rétention très brève, ne sont plus adaptés à leur usage. L'accroissement des moyens alloués à leur extension et leur rénovation permettra à court terme de résoudre une partie de ces difficultés.

Par ailleurs, une politique de "pilotage" de l'action des services déconcentrés par l'administration centrale a été engagée. Un dispositif de suivi des résultats obtenus, aux plans quantitatif et qualitatif, a été mis en place.

Une action commune est menée dans ce domaine par le ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales et le ministère des affaires étrangères. Les résultats de l'année 2004 font apparaître une progression très sensible du nombre de mesures d'éloignement exécutées (+34 %). Cette politique volontariste trouve sa place dans un contexte international qui se caractérise par une nécessaire intensification des relations bilatérales et multilatérales.

La France a ainsi signé des accords de réadmission avec 34 pays, dont 28 pays extérieurs à l'Union européenne, et en négocie 8 nouveaux. Elle s'efforce d'obtenir des services consulaires concernés la délivrance en temps utile des laissez-passer permettant de sécuriser la réadmission dans leur pays d'origine des ressortissants étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement.

L'administration développe, par ailleurs, une approche pragmatique, qui prend la forme d'arrangements administratifs en vue de la reconduite par voie aérienne, ou encore de protocoles pour l'organisation conjointe de vols affrétés, voire d'engagements pris à l'occasion de visites officielles. Dans le même esprit, des relations suivies ont été établies avec les représentations consulaires, de façon à améliorer la compréhension réciproque.

Enfin, la politique d'éloignement participe à la lutte contre le terrorisme international. Ces deux dernières années, une trentaine d'islamistes radicaux ont ainsi fait l'objet de procédures d'éloignement du territoire national. ■

A

Les données quantitatives permettant d'appréhender l'évolution de la présence d'étrangers en France

- “Le nombre des différents titres de séjour accordés et celui des demandes rejetées et des renouvellements refusés”
- “Le nombre d'étrangers admis au titre du regroupement familial”
- “Le nombre d'étrangers ayant obtenu le statut de réfugiés ou le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que celui des demandes rejetées”
- “Le nombre d'attestations d'accueil présentées pour validation et le nombre d'attestations d'accueil validées”
- “Ce rapport propose également des indicateurs permettant d'estimer le nombre d'étrangers se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français”

Les données quantitatives permettant d'appréhender l'évolution de la présence d'étrangers en France

LE NOMBRE DES DIFFÉRENTS TITRES DE SÉJOUR ACCORDÉS ET CELUI DES DEMANDES REJETÉES ET DES RENOUVELLEMENTS REFUSÉS

1. Premiers titres de séjour délivrés de 1997 à 2003

17

• • •

Commentaires généraux

Le régime juridique du séjour des étrangers se traduit par une pluralité de critères dont il incombe à l'autorité préfectorale de tenir compte pour délivrer au demandeur âgé de plus de 18 ans une autorisation administrative de séjour, sous le contrôle hiérarchique du ministre de l'Intérieur. Cumulatifs, ces critères prennent en considération la nationalité et les conditions d'entrée en France de l'étranger, la durée et l'objet prévu de son séjour, et enfin la nature du titre sollicité.

S'agissant de la nationalité, trois grands régimes sont applicables :

- les citoyens de l'Union européenne (ou assimilés) ;
- les étrangers relevant d'un accord bilatéral liant la France à certains États ;
- les étrangers relevant du régime dit "général".

S'agissant de la nature du séjour, les étrangers demandeurs d'asile bénéficient d'un régime spécifique d'admission au séjour pour lequel de nouvelles dispositions ont été introduites par la loi du 10 décembre 2003 modifiant la loi du 25 juillet 1952, et applicable depuis le 1^{er} janvier 2004.

a) les ressortissants étrangers relevant du droit communautaire (citoyens de l'Union européenne, de l'espace économique européen et les membres de leur famille quelle que soit leur nationalité) bénéficient d'un droit au séjour privilégié puisqu'ils entrent en France sous couvert d'un simple document d'identité. En fait, leur régime de séjour résulte directement des Traités instituant la communauté européenne, mis en œuvre en France essentiellement par voie réglementaire (décret du 11 mars 1994 modifié).

La loi du 26 novembre 2003 a supprimé l'obligation de détenir un titre de séjour pour les ressortissants de ces États ainsi que de la Confédération suisse. Ces ressortissants peuvent donc

séjourner et travailler en France sans être tenus de solliciter un titre de séjour. Ils conservent toutefois le droit pour des raisons personnelles d'en faire la demande auprès des services préfectoraux.

S'agissant des ressortissants des dix nouveaux États membres de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004, et à l'exception de Chypre et de Malte, des mesures transitoires ont été introduites qui les obligent, s'ils souhaitent exercer une activité économique en France, à solliciter un titre de séjour valant autorisation de travail pendant toute la durée de la période transitoire qui pourra s'étendre de deux à sept ans.

Dès lors qu'un ressortissant communautaire souhaite bénéficier d'un titre de séjour ou qu'il y soit contraint, les conditions de délivrance sont fixées par le décret du 11 mars 1994 modifié.

b) les ressortissants étrangers relevant des accords bilatéraux de circulation liant la France aux pays du Maghreb et aux pays d'Afrique francophone subsaharienne (anciennes possessions françaises) bénéficient d'un régime spécifique dans la mesure où ces accords déterminent de manière plus ou moins précise les conditions d'entrée et de séjour en France des intéressés.

Pour le Maroc et douze autres pays d'Afrique subsaharienne, ces accords sont considérés comme largement alignés sur le droit commun de l'ordonnance du 2 novembre 1945, même si certaines des nouvelles dispositions introduites dans l'ordonnance par la loi MISEFEN du 26 novembre 2003 ont fait naître de nouvelles spécificités. En revanche, les accords bilatéraux en vigueur régissent de manière complète pour les Algériens, et de manière partielle pour les Tunisiens, leurs conditions d'entrée, de séjour et d'emploi en France. Des avenants aux accords franco-algérien et franco-tunisien ont été signés respectivement le 11 juillet 2001 et le 8 septembre 2000 et sont entrés en vigueur les 1^{er} janvier et 1^{er} novembre 2003.

c) les ressortissants étrangers qui ne relèvent ni du droit communautaire, ni d'un régime spécial régi par convention bilatérale, ni des conventions de Vienne de 1961 et 1963 sur les relations diplomatiques et consulaires sont assujettis au régime général de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée et des textes réglementaires pris pour son application.

Statistiques

Les chiffres présentés dans cette partie ne correspondent pas nécessairement à des entrées physiques sur le territoire. En effet, les titres délivrés pendant une année peuvent correspondre :

- à des entrées réelles dans l'année (54,6 %) ou au cours de l'année précédente (17 %), ces derniers étrangers étant titulaires d'un document provisoire pendant une période de plusieurs mois avant la délivrance du titre de séjour ;
- à des régularisations ;
- à des changements de statut d'étrangers présents en situation régulière sous couvert de leur document de voyage et, le cas échéant, d'un visa de court séjour (3 mois au plus) et qui passent en catégorie long séjour ;
- à des étrangers mineurs entrés au titre du regroupement familial, qui se présentent en préfecture à leur majorité pour obtenir un titre de séjour. 39,7 % des 17 335 étrangers, âgés de 16 à 18 ans en 2003 (17 711 en 2002), ayant obtenu en 2003 un premier titre de séjour ont déclaré être entrés en France en 2002 ou 2003.

En revanche, la délivrance, pour la première fois, d'un titre d'une catégorie donnée à un étranger qui possédait déjà un titre, mais d'une catégorie différente, est considérée comme un renouvellement et non comme une première délivrance.

En outre, ne sont répertoriés ni les étrangers auxquels sont délivrés des documents de séjour précaires : convocation, autorisation provisoire de séjour (APS) ou récépissé de demande de premier titre de séjour, ni les titulaires de cartes diplomatiques.

L'ensemble des chiffres concernant les premiers titres de séjour est produit à partir d'un traitement informatique prenant en compte l'historique du droit au séjour dans le dossier informatisé de chaque ressortissant étranger. Une délivrance de titre de séjour est considérée comme une **première délivrance** :

1. Si aucun titre de séjour antérieur ne figure au dossier de l'intéressé ;
2. Lorsqu'il s'est écoulé une période d'un an ou plus entre la date de fin de validité d'un titre antérieur et la date de début de validité du titre délivré en 2003 (dans ce cas, les documents provisoires sont pris en compte pour le calcul de l'interruption du droit au séjour).

1- Statistiques globales (Union européenne, régime général + régimes spéciaux)

MOTIFS DE DELIVRANCE	TOTAL						
	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
1 - MOTIFS FAMILIAUX	94 419	76 885	72 571	69 738	65 882	57 164	50 494
FAMILLE DE FRANCAIS	52 949	41 043	38 199	33 307	28 578	24 186	17 837
MEMBRE DE FAMILLE	31 687	28 387	27 850	28 323	29 745	29 740	32 657
VIE PRIVEE ET FAMILIALE	9 783	7 455	6 922	8 108	7 559	3 238	
2 - MOTIFS DE TRAVAIL	31 222	38 678	36 580	34 546	36 100	68 050	52 486
ACTIF NON SALARIE	1 401	1 961	1 825	2 276	1 859	2 582	2 038
ENGAGEMENT DE TRAVAIL < 1 AN	7 186	6 866	7 796	8 732	8 818	8 077	8 807
SALARIE	21 473	28 712	25 695	22 480	24 474	57 071	41 641
SCIENTIFIQUE	1 162	1 139	1 274	1 058	949	320	
3 - AUTRES MOTIFS	90 948	91 913	87 786	83 978	80 939	76 743	73 227
ANCIEN COMBATTANT	498	422	496	519	538	347	326
ARTISTE	375	242	210	229	223	36	
ASILE TERRITORIAL	144	208	279	353	292	95	
ETRANGER MALADE	4 540	3 370	2 891	1 698	1 413	455	
ETUDIANT & STAGIAIRE	54 569	59 389	55 830	55 038	50 619	46 494	42 022
REFUGIE & APATRIDE	8 174	7 357	5 893	4 675	4 499	4 167	3 955
RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL	121	192	71	68	66	87	75
RETRAITE OU PENSIONNE	5 565	3 924	3 295	3 169	2 674	2 611	2 541
VISITEUR	16 613	15 969	17 118	16 046	16 145	18 000	20 027
MOTIF NON DETERMINE	349	860	1 703	2 183	4 470	4 451	4 281
Total	216 589	207 476	197 337	188 262	182 921	201 957	176 207

D'une manière générale, ce tableau illustre l'augmentation sensible du nombre de premiers titres de séjour délivrés chaque année depuis 1999, les années 1997 et 1998 devant être examinées à la lumière des procédures de régularisation initiées par la circulaire du 24 juin 1997 puis par la loi du 11 mai 1998 dite RESEDA. L'année 2003 est marquée par une hausse de plus de 17 000 premiers titres délivrés pour motifs familiaux alors que les premiers titres délivrés pour permettre l'exercice d'une activité professionnelle connaissent une diminution sensible. 31 222 l'ont été sur ce motif, soit le total le plus faible depuis 1997.

S'agissant des autres motifs de première délivrance, ils font apparaître en 2003 une légère diminution des titres de séjour "étudiant et stagiaire" après quatre années d'augmentation continue.

La délivrance de titres de séjour en raison de décisions positives prises sur des demandes d'asile territorial diminue fortement sur la période 1997 à 2003 et en particulier dès l'an 2000. Ce phénomène s'explique notamment par un recours, de plus en plus systématique à cette procédure des étrangers dont la demande d'asile conventionnelle a été rejetée. Cet afflux considérable des demandeurs d'asile territorial dans les préfectures entre 2000 et 2003 a provoqué l'engorgement des différents services en charge de cette demande (allongeant *de facto* les délais de traitement) constituant ainsi un effet d'appel incitant certains étrangers à déposer des demandes d'asile sans menaces réellement avérées.

2- Statistiques par catégories : Union européenne, carte de séjour temporaire et carte de résident au titre du régime général, carte de résident algérien et carte de retraité.

Titres communautaires et titres espace économique européen

La carte de ressortissant communautaire à durée permanente est délivrée au travailleur communautaire et aux membres de sa famille dans les conditions fixées par le décret du 11 mars 1994 modifié.

MOTIFS DE DELIVRANCE	CEE & EEE						
	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
1 - MOTIFS FAMILIAUX	9 041	8 210	8 812	9 160	9 348	10 369	10 979
FAMILLE DE FRANCAIS	2 000	1 913	2 102	2 419	2 627	2 879	3 114
MEMBRE DE FAMILLE	7 041	6 297	6 710	6 741	6 721	7 490	7 865
2 - MOTIFS DE TRAVAIL	21 183	20 079	21 444	22 211	21 545	21 071	19 902
ACTIF NON SALARIE	999	927	959	1 018	905	902	353
ENGAGEMENT DE TRAVAIL < 1 AN	7 186	6 866	7 786	8 732	8 818	8 077	8 807
SALARIE	12 998	12 286	12 699	12 461	11 822	12 092	10 742
3 - AUTRES MOTIFS	19 460	18 933	20 726	23 710	26 541	26 173	24 674
ETUDIANT & STAGIAIRE	8 281	10 004	11 678	14 879	18 363	18 408	16 362
RETRAITE OU PENSIONNE	4 317	3 450	2 946	2 821	2 568	2 609	2 541
VISITEUR	6 859	5 467	6 077	5 989	5 569	5 074	5 658
MOTIF NON DETERMINE	3	12	25	21	41	82	113
Total	49 684	47 222	50 982	55 081	57 434	57 613	55 555

20

Le tableau fait apparaître une légère augmentation du nombre de titres de séjour délivrés aux ressortissants communautaires en 2003 après une diminution en 2002.

Globalement, depuis 1998, le nombre de titres de séjour délivrés aux ressortissants communautaires tend à diminuer ce qui s'explique notamment par une application anticipée des dispositions de la loi MISEFEN du 26 novembre 2003 instituant la suppression de l'obligation de détenir un titre de séjour.

Carte de résident

La carte de résident, valable 10 ans, peut être délivrée soit de plein droit aux étrangers qui disposent de liens personnels et familiaux avec la France ou qui ont été admis au statut de réfugié (article 15), soit à la discréction des autorités préfectorales aux étrangers qui justifient d'une résidence non interrompue d'au moins cinq années en France et qui démontrent leur volonté de s'insérer dans notre société (article 14).

La délivrance d'une carte de résident en application de l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 est subordonnée, depuis la loi du 26 novembre 2003, à une condition d'intégration républicaine de l'étranger appréciée en particulier au regard de sa connaissance de la langue française et des principes qui régissent la République française. Compte tenu de l'ancienneté et de la nature essentiellement familiale des flux d'immigration à destination de la France, près de 85 % des étrangers légalement établis sur le territoire national sont aujourd'hui en possession d'un titre de séjour valable 10 ans.

MOTIFS DE DELIVRANCE	CR						
	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
1 - MOTIFS FAMILIAUX	22 847	22 965	22 384	22 184	23 436	23 804	25 358
FAMILLE DE FRANCAIS	9 171	9 263	9 109	8 652	8 736	8 835	7 340
MEMBRE DE FAMILLE	13 676	13 702	13 275	13 532	14 700	14 969	18 018
2 - MOTIFS DE TRAVAIL	65						
ACTIF NON SALARIE	32						
SALARIE	33						
3 - AUTRES MOTIFS	8 884	8 652	7 763	7 154	7 680	8 714	8 327
ANCIEN COMBATTANT	498	422	496	519	538	347	326
ETUDIANT & STAGIAIRE	9						
REFUGIE & APATRIDE	8 060	7 250	5 818	4 632	4 470	4 159	3 955
RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL	59	170	55	50	51	65	68
RETRAITE OU PENSIONNE						1	
MOTIF NON DETERMINE	258	810	1 394	1 953	2 621	4 142	3 978
Total	31 796	31 617	30 147	29 338	31 116	32 518	33 685

Le présent tableau fait apparaître une quasi-stagnation du nombre de titres et des motifs de délivrance de la carte de résident.

Les données statistiques concernant la délivrance de cartes de réfugié laissent apparaître une augmentation constante entre 1997 et 2003 (+106 %). Cette évolution est toutefois à mettre en parallèle avec le nombre de demandes d'asile déposées au cours de la même période qui va également croissant.

Carte de résident algérien

MOTIFS DE DELIVRANCE	CRA					
	2003	2002	2001	2000	1999	1998
1 - MOTIFS FAMILIAUX	21 273	10 426	9 369	7 474	8 232	8 087
FAMILLE DE FRANCAIS	14 725	5 916	5 437	3 725	3 798	3 842
MEMBRE DE FAMILLE	4 464	4 510	3 932	3 749	4 434	4 245
VIE PRIVEE ET FAMILIALE	2 084					
2 - MOTIFS DE TRAVAIL	839	8 515	3 950	3 290	2 787	6 188
ACTIF NON SALARIE	72	696	404	421	387	1 027
SALARIE	756	7 819	3 546	2 869	2 400	5 161
SCIENTIFIQUE	11					
3 - AUTRES MOTIFS	7 731	5 731	4 236	2 636	2 252	2 311
ARTISTE	3					
ASILE TERRITORIAL	88	147	158	263	246	86
ETRANGER MALADE	933					
ETUDIANT & STAGIAIRE	5 078	4 415	2 892	1 347	1 007	987
REFUGIE & APATRIDE	70	28	1			
RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL	54	16	11	13	10	20
RETRAITE OU PENSIONNE	836					
VISITEUR	583	1 087	1 105	889	842	991
MOTIF NON DETERMINE	86	38	69	124	147	227
Total	29 843	24 672	17 555	13 400	13 271	16 586

L'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 modifié régit de manière complète les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants algériens. Dès lors, à l'exception des dispositions de procédure non incompatibles avec les stipulations de l'accord, les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée n'ont pas vocation à s'appliquer à l'égard des Algériens.

Cependant, afin de tenir compte des évolutions de la situation dans les deux pays ainsi que de la réglementation française relative au séjour des étrangers, cet accord a été modifié à plusieurs reprises. Il a ainsi fait l'objet, en dernier lieu, d'un troisième avenant, signé à Paris le 11 juillet 2001, qui a transposé dans l'accord les dispositions favorables de la loi du 11 mai 1998, dite loi RESEDA, portant modification de l'ordonnance. Il s'agissait de faire bénéficier les ressortissants algériens de certificats de résidence équivalents aux nouveaux titres instaurés par cette loi portant les mentions "scientifique", "profession artistique et culturelle", "vie privée et familiale" et "retraité".

Cet avenant, signé en juillet 2001, n'est entré en vigueur que le 1^{er} janvier 2003 à l'issue du processus de ratification par le Parlement et de publication (loi de ratification du 29 octobre 2002 et décret de publication du 20 décembre 2002).

Il a néanmoins été demandé aux préfectures, dès septembre 2001, par voie de circulaire, d'appliquer par anticipation ce troisième avenant en délivrant des certificats de résidence pour les Algériens (CRA) mention "salarié" ou "visiteur", selon les cas, aux ressortissants algériens qui remplissaient les conditions de délivrance des nouveaux titres qu'il n'était pas possible d'éditer avant l'entrée en vigueur effective des nouvelles stipulations de l'accord.

C'est la raison pour laquelle le nombre de délivrances de CRA "salarié" et "visiteur" a fortement augmenté au cours des années 2001 et 2002. Les nouvelles stipulations de l'accord inspirées des dispositions favorables de la loi RESEDA sont également à l'origine de l'augmentation significative du nombre de premières délivrances de certificats de résidence pour les Algériens qui caractérise les années 2002-2003, et, dans une moindre mesure, l'année 2001, puisque de nouveaux cas de délivrance de CRA ont été instaurés (scientifique, profession artistique et culturelle, vie privée et familiale, étranger malade, et retraité).

L'absence de stipulation prévoyant la délivrance de CRA aux anciens combattants algériens de l'armée française explique qu'aucun titre de cette nature n'est délivré aux Algériens qui se prévalent de cette qualité.

Carte de séjour temporaire

Une carte de séjour temporaire valable 1 an peut être délivrée, soit aux étrangers venus en France en qualité de visiteurs, étudiants, scientifiques, artistes, ou pour y exercer une activité professionnelle (article 12 de l'ordonnance) ; soit de plein droit aux étrangers présents en France en raison de l'intensité des liens personnels et familiaux qu'ils y ont noués (articles 12 bis et 12 ter de l'ordonnance). Cette carte de séjour porte la mention de l'objet prévu du séjour et est renouvelable sous réserve que les conditions qui ont prévalu à sa délivrance initiale soient toujours remplies.

Les cartes de séjour temporaire portent une mention relative au motif de séjour ayant conduit à autoriser l'étranger à s'installer sur le territoire français. Ainsi :

- la carte de séjour temporaire "visiteur" est attribuée à l'étranger qui apporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources et qui prend l'engagement de n'exercer en France aucune profession soumise à autorisation ;
- la carte de séjour temporaire "salarié" : l'étranger doit prouver qu'il remplit les conditions pour exercer une activité professionnelle, notamment le respect de la procédure d'introduction de travailleurs étrangers si c'est une profession salariée, ou l'enregistrement sur les registres du répertoire des métiers, si c'est une activité commerciale ;
- la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" résulte de la volonté du Parlement de traduire dans la législation française les prescriptions de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en vertu de laquelle toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale. Dès lors, un droit au séjour est accordé aux étrangers qui ont vocation à s'établir en France compte tenu de l'intensité des liens personnels et familiaux qu'ils ont noués sur le sol français. Ce titre est aussi délivré aux personnes bénéficiant d'une décision d'asile territorial accordée par le ministre de l'Intérieur ;
- la carte de séjour temporaire "étudiant" est attribuée à l'étudiant qui justifie, d'une part, d'une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en France et, d'autre part, de ressources suffisantes ;
- la carte de séjour temporaire "scientifique" est délivrée aux étrangers accueillis en France au sein d'organismes d'enseignement et/ou de recherche habilités en ce sens, en vue d'y mener des recherches ou d'y dispenser un enseignement de niveau universitaire ;

- la carte de séjour temporaire “profession artistique et culturelle” est attribuée à l’étranger sous contrat avec un organisme dont l’objet principal est la création, la diffusion et/ou l’exploitation d’une œuvre de l’esprit.

MOTIFS DE DELIVRANCE	CST						
	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
1 - MOTIFS FAMILIAUX	41 258	35 284	32 406	30 920	24 866	14 904	6 073
FAMILLE DE FRANCAIS	27 053	23 951	21 551	18 511	13 417	8 630	4 042
MEMBRE DE FAMILLE	6 506	3 878	3 933	4 301	3 890	3 036	2 031
VIE PRIVEE ET FAMILIALE	7 699	7 455	6 922	8 108	7 559	3 238	
2 - MOTIFS DE TRAVAIL	9 135	10 084	11 186	9 045	11 768	40 791	26 655
ACTIF NON SALARIE	298	338	462	837	567	653	1 033
SALARIE	7 686	8 607	9 450	7 150	10 252	39 818	25 622
SCIENTIFIQUE	1 151	1 139	1 274	1 058	949	320	
3 - AUTRES MOTIFS	54 461	58 123	54 712	50 130	44 360	39 544	37 938
ARTISTE	372	242	210	229	223	36	
ASILE TERRITORIAL	56	61	121	90	46	9	
ETRANGER MALADE	3 607	3 370	2 891	1 698	1 413	455	
ETUDIANT & STAGIAIRE	41 201	44 950	41 260	38 812	31 249	27 099	24 818
REFUGIE & APATRIDE	44	79	74	43	29	8	
RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL	8	6	5	5	5	2	
VISITEUR	9 171	9 415	9 936	9 168	9 734	11 935	13 118
MOTIF NON DETERMINE	2		215	85	1 661		2
Total	104 854	103 491	98 304	90 095	80 994	95 239	70 666

Ce tableau fait apparaître une quasi-stagnation du nombre de premières cartes de séjour temporaire délivrées en 2003 par rapport à 2002. D’une manière générale, les cartes délivrées pour motifs familiaux connaissent une augmentation sensible et régulière depuis 1997 sachant que ces titres dits “vie privée et familiale” permettent l’exercice d’une activité professionnelle. En revanche, les cartes délivrées sur le seul fondement de l’exercice d’une activité professionnelle soumises à l’accord préalable des directions départementales du travail et de l’emploi (DDTE) sont en diminution ces dernières années.

Carte de retraité

Quant aux cartes de séjour valables 10 ans, seules les cartes “retraité” et “conjoint de retraité” portent une mention spécifique. Elles sont délivrées à l’étranger qui a résidé en France sous couvert d’une carte de résident – ainsi que son conjoint – et qui a souhaité s’établir dans son pays d’origine tout en gardant la possibilité d’effectuer des allers-retours n’excédant pas une année en France. Les cartes de séjour délivrées sur ce motif s’élèvent à 412 en 2003, soit une légère diminution par rapport à 2002.

MOTIFS DE DELIVRANCE	RETRAITE						
	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
RETRAITE OU PENSIONNE	412	474	349	348	106	1	

2. Nombre des demandes rejetées et des renouvellements refusés

La politique du Gouvernement vise à promouvoir une immigration contrôlée, en fonction des objectifs et des principes qu’elle s’est fixés.

Les demandes de premiers titres ont connu une progression sensible au cours des deux dernières années, passant de 367 422 en 2002 à 469 027 en 2003. Le taux de refus de titres pour 2002, dernière année de gestion consolidée, est de l’ordre de 9 % (33 269 refus enregistrés dans l’application informatique de gestion).

Pour ce qui concerne les demandes de renouvellement formulées en 2002, 3 126 refus ont été dénombrés.

LE NOMBRE D'ÉTRANGERS ADMIS AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

1. Le regroupement familial *stricto sensu* : flux d'entrée contrôlés par l'OMI entre 1999 et 2003

Contenu

Il s'agit de la comptabilisation des contrôles médicaux effectués par l'Office des migrations internationales (OMI), au cours d'une année, dans le cadre de la procédure du regroupement familial.

Ne comprend pas notamment :

- les entrées de ressortissants des pays membres de l'Espace économique européen ainsi que les entrées des membres de leurs familles (quelle que soit leur nationalité) ;
- les entrées au titre de "famille de Français" qui relèvent des articles 12 bis et 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ;
- les membres de familles de réfugiés.

Concerne :

- les conjoints et enfants mineurs d'étrangers résidant régulièrement en France depuis au moins un an et titulaires d'un titre de séjour d'une validité minimale de un an ;
- disposant de ressources stables et suffisantes ;
- d'un logement adapté en surface et en confort à la taille de la famille (familles rejoignantes) ;
- les membres de familles déjà présents sur le territoire national autorisés, à titre exceptionnel, à régulariser leur situation sur place (familles régularisées ou admises au séjour) ;
- les membres de familles de cadres de haut niveau autorisés à travailler en France et pour lesquels les conditions de présence préalable en France du demandeur ne sont pas requises (familles accompagnantes).

Commentaires

Depuis les cinq dernières années, les entrées d'étrangers au titre de la procédure du regroupement familial sont en augmentation, passant, hors procédures spécifiques, de 19 213 personnes en 1999 à 26 768 en 2003. Cette augmentation concerne à la fois les familles rejoignantes (+5 800 personnes) et les familles régularisées (+2 000 personnes), alors que le flux des membres de familles accompagnantes reste relativement constant (autour de 2 000 personnes).

Il convient d'ajouter qu'entre 1999 et 2002, 3 151 personnes (sur un total de 8 214) ont été régularisées, au titre du regroupement familial, dans le cadre des dispositions de la circulaire du 24 juin 1997 sur le réexamen.

Regroupement Familial 1999 - 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
Dossiers	13 216	13 037	14 046	16 525	15 870
Personnes*	21 762	21 404	23 081	27 267	26 768

*dont réexamen 2 549 509 80 13

En 2003

85,7 % des personnes (soit 22 947) ont été introduites par l'intermédiaire des missions de l'office à l'étranger ou par l'intermédiaire des consulats de France :

- 8,3 % sont des membres de familles de cadres de haut niveau (familles accompagnantes) et sont alors principalement originaires des États-Unis, du Japon, du Canada ou encore d'Inde ;
- 77,4 % ont bénéficié de la procédure de droit commun (familles rejoignantes). Les nationalités les plus représentées sont alors les Marocains, les Algériens, les Tunisiens et les Turcs ;
- 14,3 % des personnes (soit 3 821) ont été régularisées, à titre exceptionnel, postérieurement à leur entrée en France.

Les principaux départements de résidence sont ceux de l'Île-de-France, et en particulier les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et Paris, les Bouches-du-Rhône, le Rhône.

Le nombre moyen de personnes par dossier est de 1,69, les familles accompagnantes comptant en moyenne 2,16 personnes, les rejoignantes 1,69 et les régularisées 1,51. Toutes procédures confondues, les familles originaires des États-Unis, du Pakistan, du Canada ou de Tunisie sont en moyenne les plus nombreuses (plus de 2 personnes par dossier), alors que les familles algériennes ne comprennent que 1,48 personne et les chinoises 1,30.

Plus de 65 % des dossiers ne comprennent qu'une seule personne, seulement 4 familles sont composées de 9 personnes et plus.

46,7 % des membres de familles sont des conjoints (12 514) et 53,3 % des enfants mineurs. Les conjoints sont très majoritairement de sexe féminin (82,7 %).

51,7 % des dossiers sont composés uniquement d'un conjoint, 27,1 % à la fois du conjoint et d'enfants et 21,2 % uniquement d'enfants (cette proportion passe à plus de 60 % dans le cadre des familles régularisées).

25

• • •

2. Le regroupement familial vu sous l'aspect "Rapprochement des familles" : Flux d'entrée contrôlés par l'OMI entre 1999 et 2003

Contenu

Il s'agit de la comptabilisation des contrôles médicaux effectués par l'OMI, au cours d'une année, dans le cadre des procédures d'entrée qu'il est amené à connaître.

Ne comprend pas notamment :

- les entrées de ressortissants des pays membres de l'Espace économique européen ainsi que les entrées des membres de leurs familles (quelle que soit leur nationalité) ;
- les demandeurs d'asile ;
- les étrangers mineurs, sauf dans le cadre de la procédure du regroupement familial ;

Composition de la catégorie "rapprochement familial" :

Il s'agit de recenser les flux d'entrée dont le motif est de caractère familial. Sont donc inclus :

- les entrées au titre de la procédure du regroupement familial : conjoints et enfants mineurs d'étrangers établis en France ;
- les entrées de l'ensemble des membres de familles de Français (personnes âgées de plus de 18 ans ou de 16 si elles désirent travailler), à savoir :
 - conjoints de Français : articles 12bis-4° et 15-1° de l'ordonnance du 2 novembre 1945. S'ajoutent à ces catégories quelques enregistrements encore effectués au titre de l'opération de réexamen (circulaire du 24 juin 1997) ;

¹ Les descendants et collatéraux d'étrangers qui ne bénéficient plus, depuis 1993, de la procédure du regroupement familial ne sont pas comptabilisés ici. Ils reçoivent le plus souvent un titre de séjour mention "visiteur" et ne peuvent être identifiés séparément. Ils ne sont donc pas comptabilisés au titre de la catégorie "rapprochement familial".

- parents d'enfants français : articles 12bis-6° et 15-3° ;
- enfants mineurs ou à charge de Français : article 15-2°;
- descendants à charge d'un Français ou de son conjoint : article 15-2°¹ ;
- les entrées au titre de famille de réfugié ou d'apatriote : articles 15-10° et 15-11² ;
- en 1999 surtout, plusieurs catégories d'étrangers bénéficiaires du réexamen.

Ont été, d'autre part, ajoutées, trois catégories d'étrangers pour lesquels le rattachement à l'ordonnance du 2 novembre 1945 peut laisser supposer, pour une partie d'entre eux, un motif familial. L'inclusion de la totalité des flux conduit certainement à une surévaluation des entrées au titre du rapprochement familial. Il s'agit :

- des mineurs ayant leur résidence habituelle en France depuis au plus l'âge de 10 ans : article 12bis-2 ;
- des étrangers ayant des liens personnels et familiaux : article 12bis-7 ;
- des étrangers nés en France ayant résidé au moins pendant 8 ans de façon continue et suivi après l'âge de 10 ans une scolarité pendant 5 ans : article 12bis-8°.

Commentaires

Les entrées pour "rapprochement familial", telles que décrites plus haut, constituent le principal motif d'entrée en France pour un long séjour (titre de séjour délivré d'une durée égale ou supérieure à un an, hors étudiants) : 71 % en 1999, 79 % en 2003, les effectifs passant de 56 828 personnes en 1999 à 74 549 en 2001 et 101 937 en 2003.

Au cours des cinq dernières années, il convient de noter la modification importante de la structure de ces flux d'entrée : augmentation de la part des conjoints de Français qui constituent maintenant près de la moitié des entrées pour "rapprochement familial", diminution de la part prise par le regroupement familial *stricto sensu*.

PRINCIPALES COMPOSANTES DU « RAPPROCHEMENT FAMILIAL »
1999 – 2003

	1999	2000	2001	2002	2003	
Rapprochement familial	56 828	66 066	74 549	90 709	101 937	
<i>Var/année précédente</i>						
	16,3%	12,8%	21,7%	12,4%		
Selon les principales composantes						
Regroupement familial	21 762	38,3%	21 404	32,4%	23 081	31,0%
<i>Var/année précédente</i>			-1,6%		7,8%	18,1%
Conjoints de français	23 344	41,1%	29 955	45,3%	35 638	47,8%
<i>Var/année précédente</i>			28,3%		19,0%	23,5%
Parents d'enfants français	2 963	5,2%	4 445	6,7%	5 184	7,0%
<i>Var/année précédente</i>			50,0%		16,6%	36,7%
Liens personnels et familiaux (12 bis 7)	3 314	5,8%	5 093	7,7%	5 564	7,5%
<i>Var/année précédente</i>			53,7%		9,2%	28,0%
						26 768
						26,3%
						-1,8%
						50 192
						49,2%
						14,1%
						9 445
						33,3%
						9,3%
						10 643
						10,4%
						49,4%

Les évolutions réglementaires ont aussi, au cours des dernières années (en particulier en 2002 et 2003), eu un impact sur les effectifs de populations comptabilisés au titre des entrées pour rapprochement familial. En effet les mises en œuvre :

- du 3° avenant à l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 modifié, qui, d'une part, ouvre une possibilité de régularisation de leur situation à certaines catégories d'Algériens comme les parents d'enfants français, les personnes ayant des attaches familiales et personnelles et d'autre part, rapproche du droit commun les ressortissants algériens conjoints de français ;
- du 2° avenant à l'accord franco-tunisien du 17 mars 1988 qui permet la délivrance de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale" aux ressortissants tunisiens

ont probablement conduit à une augmentation conjoncturelle des flux d'entrée.

² Les étrangers membres de familles relevant de l'article 12bis-10° n'ont pas non plus été pris en compte du fait de l'impossibilité de distinguer, statistiquement, l'apatriote des membres de sa famille (catégorie qui regroupe des effectifs très faibles).

**Principales composantes nationales du "Rapprochement familial"
1999 - 2003**

	1999		2000		2001		2002		2003	
	Toutes nationalités	Var/année précédente	66 066	16,3%	74 549	12,6%	90 709	21,7%	101 937	12,4%
Selon les principales composantes										
Hors Algériens - Tunisiens	44 188	% total	51 293	77,6%	56 628	76,0%	63 913	70,5%	68 291	67,0%
Var/année précédente				16,1%		10,4%		12,9%		6,8%
Algériens	9 162	16,1%	9 921	15,0%	12 242	16,4%	19 731	21,8%	24 931	24,5%
Var/année précédente				8,3%		23,4%		61,2%		26,4%
Tunisiens	3 478	6,1%	4 852	7,3%	5 679	7,6%	7 065	7,8%	8 715	8,5%
Var/année précédente				39,5%		17,0%		24,4%		23,4%

En 2003

Parmi les entrées en France comptabilisées par l'OMI, 101 937 personnes (soit 79,2 % des entrées pour long séjour) ont pu être répertoriées au titre du rapprochement familial. 60 % d'entre elles étaient membres de la famille d'un Français (notamment : conjoints pour 49 %, parents d'enfants français pour 9 %), 26 % sont entrées au titre de la procédure du regroupement familial *stricto sensu* et 10,5% ont reçu un titre de séjour au titre de l'article 12bis 7° (liens personnels et familiaux).

Les nationalités les plus représentées sont les Algériens (24,5 % du total), les Marocains (20 %), les Tunisiens (8,5 %), les Turcs (7 %) et les Camerounais (2,7 %).

Les principaux départements de résidence sont ceux de l'Île-de-France (40 % du total), et en particulier la Seine-Saint-Denis et Paris, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Nord.

Les étrangers concernés sont majoritairement de sexe féminin (53,8 %), mais on constate que les conjoints de Français sont majoritairement de sexe masculin (52,8 %) alors que les conjoints appartenant à la procédure du regroupement familial sont très majoritairement des femmes (près de 83 %).

27

• • •

LE NOMBRE D'ÉTRANGERS AYANT OBTENU LE STATUT DE REFUGIÉ OU LE BÉNÉFICE DE LA PROTECTION SUBSIDIAIRE, AINSI QUE CELUI DES DEMANDES REJETÉES

1. L'asile conventionnel

Les demandes d'asile

Hors mineurs accompagnant, l'Office française de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a enregistré 52 204 premières demandes en 2003 contre 51 087 en 2002, soit une hausse de 2,2 %. Cet accroissement, sans être totalement négligeable, constitue une rupture par rapport aux fortes augmentations observées depuis 1999 (cf. ci-dessous).

En outre, il convient désormais d'ajouter à ces données le nombre de demandes émanant de mineurs accompagnants dont l'enregistrement informatique a été mis en place progressivement à partir du mois de mai 2002. L'année 2003 est donc la première année pour laquelle l'office dispose de séries statistiques informatisées complètes, ce qui porte le nombre de demandeurs d'asile au titre de la convention de Genève pour cette année à un total de 59 768, total qui inclut 7 564 mineurs accompagnants.

La répartition des demandes d'asile par continent géographique et hors mineurs accompagnants, se présente comme suit :

Continents	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	8 450	10 407	14 378	16 864	17 859
Asie	11 158	10 590	8 622	7 639	11 514
Afrique	10 441	15 500	21 149	24 114	20 933
Amériques	751	2 161	3 036	2 339	1 761
section Apatrides	107	89	106	131	137
TOTAL	30 907	38 747	47 291	51 087	52 204
évolution %		+ 25,4 %	+ 22,1 %	+ 8 %	+ 2,2 %

En ce qui concerne l'origine géographique des demandes, celle-ci est représentée habituellement à 60 % par une dizaine de pays :

2003	1ères demandes	mineurs accompagnant	total
Turquie	6 761	431	7 192
Chine	5 294	36	5 330
République Démocratique du Congo	4 407	686	5 093
Algérie	2 431	363	2 794
Mauritanie	2 324	56	2 380
Russie	2 147	1 200	3 347
Sri Lanka	1 967	162	2 129
Moldavie	1 778	123	1 901
Congo	1 762	190	1 952
Serbie & Monténégro	1 755	949	2 704
autres	21 578	3 368	24 946
Total	52 204	7 564	59 768

Les demandes africaines restent les plus nombreuses, même si elles ont fortement diminué (-13 % en 2003 par rapport à 2002) : elles représentaient 34 % du total des demandes en 1999, 47 % en 2002 et 40 % en 2003. La république démocratique du Congo est le premier pays de provenance des demandes africaines et, en dépit de la baisse de 16 % observée entre 2002 et 2003, elle représente toujours plus de 20 % du flux africain. C'est le troisième flux de demandeurs d'asile.

La demande européenne, en constante augmentation sur la période considérée, est la seconde dans l'ordre des flux. Les demandes turques et celles issues de l'ex-URSS représentent la part la plus importante de ce flux, la Turquie constituant le premier pays de provenance des demandeurs d'asile depuis 2001 (demande kurde à 60 %).

La demande asiatique, première en importance numérique en 1999 avec 36 % du total des demandes, et qui connaissait depuis une baisse régulière (15 % du total fin 2002), a vu cette tendance s'inverser en 2003 avec la très forte croissance de la demande chinoise, qui a doublé par rapport à son niveau de 2002, devenant ainsi le second pays de provenance des demandeurs d'asile derrière la Turquie.

Les demandes américaines enfin restent très faibles quantitativement en dépit de la hausse observée en 2000 et 2001. Elles représentaient 3 % de l'ensemble en 2003. Il s'agit en très forte majorité de demandes haïtiennes.

La répartition des demandeurs d'asile sur le territoire national traditionnellement concentrée aux deux tiers dans la région Île-de-France est en train de changer depuis 2001 : près de la moitié d'entre eux réside dorénavant en province.

Les décisions prises

Le nombre des décisions prises par l'OFPRA a pratiquement triplé entre 1999 et 2003, passant de 24 151 décisions en 1999 à 66 344 en 2003. Cet effort a permis de résorber la majeure partie des

dossiers en attente de décision qui s'étaient accumulés jusqu'à la fin de l'année 2000. L'OFPRA aujourd'hui, avec un stock global équivalent à deux mois d'activité, est en mesure de travailler en temps pratiquement réel.

Décisions prises	1999	2000	2001	2002	2003
Total CR + RJ	24 151	30 278	40 779	50 206	66 344
dont accords ofpra (CR)	4 659	5 185	5 049	6 326	6 526
rejets (RJ)	19 492	25 093	35 730	43 880	59 818
Taux accord ofpra %	19,3%	17,1%	12,4%	12,6%	9,8%
annulations C.R.R. (AN)			2 274	2 169	3 264
total reconnaissances (CR + AN)			7 323	8 495	9 790
Taux global admission %			18,0%	16,9%	14,8%

CR = accord ; RJ = rejet ; AN = CR suite à annulation de la Commission des Recours des Réfugiés (C.R.R.)

taux accord < 2001 % = total CR dont AN / total (CR dont AN + RJ) %

taux accord ofpra depuis 2001 % = CR / total décisions ofpra (CR + RJ)

% global admission = (CR + AN) / total décisions ofpra (CR + RJ)

Le nombre de réfugiés reconnus a doublé en cinq ans, passant de 4 659 à 9 790 personnes, il a augmenté de 15 % entre 2002 et 2003. Dans le même temps, le taux global d'admission marque un net recul : supérieur à 19 % en 1999, il est inférieur à 15 % en 2003. Les taux globaux d'admission (annulations de la CRR incluses) sont très variables selon les provenances.

Continents	1999	2000	2001	2002	2003
Europe	20,9%	17,8%	16,8%	18,2%	17,3%
Asie	17,7%	18,2%	23,9%	20,1%	12,3%
Afrique	20,3%	16,6%	16,5%	15,2%	13,3%
Amériques	16,0%	7,4%	8,9%	14,2%	19,7%
section Apatriades	24,3%	60,2%	68,9%	63,2%	47,7%
TOTAL	19,3%	17,1%	18,0%	16,9%	14,8%

29

• • •

En 2003, l'Asie et l'Afrique se situent en dessous du taux moyen d'admission (13 %), l'Europe et l'Amérique, nettement au-dessus (17 et 20 %).

En 2003, les taux d'admission les plus élevés ont concerné le Rwanda (66 %), la Bosnie-Herzégovine (49 %), la Russie (46,5 %) et le Tchad (29 %) – (nationalités sur lesquelles plus de cent décisions ont été prises en 2003).

Les taux d'admission les plus faibles ont concerné l'Inde (5,9 %), la Moldavie (2,6 %), le Nigeria (1,9 %), la Chine (1,1 %) alors que ce pays constituait en 2003, le second flux de provenance de demandeurs d'asile et le Mali (0,5 %).

Le nombre d'étrangers réfugiés en France

Le nombre de personnes placées sous la protection juridique et administrative de l'OFPRA était estimé au 31 décembre 1999 à 108 000 (hors mineurs). Il était de 102 500 au 31 décembre 2000 (hors mineurs), soit une baisse de 11 %. Il est resté relativement stable les années suivantes. Il était estimé à 100 800 au 31 décembre 2003 (hors mineurs).

Les raisons de cette évolution sont difficiles à cerner, car ces chiffres (qui correspondent au nombre de certificats de réfugié en cours de validité au 31 décembre) ne sont que des estimations : si les entrées correspondant aux nouvelles admissions au statut de réfugié sont bien identifiées, en revanche, les sorties (décès, naturalisations, renonciations, retraits,...) le sont beaucoup moins, car souvent enregistrées avec imprécision et retard.

Les différents continents d'origine sont toujours représentés de façon très déséquilibrée : la part de l'Asie, qui représentait jusqu'à fin 2001 plus des deux tiers de l'ensemble des réfugiés, ne cesse de décroître (52 % fin 2003). Alors que les réfugiés étaient encore tous européens au tout début des années 70, ce continent ne représente plus que 20 % de l'ensemble, mais tend à augmenter de nouveau depuis deux ans. En dépit d'une demande d'asile africaine très importante ces dernières

années, le nombre de réfugiés africains est resté longtemps relativement faible (moins de 15 % de l'ensemble jusqu'à fin 2000) ; il croît régulièrement depuis (16 % fin 2001, 19 % fin 2002 et 21 % fin 2003). Enfin, les réfugiés américains, historiquement les premiers réfugiés de nationalités non européennes à être arrivés en nombre important, sont maintenant pratiquement inexistantes quantitativement (moins de 3 % de l'ensemble).

Demandes d'asile, réexamens et décisions prises par nationalité pour l'année 2003

CONTINENTS	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	demandes mineurs A	demandes 1ères demandes	demandes réex	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Europe	18 861	17 859	1 002	4 481	23 342	22 882	2 473	20 409	10,8%	1 481	3 954	17,3%
Asie	11 998	11 514	484	456	12 454	8 956	561	8 395	6,3%	542	1 103	12,3%
Afrique	21 513	20 933	580	2 449	23 962	32 536	3 212	29 324	9,9%	1 102	4 314	13,3%
Amériques	1 920	1 761	159	168	2 088	1 859	227	1 632	12,2%	139	366	19,7%
section Apatrides	137	137			10	111	53	58	47,7%		53	47,7%
TOTAL	54 429	52 204	2 225	7 564	61 993	66 344	6 526	59 818	9,8%	3 264	9 790	14,8%

mineurs A = mineurs accompagnants ; CR = accord ; RJ = rejet ; AN = annulation C.R.R

taux accord ofpra % = CR / total décisions ofpra (CR + RJ) %

% CRT = taux global admission % = CR+AN / total décisions OFPRA (CR + RJ) %

2. L'asile territorial

En 2003, l'asile territorial reste largement couvert par les demandes émanant de ressortissants algériens, à plus de 62 %. Le reste des demandes intéresse essentiellement des Roumains et des Turcs.

30

• • •

Le taux d'accord est de 0,3 % en 2003. Seuls 111 titres de séjour au bénéfice de l'asile territorial ont été délivrés en 2003 par le ministère de l'Intérieur pour un nombre de demandes de 27 741.

Depuis sa création en 1998, l'asile territorial n'a été accordé qu'à un peu plus d'un millier de personnes (1 058). Les personnes protégées au titre de l'asile territorial créée par la loi Réséda de 1998 reçoivent une carte de séjour portant mention "vie privée et familiale".

N.B. Depuis le 1^{er} janvier 2004, la loi du 10 décembre 2003 réformant le droit d'asile dispose qu'une seule autorité, l'OFPRA, est désormais compétente pour statuer sur les demandes d'asile. S'il estime qu'une protection doit être accordée, l'OFPRA fera bénéficier le demandeur du statut de réfugié en application de la convention de Genève ou de la protection subsidiaire. Cette dernière notion se substitue à celle d'asile territorial. La loi nouvelle permet d'éviter le dépôt de demandes multiples sur des fondements juridiques différents. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire sont des personnes exposées dans leur pays à la peine de mort ou à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ou, s'il s'agit d'un civil, à une menace grave, directe et personnelle contre sa vie ou sa sécurité en raison d'une violence généralisée résultant d'une situation de conflit interne ou international. Cette réforme, qui s'inscrit dans un cadre européen, devrait permettre une plus grande efficacité des procédures et une réduction des délais d'instruction.

Demandes reçues et décisions prises en 2003 *

Nationalités	2003		
	DEMANDES	ACCORD	REFUS
Ex- URSS	823	14	672
Pays de l'Est	4 203	9	3 224
EUROPE ET TURQUIE	8 046	25	6 288
Maghreb	17 465	61	26 676
Pays anciennement sous administration française	531	6	628
Autres pays d'Afrique	452	10	365
AFRIQUE	18 448	77	27 669
AMERIQUE	182	2	217
Moyen Orient	121		91
Autres pays asiatiques	191	7	220
ASIE	312	7	311
Indéterminée	753		9
TOTAL GENERAL	27 741	111	34 494
TAUX D'ÉGIBILITÉ		0,3%	

LE NOMBRE D'ATTESTATIONS D'ACCUEIL PRÉSENTÉES POUR VALIDATION ET LE NOMBRE D'ATTESTATIONS D'ACCUEIL VALIDÉES

L'attestation d'accueil est un document officiel rempli par toute personne française ou étrangère résidant en France et qui souhaite accueillir un ressortissant étranger pour une durée inférieure à trois mois.

Elle a pour but de s'assurer du consentement et de l'engagement de l'hébergement à l'accueil d'un ou de plusieurs étrangers pour un séjour n'excédant pas trois mois.

31

• • •

L'attestation d'accueil permet au visiteur de justifier des motifs de son séjour et de se voir ainsi accorder un traitement plus favorable quant aux ressources et garanties financières à présenter.

La mise en oeuvre du nouveau dispositif de délivrance des attestations d'accueil prévu par la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité et par son décret d'application permettra de disposer, dès la fin de l'année 2005, de statistiques d'une précision accrue, les préfets ayant été invités à solliciter annuellement des informations précises auprès des maires, seules autorités désormais habilitées à délivrer ou refuser de valider les attestations d'accueil.

ATTESTATIONS D'ACCUEIL

1999		Nombre d'attestations refusées	Total d'attestations demandées
Nombre d'attestations visées			
436 897		1 399	438 296
2000			
Nombre d'attestations visées	Nombre d'attestations refusées	Total d'attestations demandées	
604 405	1 555	605 960	
2001			
Nombre d'attestations visées	Nombre d'attestations refusées	Total d'attestations demandées	
712 838	1 660	714 498	
2002			
Nombre d'attestations visées	Nombre d'attestations refusées	Total d'attestations demandées	
633 997	2 312	636 309	
2003			
Nombre d'attestations visées	Nombre d'attestations refusées	Total d'attestations demandées	
545 582	2 027	547 609	

(source : préfectures)

* Les demandes recensées sont celles adressées, pour décision, au ministère de l'intérieur par les préfectures.

LES INDICATEURS PERMETTANT D'ESTIMER LE NOMBRE D'ÉTRANGERS SE TROUVANT EN SITUATION IRRÉGULIÈRE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Par définition, les étrangers se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français ne font l'objet d'aucun enregistrement administratif. Ils ne peuvent donc pas être directement dénombrés.

Il ne s'agit donc pas d'indiquer des données quantitatives précises ni même de relever des tendances réellement significatives.

En revanche, certains indicateurs permettent de donner des informations soit sur les flux d'étrangers entrant ou sortant annuellement de l'ensemble de la population étrangère en situation irrégulière, soit sur une partie des personnes séjournant irrégulièrement sur le territoire français (indicateurs de stocks).

Concernant les indicateurs de flux, deux principales sources d'entrées peuvent être identifiées :

- étrangers entrant de façon irrégulière sur le territoire national (franchissement clandestin des frontières) ;
- étrangers entrant légalement sur le territoire national (avec ou sans visa selon les conventions internationales en vigueur) et y séjournant sans le titre de séjour requis (que ce titre n'ait fait l'objet d'aucune demande, qu'il ait expiré sans renouvellement ou qu'il ait été refusé ou retiré).

Les demandeurs d'asile conventionnel ou de protection subsidiaire qui se maintiennent sur le territoire national malgré un refus opposé à leur demande constituent une catégorie particulière, même s'ils sont dénombrés dans ces deux catégories.

Les causes de sorties de la population étrangère en situation irrégulière sont la conséquence, en dehors des sorties volontaires et des décès, des mesures d'éloignement exécutées par la force publique (interdictions du territoire, reconduites à la frontière, expulsions) et des admissions au séjour décidées en application des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, notamment, des articles 12bis3 et 12bis7.

32

• • •

L'estimation du nombre d'étrangers en situation irrégulière est compliquée par plusieurs facteurs. Le premier résulte des changements de situation qui affectent régulièrement les étrangers illégaux et qui en font une population par définition très fluctuante. Le deuxième résulte des franchissements de frontières possibles au sein de l'espace Schengen : les étrangers en situation irrégulière sur le territoire français peuvent être entrés légalement ou illégalement à n'importe quel point de l'espace Schengen avant de s'acheminer vers le territoire national.

Les indicateurs de flux retenus donnent chacun une information partielle sur les causes d'entrées et de sorties de la population en situation irrégulière. Parallèlement, sont également proposés trois indicateurs qui permettent d'appréhender le stock de population illégale présente sur le territoire national.

Les données figurant dans ce rapport se réfèrent à la France métropolitaine.

A. Indicateurs de flux de personnes alimentant annuellement les étrangers en situation irrégulière sur le territoire français

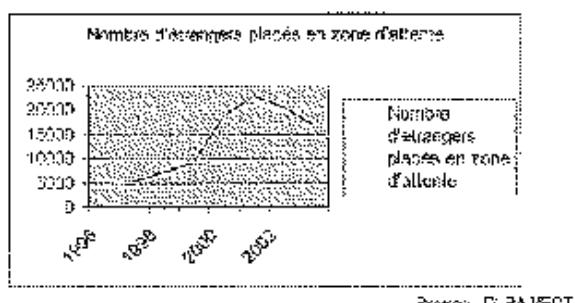
Parmi les indicateurs de flux, il est possible de distinguer entre ceux qui traduisent une pression migratoire à l'entrée du territoire et ceux qui traduisent une pression au séjour

1 Indicateurs de pression à l'entrée du territoire

1.1 Indicateur du nombre de placements en zone d'attente

Le nombre de placements en zone d'attente peut donner une indication sur la pression migratoire aux frontières, bien qu'il désigne des individus qui pour une majorité d'entre eux n'entreront pas en France. Ses variations peuvent refléter les tendances d'évolutions des tentatives d'entrées irrégulières sur le territoire national, même si l'activité des services peut, là encore, constituer un biais dans l'analyse.

La chute des demandes observée depuis 2001 suite à la forte augmentation des années précédentes peut s'expliquer notamment par l'importance des mesures de dissuasion aéroportuaires, et par l'instauration par la France du visa de transit aéroportuaire (VTA) pour les ressortissants d'un certain nombre de pays africains.



33

1.2 Indicateur des refus d'admission sur le territoire

L'indicateur des placements en zone d'attente peut être recoupé avec celui du nombre des refus d'admission sur le territoire français aux frontières. Comme l'indicateur des placements en zone d'attente, il désigne des individus qui, pour l'essentiel, n'entreront pas sur le territoire de façon illégale mais qui ont une volonté de migration. Il donne donc une indication sur la pression migratoire générale manifestée aux frontières.

Calculé par la direction centrale de la police aux frontières, il recouvre les individus auxquels une mesure de non admission a été notifiée lors de leur présentation à la frontière, quelle que soit la suite donnée à cette mesure, auxquels il faut ajouter les réadmis vers un autre État. Sont également comptabilisés dans cette rubrique les étrangers non admis sur les frontières intérieures à l'espace Schengen, en cas de rétablissement ponctuel du contrôle (article 2.2 de la convention d'application des accords de Schengen). L'indicateur laisse apparaître une tendance, légèrement décalée dans le temps par rapport aux placements en zone d'attente, d'atténuation de la pression migratoire après 2002.

Des statistiques dressées par la police de l'air et des frontières, il ressort que parmi les 15 214 personnes arrêtées à la frontière de Roissy en 2003, seules 63,48 % ont effectivement quitté le territoire, soit qu'elles aient été directement réacheminées vers leur pays d'origine, soit que leur demande d'asile ait fait l'objet d'un refus suivi d'un réacheminement.

Parmi les 9 431 personnes non admises n'ayant pas sollicité l'asile, 1 541 sont entrées sur le territoire pour des raisons diverses (non identification de l'identité, défaut de délivrance de laissez-passer consulaire, décision juridictionnelle...). Sur les 5 783 personnes qui ont demandé l'asile, seules 5,43 %, soit 218 personnes, se sont vu reconnaître le statut de réfugié. Les autres, soit 3 797 personnes, font partie des individus déboutés de l'asile présents sur le territoire sans droit au séjour, dont on ignore la proportion qui s'installe durablement en France.

Nombre de refus d'admission sur le territoire français aux frontières

	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre de refus d'admission	24 220	22 945	22 408	26 787	20 278
Nombre de réadmissions	22 782	21 870	16 155	16 156	11 945
Total	47 002	44 815	38 563	42 943	32 223

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction centrale de la police aux frontières.

1.3 - Indicateur des demandes d'asile à la frontière

Dernier indicateur de pression migratoire aux frontières, les demandes d'asile à la frontière ont connu une très forte croissance entre 1996 et 2001, avec un flux total de demandes multiplié par dix en l'espace de sept ans, même si on constate un certain ralentissement, voire une diminution depuis 2001.

Années	Nombre de demandes
1996	526
1997	1 010
1998	2 484
1999	4 817
2000	7 392
2001	10 364
2002	7 786
2003	5 912

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction des libertés publiques et des affaires juridiques.

34

• • •

2. Indicateurs de pression migratoire au séjour

2.1 - Indicateur du nombre de déboutés du droit d'asile

Le deuxième indicateur proposé concerne les rejets de demande d'asile. En forte progression depuis le milieu des années 1990, les demandes d'asile conventionnel sont, pour partie, une source d'alimentation du nombre d'étrangers en situation irrégulière.

Alors que le taux d'acceptation des demandes d'asile conventionnel est faible et tend à se resserrer (19,60 % en 1996, 14,76 % en 2003)¹, on estime qu'une forte proportion des étrangers demandeurs d'asile reste sur le territoire français après s'être vu opposer un refus par l'Ofpra et, le cas échéant, par la Commission de recours des réfugiés. La proportion des déboutés qui restent sur le territoire français et la part des déboutés dans le flux des étrangers entrant en situation illégale ne sont cependant pas quantifiables².

En 2003, les décisions négatives d'asile conventionnel se sont élevées à 56 554, en progression de 28,8 % par rapport à 2002, soit un flux plus que doublé par rapport à l'année 2000. Ces chiffres confirment l'attractivité du statut de demandeur d'asile, parfois utilisé à des fins dilatoires, qui représente souvent le dernier moyen pour les candidats à l'immigration de s'assurer un accès au territoire français lorsque les autres voies leur ont été refusées.



2.2 Indicateur du nombre d'arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF) non exécutés

Troisième indicateur, le nombre de mesures d'éloignement (interdictions du territoire prononcées par voie judiciaire, arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière et arrêtés d'expulsion ministériels ou préfectoraux) permet de donner une indication sur les flux de sorties, tandis que les mesures non exécutées permettent d'appréhender le nombre d'étrangers en situation irrégulière restant sur le territoire national. Ces deux chiffres sont à analyser dans la limite du biais créé par les fluctuations de l'activité des services.

L'indicateur retenu sera le nombre d'APRF non exécutés, calculé par différence entre les APRF prononcés et ceux exécutés. En effet, le nombre global des mesures d'éloignement ne peut être considéré comme un indicateur pertinent dans la mesure où il comprend aussi les mesures d'expulsion qui, prononcées à l'encontre des étrangers présentant une menace grave et imminente pour l'ordre public, sont, pour partie, des étrangers en situation régulière. Cependant, cet indicateur ne permet pas d'effectuer des dénominations de personnes, dans la mesure où un même étranger peut faire l'objet de plusieurs APRF au cours d'une année.

Le nombre d'APRF prononcés est en progression forte depuis 1997 et atteint 64 221 en 2004. Par ailleurs, le nombre d'APRF non exécutés, qui traduit le nombre d'étrangers en situation illégale restant présents sur le territoire malgré la mesure de reconduite prononcée à leur encontre, connaît une tendance croissante, en particulier depuis 1998.

	APRF prononcés	APRF exécutés	APRF non exécutés
1996	29633	7304	22329
1997	21918	5653	16265
1998	37361	4501	32860
1999	33855	5144	28711
2000	36614	6592	30022
2001	37301	6161	31140
2002	42485	7611	34874
2003	49017	9352	39665
2004	64221	13069	51152

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction des libertés publiques et des affaires juridiques

35

• • •

2.3 Indicateur du nombre de refus de titres de séjour

Dernier indicateur de stocks, le nombre de refus de titres de séjour opposé par les préfectures donne une indication sur le nombre d'étrangers présents sur le territoire national et sollicitant une première demande ou un renouvellement de titres de séjour, parmi lesquels une partie continue de séjourner en France dans l'illégalité. Le nombre de refus de titres de séjour ne peut être directement délivré par l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France (AGDREF).

Néanmoins, il est possible de déduire des flux de délivrance de titres un taux de refus de 9 % par rapport aux dossiers qui font effectivement l'objet d'une instruction en préfecture, soit 33 269 personnes s'étant vu opposer un refus de délivrance de titre sur les premières demandes formulées en 2002.

3. Indicateurs de flux de sortie

3.1 Indicateur des délivrances de titres aux étrangers déclarant être entrés de manière irrégulière sur le territoire.

En dehors des opérations ponctuelles de régularisation des étrangers en situations irrégulières, qui permettent de donner des estimations du nombre de personnes en situation illégale souhaitant voir leur situation régularisée, l'application AGDREF du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales peut fournir des indications plus pérennes.

¹ Cette évolution est légèrement biaisée car le mode de calcul des taux ne tient plus compte, depuis 2002, des mineurs accompagnants.

² À titre indicatif, seules 947 personnes ont bénéficié en 2003 d'une aide à la réinsertion des étrangers invités à quitter le territoire, dont 770 après avoir été déboutés de l'asile.

Par ailleurs, à partir d'une étude réalisée sur les régularisations de 1997-98 à partir du fichier AGDREF, l'INED a établi que 23 % des candidats étaient d'anciens déboutés du droit d'asile (Thierry, 1999).

Il permet en particulier de dénombrer les étrangers ayant déclaré être entrés irrégulièrement sur le territoire français auxquels sont délivrés annuellement des titres de séjour et qui passent ainsi du statut d'étrangers en situation irrégulière à celui d'étrangers en situation régulière. Ainsi en 2003, 20 496 étrangers ont vu leur situation régularisée par la délivrance d'un titre, dont 5 539 ont obtenu le statut de réfugié. Ces chiffres, qui représentent 12,3 % des premiers titres délivrés (hors EEE) sont en forte croissance sur les quatre dernières années. Le tableau permet de déduire que près de 80 000 étrangers en situation illégale ont vu leur situation régularisée entre 1999 et 2003. Ces chiffres doivent néanmoins être analysés avec prudence, compte tenu de l'incertitude qui peut entourer les enregistrements effectués par les préfectures.

Motifs de délivrance	1999	2000	2001	2002	2003
Motifs familiaux	6 431	6 791	6 668	7 501	9 865
Motifs de travail	3 050	1 524	1 512	1 747	645
Réfugiés/apatrides et leur famille dont réfugiés	2 424	2 623	3 716	4 942	5 700
Séjour habituel	2 330	2 497	3 586	4 828	5 539
Autres motifs	368	284	252	212	2 063
Total	14 428	13 177	14 214	16 864	20 496

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction des libertés publiques et des affaires juridiques.

3.2 Indicateur des APRF exécutés

Deuxième indicateur de flux de sorties, le nombre d'APRF exécutés permet de mesurer le nombre d'étrangers en situation illégale sur le territoire qui sont éloignés de force par les pouvoirs publics. En croissance continue depuis 1996 (voir ci-dessus), il retrace l'un des flux de sorties du territoire, auxquels il convient d'ajouter les départs volontaires et les décès, non mesurables. Ces sorties ne sont toutefois pas toutes définitives, puisqu'une partie des étrangers reconduits à la frontière avec une volonté migratoire affirmée tentent une nouvelle fois d'accéder au territoire français dans les mois ou les années suivantes.

36

• • •

B. Indicateurs d'estimation de la population en situation irrégulière sur le territoire français

Les indicateurs qui tentent d'estimer le nombre d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire national ont dans leur ensemble un caractère très parcellaire, dû aux difficultés intrinsèques à l'observation de cette population, qui engendrent des hypothèses de travail et des biais statistiques importants. Trois principaux indicateurs sont proposés.

1. Indicateurs du nombre d'infractions à la législation sur les étrangers

Deux mesures sont possibles pour appréhender les activités de police à l'encontre des étrangers en situation irrégulière.

La première consiste à mesurer le nombre d'interpellations de personnes étrangères, dépourvues de document leur permettant de séjourner en France, pour lesquelles les services de la police aux frontières ont établi une procédure judiciaire d'initiative ou après remise par d'autres services (police, gendarmerie).

Le nombre d'interpellations connaît une certaine stabilisation, voire une baisse, depuis l'année 2002, qui a vu le nombre des interpellations se multiplier dans le cadre de la préparation de la fermeture du centre d'accueil d'urgence de la Croix-Rouge à Sangatte.

Nombre d'interpellations d'étrangers en situation irrégulière

Année	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre d'interpellations	27 293	43 508	37 586	49 470	45 500

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction centrale de la police aux frontières

La seconde, plus large puisqu'elle englobe à la fois les services de police et de gendarmerie, consiste à dénombrer l'ensemble des délits à la police des étrangers. Pour l'année 2003, on recense en

France métropolitaine 66 062 personnes mises en cause, dont 59 023 pour une infraction aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers et 2 392 mineurs, soit une hausse de 4,5 % par rapport à 2002.

Les chiffres d'interpellations doivent néanmoins être analysés avec prudence : si les variations constatées peuvent refléter les fluctuations du nombre d'étrangers en situation irrégulière (et non estimer le stock, seule une faible partie des étrangers en situation illégale étant interpellés chaque année), elles sont peu cohérentes avec celles des interpellations enregistrées par la Direction centrale de la police aux frontières (DCPAF), comprennent des doubles comptes (un même étranger peut être interpellé ou mis en cause à plusieurs reprises) et peuvent refléter les fluctuations de l'activité des services.

Délits à la police des étrangers en France métropolitaine

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Personnes mises en cause	43 003	42 949	43 233	56 923	58 171	52 842	63 233	66 062

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction générale de la police nationale, direction centrale de la police judiciaire : *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatés en France*.

37

• • •

2. Indicateur du nombre de placements en centre de rétention administrative

L'indicateur du nombre d'interpellations peut être complété par l'indicateur du nombre d'étrangers transitant par un centre de rétention administrative (CRA) au cours de l'année. Cet indicateur prend en compte les étrangers en situation irrégulière en attente de reconduite à la frontière et traduit ainsi l'importance des mesures de sorties forcées du territoire. Cependant, figurent également parmi les étrangers transitant en CRA les personnes condamnées à une peine d'interdiction du territoire, que ce soit à titre de peine principale ou complémentaire, sans qu'il soit pour l'instant possible de distinguer les deux types de mesures.

Années	2002	2003	2004 (1 ^{er} semestre)
Nombre d'étrangers en rétention	25 131	28 155	16 591

Source : ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, direction des libertés publiques et des affaires juridiques

3. Indicateur du nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'État

Depuis la loi du 25 juillet 1999 portant création de la couverture maladie universelle (CMU), l'aide médicale d'État (AME) ne concerne plus que les personnes ne remplissant pas les conditions de stabilité et de régularité du séjour, c'est-à-dire une très grande majorité d'étrangers en situation irrégulière ainsi qu'une minorité de personnes sans domicile fixe. Ainsi, l'indicateur du nombre de bénéficiaires et d'ayants droit de l'aide médicale d'État fournit un indicateur précieux pour évaluer le nombre d'étrangers résidant irrégulièrement en France.

Toutefois, cet indicateur doit être utilisé dans les limites suivantes :

- l'AME ne concerne que les personnes ayant eu recours à des soins. Or la part des étrangers en situation irrégulière ayant fait appel au système de soin français reste inconnue ;
- les droits à l'AME étant ouverts pour une année, le nombre d'ayant droit peut contenir des personnes dont la situation a été régularisée ou qui ont quitté le territoire français.

Le nombre annuel de bénéficiaires est passé de 139 000 à 170 000 entre 2001 et 2003. ■

B

Les moyens et les mesures visant à accroître l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière et une tentative d'évaluation de leur coût

- “Le nombre d'étrangers ayant fait l'objet de mesures d'éloignement effectives comparé à celui des décisions prononcées”
- “Les moyens et le nombre de procédures, ainsi que leur coût, mis en œuvre pour lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers”
- “Les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus dans le domaine de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre étrangère”

Les moyens et les mesures visant à accroître l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière et une tentative d'évaluation de leur coût

LE NOMBRE D'ÉTRANGERS AYANT FAIT L'OBJET DE MESURES D'ÉLOIGNEMENT EFFECTIVES COMPARÉ À CELUI DES DÉCISIONS PRONONCÉES

Constat

41

• • •

Il ressort du bilan de l'éloignement de ces dernières années, une forte croissance du nombre de mesures exécutées à partir de 2003 et surtout de 2004.

En 2004, 15 660 étrangers ont été éloignés du territoire français, en exécution de mesures d'éloignement dont ils avaient fait l'objet en application de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et du code pénal. Parallèlement, 69 602 mesures d'éloignement judiciaires ou administratives ont été prononcées.

Un progrès sensible de l'activité éloignement par rapport à l'année précédente a été réalisé. En effet, en 2004 le nombre des mesures prononcées (hors réadmission) est supérieur de 24,4 % à celui de 2003 où 55 938 mesures avaient été prononcées, et celui des mesures exécutées est supérieur de 33,9 % à celui de cette même année 2003 où 11 692 étrangers avaient effectivement été reconduits à la frontière. C'est la troisième année consécutive où ces chiffres sont en progrès, 2003 affichant déjà, par rapport à 2002, une hausse de 13,9 % en ce qui concerne le nombre des mesures prises et de 16,1 % en ce qui concerne le nombre des mesures exécutées. La tendance à la reprise de cette activité se confirme, après une longue période de déclin depuis 1994.

Les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF) représentent 92,3 % des mesures prises en 2004, alors que les interdictions du territoire français (ITF), mesures judiciaires, en représentent moins de 7,5 %. Cette répartition confirme une évolution commencée en 1998, auparavant l'équilibre s'établissait autour de 75 % d'APRF pour 20 % d'ITF.

Commentaires

Au regard des chiffres, il est indéniable que l'action menée conjointement par les services de police, la gendarmerie nationale et l'administration préfectorale est de plus en plus efficace. Ce fait peut sans nul doute être attribué à une forte mobilisation, sous l'impulsion du ministre, des acteurs précités et, notamment, de la police aux frontières.

Il résulte aussi d'une meilleure organisation et, en particulier, de la mise en place des pôles de compétence éloignement. Il s'agit de structures créées par les préfets, regroupant les bureaux d'étrangers des préfectures, les services de police départementaux et les unités de gendarmerie départementale et visant à coordonner, sur la base de protocoles d'accord, l'action de ces différents acteurs dans le domaine de la lutte contre l'immigration irrégulière. Les parquets peuvent être associés à ces structures auxquelles peuvent aussi participer d'autres services comme l'administration pénitentiaire ou le service des douanes.

Les départements les plus importants se sont dotés de tels pôles. D'autres ont suivi dans le courant de l'année.

L'exécution des mesures d'éloignement prononcées se heurte à un certain nombre de difficultés majeures sur lesquelles l'action des acteurs de l'éloignement n'a que peu d'effet.

Certaines tiennent au fait que le ressortissant étranger visé par une mesure d'éloignement peut être introuvable. C'est le cas lorsque la mesure a été notifiée par voie postale. En dépit des difficultés rencontrées pour son exécution, une telle mesure est jugée nécessaire, d'une part pour montrer la volonté de l'administration de ne pas tolérer le séjour irrégulier, d'autre part pour permettre le signalement des étrangers concernés et faciliter leur reconduite ultérieure.

D'autres difficultés peuvent résider dans le fait que les étrangers sont des ressortissants de pays avec lesquels il n'y a pas de liaisons commerciales possibles pour cause d'insécurité persistante (cas de l'Iraq actuellement, par exemple).

Enfin, les dernières sont directement liées aux difficultés rencontrées dans l'identification et la recherche de nationalité des étrangers à éloigner. A cet égard, le taux global de délivrance des laissez-passer consulaires n'est pas satisfaisant. En effet, variable selon les pays, il reste globalement en dessous de 30 % depuis 2001.

Les difficultés recensées sont de plusieurs types :

- le manque de coopération du ressortissant étranger, qui se défait de tout document personnel, notamment de son passeport ;
- les contraintes de temps inhérentes à la procédure d'éloignement et singulièrement la durée, précédemment insuffisante, de la rétention, certains laissez-passer étant délivrés hors délais (jusqu'à la promulgation de la loi MISEFEN du 26/11/2003 la durée maximale de la rétention était de 12 jours) ;
- les pratiques, parfois contestables, de certaines autorités consulaires, qui aboutissent soit à des réponses hors délais, donc inexploitables, soit à des refus ;
- la pratique, qui tend à se répandre, de certaines autorités consulaires, de conditionner la délivrance du laissez-passer au bien fondé de la décision d'éloignement prise à l'encontre de leurs ressortissants, alors même que la nationalité de l'intéressé n'est pas contestée ;
- l'absence de réponse aux requêtes des préfectures ;
- l'absence de représentation consulaire en France (Sierra Leone).

Il existe un dernier frein à la progression du nombre des mesures d'éloignement mises à exécution : c'est le nombre des places de rétention administrative à la disposition des préfets.

En effet, il est très rare qu'un étranger en situation irrégulière puisse être conduit à l'aéroport dans les instants qui suivent son interpellation, ne serait-ce que pour des raisons juridiques dans la mesure où il dispose d'un délai de 48 heures pour faire un recours contre l'APRF pris à son encontre.

Le placement en rétention administrative est donc quasiment nécessaire. Or, en 2003 il n'existe que 775 places effectives dans les centres de rétention administrative.

Un simple calcul tenant compte de la durée moyenne de la rétention et du taux optimal d'occupation des centres de rétention permet de constater que le nombre des procédures d'éloignement que l'administration peut matériellement engager est limité.

Perspectives

Afin que l'évolution positive qui se dessine depuis trois ans en matière de lutte contre l'immigration clandestine se poursuive et même s'accentue, une politique volontariste a été décidée et mise en application. Elle se traduit par un certain nombre de mesures :

1. La mise en place des pôles de compétence, bien engagée en 2003, a été étendue à une majorité de départements en 2004.
2. Dans le même ordre d'idée, il a été décidé, au niveau de l'administration centrale, la création d'un pôle de compétence appelé centre national d'animation et de ressources (CNAR), placé sous la responsabilité conjointe de la direction centrale de la police aux frontières et de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Cette nouvelle structure a notamment pour missions :
 - d'apporter un soutien logistique aux préfectures dans la conduite des procédures d'éloignement, en particulier celles qui sont loin de Paris ;
 - d'évaluer l'activité des préfectures par la création de tableaux de bord et la réalisation de synthèses périodiques ;
 - de participer à la formation des personnes chargées de mettre en œuvre les procédures d'éloignement, en particulier par la création d'outils pédagogiques ;
 - de fournir aux services chargés de l'éloignement un conseil ou une expertise juridique.

Cette structure est pleinement entrée en service au début de l'année 2004.

43

• • •

3. Afin d'améliorer le taux de délivrance des laissez-passer consulaires, le ministère des Affaires étrangères (direction des français à l'étranger et des étrangers en France) intervient auprès des ambassades dès qu'il est informé des difficultés rencontrées par les préfectures dans leurs demandes d'obtention de laissez-passer consulaires. Ces interventions entraînent généralement une meilleure coopération de ces représentations étrangères dans le traitement de leurs dossiers. Le ministère des affaires étrangères organise périodiquement et conjointement avec le ministère de l'intérieur des rencontres avec les représentants des ambassades des pays avec lesquels des difficultés ont été observées.

Elles sont suivies dans un deuxième temps par des réunions opérationnelles d'experts (Inde, Sénégal, Gabon, Mali, par ex.), consacrées aux modalités pratiques (constitution des dossiers, liste précise des documents permettant de prouver ou de présumer la nationalité, mise au point d'un questionnaire, assistance au transport des autorités consulaires, organisation des auditions dans les centres de rétention, paiement des LPC, etc...).

4. Pour faire face au manque de places de rétention, un programme national de construction de centres de rétention a été élaboré. Ce programme prévoit l'ouverture à l'horizon 2006 de 700 places supplémentaires portant à 1 814 le nombre total de places disponibles.

Il a été fixé pour l'année 2004 comme objectif le doublement du nombre des arrêtés de reconduite à la frontière pris à l'encontre d'étrangers en situation irrégulière exécutés, et à chaque préfet un objectif particulier d'A.P.R.F. à exécuter. La réalisation de ces objectifs nécessite un effort accru sur les interpellations de clandestins.

La direction centrale de la police aux frontières (DCPAF) a créé, à l'usage de ses services, des outils capables de retracer à la fois leur activité de police administrative et de police judiciaire. Depuis 2003, PAFISA (programme d'analyse des flux et indicateurs statistiques d'activité) remplace STATS 2000 devenu désuet.

Le bilan statistique des mesures d'éloignement prononcées et exécutées

Mesures	Année 2004		Année 2003		Année 2002	
	Prononcées	Exécutées	Prononcées	Exécutées	Prononcées	Exécutées
Interdictions du territoire	5089	2360	6536	2098	6198	2071
Arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière	64 221	13 069	49 017	9 352	42 485	7 611
Arrêtés d'expulsions	292	231	385	242	441	385
Total des mesures d'éloignement	69 602	15 560	55 938	11 692	49 124	10 067

LES MOYENS ET LE NOMBRE DE PROCÉDURES, AINSI QUE LEUR COUT, MIS EN ŒUVRE POUR LUTTER CONTRE L'ENTRÉE ET LE SEJOUR IRREGULIERS DES ETRANGERS

La détermination des moyens et du nombre de procédures mis en œuvre par l'administration pour lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers suppose une approche globale, prenant en compte l'ensemble des ministères concernés. Le calcul de leur coût nécessite, en l'absence de généralisation d'une comptabilité d'analyse des coûts, de procéder à plusieurs arbitrages concernant d'une part la méthode de calcul retenue (1) et d'autre part le périmètre à prendre en compte (2). Compte tenu de l'absence d'outils et d'indicateurs pertinents dans toutes les administrations concernées, l'approche proposée dans ce premier rapport devra être améliorée progressivement, notamment grâce à l'apport de l'analyse des coûts prévue par la nouvelle loi organique sur les lois de finances du 1^{er} août 2001.

44

• • •

1. Méthode de calcul

La méthode choisie vise à calculer un coût de la politique de lutte contre l'immigration illégale incluant à la fois le coût en personnel et en fonctionnement des moyens mis en œuvre. Compte tenu de l'impossibilité, à l'heure actuelle, d'intégrer de façon totalement satisfaisante dans le calcul les coûts de l'immobilier et des fluides, le coût calculé ne peut être considéré comme un coût complet.

2. Périmètre retenu

2.1. Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

Le coût estimé de l'immigration irrégulière au sein des services du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales comprend le coût des services des étrangers des préfectures, des services de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (administration centrale), et des services de police.

Au niveau des préfectures, seuls les moyens humains et matériels consacrés aux procédures aboutissant à un refus de délivrance de titres de séjour ont été pris en compte. En effet, il serait abusif de considérer que l'ensemble des moyens consacrés par les préfectures à l'examen des procédures concernant le séjour des étrangers et son contrôle sont relatifs à l'immigration irrégulière, dans la mesure où ces services se consacrent à la gestion des étrangers légaux et illégaux. Ont ainsi été mis en évidence les coûts de fonctionnement et de personnels des services des

étrangers, au prorata de la part des refus de titres, estimée à 9 %. Cette part correspond au ratio entre le nombre de dossiers refusés et le nombre de dossiers examinés. Le rapport du nombre de refus au nombre d'étrangers qui se présentent aux guichets des préfectures est inconnu car tous les individus qui se présentent aux guichets ne sont pas systématiquement rentrés dans l'application informatique AGDREF.

Au sein de l'administration centrale (direction des libertés publiques et affaires juridiques) ont été pris en compte les coûts des missions et tâches suivantes :

- l'élaboration et de la gestion de la norme ;
- les refus de séjour prononcés suite à des recours hiérarchiques ;
- les amendes prononcées à l'encontre des transporteurs en infraction ;
- les avis sur les visas ;
- la gestion de la convention de Dublin ;
- la gestion des procédures d'asile à la frontière ;
- les mesures d'éloignement, à l'exception des expulsions prononcées pour des mesures d'ordre public à l'encontre d'étrangers majoritairement en situation légale ;
- le contentieux relatif au séjour des étrangers ;
- les régularisations prononcées dans le cadre de la Loi sur la sécurité intérieure du 18 mars 2003 ;
- la gestion des interventions parlementaires.

Pour calculer les coûts en administration centrale, il a été procédé au recensement des agents chargés des missions énumérées ci-dessus. A chaque agent, il a ensuite été appliqué :

- un coût moyen en fonction de son grade, calculé sur la base de l'indice moyen de chaque grade (soit l'indice majoré du 1^{er} échelon + l'indice majoré du dernier échelon, le tout divisé par 2), au prorata du temps passé par l'agent à la gestion de la politique des étrangers en situation illégale (calcul en équivalents temps pleins). Lorsque l'information disponible ne mentionnait pas le grade exact ou la classe de l'agent, les coûts retenus ont systématiquement été ceux d'un agent de 2^{ème} classe, ce qui conduit à légèrement minorer les coûts de personnel ;
- un coût moyen de fonctionnement, soit 1 527 euros et un coût moyen d'équipement, soit 548 euros, au prorata du temps consacré à la gestion de l'immigration illégale¹.

45

• • •

Concernant la police et la gendarmerie, le dénombrement des infractions à la législation sur les étrangers met en évidence les résultats suivants :

Les crédits budgétaires de la direction centrale de la police aux frontières, qui se consacre quasiment exclusivement à la lutte contre l'immigration illégale, sont, par simplification, inclus dans leur globalité dans le calcul du coût. Les crédits mentionnés sont les crédits budgétaires exécutés en 2003. Ils comprennent les crédits de l'administration centrale et de l'ensemble des services déconcentrés de la police de l'air et des frontières.

Mise en cause en matières d'infractions à la législation sur les étrangers (ILE)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Total des mises en cause pour ILE	47 029	47 021	41 814	46 416	45 869	47 462	57 643	59 702
Dont infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour	33 802	36 241	34 704	39 028	38 802	40 887	50 881	51 310
Dont aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	2 551	1 906	1 652	1 573	1 786	1 338	1 455	1 772

Source : Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales/DGPN

En revanche, il n'est pas possible d'estimer le coût des procédures de la direction centrale de la sécurité publique (DCSP), de la direction de la surveillance du territoire (DST) et de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) pour 2003.

Concernant la DCSP, seule la part des mises en causes pour infraction à la législation sur les

¹ Coût moyen de fonctionnement et d'équipement par agent de la DLPAJ issu du Bilan de gestion 2003. Ces coûts recouvrent les coûts du parc informatique, du mobilier, de l'immobilier, de l'affranchissement, du téléphone, de la reprographie, des fournitures et des frais de déplacement. Une partie des données sont déclaratives. (Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, Direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières, sous-direction du contrôle de gestion et des études)

étrangers (ILE) dans la totalité des mises en cause et le nombre d'heures/fonctionnaires consacrées à la surveillance des étrangers en centre de rétention administrative et aux mesures de reconduction et d'expulsion sont connus (voir tableau).

Le coût des procédures de mise en cause pour ILE est obtenu à partir des estimations de la gendarmerie, celle ci étant appliquée à la totalité des mises en cause pour ILE (DCSP et gendarmerie confondues. A ces coûts, il convient ensuite d'ajouter les coûts de fonctionnement des centres et locaux de rétention administrative (voir ci-dessous).

Le coût total obtenu, soit 93 000 000 d'euros environ, est un coût très approximatif qui ne prend en compte, pour les procédures, que les coûts en personnels et qui part de l'hypothèse non vérifiée que les coûts calculés par la gendarmerie sont proches de ceux de l'activité de la DCPAF et de la DCSP.

2.2. Ministère de la défense

Concernant la gendarmerie nationale, les procédures de mises en cause en matière d'infraction à la législation sur les étrangers se sont élevées à 7 165 en 2003.

La Gendarmerie nationale a procédé à l'évaluation des coûts en personnel et en fonctionnement des centres de rétentions administratives qu'elle gère, soit 17 465 810 euros en 2003. A ces coûts s'ajoute l'estimation de la rétention dans d'autres locaux, les escortes et reconduites, chiffrées à 700 357 euros en coûts de personnel uniquement. Les coûts indiqués des procédures (861 746 euros), ensuite

	2001	2002	Evolution	2003	Evolution
Total des mises en cause pour ILE	5 475	6 816	+24,5%	7 165	+51,2%
Dont infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour	5 096	6 299		7 165	
Dont aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	214	284		383	
Dont autres infractions à la police des étrangers	165	233		346	

Source : Ministère de la défense/ Direction générale de la gendarmerie nationale.

appliqués par extension à la police nationale et à la police aux frontières, ne comportent également que les coûts en personnel (hors coûts de fonctionnement), ce qui conduit à minimiser le coût total.

2.3. Ministère des affaires étrangères

Les moyens

Le ministère met à la disposition du public étranger soumis à l'obligation de visas 214 points d'accès pour déposer des demandes de visas, au sein du réseau diplomatique et consulaire français. Une vingtaine de postes n'a plus d'activité visa en particulier suite à des regroupements en Europe. Il convient de rappeler que ce dispositif s'intègre au sein du réseau européen "Schengen".

Celui-ci est constitué d'un total de 1 600 services des visas dans le monde qui sont habilités à délivrer des visas d'entrée à des fins autres que l'immigration, uniformes, valables pour l'ensemble de l'espace Schengen et pour une durée totale de séjour n'excédant pas 90 jours par période de six mois.

Les ressources humaines consacrées à plein temps à cette activité comptaient 703 agents, toutes catégories confondues, en 2003 (cf. tableau ci-dessous). Ce nombre ne comprend pas l'encadrement des missions diplomatiques et des postes consulaires qui peut intervenir à un moment ou à un autre dans les procédures (signature, recours gracieux ou hiérarchiques locaux, interventions,...).

La formation est assurée par l'institut de formation à l'administration consulaire (IFAC situé à Nantes) avant le départ en poste, à l'occasion de stages organisés durant toute l'année à l'administration centrale ou de sessions régionales. Elle est en outre renforcée localement dans les grands postes par les chefs de service en collaboration avec les services spécialisés de l'ambassade

(service de coopération technique internationale de la police (SCTIP) et partenaires Schengen par exemple).

Les équipements informatiques, en constante évolution, sont fournis par un service spécialisé du ministère, chargé du développement, de la maintenance et des adaptations du système appelé “Réseau Mondial Visa” version 2 (RMV2) dont la diffusion à l’ensemble des postes s’est achevée début 2004. Logiciel d’aide à la décision, le RMV2 s’enrichit constamment de nouveaux modules (statistiques, édition des quittances des frais de dossiers, intégration de la photographie d’identité sur les vignettes visas etc....).

Les procédures

Au titre de l’article 5-d de la convention de Vienne sur les relations consulaires faite à Vienne le 24 avril 1963, les fonctions consulaires consistent à “délivrer [...] des visas et documents appropriés aux personnes qui désirent se rendre dans l’État d’envoi”.

La Convention d’application de l’accord de Schengen (CAAS) confie la délivrance des visas uniformes “Schengen” de court séjour aux missions diplomatiques et aux postes consulaires. Cette activité “communautarisée” représente plus de 90 % de l’activité visas.

La France a délivré en 2003 un total de 2 025 000 visas, soit un peu plus de 20 % des 10 000 000 de visas de Schengen délivrés par l’ensemble des 15 États mettant en œuvre la Convention. Il convient de souligner que dans ces conditions, huit étrangers sur dix peuvent accéder au territoire français sous couvert d’un visa délivré par un partenaire.

Le ministère des affaires étrangères conduit la délégation française aux travaux du “groupe visas” à Bruxelles, dont les initiatives permettent d’adapter et de faire évoluer les procédures au niveau européen (adaptation des instructions, visa uniforme, formulaire harmonisé, tarif unique par exemple).

47

• • •

Les visas nationaux, qui représentent moins de 9 % du total des visas délivrés (pour des durées de séjours supérieures à 90 jours, ainsi que pour les DOM-TOM) sont le plus souvent instruits en liaison avec d’autres ministères, dont le ministère de l’intérieur, le ministère chargé des affaires sociales et du travail.

Le ministère des affaires étrangères négocie par ailleurs la conclusion d’accords bilatéraux d’exemption de visas (court séjour pour les DOM, ou de long séjour pour études par exemple, ou pour les titulaires de passeports officiels) pour les catégories qui ne relèvent pas des règlements communautaires.

Les refus de visas restent de la compétence du droit national des États membres. Pour la France, a été instaurée en novembre 2000 une “commission de recours contre les décisions de refus de visa d’entrée en France” (CRV), préalable à toute saisine du Conseil d’État. En 2003, près de 20 % des demandes (soit près de 500 000) ont fait l’objet d’un refus, alors que dans le même temps, la CRV enregistrait 3 300 recours.

Le ministère des affaires étrangères, sur la base des principaux textes – communautaires et Ordonnances de 1945 relative aux conditions d’entrée et de séjour des étrangers en France en particulier – tient à jour une “instruction générale sur les visas”, disponible sur l’intranet du ministère, destinée aux agents chargés de l’instruction des demandes de toutes les catégories de visas.

Données portant sur la délivrance des visas (effectifs et nombre de visas demandés et délivrés)

a) Effectifs

Activité visas dans les postes - Effectifs et nombre de demandes

2003 Postes Effectifs	Titulaires			Personnel administratif de bureau	Personnel temporaire (vacations)	Effectif total	Nombre de demandes reçues	Dossiers par agent par an
	A	B	C					
Postes (214)	0	17	158	374	106	655	2 508 052	3 567
ADMIN. CENTRALE (SDCE, SOUTIEN ALGERIE)	0	02	37	0	09	48		
TOTAL INSTRUCTION PAR DOSSIERS	0	19	195	374	115	703		

Administration centrale - DFAE

Affectation/Agents	A	B	C	Vacations	Total
Total	14	33	69	15	131

b) Nombre de visas demandés et délivrés de 2001 à 2003 (toutes catégories confondues)

Catégorie/Années	2001	Part du total délivré	2002	Part du total délivré	2003	Part du total délivré	Évolution 2001/2003
Total demande	2 913 202		3 044 004		2 508 052		-13,9%
Total délivrance	2 125 055		2 036 282		2 024 179		-4,7%
Nombre de refus de visas	788 147		1 007 722		483 873		
Taux de refus	27%		33,11%		19,29%		
1. Visas Schengen (90 jours) (y compris Visas Dipl. Ou Serv.) (dont « visas de circulation »)	1 944 940	91,53%	1 848 688	90,80%	1 850 463	91,41%	-4,8%
	(191 745)		(181 262)		(209 981)		(+9,5%)
2. Visas Nationaux :							
Visas de long séjour (dont étudiants)	131 161	6,17%	143 289	7,03%	133 791	6,60%	+2%
	(57 883)	(2,72%)	(65 017)	(3,19%)	(69 568)	(3,43%)	(+20,18%)
Visas DOM-TOM	36 220	1,7%	33 647	1,65%	34 254	1,69%	-5,42%
3. Visas Pays Tiers*	12 734	0,6%	10 658	0,52%	5 671	0,28%	-55,46%

*Pays africains représentés par la France

Les coûts

En l'absence de comptabilité analytique, il n'est pas possible aujourd'hui de chiffrer avec précision le coût des services des visas, qui se trouvent aux avant-postes de la lutte contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers. En 2003, près de 500 000 refus ont été opposés à des étrangers qui avaient sollicité un visa pour la France.

Le projet annuel de performance annexé au projet de loi de finance (PLF) 2005, établi en application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finance (LOLF), indique que l'enveloppe consacrée à l'action "instruction des demandes de visas" du programme "Français à l'étranger et étrangers en France" (au sein de la mission "action extérieure de l'État") représentait 71 773 063 euros en loi de finance initiale (LFI) 2004 (soit 9 % du programme) ; 74 648 726 euros sont inscrits au PLF 2005. Ce chiffre inclut les crédits de rémunération des agents des services visas. Il n'intègre pas les crédits de rémunération des agents des services visas. Il n'intègre pas les crédits de fonctionnement des consulats, recensés dans le programme "action extérieure de la France en Europe et dans le monde".

Il ne s'agit donc pas à ce stade de coûts complets. Le chiffrage sera affiné à mesure des progrès qui seront réalisés en matière de comptabilité des coûts.

Pour mémoire, les recettes pour le compte du trésor public au titre de 2003 (produit des frais de dossiers perçus à l'occasion d'une demande de visa) se sont élevées à 72 000 000 euros.

On considère pour l'activité de délivrance des visas assurée par les postes consulaires du ministère des affaires étrangères que seules les décisions relatives à la délivrance des visas Schengen et des visas pour les départements et collectivités territoriales d'outre mer font courir un réel risque

migratoire. Ces deux catégories de visas constituent le périmètre “visas” de lutte contre l’immigration illégale.

Pour les années 2001, 2002 et 2003, le dénombrement des procédures aboutit aux résultats suivants :

Année	Estimation coût total	Part de Visas Schengen et DOM-CTOM	Coût retenu
2001	72 000 000	88 %	63 360 000
2002	72 000 000	87 %	62 640 000
2003	72 000 000	88 %	63 360 000

Source : Ministère des affaires étrangères

2.4. Ministère de la justice

Le nombre de procédures judiciaires relatives à l’immigration irrégulière est résumée dans le tableau suivant, relatif aux années 2000, 2001 et 2002¹, qui ne concerne cependant pas exclusivement des étrangers en situation illégale sur le territoire national :

années	2000	2001	2002
Infractions à l’emploi des étrangers	108	110	130
Aide à l’entrée et au séjour	748	604	644
Autres infractions à la police des étrangers	4	2	2
Infractions à l’expulsion , interdiction du territoire, reconduite à la frontière	1746	1456	1769
Infractions à l’entrée et au séjour	3038	3386	4240
Total	5644	5558	6785

Source : Ministère de la justice

En revanche, en l’absence de comptabilité analytique, les coûts de ces procédures ne sont pas chiffrables. Il conviendra à l’avenir d’évaluer le coût :

- des procédures spécifiques diligentées suite aux recours exercés par les étrangers en zone d’attente ou placés en centre de rétention administrative ;
- de la prise en charge par les services de la protection judiciaire de la jeunesse des mineurs isolés et / ou en séjour irrégulier qui ne peuvent être refoulés ou reconduits ;
- de la prise en charge par l’administration pénitentiaire des étrangers en séjour irrégulier condamnés pour des infractions à la législation des étranger ou connexes à leur séjour irrégulier ;
- de l’aide juridictionnelle accordée aux étrangers en situation irrégulière.

49

• • •

2.5. Ministère de l’emploi, du travail et de la cohésion sociale

L'aide délivrée par l'OMI dans les centres de rétention administrative et les zones d'attente, qui ne fait l'objet d'aucune estimation pour l'année 2003, pourra être intégrée au calcul dans les prochaines années.

2.6. Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

La direction générale des douanes participe à la lutte contre l’entrée et le séjour irréguliers d’étrangers sur le territoire national et à la lutte contre les trafics de main d’œuvre étrangère. Seul le premier élément a pu faire l’objet d’une évaluation pour l’année 2003.

Il en ressort que les charges de personnel, de fonctionnement et d’investissement pour la surveillance des frontières terrestres, maritimes et aériennes s’élève à 112 941 489 euros.

Ce chiffre est cependant largement surestimé, dans la mesure où il rend compte du coût de l’ensemble des unités support, dont l’activité n’est que partiellement consacrée à la lutte contre l’immigration clandestine sans qu’il soit possible de distinguer entre les différentes activités. En conséquence, ce chiffre n’a pas été inclus dans le calcul de coût.

¹ Les chiffres de l’année 2003 ne sont pas encore connus.

3. Estimation du coût de la politique de lutte contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers

3.1. Les services du ministère de l'intérieur et la gendarmerie

Administration centrale (DLPAJ)

	total	personnel	fonctionnement
DLPAJ	2 693 933	2 541 835	152 098

Les services préfectoraux

Préfectures	éloignement	6 898 986	6 321 739	577 246
	séjour	42 088 850	37 662 976	4 425 874
Total		48 987 836	43 984 716	5 003 120
Part des refus		0,09		
Préfectures au prorata des refus		4 408 905		

Les services de police et de gendarmerie

Coûts police et gendarmerie	Coût des CRA + LRA	90 050 911		
	coût des procédures ILE DCSP et gendarmerie	2 961 825		
	Total	93 012 736		
DCPAF	crédits budgétaires 2003 (administration centrale et services déconcentrés)	244 333 383	219 744 002	24 589 381

3.2. Le ministère des affaires étrangères

50

• • •

Visas consulaires		72 000 000		
Part des décisions négatives	0,88	88%		
Visas au prorata des décisions négatives		63 360 000		

3.3. Le ministère de la justice

Justice	infractions relatives à la législation sur les étrangers	non renseigné		
	condamnation pénale pour soustraction à une mesure d'éloignement	non renseigné		
	aide juridictionnelle délivrée pour ces procédures	non renseigné		

3.4. Le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction générale des douanes et des droits indirects)

MENEFI - DGDDI	lutte contre l'entrée et le séjour des étrangers irréguliers	112 941 489	88 475 666	24 465 823
----------------	--	-------------	------------	------------

4. L'évaluation des coûts directement liés aux mesures d'interpellations et d'éloignement d'étrangers en situation irrégulière, notamment la masse salariale et le fonctionnement.

Ces deux mesures sont des actes disjoints dans le temps, le lieu et sont le fait de services différents de la police, de la gendarmerie, des douanes...

- L'interpellation d'un ESI est un acte indissociable de la mission de police générale et s'opère à l'occasion d'une patrouille, d'une intervention sur les lieux d'une infraction, d'initiative ou sur réquisition. Elle n'est actuellement soumise à aucun contrôle de gestion et ne le sera pas dans un avenir proche, contrairement aux actes de détection et d'identification des ESI et aux mesures d'éloignement.

- Depuis 1994, le bureau de l'éloignement de la DCPAF met en oeuvre, en liaison avec un voyagiste, Carlson-Wagonlit-Travel, les mesures d'éloignement décidées par les préfectures métropolitaines.

D'un point de vue opérationnel, ce bureau intègre, au sein du centre national d'animation et de ressources (CNAR) institué par une circulaire en date du 22 octobre 2003 qui associe les services de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques et ceux de la direction centrale de la police aux frontières, une cellule centrale opérationnelle d'éloignement (CCOE).

Cette cellule est l'héritière de l'ancienne cellule régionale d'éloignement d'Ile-de-France et vise à l'amélioration du taux de délivrance des laissez-passer consulaires en jouant le rôle d'intermédiaire entre les préfectures et certains consulats de la région parisienne et d'assistance aux services de province.

La plupart des escortes internationales sont assurées par l'unité nationale d'escorte, de soutien et d'intervention (UNESI), créée par arrêté du 23 février 1999.

Par ailleurs, dans le cadre de la préconisation d'affrètements communautaires fin 2002, la France a bénéficié de la mutualisation des moyens aériens espagnols, britanniques et néerlandais à trois reprises en 2003 et a permis aux allemands de profiter d'un vol français.

Dans le cadre du doublement des objectifs des préfectures en matière d'éloignement, la DCPAF s'emploie à améliorer le taux d'exécution des mesures d'éloignement par le renforcement et la formation des effectifs participant à la mission d'éloignement ainsi que son implication dans les pôles de compétence.

A ce jour, 39 départements métropolitains bénéficient de ces structures qui conjuguent la capacité du service des étrangers de la préfecture et celle de la direction départementale de la PAF. Progressivement, au cours du deuxième semestre 2004 et de l'année 2005, l'ensemble des départements métropolitains devrait bénéficier de ce nouveau dispositif.

51

•••

La DCPAF veille également, en 2004, à l'extension des capacités d'accueil des principaux centres de rétention administrative. Cette priorité opérationnelle dans le traitement des procédures d'éloignement découle de l'allongement des délais de la rétention administrative instituée par la loi citée en objet.

L'ensemble des éléments décrits ci-dessus montre la complexité de la gestion d'un acte d'éloignement qui associe des services de ministère différent, des thèmes aussi variés que le prix de l'essence, le coût d'une formation ou le temps passé à une escorte qui peut donner lieu à des temps de récupération supplémentaires, voire des pays européens. Dans l'attente de la mise en place du contrôle de gestion, la DCPAF a néanmoins évalué le coût moyen par éloignement à 4 000 euros environ.

LES MOYENS MIS EN ŒUVRE ET LES RESULTATS OBTENUS DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES TRAFICS DE MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

La direction centrale de la police aux frontières, dans le cadre de la lutte contre les trafics et l'emploi de main d'œuvre étrangère en situation irrégulière est structurée de façon suivante.

A l'échelon central, l'office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi d'étrangers sans titre (OCRIEST) identifie et interpelle les organisateurs et complices de structures employant illégalement des étrangers dépourvus de titre de travail ou de séjour. Au niveau local, les brigades mobiles de recherche (BMR) ont vocation à lutter contre ce type particulier de délinquance, dans le cadre de leur compétence territoriale.

Les services de police de la sécurité publique, les agents des douanes, les inspecteurs et contrôleurs du travail participent également, dans le cadre de leurs attributions, à la lutte contre le travail illégal.

Cette pluralité d'intervenants, nécessaire à l'efficacité de la répression, est l'une des caractéristiques de l'action qui doit être menée contre ce type de délinquance.

L'OCRIEST, qui concentre une part importante de son activité sur la répression de filières d'immigration irrégulière de plus en plus nombreuses et structurées, intervient principalement en matière de travail illégal lorsque les moyens à mettre en œuvre ou la complexité des investigations à réaliser justifient ce niveau de saisine. Un groupe spécialisé de 8 fonctionnaires est en charge des enquêtes concernant ce type d'infractions.

Depuis 2002, ce groupe a traité 11 affaires de travail illégal impliquant des étrangers en situation irrégulière, aboutissant à l'interpellation de 68 organisateurs et de 33 étrangers employés sans titre, permettant ainsi 30 présentations de mis en cause à des magistrats instructeurs ou du parquet.

Remplissant son rôle d'office central, l'OCRIEST tente également de mettre en lumière les liens pouvant exister entre l'activité d'une filière d'immigration irrégulière et l'exploitation de structures ayant recours au travail illégal de clandestins acheminés par celle-ci.

Ainsi, en mai 2003, l'OCRIEST interpellait dans la région de Nîmes plusieurs membres d'une organisation permettant à des ressortissants thaïlandais de gagner le territoire national afin de travailler illégalement à la cueillette des fruits et légumes.

Cette opération, qui illustre particulièrement les conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine auxquelles sont parfois soumis les clandestins, était menée conjointement par l'office central, le service de la PAF de Nîmes, la brigade mobile de recherche de Marseille et le commissariat de sécurité publique de Nîmes.

52

Dans les tableaux ci-dessous, sont comptabilisées toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui, dans le cadre du travail illégal, sont considérées comme employeurs ou comme salariés, sans distinction quant à leur statut administratif.

Métropole

	1999	2000	2001	2002	2003	1 ^{er} sem. 2003	1 ^{er} sem. 2004
Employeurs	1 635	1 242	1 132	959	1 167	516	533
Salariés	2 640	3 562	1 893	1 554	1 642	789	547

(source Direction centrale de la police aux frontières/OCRIEST)

Outre-Mer

	1999	2000	2001	2002	2003	1 ^{er} sem. 2003	1 ^{er} sem. 2004
Employeurs	233	196	142	167	124	50	71
Salariés	335	374	233	241	185	76	114

Il est à noter que les départements de la Guadeloupe et de la Guyane cumulent plus de 80 % de l'activité de lutte contre le travail illégal qui tend à augmenter. ■

C

La politique menée afin de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière au sein de la communauté nationale et les mesures prises pour mettre en place une politique de codéveloppement avec les pays source d'émigration

-
- “Les actions entreprises avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique de l'immigration fondée sur le codéveloppement et le partenariat”
 - “Les actions entreprises au niveau national en vue de lutter contre les discriminations et de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière”

La politique menée afin de favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière au sein de la communauté nationale et les mesures prises pour mettre en place une politique de codéveloppement avec les pays source d'émigration

LES ACTIONS ENTREPRISES AVEC LES PAYS D'ORIGINE POUR METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION FONDÉE SUR LE CODEVELOPPEMENT ET LE PARTENARIAT

1. Définition

55
• • •

On entend par codéveloppement toute action d'aide au développement, quelle qu'en soit la nature et quel que soit le secteur dans lequel elle intervient, à laquelle participent des migrants vivant en France, quelles que soient les modalités de cette participation (celle-ci peut intervenir à une ou plusieurs étapes du projet : conception, étude de faisabilité, financement, réalisation, évaluation).

Le codéveloppement, dont le principe s'inscrit de plus en plus dans une perspective européenne, peut concerner aussi bien les immigrés qui désirent retourner dans leur pays pour y créer une activité que ceux (hommes d'affaires, universitaires, médecins, ingénieurs notamment) qui, tout en étant durablement établis en France :

- soit sont disposés à investir dans leur pays d'origine pour y promouvoir des activités productives et y réaliser des projets sociaux (écoles, centres de santé, etc.) ;
- soit souhaitent faire profiter leur pays d'origine de leurs compétences, de leur savoir-faire et de leurs réseaux de relations.

2. Les enjeux

Ce sont habituellement les aspects négatifs des migrations qui sont mis en avant. Pourtant, elles peuvent aussi constituer une chance pour les pays de départ comme pour les pays d'accueil.

Les communautés de migrants représentent, en effet, à un double égard, un potentiel qui peut être valorisé pour aider au développement de leur pays d'origine :

- ils rapatrient des fonds très importants (supérieurs à l'APD, équivalents à 3 % voire 5 % du PNB de leur pays d'origine et 10 % à 20 % du budget de l'Etat). Si ces fonds étaient davantage utilisés pour des investissements productifs, ils auraient un effet de levier non négligeable ;

- une partie des migrants a acquis des qualifications élevées, souvent dans des domaines où leur pays souffre de manques.

Pour les pays d'accueil, qui bénéficient déjà de leur travail, les migrants peuvent être des médiateurs, des intermédiaires, grâce auxquels ils peuvent assurer leur influence dans les pays d'origine, voire renforcer sur des intérêts partagés pour l'avenir une relation souvent basée sur l'héritage du passé.

3. Les priorités de la politique française de codéveloppement

Une communication présentée en conseil des ministres le 3 octobre 2003 par le ministre délégué à la coopération et à la francophonie, M. Pierre André Wiltzer, a arrêté deux grandes priorités de la politique française de codéveloppement, correspondant aux deux principaux enjeux précédemment décrits :

- la canalisation de l'épargne des migrants vers l'investissement productif dans leur pays d'origine ;
- la mobilisation des diasporas hautement qualifiées au bénéfice de leur pays d'origine.

4. Typologie des actions possibles

Outre les actions correspondant aux deux priorités arrêtées par le Conseil des ministres, le codéveloppement peut comporter des actions dans deux domaines pour lesquels la coopération française dispose déjà d'une expérience ancienne :

- les projets d'aménagement local (auxquels sont très attachées les associations de migrants) ;
- les aides à la réinsertion (pour lesquelles existe une demande, notamment de la part de personnes en situation d'échec en France et désireuses de rentrer chez elles, mais qui ne peuvent s'y résoudre que si ce retour s'effectue dans la dignité).

Concrètement, les actions suivantes peuvent être proposées dans ces différents domaines :

La promotion de l'investissement productif

Deux objectifs essentiels sont poursuivis :

- inciter les migrants à consacrer à l'investissement productif dans leur pays d'origine une part plus grande des fonds qu'ils rapatrient ;
- faciliter l'accès au crédit pour les micro-sociétés ou PME qui, souvent issues du secteur "informel", ont des marchés et sont capables de les satisfaire, mais ne peuvent mettre en valeur ces potentialités, faute des financements nécessaires à leur expansion. Le micro-crédit n'est plus suffisant pour leurs besoins, et les banques ne leur font pas encore confiance, parce qu'elles n'ont pas eu le temps de faire leurs preuves et ne disposent pas des garanties habituellement demandées (alors même qu'elles seraient en fait en mesure de rembourser un prêt).

Les réflexions en cours sur la manière d'atteindre ces objectifs portent en particulier sur :

- la mise en place de circuits de transferts des fonds des migrants fiables, rapides et peu coûteux ;
- l'organisation de systèmes de cautionnement mutuel ;
- la mise à disposition de banques de lignes de refinancement et de fonds de garantie (dans le cadre de conventions définissant les obligations respectives des banques et de la coopération) ;
- la création d'un plan d'épargne développement (ou plan d'épargne projet), qui serait calqué sur le plan d'épargne logement, mais servirait à réaliser des investissements dans les pays d'origine.

La mobilisation des compétences des élites de la diaspora

La mobilisation des élites hautement qualifiées des diasporas intervient sous forme de missions de courte durée, qui peuvent être répétées à intervalles réguliers (des enseignants peuvent ainsi dispenser des cours, des médecins réaliser des opérations particulièrement délicates, des chercheurs diriger des thèses, etc.). Dans des cas exceptionnels, la coopération peut prendre en charge un complément de salaire pour des cadres disposés à rentrer au pays pour y exercer des responsabilités importantes.

Pour les enseignants et chercheurs a parfois été évoquée la possibilité de créer des “doubles chaires”, qui leur permettraient de partager leur temps entre la France et leur pays.

Projets d'aménagement local

Des cofinancements peuvent être consentis pour des projets que des associations de migrants projettent de réaliser dans leur région d'origine, mais qu'elles ne sont pas en mesure de financer entièrement (école, centre de santé, électrification rurale, petits barrages agricoles, etc.)

Aides à la réinsertion (terme désormais préféré à celui d'aides au retour)

Ces aides concernent des migrants désireux de retourner dans leur pays d'origine pour y créer une activité (petit commerce, agriculture, artisanat, taxi, etc.). Elles peuvent consister en : conseils pour la mise au point et le suivi du projet, financement (compris entre 4 000 et 7 000 euros selon la qualité du projet). Les intéressés bénéficient d'un visa de circulation.

5. Les structures

57

• • •

Un “ambassadeur délégué au codéveloppement” a été nommé en décembre 2002. Il est rattaché administrativement au secrétaire général du ministère des affaires étrangères, et fonctionnellement au ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

6. Les modes d'action

L'ambassadeur délégué n'a vocation, ni à être opérateur, ni à gérer des crédits, ces missions incombant aux services compétents dans les domaines considérés. Il lui appartient de proposer des stratégies, de donner des impulsions et de jouer un rôle de catalyseur.

Il peut aussi avoir l'initiative de programmes concrets, mais il partage cette prérogative avec les ambassades et services d'administration centrale, et ce sont en tout état de cause les ambassades et les services qui élaborent le détail des programmes et assurent leur mise en œuvre (celle-ci est très décentralisée : les crédits sont déconcentrés dans les ambassades et les projets sont sélectionnés par des comités mixtes comprenant des représentants de l'ambassade, des autorités, collectivités locales et associations du pays concerné ; pendant la phase de mise en œuvre, l'ambassadeur délégué, pour sa part, assure la liaison avec les communautés de migrants en France).

7. Le champ géographique

Des programmes sont en cours d'exécution ou d'élaboration avec quatre pays : Sénégal, Mali, Maroc, Comores ont été choisis comme partenaires privilégiés pour la mise en place de programmes expérimentaux.

Le choix de ces pays a été déterminé par l'importance de leurs communautés vivant en France, le degré d'organisation de ces communautés (un minimum d'organisation facilite la définition et la mise en œuvre des projets), et la volonté affichée par les gouvernements de ces pays d'associer leurs communautés à l'étranger à leur politique de développement.

Des échanges sont actuellement en cours avec un certain nombre d'autres pays intéressés, et 2005 verra l'élargissement du champ géographique du codéveloppement.

8. Les programmes en cours

Si l'on excepte les actions conduites dans le cadre de la première priorité arrêtée par la communication en conseil des ministres du 8 octobre 2003 (canalisation de l'épargne des migrants vers l'investissement productif dans leur pays d'origine) les actions de codéveloppement ne sont pas de nature différente de celles qui sont mises en œuvre dans le cadre de programmes classiques de coopération.

La mise en place de programmes spécifiques de codéveloppement présente cependant trois avantages :

- assurer une meilleure visibilité (aussi bien vis-à-vis des communautés concernées que des autorités et opinions publiques dans les pays d'origine) à des modes d'action novateurs, pour lesquels la France joue un rôle pionnier ;
- conférer une plus grande ampleur à ces actions ; les mécanismes proposés sont encore trop peu connus de nombreux bénéficiaires potentiels ; mettre en place des programmes spécifiques permet de mettre en valeur les actions proposées ;
- accroître l'efficacité ; c'est ainsi par exemple que beaucoup d'associations étrangères, dont les moyens d'action sont modestes - elles fonctionnent presque exclusivement avec des bénévoles - ne sont en fait guère à même de bénéficier des financements de la mission pour la coopération non gouvernementale ; dans le cadre d'un programme spécifique de codéveloppement, un accompagnement approprié peut leur être offert.

C'est pourquoi il a été décidé de mettre en place plusieurs programmes spécifiques. Mais, progressivement, certains programmes classiques commencent à inclure, lorsque cela est possible et paraît opportun, un volet "codéveloppement".

Les programmes spécifiques de codéveloppement

a) Le Mali

Le programme "codéveloppement Mali", réalisé sur le fonds spécial prioritaire (FSP), comporte quatre composantes, correspondant aux quatre types d'action évoqués ci-dessus (financement d'activités économiques, soutien de réseaux scientifiques, projets d'aménagement local dans les villages d'origine, aides à la réinsertion).

Ce programme couvre la période 2003-2005. Il devrait permettre de financer une cinquantaine de projets d'aménagement local, la création d'une dizaine de micro-entreprises, et 300 à 400 retours. Son montant est de 2,6 millions d'euros (sur budget coopération), auxquels s'ajoutent des financements OMI pour les aides à la réinsertion.

b) Le Sénégal

Un FSP analogue à celui du Mali, adopté en juillet 2004, est en cours de constitution. Son montant sera de 2,5 millions d'euros, également sur trois ans.

c) Le Maroc

Un programme de 1 500 000 euros (financement européen) a commencé en octobre 2003. Mis en œuvre par l'agence française de développement (AFD), il comporte deux volets :

- création de gîtes ruraux et de chambres d'hôtes dans la région de Taroudant, dans le cadre d'un plan global de promotion du tourisme rural élaboré en liaison avec le ministère marocain du tourisme . Des Marocains de France participent au financement, et quelques uns vont rentrer au Maroc pour gérer des établissements ;
- un fonds d'aide à la création de PME par des Marocains installés en France. Une entreprise a été créée (services informatiques), et une dizaine d'autres projets sont en cours d'instruction.

d) Les Comores

Un FSP est en cours de constitution. Il devrait être prêt début 2005.

e) Le programme migrations et initiatives économiques (PMIE)

Le PMIE est un programme financé par les ministères chargés des affaires étrangères et des affaires sociales (chacun à hauteur d'environ 200 000 euros). L'objectif est d'aider les migrants à créer des activités économiques, aussi bien en France que dans les pays d'origine.

Le PMIE propose des bourses (qui permettent au porteur de projet de se rendre sur place pour étudier la faisabilité de son projet), un accompagnement- conseil (expertises, étude de marché), et met le migrant en relation avec des banques.

Si les prestations ainsi proposées paraissent tout à fait pertinentes, le PMIE souffre de l'absence de financement directement disponible pour réaliser concrètement l'investissement (même s'il arrive que la caution morale du PMIE facilite l'obtention d'un crédit). En fait, ce programme est intéressant pour vérifier dans quels pays existe un potentiel pour un FSP de type Mali ou Sénégal.

59

• • •

f) Le projet "programme solidarité-Eau/OCIV"

L'association PS-Eau (qui participe à Paris à la mise en œuvre du FSP Mali) a obtenu 800 000 euros de l'Union européenne, conjointement avec une association belge (l'OCIV), pour réaliser un programme de codéveloppement dans cinq pays (Bénin, Cameroun, Togo, République démocratique du Congo et Guinée). Ce programme est en cours de démarrage.

Le codéveloppement dans les programmes classiques de coopération

a) Programmes prenant déjà en compte le codéveloppement

En dehors des programmes spécifiques mis en œuvre pour les pays précités, la MCNG (mission de la coopération non gouvernementale de la direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID)) cofinance, dans de nombreux pays, des projets d'aménagement local initiés par des associations de migrants (écoles, centres de santé, électrification rurale, petits barrages agricoles, etc.).

La DGCID finance par ailleurs un programme de recherche sur les problèmes migratoires ouvert à des organismes français de recherche employant des chercheurs originaires du sud et qui associent à leur travail des institutions partenaires dans les pays d'émigration du sud. C'est le premier projet conçu en dehors du codéveloppement qui comporte un volet "codéveloppement".

b) La prise en compte du codéveloppement dans notre stratégie globale de coopération

Le conseil d'orientation stratégique du FSP (tenu le 30 mars 2004) a par ailleurs décidé que, désormais, tout service élaborant un FSP serait invité à examiner la possibilité et l'opportunité d'inclure dans ce FSP un volet "codéveloppement" (par exemple en faisant appel à des experts issus de la migration pour participer à l'élaboration ou à la réalisation du projet, ou en sollicitant les

associations de migrants qui paraissent susceptibles d'être intéressées à participer au financement, etc.).

Conclusion

Le codéveloppement se situe à la confluence de trois problématiques essentielles : les migrations internationales, la mondialisation et le développement. Les défis qui se posent dans ces trois domaines concernent aussi bien les pays du nord que ceux du sud, et des solutions viables ne pourront être trouvées que dans le cadre du dialogue et du partenariat entre les Etats concernés, en associant les sociétés civiles à ce dialogue.

Par ailleurs, la participation des migrants et de leurs associations, par le biais du codéveloppement, à notre action d'aide au développement contribue à mieux les intégrer (de par les liens noués avec des services officiels et des associations françaises de solidarité). On peut citer à cet égard, le FORIM (forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations), lieu de concertation entre associations de migrants et administrations françaises sur la politique d'aide au développement.

A terme, le codéveloppement deviendra une réalité de terrain substantielle dans les pays avec lesquels il avait été décidé il y a deux ans d'engager des programmes expérimentaux (Maroc, Mali, Sénégal, Comores). D'autres Etats (gouvernements ou dirigeants d'associations représentatives de communautés étrangères vivant en France) regardent favorablement ces initiatives.

LES ACTIONS ENTREPRISES AU NIVEAU NATIONAL EN VUE DE LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DE FAVORISER L'INTÉGRATION DES ÉTRANGERS EN SITUATION RÉGULIÈRE

60
•••

La politique menée en faveur de l'intégration des étrangers en situation régulière, telle qu'elle a été engagée par le gouvernement et présentée en comité interministériel du 10 avril 2003, a mobilisé des moyens renouvelés et a promu les notions de responsabilisation et de contractualisation telles qu'elles ont été définies par le haut conseil à l'intégration dans son rapport 2003 sur le contrat et l'intégration. La mise en œuvre la plus notable de cette nouvelle approche de l'intégration est le contrat d'accueil et d'intégration.

1. Le contrat d'accueil et d'intégration (CAI)

Selon les termes du ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité la création du contrat d'accueil et d'intégration vise à instaurer entre la France et les personnes nouvellement arrivées et désireuses de s'y installer durablement "une relation de confiance et d'obligations réciproques".

Pour cela, au travers du contrat, l'Etat propose à chaque nouvel arrivant :

- un entretien individuel avec un auditeur social destiné à établir un diagnostic social,
- une formation civique centrée sur les principes et valeurs de la République, les droits et devoirs fondamentaux du citoyen,
- une formation à la langue française modulable selon les besoins établis à la suite d'un bilan linguistique,

et éventuellement :

- une information sur la vie en France dispensée au cours d'une journée de formation destinée à sensibiliser les nouveaux arrivants au fonctionnement de la société française et abordant, au cours d'ateliers thématiques, notamment, la santé et la protection sociale, l'école et les modes de garde, la formation et l'emploi, le logement ;

- un entretien avec un travailleur social qui peut proposer d'effectuer auprès du nouvel arrivant un suivi social ;

En contre-partie, l'étranger s'engage à :

- respecter les valeurs fondamentales de la République française ;
- suivre les formations qui lui auront été prescrites ;
- se rendre aux entretiens qui seront fixés afin de permettre le suivi du contrat.

Le contrat est signé pour une durée d'une année et est éventuellement renouvelable pour une durée identique.

L'objectif est, à terme, de pouvoir proposer la signature d'un contrat d'accueil et d'intégration à l'ensemble des 100 000 primo-arrivants désireux de s'installer en France.

La mise en œuvre

La mise en œuvre du CAI a été confiée à l'office des migrations internationales (OMI) pour l'accueil et les prescriptions en matière linguistique notamment, le fonds d'action sociale et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) étant, quant à lui, en charge des formations civiques, linguistiques et des modules d'introduction à la vie en France.

Les étrangers susceptibles de bénéficier du contrat d'accueil et d'intégration¹ sont convoqués par les services de l'O.M.I. à une séance d'accueil qui, sur une demi-journée, leur permettra, outre le passage du contrôle médical réglementaire, de bénéficier d'une première présentation de la France et de ses institutions, du bilan de prescription linguistique, de souscrire, s'ils le désirent, le contrat d'accueil et d'intégration et d'être reçus par un travailleur social.

A l'issue de cette demi-journée, les étrangers qui souscrivent au CAI, reçoivent une convocation à la journée de formation civique et éventuellement, selon les prescriptions du bilan linguistique, une convocation auprès d'un organisme de formation à la langue française. Une attestation ministérielle de compétence linguistique (A.M.C.L.) est délivrée aux personnes, qui, en raison de leur bonne connaissance du français, ne bénéficient pas de la formation linguistique.

Les 12 départements sélectionnés pour la phase d'expérimentation de 2003 ont permis de couvrir une population potentielle annuelle de 31 000 personnes. Au cours de l'année 2004, le CAI a été étendu à 14 nouveaux départements afin de couvrir une population potentielle annuelle de 66 000 personnes.

Commentaires

Aperçu des principales caractéristiques des signataires du contrat d'accueil et d'intégration – Situation au 30 novembre 2004

Depuis le 1^{er} juillet 2003, plus de 41 000 personnes primo-immigrantes (41 182) ont souhaité signer un contrat d'accueil et d'intégration :

- 8 027 au cours du second semestre de 2003, alors que 12 départements étaient concernés par la première phase d'expérimentation ;
- 33 154 entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2004, pour un total de 24 départements² concernés par la seconde phase de l'expérimentation.

Si le taux d'adhésion³ global pour la période est de 89,5 %, on constate une évolution positive de ce taux dans le temps : 87,1 % en 2003, 90,1 % en 2004.

¹ Notamment : travailleurs permanents, conjoints et enfants majeurs bénéficiant du regroupement familial, familles de Français (conjoints, enfants majeurs, ascendants, parents d'enfants français), réfugiés et membres de leurs familles, bénéficiaires d'un titre de séjour temporaire délivré dans le cadre de l'article 12bis, alinéa 3 (résidence habituelle depuis plus de 10 ans...), 7 (liens personnels et familiaux) et 8 (nés en France, résidence pendant 8 ans dont 5 ans de scolarité), de l'ordonnance du 2 novembre 1945.

² Depuis le 01/01 : Bouches-du-Rhône, Gironde, Haute Garonne, Hauts-de-Seine, Hérault, Jura, Nord, Bas-Rhin, Rhône, Sarthe, Val d'Oise et Vienne ; depuis le 01/03 : Loire ; depuis le 01/05 : Moselle ; depuis le 01/06 : Essonne, Paris, Seine-Saint-Denis ; depuis le 01/07 : Ain, Alpes maritimes, Isère, Loire atlantique, Pas-de-Calais ; depuis le 01/09 : Tarn et Vendée. Les 2 derniers départements de l'extension 2004 (Ille-et-Vilaine et Aude) proposeront le CAI au cours du mois d'octobre.

³ Taux d'adhésion = nombre de contrats signés/nombre de contrats proposés.

Les principales nationalités concernées (situation au 30 septembre 2004)

Près de 140 nationalités différentes sont représentées par les signataires du CAI ; les plus nombreux sont :

- pour 52,4 % du total, les ressortissants des pays du Maghreb : 9 073 Algériens (soit 28,6 % du total), 5 400 Marocains (17 %), 2 160 Tunisiens (6,8 %) ;
- Turcs : 1 849, soit 5,8 % de l'ensemble des signataires ;
- ressortissants d'Afrique subsaharienne francophone, avec notamment les Congolais (4,2 %), les Ivoiriens, les Camerounais (2,7 %), les Sénégalais (1,6 %).

Ils sont aussi ressortissants des pays de l'Europe de l'Est : Russes (1,9 %), ressortissants de Serbie-Monténégro (1,1 %), Roumains (0,9 %), Arméniens (0,7 %) ou encore Haïtiens (1,1 %), Comoriens (1,1 %), Chinois (1 %), Sri-lankais (1 %), Vietnamiens (0,9 %) ou Indiens (0,8 %).

La structure démographique

Selon le sexe

51,5 % des signataires sont des femmes, 48,5 % des hommes.

On peut noter que le contrat a été proposé dans 52,8 % des cas à des femmes et dans 47,2 % des cas à des hommes. On enregistre un certain écart entre les hommes et les femmes dans le taux d'adhésion : les femmes adhèrent au CAI pour 86,7 % d'entre elles, alors que les hommes signent dans une proportion de 91,2 %.

Selon l'âge

62

•••
L'âge moyen des signataires est de 32 ans. 1/4 d'entre eux a moins de 26 ans, 50 % moins de 30 ans et les 3/4 moins de 37 ans.

Les classes d'âges pour lesquelles le taux d'adhésion est le plus fort sont comprises entre 31 et 45 ans : 91,6 % pour les 31-35 ans, 91,7 % pour les 36-40 ans et les 41-45 ans. Les 18-20 ans n'adhèrent qu'à 86,7 %, les 21-25 ans à 87,8 % et les 26-30 ans à 90 %.

Le statut des étrangers

61,5 % des signataires du CAI sont des membres de familles de Français :

- 51,2 % sont des conjoints ;
- 9,3 % des parents d'enfants français ;
- 1 % des enfants ou des descendants.
- 14 % sont des conjoints ou enfants (majeurs) de ressortissants étrangers ayant bénéficié de la procédure du regroupement familial ;
- 10,8 % sont réfugiés ou membres de leurs familles ;
- 10,7 % obtiendront un titre de séjour "vie privée et familiale/liens personnels et familiaux" (article 12bis⁷ de l'ordonnance du 2 novembre 1945, modifiée) ;
- 0,5 % sont des travailleurs permanents ;
- 2,5 % appartiennent aux autres catégories de bénéficiaires potentiels (résidence ancienne en France notamment).

Le niveau de connaissance de la langue française

Plus des 2/3 (64 %) des signataires du CAI sont capables de communiquer de manière correcte en langue française et se sont vus délivrer l'attestation ministérielle de compétences linguistiques.

22 % ayant une communication difficile et 14 % une communication impossible se sont vus proposer une formation en langue française.

Les taux d'adhésion au CAI selon le niveau de connaissance du français sont disparates :

- 91,3 % pour le niveau 3 (communication possible)
- 89 % pour le niveau 2 (communication difficile)
- 79 % pour le niveau 1 (communication impossible).

2. Le rôle du fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)

L'Etat contribue aux actions en faveur d l'intégration et de lutte contre les discriminations à hauteur de 200,1 M d'euros (budget primitif 2004, chapitre 46-81), contre 195,4 en 2003 et 194,8 en 2002. L'essentiel est constitué par la subvention versée au fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), soit 154,3 M euros en 2004, contre 170,7 en 2003 et 2002 (la différence entre 2004 et les années précédentes est due au fait que l'Etat verse désormais directement au service social d'aide aux émigrés (SSAE, une association loi de 1901 chargée d'une mission de service public) une subvention de 16,4 M euros jusqu'alors servie par le FASILD). Par ailleurs, l'OMI, dont le relais sera pris par l'agence nationale pour l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM), autofinance ses actions à hauteur d'un budget s'élevant, pour l'année 2004, à 56 millions d'euros (budget primitif 2004).

Le tableau ci-dessous fait apparaître la façon suivant laquelle sont répartis les crédits d'intervention du FASILD, établissement public de l'Etat à caractère administratif, principal opérateur de l'Etat pour la mise en œuvre d'actions d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Ventilation des crédits d'intervention du FASILD

DOMAINES	BP 2004 EN M	BP 2003 EN M
1- observation et analyse de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations	4,65	5,5
2- accueil des primo-arrivants	7,51	24,2(*)
3- apprentissage du français	55,5	46
4- connaissance et exercice des droits	27,4	26
5-participation à la vie publique	14,1	18
6- évolution des foyers de travailleurs migrants	22,9	26,2
7- prévention et lutte contre les discriminations	5,4	6
8- promotion de la diversité culturelle	9,44	10,25
TOTAL	147	162,25(*)

(*)dont 16,4 M pour le financement du SSAE, soit 145,8M hors SSAE

63

• • •

L'effort accompli exprime la réorientation des activités du FASILD en fonction des priorités définies par le Gouvernement lors du comité interministériel à l'intégration du 10 avril 2003. En particulier, la mise en place du contrat d'accueil et d'intégration expérimenté dans 12 départements sur six mois en 2003, étendu à 14 autres en 2004, avant d'être généralisé d'ici le début de 2006, se traduit par une augmentation très sensible des crédits consacrés aux formations linguistiques, qui passent de 46 à 55,5 M euros d'une année sur l'autre. L'effort réel est encore plus important que ne le laisse penser l'examen des chiffres des budgets primitifs, si l'on considère que les crédits consommés en 2003 se sont élevés (après décision modificative) à 51,1 M (contre 46 au départ), dont 10 pour les formations destinées aux seuls primo-arrivants, auxquels le contrat est destiné ; en 2004, ce sont 27 M qui ont été inscrits à cette fin.

La nouvelle politique d'accueil et d'intégration des nouveaux immigrés, dont le contrat constitue la pièce maîtresse, accorde en effet une place essentielle à l'acquisition et à la maîtrise du français, considérées comme indispensables à la réussite de l'intégration. Il a été possible de mobiliser les crédits nécessaires, à enveloppe constante, grâce à un ciblage plus précis des interventions du FASILD dans ses autres domaines d'action.

On notera que les interventions du FASILD ne concernent pas que les seuls étrangers, mais l'ensemble des personnes immigrées ou issues de l'immigration, sans qu'il soit possible, généralement, de distinguer entre les deux catégories - à la notable exception des crédits de formation linguistique pour les signataires du contrat d'accueil et d'intégration

3. L'insertion professionnelle

Les étrangers en situation régulière bénéficient, de plein droit et à égalité de traitement avec les nationaux, des mesures de lutte contre le chômage et en faveur de l'emploi et ont, de ce fait, accès aux dispositifs de formation professionnelle.

Les stages de formation

Les stages en faveur des jeunes de 16 à 25 ans :

Plusieurs dispositifs de formation se sont succédés depuis une vingtaine d'années. Les pouvoirs publics ont progressivement mis en place un dispositif qui permet d'organiser des itinéraires de formation des jeunes, en liaison avec les exigences du monde du travail. Depuis le 1er janvier 1999, ce sont les régions qui sont responsables de la mise en œuvre de cette politique.

Le programme TRACE (TRajet d'ACCès à l'Emploi), institué par la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, visait à créer un parcours d'insertion permettant aux jeunes de bénéficier en alternance de formation professionnelle et de périodes de mise en situation professionnelle. Depuis janvier 2004, il ne peut plus être admis de jeunes dans le programme TRACE. Ce dispositif est en effet abrogé par l'article 138 de la loi de finances pour 2004. Il doit être remplacé par le volet "accompagnement social vers l'emploi" du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) dès parution des textes d'application.

Les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) :

Ils regroupent les stages de reclassement professionnel (SRP), les actions d'insertion et de formation (AIF) et les stages du fonds national de l'emploi (FNE) ; et visent à favoriser la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi connaissant des difficultés d'accès à l'emploi. Si le nombre de bénéficiaires des SIFE diminue régulièrement, la proportion d'étrangers entrant dans le dispositif (16,7 % en 2002) augmente.

Les stages de formation professionnelle :

En 2002, les étrangers représentent 14,2 % des stagiaires de formation professionnelle (stagiaires Etat, stagiaires gérés pour le compte de certains ministères et stagiaires des conseils régionaux, gérés par le CNASEA), contre 12,3 % en 1999.

Les actions menées par l'AFPA :

L'AFPA est la clef de voûte de la politique de formation, volet indispensable à l'intégration économique des intéressés.

Il apparaît que :

- selon la situation observée, le taux de présence étrangère est régulièrement compris entre 6 et 7 % ; par ailleurs les stagiaires étrangers se caractérisent par :

- une proportion de ressortissants communautaires de l'ordre de 13 à 14 % ;
- des taux de féminisation toujours plus élevés parmi les nationaux de l'Union européenne (l'écart étant environ de 3 à 4 points par rapport à ceux calculés pour les étrangers des pays tiers), et plus faible pour les diplômés que pour les autres situations examinées ;

- en ce qui concerne les stagiaires étrangers présents à l'AFPA en fin d'année :

- la hausse observée en 2003 (près d'un quart de l'effectif total), est d'abord le fait des éléments féminins (+ 48 %) et tout particulièrement parmi les ressortissantes des pays tiers (+ 56 %) ;
- les Africains du nord et du sud du Sahara représentent constamment entre 70 et 72 % des stagiaires.

Pour ce qui est des différents dispositifs de formation et d'aide à l'emploi :

- la présence étrangère varie fortement selon la nature de la mesure : de 2 % dans les contrats d'apprentissage à 17 % dans les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) ;
- une observation de même ordre peut être faite quant à la répartition selon l'appartenance ou non à l'UE, les ressortissants des pays tiers constituant ainsi de 80 à 90 % de l'effectif étranger total dans la plupart des dispositifs mais un peu plus de la moitié dans ceux qui ont une visée professionnelle plus affirmée (apprentissage, contrats d'adaptation).

Les emplois aidés

Dans le secteur marchand : les contrats d'apprentissage, contrats de qualification et contrats d'adaptation.

Les jeunes étrangers sont très faiblement représentés dans ces dispositifs et leur proportion tend à diminuer : en 1994, ils représentaient 3,9 % des jeunes inscrits en contrat d'apprentissage ; 3,7 % des jeunes des contrats de qualification ; et 2,8 % des jeunes des contrats d'adaptation. En 2002, ils représentent 1,8 %, 2,9 % et 2,3 % de ces dispositifs d'accueil dans les entreprises alors que leur poids parmi les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est de 4,8 % en 2002. Globalement, il apparaît que les jeunes étrangers des deux sexes sont bien représentés dans les divers stages de formation ouverts à tous les jeunes, mais que leur représentation est nettement plus aléatoire dès lors qu'il s'agit de contrats en alternance passés avec les entreprises, dispositifs permettant une issue plus sûre vers l'emploi.

Dans le secteur non marchand : les contrats emploi-solidarité (CES) et les contrats emploi-consolidé (CEC).

65

La proportion d'étrangers est stable dans les CES depuis 1995. La possibilité d'entrée directe en CEC ouverte par la loi du 28/07/1998 profite en général à des personnes plus diplômées.

Globalement, les données statistiques disponibles montrent que les étrangers bénéficient tout particulièrement des stages réalisés en centre de formation et dans une moindre mesure des contrats dans le secteur non marchand. En revanche, plus la formation se déroule en entreprise et se rapproche de l'emploi, moins les étrangers sont représentés.

4. le renforcement du dispositif pénal de lutte contre les discriminations raciales

En sus des incriminations spécifiques de discrimination (article 225-1 et suivants du code pénal), de provocation à la haine raciale ou d'injures et diffamation à caractère racial (loi du 19 juillet 1881), la loi n° 2003-88 du 3 février 2003 a fait de la commission d'une infraction à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la victime à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée une circonstance aggravante des crimes et délits d'atteintes volontaires à la personne et de certaines atteintes volontaires aux biens (article 132-76 du code pénal) dont la liste a été étendue par la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (vol, extorsion, menaces). Les peines encourues par les auteurs d'infractions commises à raison de la race et de la religion sont donc plus sévères.

Des instructions de poursuites et de sanctions systématiques ont été régulièrement données par le Garde des Sceaux, ministre de la justice aux parquets. ■

A nnexes

LES TITRES DE SEJOUR

Annexes : n° I à n° VI

Evolution des premiers titres de séjour délivrés à des étrangers en qualité d'étudiant de 1998 à 2003

année & % évolution	Nombre d'étudiants en						% évolution 2003 / 1998	% évolution 2003 / 2002	Part des étudiants sur l'ensemble des 1ers titres en 2003	Total 1ers titres 2003
	2003	2002	2001	2000	1999	1998				
Nationalité										
Allmande	2 122	2 461	2 566	3 291	3 990	4 128	-48,59%	-13,77%	29,50%	7 194
Autrichienne	211	262	318	377	428	446	-52,69%	-19,47%	39,74%	531
Belge	333	382	408	527	560	668	-50,15%	-12,83%	7,48%	4 450
Britannique	1 251	1 577	1 859	2 443	3 057	3 307	-62,17%	-20,67%	11,08%	11 288
Danoise	159	171	201	278	306	364	-56,32%	-7,02%	27,85%	571
Espagnole	1 479	1 655	1 920	2 460	2 901	2 867	-48,41%	-10,63%	32,61%	4 536
Finlandaise	193	261	319	337	386	367	-47,41%	-26,05%	48,13%	401
Grecque	229	275	328	467	693	645	-64,50%	-16,73%	43,79%	523
Irlandaise	253	371	380	496	620	561	-54,90%	-31,81%	32,94%	768
Italienne	1 250	1 400	1 512	1 781	2 251	2 193	-43,00%	-10,71%	24,79%	5 042
Luxembourgeoise	71	92	113	161	274	297	-76,09%	-22,83%	33,65%	211
Néerlandaise	258	296	381	440	612	584	-55,82%	-12,84%	11,82%	2 182
Portugaise	183	229	226	283	348	369	-50,41%	-20,09%	1,87%	9 808
Suédoise	479	610	851	1 122	1 441	1 347	-64,44%	-21,48%	45,45%	1 054
Sous Total Union Européenne	8 471	10 042	11 382	14 463	17 867	18 143	-53,31%	-15,64%	17,44%	48 559
Islandaise	25	35	24	43	32	46	-45,65%	-28,57%	58,14%	43
Liechtensteinoise	4	3	3	1	1	300,00%	#DIV/0!	50,00%	8	
Norvégienne	276	315	302	391	458	375	-26,40%	-12,38%	57,98%	476
Sous total Norvège Islande	305	350	329	437	491	422	-27,73%	-12,86%	57,87%	527
Arménienne	69	56	62	53	39	43	60,47%	23,21%	16,43%	420
Azerbaïdjanaise	44	50	41	36	22	17	158,82%	-12,00%	24,86%	177
Biélorusse	111	98	70	118	56	49	126,53%	13,27%	34,91%	318
Estonienne	54	56	65	40	24	22	145,45%	-3,57%	70,13%	77
Géorgienne	77	71	60	56	34	30	156,67%	8,45%	24,76%	311
Kazakhe	31	40	40	45	43	24	29,17%	-22,50%	32,98%	94
Kirghiz	30	27	19	14	1	3	900,00%	11,11%	50,85%	59
Lettone	44	50	52	36	31	30	46,67%	-12,00%	53,66%	82
Lituanienne	121	95	107	93	52	66	83,33%	27,37%	61,42%	197
Moldave	132	113	94	78	42	23	473,91%	16,81%	43,56%	303
Ouzbek	29	17	26	21	22	23	26,09%	70,59%	46,03%	63
Russe	777	686	587	558	543	472	64,62%	13,27%	28,17%	2 758
ex-soviétique	10	12	20	37	22	13	-23,08%	-16,67%	18,52%	54
Tadjik	2	1	1	1	1	100,00%			25,00%	8
Turkmène	6	4	8	3	5				60,00%	10
Ukrainienne	243	234	219	216	172	121	100,83%	3,85%	25,55%	951
Sous total ex-URSS	1 780	1 609	1 471	1 405	1 108	937	89,97%	10,63%	30,26%	5 882
Albanaise	90	87	54	67	68	71	26,76%	3,45%	24,46%	368
Bosniaque	16	19	25	26	11	31	-48,39%	-15,79%	3,72%	430
Bulgare	614	670	639	619	437	486	26,34%	-8,36%	62,21%	987
Croate	50	42	42	54	52	32	56,25%	19,05%	29,07%	172
Hongroise	301	334	373	346	290	265	13,58%	-9,88%	61,55%	489
Macédonienne	23	29	34	23	27	32	-28,13%	-20,69%	14,84%	155
Polonaise	1 467	1 405	1 243	1 024	835	773	89,78%	4,41%	44,15%	3 323
Roumaine	1 161	1 019	850	888	721	618	87,86%	13,94%	41,66%	2 787
Slovaque	175	188	223	207	190	142	23,24%	-6,91%	51,62%	339
Slovène	54	35	33	25	27	13	315,38%	54,29%	54,00%	100
Tchécoslovaque	38	45	55	40	38	46	-17,39%	-15,56%	50,00%	76
Tchèque	354	388	270	202	173	148	139,19%	-8,76%	68,08%	520
Yugoslave	103	124	135	142	135	143	-27,97%	-16,94%	6,47%	1 591
Sous total Europe de l'Est	4 446	4 385	3 976	3 663	3 004	2 800	58,79%	1,39%	39,22%	11 337
Chypriote	40	38	39	30	39	42	-4,76%	5,26%	88,89%	45
Maltaise	2	4	1	2	3	3	-33,33%	-50,00%	14,29%	14
Suisse	241	255	221	165	214	212	13,68%	-5,49%	11,56%	2 085
Turque	345	327	392	338	241	220	56,82%	5,50%	4,59%	7 518
Autres nationalités d'Europe	12			2	1	1	1100,00%		63,16%	19
Sous total autres pays d'Europe	640	624	652	536	497	478	33,89%	2,56%	6,61%	9 681
Total Europe	15 642	17 010	17 810	20 504	22 967	22 780	-31,33%	-8,04%	20,59%	75 986
Algérienne	5 077	4 416	2 865	1 346	1 007	988	413,87%	14,97%	16,90%	30 037
Marocaine	3 922	5 883	6 783	6 177	4 097	3 081	27,30%	-33,33%	15,71%	24 968
Tunisienne	1 892	1 963	1 912	1 790	1 391	1 057	79,00%	-3,62%	19,69%	9 609
Sous total Maghreb	10 891	12 262	11 560	9 313	6 495	5 126	112,47%	-11,18%	16,86%	64 614
Béninoise	443	565	447	378	280	230	92,61%	-21,59%	51,63%	858
Burkinabé	184	168	146	136	126	116	58,62%	9,52%	42,59%	432
Camerounaise	728	712	698	702	650	675	7,85%	2,25%	20,56%	3 540
Centrafricaine	87	125	148	226	244	132	-34,09%	-30,40%	14,77%	589
Comorienne	63	100	122	158	214	263	-76,05%	-37,00%	6,35%	992
Congolaise	396	509	577	499	385	309	28,16%	-22,20%	16,39%	2 416
Djiboutienne	98	96	100	130	196	204	-51,96%	2,08%	63,64%	154
Gabonaise	518	591	652	552	480	536	-3,36%	-12,35%	62,33%	831
Guinéenne	247	271	239	238	142	131	88,55%	-8,86%	25,41%	972
Ivoirienne	459	666	701	743	624	440	4,32%	-31,08%	14,06%	3 264
Malgache	573	603	631	569	476	474	20,89%	-4,98%	31,85%	1 799
Malienne	215	436	496	330	154	152	41,45%	-50,69%	8,94%	2 404
Mauritanienne	176	196	179	202	208	182	-3,30%	-10,20%	18,13%	971
Nigérienne	128	126	105	92	73	77	66,23%	1,59%	63,05%	203
Sénégalaise	1 227	1 613	1 367	1 671	1 119	867	41,52%	-23,93%	35,88%	3 420
Tchadienne	60	83	71	64	66	51	17,65%	-27,71%	20,91%	287
Togolaise	230	310	352	363	214	228	0,88%	-25,81%	25,58%	899
Sous total Afrique subsaharienne anciennement sous ad. française	5 832	7 170	7 031	7 053	5 651	5 067	15,10%	-18,66%	24,27%	24 031
Guinéenne (Bissao)	6	2	10	14	10	7	-14,29%	200,00%	4,32%	139
Angolaise	22	24	32	47	25	52	-57,69%	-8,33%	4,68%	470
Basotho	1	1	2	1	1	1	-100,00%	-100,00%	4	
Botswanaise	3	2	2	1	1	1	200,00%	50,00%	75,00%	4
Burundaise	25	24	33	19	31	32	-21,88%	4,17%	34,25%	73
Capverdienne	22	14	16	14	14	31	-29,03%	57,14%	4,59%	479
de Saint Thomas et Prince	5	6	2	6	6	3	66,67%	-16,67%	38,46%	13
Egyptienne	100	111	114	157	123	116	-13,79%	-9,91%	12,67%	789
Equato-Guinéenne	1	8	5	4	14	5	-80,00%	-87,50%	7,69%	13
Erythréenne	1	1	2	3	6	1			9,09%	11
Ethiopienne	26	30	30	21	19	25	4,00%	-13,33%	24,30%	107
Gambienne	1	7	8	4	2	3	-66,67%	-85,71%	1,56%	64
Ghanéenne	41	17	21	19	22	12	241,67%	141,18%	14,80%	277
Kenyanne	44	60	50	78	63	50	-12,00%	-26,67%	48,35%	91
Liberienne	1		4	2				-100,00%		13
Libyenne	36	100	95	49	21	15	140,00%	-64,00%	50,00%	72
Malawite	1	8	4	4	7	1		-87,50%	20,00%	5
Mauricienne	315	350	329	299	325	288	9,38%	-10,00%	41,23%	764
Mozambicaine	10	7	17	20	20	10		42,86%	52,63%	19
Namibienne	6	3	4	3	3			100,00%	66,67%	9
Nigériane	36	55	58	46	69	55	-34,55%	-34,55%	16,74%	215
Ougandaise	6	5	9	8	6	9	-33,33%	20,00%	50,00%	12
Rwandaise	51	48	33	41	54	36	41,67%	6,25%	18,02%	283
Seychelloise	7	9	13	4	14	4	75,00%	-22,22%	43,75%	16

Evolution des premiers titres de séjour délivrés à des étrangers en qualité d'étudiant de 1998 à 2003

année & % évolution	Nombre d'étudiants en						% évolution 2003 / 1998	% évolution 2003 / 2002	Part des étudiants sur l'ensemble des 1ers titres en 2003	Total 1ers titres 2003
	2003	2002	2001	2000	1999	1998				
Nationalité										
Sierra-Léonaise	3	5	3	1	5	1	200,00%	-40,00%	2,97%	101
Somaliennes	1				1	1			1,85%	54
Soudanaises	9	9	5	13	12	6	50,00%	-10,81%	9,78%	92
Sud Africaine	66	74	72	68	62	52	26,92%		36,67%	180
Swazie	1				1					1
Tanzaniennes	6	8	13	18	12	13	-53,85%	-25,00%	25,00%	24
Congolaise (Kinshasha)	107	100	91	81	69	129	-17,05%	7,00%	4,13%	2 591
Zambienne	1	5	5	5	5	3	-66,67%	-80,00%	16,67%	6
Zimbabwéenne	4	8	6	9	7	8	-50,00%	-50,00%	19,05%	21
Sous total autres pays d'Afrique	963	1 102	1 081	1 059	1 031	970	-0,72%	-12,61%	13,74%	7 009
Total Afrique	17 686	20 534	19 672	17 425	13 177	11 163	58,43%	-13,87%	18,49%	95 654
Américaine	2 164	2 374	2 236	2 401	2 121	2 223	-2,65%	-8,85%	40,07%	5 400
Canadienne	737	795	719	633	635	671	9,84%	-7,30%	39,31%	1 875
Sous total Amérique du Nord	2 901	3 169	2 955	3 034	2 756	2 894	0,24%	-8,46%	39,68%	7 275
Argentine	271	348	237	244	203	173	56,65%	-22,13%	38,17%	710
Bélizienne					1	2	-100,00%			
Boliviennes	69	58	55	40	35	31	122,58%	18,97%	52,27%	132
Brésilienne	902	970	939	883	724	624	44,55%	-7,01%	50,39%	1 790
Chilienne	206	185	181	157	164	120	71,67%	11,35%	38,15%	540
Colombienne	627	659	731	647	548	421	48,93%	-4,86%	55,29%	1 134
Costaricaine	16	16	14	18	31	18	-11,11%		23,88%	67
Equatorienne	116	105	100	90	76	62	87,10%	10,48%	42,96%	270
Guatémaltèque	30	36	26	19	17	28	7,14%	-16,67%	54,55%	55
Guyanais	1	1	1	1					8,33%	12
Honduriennes	6	10	10	10	7	9	-33,33%	-40,00%	33,33%	18
Mexicaine	795	930	769	1 023	804	677	17,43%	-14,52%	61,82%	1 286
Nicaraguayenne	6	14	9	9	3	8	-25,00%	-57,14%	26,09%	23
Panaméenne	15	5	9	8	5	9	66,67%	200,00%	50,00%	30
Paraguayenne	27	11	14	8	10	8	237,50%	145,45%	54,00%	50
Péruvienne	159	134	97	78	76	89	78,65%	18,66%	37,77%	421
Salvadorienne	37	38	28	24	24	20	85,00%	-2,63%	71,15%	52
Surinamienne				2	2	1	-100,00%			13
Uruguayenne	26	30	13	30	23	11	136,36%	-13,33%	38,24%	68
Vénézuélienne	212	211	179	125	138	112	89,29%	0,47%	55,79%	380
Sous total Amérique Centrale et du Sud	3 521	3 761	3 412	3 416	2 891	2 423	45,32%	-6,38%	49,94%	7 051
Bahaméenne	2	1	2		5	3	-33,33%	100,00%	66,67%	3
Barbadienne	1	4	3	2	2	3	-66,67%	-75,00%	11,11%	9
Cubaine	17	17	13	15	30	22	-22,73%		4,66%	365
Dominicaine	18	25	25	30	23	29	-37,93%	-28,00%	19,35%	93
Dominicaine	4	1	4	1	1	5	-20,00%	300,00%	57,14%	7
Haitienne	115	89	90	101	118	106	8,49%	29,21%	8,92%	1 289
Jamaïquaine	5	7	4	4	4	3	66,67%	-28,57%	25,00%	20
de Saint Christophe et Nièves			1		2	1	-100,00%			
Sainte-Lucienne	3	2	3	1	7	2	50,00%	50,00%	60,00%	5
Trinidadéenne	9	10	10	4	15	9	-10,00%	-10,00%	40,91%	22
Autres nationalités des Caraïbes	6	6	1	1					75,00%	8
Sous total Caraïbes	180	156	161	159	208	183	-1,64%	15,38%	9,88%	1 821
Total Amérique	6 602	7 086	6 528	6 609	5 855	5 500	20,04%	-6,83%	40,89%	16 147
Bahreïniens	9	6	2	6		1	800,00%	50,00%	75,00%	12
Emiratis	103	82	9	28	5	14	635,71%	25,61%	58,86%	175
Irakiennes	17	28	17	28	27	21	-19,05%	-39,29%	12,41%	137
Iraniennes	268	186	217	174	198	100	168,00%	44,09%	38,78%	691
Israélienne	100	153	136	115	100	111	-9,91%	-34,64%	31,95%	313
Jordanienne	51	50	59	58	44	58	-12,07%	2,00%	54,84%	93
Koweïtiennes	10	27	17	16	11	20	-50,00%	-62,96%	52,63%	19
Libanaise	1 099	1 099	1 094	836	672	530	107,36%		57,51%	1 911
Omanaise	8	2	5	3	6	4	100,00%	300,00%	66,67%	12
Palestinienne	62	36	62	42	46	50	24,00%	72,22%	64,58%	96
Qatari	10	27	3	1	7		-62,96%	-25,64%	25,64%	39
Saoudienne	26	39	25	139	24	27	-3,70%	-33,33%	7,95%	327
Syrienne	386	396	307	288	236	222	73,87%	-2,53%	57,02%	677
Yéménite	4	16	16	19	14	11	-63,64%	-75,00%	18,18%	22
Sous total Moyen Orient	2 153	2 147	1 969	1 753	1 390	1 169	84,17%	0,28%	47,59%	4 524
Cambodgiennes	138	102	88	93	52	54	155,56%	35,29%	17,00%	812
Laotienne	29	22	24	21	31	20	45,00%	31,82%	22,66%	128
Vietnamienne	1 773	1 106	619	587	416	363	388,43%	60,31%	66,91%	2 650
Sous total Cambodge+Laos+Vietnam	1 940	1 230	731	701	499	437	343,94%	57,72%	54,04%	3 590
Afghane	13	1	1	2	1	8	62,50%	1200,00%	10,57%	123
Bangladaise	14	6	10	14	9	2	600,00%	133,33%	4,59%	305
Bhoutanais	2	2	1	3	3	1	100,00%		66,67%	3
Indienne	489	500	381	228	152	121	304,13%	-2,20%	26,97%	1 813
Népalaise	10	16	10	19	11	15	-33,33%	-37,50%	25,00%	40
Pakistanaise	56	58	44	38	29	28	100,00%	-3,45%	8,58%	653
Sri Lankaise	18	19	38	22	12	6	200,00%	-5,26%	1,20%	1 494
Sous total Asie Méridionale	602	602	485	326	217	181	232,60%		13,59%	4 431
Birmaine	20	17	22	24	18	18	11,11%	17,65%	46,51%	43
Britannique de Hong Kong	16	12	42	34	35	36	-55,56%	33,33%	61,54%	26
Chinoise	5 562	6 296	4 060	3 434	2 400	1 071	419,33%	-11,66%	67,99%	8 181
Indonésienne	72	101	115	100	87	105	-31,43%	-28,71%	34,29%	210
Japonaise	2 171	2 122	2 187	2 198	2 199	2 159	0,56%	2,31%	63,59%	3 414
Malaise	55	77	69	56	31	19	189,47%	-28,57%	36,42%	151
Mongole	25	14	18	19	23	23	8,70%	78,57%	58,14%	43
Nord Coréenne	14	12	6	7	5	5	180,00%	16,67%	87,50%	16
Philippine	29	39	33	32	32	37	-21,62%	-25,64%	5,02%	578
Singapourienne	58	89	49	43	54	51	13,73%	-34,83%	26,01%	223
Sud Coréenne	1 198	1 245	1 253	1 078	928	702	70,66%	-3,78%	83,37%	1 437
Thailandaise	234	249	225	175	137	115	103,48%	-6,02%	27,92%	838
Autres nationalités d'Asie	273	259	278	203	231	219	24,66%	5,41%	80,77%	338
Sous total autres pays d'Asie	9 727	10 532	8 357	7 403	6 180	4 560	113,31%	-7,64%	62,76%	15 498
Total Asie	14 422	14 511	11 542	10 183	8 286	6 347	127,23%	-0,61%	51,43%	28 043
Australienne	182	178	157	126	143	140	30,00%	2,25%	33,70%	540
Néozélandaise	21	32	30	44	44	26	-19,23%	-34,38%	15,33%	137
Fidjiens	2	4	5	3	2		-100,00%	-100,00%	2	2
Autres nationalités de l'Océanie	6	5	9	7	7	9	-33,33%	20,00%	40,00%	15
Total Océanie	209	217	200	182	197	177	18,08%	-3,69%	30,12%	694
Nationalités indéterminées	8	11	51	107	93	527	-98,48%	-27,27%	16,92%	65
TOTAL	54 569	59 369	55 803	55 010	50 575	46 494	17,37%	-8,09%	27,41%	216 589

Evolution de la population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour de 1980 à 2003 (France métropolitaine)
pour les nationalités adhérent à l'Union Européenne en 2004

	Population totale	Portugais	% de la population totale	Italiens	% de la population totale	Espagnols	% de la population totale	Allemands	% de la population totale	Britanniques	% de la population totale	Belges	% de la population totale	Néerlandais	% de la population totale
1980	3 232 994	635 165	19,65%	400 220	12,38%	355 399	10,99%	48 095	1,49%	39 622	1,23%	60 001	1,86%	14 637	0,45%
1985	3 391 837	659 892	19,46%	338 641	9,98%	302 975	8,93%	52 876	1,56%	43 852	1,29%	63 305	1,87%	16 676	0,49%
1990	3 600 557	693 619	19,28%	299 832	8,33%	268 193	7,45%	56 035	1,56%	52 914	1,47%	61 569	1,71%	17 666	0,49%
1995	3 192 872	590 066	18,48%	230 357	7,21%	196 099	6,14%	67 732	2,12%	65 217	2,04%	60 193	1,89%	21 099	0,66%
2000	3 242 367	566 078	17,48%	204 160	6,30%	167 807	5,18%	73 035	2,25%	68 095	2,10%	63 731	1,97%	24 058	0,74%
2001	3 269 612	559 133	17,10%	198 344	6,07%	163 864	5,01%	72 414	2,21%	70 013	2,14%	65 097	1,99%	24 640	0,75%
2002	3 349 908	555 580	16,58%	194 446	5,81%	161 427	4,82%	72 775	2,17%	73 826	2,20%	66 691	1,99%	25 365	0,76%
2003	3 423 663	553 885	16,18%	191 765	5,60%	158 728	4,64%	74 418	2,17%	79 676	2,33%	68 281	1,99%	26 315	0,77%

	Suédois	% de la population totale	Danois	% de la population totale	Irlandais	% de la population totale	Autrichiens	% de la population totale	Grecs	% de la population totale	Finlandais	% de la population totale	Luxembourgeois	% de la population totale	Polonais	% de la population totale	Hongrois	% de la population totale
1980	3 369	0,10%	2 045	0,06%	1 909	0,06%	2 896	0,05%	9 565	0,30%	837	0,03%	2 945	0,09%	73 628	2,28%	4 994	0,15%
1985	4 779	0,14%	2 985	0,05%	2 620	0,05%	3 313	0,10%	8 222	0,24%	1 258	0,04%	2 696	0,08%	68 817	2,03%	3 987	0,12%
1990	5 758	0,16%	3 949	0,11%	4 034	0,11%	3 634	0,10%	9 234	0,26%	1 663	0,05%	2 474	0,07%	46 455	1,29%	3 701	0,10%
1995	6 596	0,21%	4 820	0,15%	5 551	0,17%	3 682	0,12%	6 600	0,21%	2 027	0,06%	3 028	0,09%	42 041	1,32%	2 644	0,08%
2000	8 014	0,25%	5 321	0,16%	5 621	0,17%	4 137	0,13%	5 688	0,17%	2 705	0,08%	2 776	0,09%	28 009	0,85%	2 653	0,08%
2001	7 851	0,24%	5 448	0,17%	5 605	0,17%	4 103	0,13%	5 323	0,16%	2 768	0,08%	2 563	0,08%	2 746	0,08%		
2002	7 806	0,23%	5 571	0,17%	5 666	0,17%	4 071	0,12%	5 113	0,15%	2 755	0,08%	2 541	0,08%	28 751	0,85%	2 795	0,08%
2003	7 756	0,23%	5 638	0,16%	5 718	0,17%	4 038	0,12%	4 959	0,14%	2 697	0,08%	2 533	0,07%	29 226	0,85%	2 593	0,08%

Population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour au 31 décembre 2003 Annexe Titres n°III
par nationalité et sexe - Comparaison avec 2002

source : INTERIEUR-DLPAJ-AGDREF

Nationalité	Sexe	2003 (hors DOM)			2002 (hors DOM)			Evolution 2003 / 2002 en %
		Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	
Allemands		35 069	39 349	74 418	34 163	38 612	72 775	2,26%
Autrichiens		1 598	2 440	4 038	1 611	2 460	4 071	-0,81%
Belges		33 575	34 706	68 281	32 671	34 020	66 691	2,38%
Britanniques		40 698	38 978	79 676	37 508	36 118	73 626	8,22%
Danois		2 435	3 203	5 638	2 365	3 206	5 571	1,20%
Espagnols		79 642	79 086	158 728	81 267	80 160	161 427	-1,67%
Finlandais		780	1 917	2 697	806	1 949	2 755	-2,11%
Grecs		2 694	2 265	4 959	2 780	2 333	5 113	-3,01%
Irlandais		2 420	3 298	5 718	2 367	3 299	5 666	0,92%
Italiens		111 734	80 031	191 765	113 493	81 053	194 546	-1,43%
Luxembourgeois		1 283	1 250	2 533	1 273	1 268	2 541	-0,31%
Néerlandais		12 901	13 414	26 315	12 344	13 021	25 365	3,75%
Portugais		304 264	249 621	553 885	305 037	250 553	555 590	-0,31%
Suédois		3 032	4 724	7 756	2 999	4 807	7 806	-0,64%
Sous Total Union Européenne		632 125	554 282	1 186 407	630 684	552 859	1 183 543	0,24%
Islandais		89	148	237	84	159	243	-2,47%
Liechtensteinois		11	10	21	7	7	14	50,00%
Norvégiens		914	1 373	2 287	902	1 386	2 288	-0,04%
Sous Total Espace Economique Européen		633 139	555 813	1 188 952	631 677	554 411	1 186 088	0,24%
Arméniens		2 023	2 103	4 126	1 625	1 866	3 491	18,19%
Azerbaïdjanais		665	743	1 408	517	566	1 083	30,01%
Biélorusses		493	1 190	1 683	419	988	1 407	19,62%
Estoniens		54	214	268	51	192	243	10,29%
ex-Soviétiques		403	682	1 085	453	771	1 224	-11,36%
Géorgiens		1 802	1 675	3 477	1 427	1 331	2 758	26,07%
Kazakhs		213	457	670	204	421	625	7,20%
Kirghiz		76	192	268	47	136	183	46,45%
Lettons		107	320	427	104	281	385	10,91%
Lituaniens		203	556	759	181	502	683	11,13%
Moldaves		1 352	1 257	2 609	777	784	1 561	67,14%
Ouzbeks		158	259	417	133	220	353	18,13%
Russes		4 863	10 012	14 875	4 023	8 282	12 305	20,89%
Tadjiks		26	20	46	25	14	39	17,95%
Turkmènes		11	31	42	7	28	35	20,00%
Ukrainiens		1 532	3 764	5 296	1 327	3 175	4 502	17,64%
Sous Total ex-URSS		13 981	23 475	37 456	11 320	19 557	30 877	21,31%
Albanais		1 324	1 473	2 797	1 206	1 280	2 486	12,51%
Bosniaques		2 491	2 319	4 810	2 213	2 084	4 297	11,94%
Bulgares		1 848	3 684	5 532	1 777	3 321	5 098	8,51%
Croates		1 946	1 651	3 597	1 960	1 651	3 611	-0,39%
Hongrois		1 223	1 370	2 593	1 420	1 375	2 795	-7,23%
Macédoniens		1 264	1 107	2 371	1 243	1 058	2 301	3,04%
Polonais		10 619	18 607	29 226	10 480	18 271	28 751	1,65%
Roumains		6 265	8 302	14 567	5 783	7 371	13 154	10,74%
Slovaques		487	916	1 403	438	890	1 328	5,65%
Slovènes		344	350	694	336	325	661	4,99%
ex-Tchécoslovaques		294	412	706	306	443	749	-5,74%
Tchèques		543	1 132	1 675	547	1 019	1 566	6,96%
Yugoslaves		23 796	21 387	45 183	23 812	21 305	45 117	0,15%
Sous Total Pays de l'Est		52 444	62 710	115 154	51 521	60 393	111 914	2,90%
Andorans		9	15	24	2	4	6	300,00%
Chypriotes		104	176	280	102	169	271	3,32%
Maltais		59	85	144	54	86	140	2,86%
Saint-Marinais		118	68	186	120	67	187	-0,53%
Suisses		11 268	10 443	21 711	10 837	9 942	20 779	4,49%
Turcs		103 580	81 039	184 619	99 751	79 201	178 952	3,17%
Autres		2	2	4	1	1	1	300,00%
Sous Total Autres Europe		115 140	91 828	206 968	110 866	89 470	200 336	3,31%
TOTAL EUROPE		814 704	733 826	1 548 530	805 384	723 831	1 529 215	1,3%
Algériens		344 707	215 557	560 264	342 989	211 596	554 585	1,02%
Marocains		277 587	193 877	471 464	275 033	189 823	464 856	1,42%
Tunisiens		113 361	55 310	168 671	110 500	54 086	164 586	2,48%
Sous Total Maghreb		735 655	464 744	1 200 399	728 522	455 505	1 184 027	1,38%
Béninois		3 373	2 659	6 032	3 074	2 445	5 519	9,30%
Burkinabé		1 464	1 190	2 654	1 283	1 055	2 338	13,52%
Camerounais		11 459	14 716	26 175	10 387	12 938	23 325	12,22%
Centrafricains		3 180	2 763	5 943	3 126	2 631	5 757	3,23%
Comoriens		3 770	5 526	9 296	3 414	5 066	8 480	9,62%
Congolais (Brazzaville)		12 361	10 943	23 304	11 617	9 757	21 374	9,03%
Djiboutiens		649	678	1 327	650	658	1 308	1,45%
Gabonais		2 734	3 444	6 178	2 512	2 984	5 496	12,41%
Guinéens		5 501	4 216	9 717	4 967	3 913	8 880	9,43%
Ivoiriens		12 610	14 685	27 295	11 267	12 973	24 240	12,60%
Malgaches		4 455	8 758	13 213	4 145	8 047	12 192	8,37%
Maliens		30 347	12 783	43 130	29 510	12 080	41 590	3,70%
Mauritaniens		10 751	2 819	13 570	10 885	2 664	13 549	0,15%
Nigériens		606	466	1 072	524	395	919	16,65%
Sénégalais		29 689	18 057	47 746	28 765	17 229	45 994	3,81%
Tchadiens		1 368	673	2 041	1 283	630	1 913	6,69%
Togolais		4 381	3 792	8 173	4 105	3 446	7 551	8,24%

Sexe Nationalité	2003 (hors DOM)			2002 (hors DOM)			Annexe Titres n°III Evolution 2003 / 2002 en %
	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	
Sous Total Principaux Pays anciennement sous administration française							
Angolais	4 863	3 203	8 066	4 617	3 060	7 677	5,07%
Bissao-Guinéens	2 112	694	2 806	2 066	670	2 736	2,56%
Basotho		10	10		11	11	-9,09%
Botswanéens	4	7	11	3	6	9	22,22%
Burundais	309	336	645	290	302	592	8,95%
Cap-Verdiens	4 350	4 570	8 920	4 130	4 371	8 501	4,93%
Egyptiens	5 642	2 080	7 722	5 268	1 997	7 265	6,29%
Equato-Guinéens	41	83	124	49	80	129	-3,88%
Erythréens	33	81	114	24	63	87	31,03%
Ethiopiens	361	875	1 236	339	844	1 183	4,48%
Gambiens	679	537	1 216	631	515	1 146	6,11%
Ghanéens	1 738	1 808	3 546	1 696	1 733	3 429	3,41%
Kényans	141	391	532	134	373	507	4,93%
Libériens	419	153	572	284	144	428	33,64%
Libyens	371	213	584	343	209	552	5,80%
Malawiens	11	13	24	13	15	28	-14,29%
Mauriciens	5 989	7 874	13 863	5 963	7 856	13 819	0,32%
Mozambicains	51	56	107	53	57	110	-2,73%
Namibiens	12	18	30	11	11	22	36,36%
Nigérians	1 302	1 439	2 741	1 108	1 227	2 335	17,39%
Ougandais	52	63	115	55	58	113	1,77%
Rwandais	977	1 240	2 217	869	1 098	1 967	12,71%
de Saint Thomas et Prince	38	52	90	30	46	76	18,42%
Seychellois	63	132	195	65	133	198	-1,52%
Sierra Léonais	713	353	1 066	797	521	1 318	-19,12%
Somaliens	405	475	880	446	492	938	-6,18%
Soudanais	763	257	1 020	626	224	850	20,00%
Sud Africains	407	567	974	396	542	938	3,84%
Swazie	1	4	5		2	2	150,00%
Tanzaniens	72	89	161	73	80	153	5,23%
Congolais (Kinshasa)	18 931	17 254	36 185	18 055	16 152	34 207	5,78%
Zambiens	11	43	54	13	38	51	5,88%
Zimbabwéens	43	50	93	37	47	84	10,71%
Sous Total Autres pays d'Afrique	50 904	45 020	95 924	48 484	42 977	91 461	4,88%
TOTAL AFRIQUE	925 257	617 932	1 543 189	908 520	597 393	1 505 913	2,5%
Sous Total Amérique du Nord							
Américains (Etats Unis)	11 679	14 572	26 251	11 535	14 249	25 784	1,81%
Canadiens	3 799	4 485	8 284	3 801	4 384	8 185	1,21%
Sous Total Amérique Centrale et du Sud	15 478	19 057	34 535	15 336	18 633	33 969	1,67%
Argentins	1 568	1 956	3 524	1 463	1 828	3 291	7,08%
Béliziens	7	8	15	8	9	17	-11,76%
Boliviens	265	344	609	239	294	533	14,26%
Brésiliens	2 917	6 192	9 109	2 758	5 860	8 618	5,70%
Chiliens	2 336	2 207	4 543	2 309	2 146	4 455	1,98%
Colombiens	2 791	4 312	7 103	2 662	4 096	6 758	5,11%
Costaricains	65	136	201	67	126	193	4,15%
Equatoriens	556	717	1 273	452	648	1 100	15,73%
Guatémaltèques	91	144	235	82	135	217	8,29%
Guyaniens	51	114	165	40	96	136	21,32%
Honduriens	39	78	117	33	84	117	0,00%
Mexicains	1 746	2 770	4 516	1 670	2 751	4 421	2,15%
Nicaraguayens	51	94	145	50	91	141	2,84%
Panaméens	33	67	100	28	57	85	17,65%
Paraguayens	88	143	231	68	133	201	14,93%
Péruviens	1 427	2 036	3 463	1 383	1 926	3 309	4,65%
Salvadoriens	82	195	277	76	192	268	3,36%
Surinamiens	61	68	129	52	50	102	26,47%
Uruguayens	275	282	557	259	264	523	6,50%
Vénézuéliens	645	1 105	1 750	579	1 026	1 605	9,03%
Sous Total Amérique Centrale et du Sud	15 094	22 968	38 062	14 278	21 812	36 090	5,46%
Bahamiens	4	6	10	5	7	12	-16,67%
Barbadiens	8	12	20	7	15	22	-9,09%
Cubains	775	1 160	1 935	691	1 022	1 713	12,96%
Dominicains	166	383	549	143	355	498	10,24%
Dominiquais	79	99	178	76	88	164	8,54%
Grenadiens	8	10	18	6	8	14	28,57%
Haïtiens	7 980	8 683	16 663	7 513	8 259	15 772	5,65%
Jamaïquains	39	77	116	41	78	119	-2,52%
Saint-Luciens	36	44	80	30	44	74	8,11%
Saint-Vincentais	6	5	11	6	4	10	10,00%
Trinidadiens	26	110	136	20	98	118	15,25%
Autres ressortissants d'un pays des Caraïbes	7	7	14	8	5	13	7,69%
Sous Total Caraïbes	9 134	10 596	19 730	8 546	9 983	18 529	6,5%
TOTAL AMERIQUE	39 706	52 621	92 327	38 160	50 428	88 588	4,2%
Bahreïniens		14	15	15	9	24	20,83%
Emiratis		169	8	139	7	146	21,23%
Irakiens		1 429	993	1 604	1 054	2 658	-8,88%
Iraniens		5 939	5 670	5 990	5 620	11 610	-0,01%
Israéliens		1 377	1 294	1 402	1 307	2 709	-1,40%
Jordaniens		421	204	401	189	590	5,93%
Koweïtiens		102	48	114	44	158	-5,06%
Libanais		8 601	6 118	8 374	5 944	14 318	2,80%

source : INTERIEUR-DLPAJ-AGDREF

Nationalité	Sexe			2003 (hors DOM)			2002 (hors DOM)			Evolution 2003 / 2002 en %
	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL				
Omanais	11	11	22	6	9	15				46,67%
Palestiniens	421	142	563	344	144	488				15,37%
Qatariens	49	10	59	55	4	59				0,00%
Saoudiens	470	191	661	387	204	591				11,84%
Syriens	2 714	1 882	4 596	2 536	1 784	4 320				6,39%
Yéménites	92	89	181	92	77	169				7,10%
Sous Total Moyen Orient	21 809	16 675	38 484	21 459	16 396	37 855				1,66%
Cambodgiens	9 506	10 357	19 863	9 814	10 366	20 180				-1,57%
Laotiens	5 057	4 808	9 865	5 362	5 001	10 363				-4,81%
Vietnamiens	8 826	10 899	19 725	8 508	10 118	18 626				5,90%
Sous Total Cambodgiens+Laotiens +Vietnamiens	23 389	26 064	49 453	23 684	25 485	49 169				0,58%
Afghans	1 002	769	1 771	1 008	759	1 767				0,23%
Bangladais	2 320	770	3 090	2 025	683	2 708				14,11%
Bhoutanais	55	25	80	56	20	76				5,26%
Indiens	6 491	5 266	11 757	5 771	4 873	10 644				10,46%
Népalais	202	110	312	190	100	290				7,59%
Pakistanais	7 391	3 999	11 390	6 862	3 833	10 695				6,50%
Sri-Lankais	14 916	11 776	26 692	14 759	11 432	26 191				1,91%
Sous Total Asie Méridionale	32 377	22 715	55 092	30 671	21 700	52 371				5,20%
Birmans	113	88	201	98	79	177				13,56%
Britanniques de Hong Kong	456	445	901	492	463	955				-5,65%
Chinois	22 418	27 870	50 288	18 947	23 500	42 447				18,47%
Nord-Coréens	25	29	54	22	16	38				42,11%
Sud-Coréens	1 829	4 512	6 341	1 793	4 297	6 090				4,12%
Indonésiens	390	1 242	1 632	415	1 151	1 566				4,21%
Japonais	6 075	11 669	17 744	6 155	11 526	17 681				0,36%
Malaisiens	389	529	918	345	470	815				12,64%
Mongols	221	330	551	78	168	246				123,98%
Philippins	1 409	4 339	5 748	1 284	4 032	5 316				8,13%
Singapouriens	347	532	879	362	537	899				-2,22%
Thailandais	932	4 378	5 310	827	3 883	4 710				12,74%
Autres Asiatiques	423	1 093	1 516	385	1 008	1 393				8,83%
Sous Total Autres pays asiatiques	35 027	57 056	92 083	31 203	51 130	82 333				11,84%
TOTAL ASIE	112 602	122 510	235 112	107 017	114 711	221 728				6,0%
Australiens	1 242	1 543	2 785	1 211	1 508	2 719				2,4%
Fidjiens	11	9	20	13	11	24				-16,7%
Néo-Zélandais	326	305	631	321	303	624				1,1%
Vanuatuans	7	29	36	13	31	44				-18,2%
Papouans-Néo-Guinéens	8	5	13	3	4	7				85,7%
Samoans	3	5	8	2	6	8				0,0%
Tonguiens	5	7	12	5	6	11				9,1%
Autres ressortissants de l'Océanie	4	6	10	4	5	9				11,1%
TOTAL OCEANIE	1 606	1 909	3 515	1 572	1 874	3 446				2,0%
Nationalités non déterminées & apatrides	636	354	990	649	369	1 018				-2,75%
TOTAL GENERAL	1 894 511	1 529 152	3 423 663	1 861 302	1 488 606	3 349 908				2,20%

POPULATION ETRANGERE TITULAIRE D' UN DOCUMENT DE SEJOUR VALIDE AU 31/12/2003 : REPARTITION PAR TITRE ET PREFECTURE

Annexe Titres n°V

Région	Département	Document de séjour														
		APS	CEE & EEE 1 AN	CEE & EEE 10 ANS	CEE & EEE 5 ANS	CEE TITRE PERMANENT	CONVOCATION	CR	CRA 1 AN	CRA 10 ANS	CRA 2 ANS	CST 1 AN	CST 5 ANS	RCS	RETRAITÉ	Total 31/12/2003
ALSACE	BAS-RHIN HAUT-RHIN	137	266	18 624	5 382	879	5	29 035	828	4 243	6 006	1	1 843	20	65 963	
Total ALSACE		208	521	34 488	7 463	1 325	5	50 115	1 150	12 321	8 184	6	249	28	119 634	
AQUITAINE	DORDOGNE GIRONDE LANDES LOT-ET-GARONNE PYRENEES-ATLANTIQUES	25	64	6 030	2 840	8	2 585	53	320	4 160	1	5 467	8	1 392	4	12 545
Total AQUITAINE		123	215	20 114	751	1 059	2	17 382	335	1 422	1 92	1 165	1	51 013	4	51 013
AUVERGNE	ALLIER CANTAL HAUTE-LOIRE PIU-DE-DOME	10	4 280	3 21	31	39	361	13	58	1 911	9	224	144	4 99	3	1 184
Total AUVERGNE		9	14	483	62	39	917	172	35	2 299	28	2 089	3	1 23	2	4 301
Total BASSE-NORMANDIE		87	280	20 031	751	661	11 087	314	3 702	2 694	18	2 55	10	22 609		
BOURGOGNE	COTE-D'OR NIEVRE SAONE-ET-LOIRE YONNE	70	254	7 334	218	92	1 637	18	286	2 33	10	845	10	4 759	6	19 675
Total BOURGOGNE		13	18	2 045	236	8	2 795	57	470	2 855	1	4 224	2 77	2 224	2	21 963
BRETAGNE	COTE-D'ARMOR FINISTERE ILLE-ET-VILAINE MORBIAN	17	130	25 148	1 045	184	2 149	46	224	5 935	2 781	205	1 881	15	59 166	
Total BRETAGNE		24	82	10 145	502	75	6 879	124	2 855	6 20	185	4 70	3 342	7	12 769	
CENTRE	CHER EURE-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LORET LOIR-ET-CHER	15	4 557	113	20	3 181	46	1 070	573	3 79	3	318	4	9 721	4	37 182
Total CENTRE		12	38	5 523	81	301	763	86	1 219	753	6	961	16	16 640		
CHAMPAGNE-ARDENNES	ARDENNES AUBE HAUTE-MARNE MARNE	133	3 223	596	96	1 274	24	2 293	1 94	6	224	6	3 694	9	17 234	
Total CHAMPAGNE-ARDENNES		67	79	2 444	430	131	5 528	271	6 46	2 670	1	1 112	3 017	13	36 752	
CORSE	CORSE-DU-SUD HAUTE-CORSE	242	718	9 679	3 357	417	51	12 410	379	1 675	1	4 899	9	3 351	4	95 523
Total CORSE		9	25	4 026	722	2	3 167	88	3 509	232	3	318	4	9 721	4	11 962
FRANCHE-COMTE	DOUBS HAUTE-SAONE JURA TERRITOIRE-DE-BELFORT	41	121	5 901	150	44	10 854	374	4 087	1 774	84	987	12	25 149		
Total FRANCHE-COMTE		15	21	2 037	96	17	3 463	17	6 664	153	9	1 99	9	6 689		
HAUT-E-NORMANDIE	EURE SEINE-MARITIME	165	286	7 117	192	431	13 351	640	6 829	2 823	2 563	17	34 414			
Total HAUTE-NORMANDIE		213	318	11 534	326	451	20 069	710	8 338	3 403	3 424	33	48 19			
ILE DE FRANCE	ESSONNE HAUTS-DE SEINE PARIS SEINE ET MARNE SEINE SAINT-DENIS VAL DE MARNE VAL D'OISE YVELINES	371	648	50 375	572	683	1 871	221	36 137	905	6 536	1	9 014	522	177 619	
Total ILE DE FRANCE		388	4 298	91 495	1 717	1 692	33	1 48 366	7 224	40 865	3	58 585	16	22 407	480	381 069
LANGUEDOC-ROUSSILLON	AUDE GARD HERAULT LOZERE	21	36	5 564	1 209	140	4 584	91	1 235	487	71	806	12	34 777	2	13 693
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON		87	104	9 376	1 206	2	16 173	462	4 720	1 770	60	2 068	5	59 634	5	59 634

POPULATION ETRANGERE TITULAIRE D' UN DOCUMENT DE SEJOUR VALIDE AU 31/12/2003 : REPARTITION PAR TITRE ET PREFECTURE

100

Region	Département	Document de séjour																
		APS	CEE & EEE 1 ANS	CEE & EEE 10 ANS	CEE & EEE 5 ANS	CEE TITRE PERMANENT	CONVOCATION	CR	CRA 1 AN	CRA 10 ANS	CRA 2 ANS	CST 1 AN	CST 5 ANS	RCS	RETRAITÉ	Total	31/12/2003	
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	PYRÉNEES-ORIENTALES	165	959	44 309	6 969	379	67	50 871	1 851	13 052	11 535	38	870	2	135 344	25 102		
LIMOUSIN	CORSEZ CREUSE HAUTE-VIENNE	5	3	3 287	299	27	1	2 437	17	231	143	2	131	1	6 583	2 060		
Total LIMOUSIN	MEURTHE-ET-MOSSELLE	72	64	7 331	1 236	94	1	6 150	221	1 828	1 304	4	1 283	1	19 589	3 723		
LORRAINE	MEUSE MOSSELLE VOSGES	90	256	12 063	920	102	5	8 678	338	6 128	2 614	3	1 518	8	4 858	7 487		
Total LORRAINE	ARIGE AVEYRON GERS HAUTE-GARONNE HAUTS-PYRÉNÉES LOT TARN TARN-ET-GARONNE	225	528	46 228	9 011	1 588	36	30 952	1 032	19 453	5 123	7	3 572	46	117 770	5 716		
MIDI-PYRÉNÉES	NORD-PAS-DE-CALAIS	22	7	3 306	327	3	2	1 354	20	282	141	207	2	5 598	5 587	5 587		
PAYS DE LA LOIRE	LOIRE ATLANTIQUE MAINE-ET-LOIRE MAYENNE SARTHE VENDÉE	140	60	4 729	302	12	4	8 015	563	2 486	3 159	3	1 497	2	12 415	1 241		
Total PAYS DE LA LOIRE	AIN OISE SOMME	293	314	12 408	1 711	189	10	18 161	847	3 869	6 644	10	3 592	7	48 085	3 768		
PICARDIE	CHARENTE-MARITIME DEUX-SÈVRES VIENNE	8	69	5 539	94	26	6	5 427	95	1 367	1 367	1	727	9	14 065	9 608		
Total PICARDIE	PROVENCE-CÔTE-D'AZUR	110	324	21 403	315	757	22	10 510	542	6 344	3 477	1	4 243	30	61 056	8 035		
POITOU-CHARENTE	CHARANTES DEUX-SÈVRES VIEILLE	11	77	3 098	840	190	2170	60	393	6 899	3	474	7	7 762	4 674			
Total POITOU-CHARENTE	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE BOUCHES-DU-RHÔNE HAUTES-ALPES VAR VAUCLUSE	54	333	11 021	3 780	264	6 616	280	1 484	2 729	7	1 488	1	28 057	5 820			
Total PROVENCE-CÔTE-D'AZUR	ARDÈCHE DROME HAUTE-SAVOIE ISÈRE LOIRE RHÔNE SAVOIE	446	1 861	81 338	14 005	2 144	398	125 734	4 395	62 352	19	19 475	229	9 803	127	322 326		
RHÔNE-ALPES	AIN ARDÈCHE DROME HAUTE-SAVOIE ISÈRE LOIRE RHÔNE SAVOIE	32	63	10 221	2 926	297	15	14 650	47	2 615	1 429	239	904	16	33 439	10 263		
Total RHÔNE-ALPES	Total 31/12/2003	12 132	18 623	1 069 272	82 042	20 334	2	1 364	1 260 662	41 169	4 976 53	37	265 819	2 520	1 19 875	2 159	3 423 663	

**Ressortissants Algériens titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Algériens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	1 897	3 399	5 296
HAUT-RHIN	3 250	5 338	8 588
ALSACE	5 147	8 737	13 884
DORDOGNE	158	244	402
GIRONDE	1 800	2 874	4 674
LANDES	61	77	138
LOT-ET-GARONNE	260	312	572
PYRENEES-ATLANTIQUES	196	291	487
AQUITAINE	2 475	3 798	6 273
ALLIER	370	522	892
CANTAL	24	58	82
HAUTE-LOIRE	94	141	235
PUY-DE-DOME	1 108	1 974	3 082
AUVERGNE	1 596	2 695	4 291
CALVADOS	442	838	1 280
MANCHE	81	198	279
ORNE	156	224	380
BASSE-NORMANDIE	679	1 260	1 939
COTE-D'OR	924	1 510	2 434
NIEVRE	111	199	310
SAONE-ET-LOIRE	1 306	1 735	3 041
YONNE	245	399	644
BOURGOGNE	2 586	3 843	6 429
COTE-D'ARMOR	104	191	295
FINISTERE	196	378	574
ILLE-ET-VILAINE	328	677	1 005
MORBBIAN	136	294	430
BRETAGNE	764	1 540	2 304
CHER	451	710	1 161
EURE-ET-LOIR	548	805	1 353
INDRE	138	205	343
INDRE-ET-LOIRE	998	1 258	2 256
LOIR-ET-CHER	239	381	620
LOIRET	876	1 489	2 365
CENTRE	3 250	4 848	8 098
ARDENNES	1 499	2 137	3 636
AUBE	506	871	1 377
HAUTE-MARNE	488	699	1 187
MARNE	1 210	1 921	3 131
CHAMPAGNE-ARDENNES	3 703	5 628	9 331
CORSE-DU-SUD	96	114	210
HAUTE-CORSE	91	248	339
CORSE	187	362	549
DOUBS	2 222	3 129	5 351
HAUTE-SAONE	300	405	705
JURA	567	719	1 286
TERRITOIRE-DE-BELFORT	950	1 319	2 269
FRANCHE-COMTE	4 039	5 572	9 611
EURE	607	1 028	1 635
SEINE-MARITIME	2 828	5 016	7 844
HAUTE-NORMANDIE	3 435	6 044	9 479
ESSONNE	4 979	8 203	13 182
HAUTS DE SEINE	11 420	19 664	31 084
PARIS	15 672	34 734	50 406
SEINE ET MARNE	4 922	6 942	11 864
SEINE SAINT-DENIS	24 886	36 792	61 678
VAL D'OISE	9 083	12 862	21 945
VAL DE MARNE	10 655	18 570	29 225
YVELINES	5 989	9 431	15 420
ILE DE FRANCE	87 606	147 198	234 804
AUDE	653	704	1 357
GARD	2 479	2 809	5 288
HERAULT	2 445	3 549	5 994
LOZERE	17	26	43
PYRENEES-ORIENTALES	1 335	2 133	3 468
Languedoc-Roussillon	6 929	9 221	16 150
CORREZE	111	146	257
CREUSE	17	33	50
HAUTE-VIENNE	769	1 117	1 886
LIMOUSIN	897	1 296	2 193
MEURTHE-ET-MOSELLE	2 411	4 422	6 833
MEUSE	173	236	409
MOSELLE	4 816	8 185	13 001
VOSGES	406	610	1 016
LORRAINE	7 806	13 453	21 259
ARIEGE	145	168	313
AVEYRON	153	209	362
GERS	45	62	107
HAUTE-GARONNE	3 509	5 290	8 799
HAUTES-PYRENEES	118	144	262
LOT	75	107	182
TARN	827	852	1 679
TARN-ET-GARONNE	208	251	459
MIDI-PYRENEES	5 080	7 083	12 163
NORD	11 365	16 252	27 617
PAS-DE-CALAIS	2 053	2 939	4 992
NORD-PAS-DE-CALAIS	13 418	19 191	32 609
LOIRE ATLANTIQUE	1 052	2 266	3 318
MAINE-ET-LOIRE	261	425	686
MAYENNE	139	213	352
SARTHE	195	354	549
VENDEE	85	154	239
PAYS DE LA LOIRE	1 732	3 412	5 144
AISNE	574	962	1 536
OISE	1 835	2 900	4 735
SOMME	370	620	990
PICARDIE	2 779	4 482	7 261
CHARENTE-MARITIME	182	313	495
CHARENTES	198	300	498
DEUX-SEVRES	65	113	178
VIENNE	264	480	744
POITOU-CHARENTE	709	1 206	1 915
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	325	714	1 039
ALPES-MARITIMES	3 175	7 091	10 266
BOUCHES-DU-RHONE	17 286	27 745	45 031
HAUTES-ALPES	184	485	669
VAR	2 456	5 154	7 610
VAUCLUSE	1 773	2 416	4 189
PROVENCE-COTE-D'AZUR	25 199	43 605	68 804
AIN	1 120	1 595	2 715
ARDECHE	633	814	1 447
DROME	1 847	2 429	4 276
HAUTE-SAVOIE	1 943	3 696	5 639
ISERE	5 989	9 295	15 284
LOIRE	5 690	6 943	12 633
RHONE	16 890	23 079	39 969
SAVOIE	1 429	2 382	3 811
RHONE-ALPES	35 541	50 233	85 774
TOTAL 2003	215 557	344 707	560 264

**Ressortissants Portugais titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Portugais		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	2 303	3 058	5 361
HAUT-RHIN	2 187	2 803	4 990
ALSACE	4 490	5 861	10 351
DORDOGNE	1 113	1 448	2 561
GIRONDE	5 029	6 381	11 410
LANDES	1 468	1 884	3 352
LOT-ET-GARONNE	695	1 007	1 702
PYRENEES-ATLANTIQUES	2 977	3 579	6 556
AQUITAINE	11 282	14 299	25 581
ALLIER	1 333	1 610	2 943
CANTAL	121	150	271
HAUTE-LOIRE	595	743	1 338
PUY-DE-DOME	4 805	5 942	10 747
AUVERGNE	6 654	8 445	15 299
CALVADOS	528	712	1 240
MANCHE	67	113	180
ORNE	315	422	737
BASSE-NORMANDIE	910	1 247	2 157
COTE-D'OR	1 972	2 454	4 426
NIEVRE	546	730	1 276
SAONE-ET-LOIRE	2 504	3 072	5 576
YONNE	1 725	2 252	3 977
BOURGOGNE	6 747	8 508	15 255
COTE-D'ARMOR	323	542	865
FINISTERE	684	941	1 625
ILLE-ET-VILAINE	470	682	1 152
MORBIAN	173	302	475
BRETAGNE	1 650	2 467	4 117
CHER	1 416	1 754	3 170
EURE-ET-LOIR	1 895	2 432	4 327
INDRE	346	443	789
INDRE-ET-LOIRE	2 434	3 118	5 552
LOIR-ET-CHER	1 681	2 185	3 866
LOIRET	4 535	5 890	10 425
CENTRE	12 307	15 822	28 129
ARDENNES	464	618	1 082
AUBE	1 224	1 525	2 749
HAUTE-MARNE	294	403	697
MARNE	1 865	2 507	4 372
CHAMPAGNE-ARDENNES	3 847	5 053	8 900
CORSE-DU-SUD	989	1 474	2 463
HAUTE-CORSE	649	1 010	1 659
CORSE	1 638	2 484	4 122
DOUBS	1 274	1 605	2 879
HAUTE-SAONE	566	759	1 325
JURA	1 010	1 223	2 233
TERRITOIRE-DE-BELFORT	227	319	546
FRANCHE-COMTE	3 077	3 906	6 983
EURE	1 092	1 547	2 639
SEINE-MARITIME	1 853	2 608	4 461
HAUTE-NORMANDIE	2 945	4 155	7 100
ESSONNE	13 720	16 704	30 424
HAUTS-DE-SEINE	15 716	16 274	31 990
PARIS	20 472	19 278	39 750
SEINE-ET-MARNE	13 444	16 938	30 382
SEINE-SAINT-DENIS	18 586	22 407	40 993
VAL-D'OISE	12 272	15 033	27 305
VAL-DE-MARNE	19 871	23 920	43 791
YVELINES	16 484	18 978	35 462
ILE-DE-FRANCE	130 565	149 532	280 097
AUDE	429	564	993
GARD	1 006	1 343	2 349
HERAULT	963	1 268	2 231
LOZERE	476	702	1 178
PYRENEES-ORIENTALES	1 063	1 435	2 498
LANGUEDOC-ROUSSILLON	3 937	5 312	9 249
CORREZE	1 107	1 343	2 450
CREUSE	165	238	403
HAUTE-VIENNE	857	1 099	1 956
LIMOUSIN	2 129	2 680	4 809
MEURTHE-ET-MOSELLE	1 761	2 336	4 097
MEUSE	171	239	410
MOSSELLE	1 611	2 132	3 743
VOSGES	1 247	1 668	2 915
LORRAINE	4 790	6 375	11 165
ARIEGE	617	778	1 395
AVEYRON	689	907	1 596
GERS	325	446	771
HAUTE-GARONNE	2 571	3 559	6 130
HAUTES-PYRENEES	652	785	1 437
LOT	657	836	1 493
TARN	1 092	1 284	2 376
TARN-ET-GARONNE	469	726	1 195
MIDI-PYRENEES	7 072	9 321	16 393
NORD	4 673	5 990	10 663
PAS-DE-CALAIS	356	557	913
NORD-PAS-DE-CALAIS	5 029	6 547	11 576
LOIRE-ATLANTIQUE	985	1 338	2 323
MAINE-ET-LOIRE	863	1 075	1 938
MAYENNE	120	192	312
SARTHE	552	712	1 264
VENDEE	256	362	618
PAYS-DE-LA-LOIRE	2 776	3 679	6 455
AISNE	1 384	1 879	3 263
OISE	3 717	4 972	8 689
SOMME	681	1 045	1 726
PICARDIE	5 782	7 896	13 678
CHARENTE-MARITIME	738	1 000	1 738
CHARENTES	800	1 024	1 824
DEUX-SEVRES	887	1 126	2 013
VIENNE	427	569	996
POITOU-CHARENTE	2 852	3 719	6 571
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	228	453	681
ALPES-MARITIMES	3 186	4 124	7 310
BOUCHES-DU-RHONE	2 104	2 804	4 908
HAUTES-ALPES	167	265	432
VAR	1 034	1 359	2 393
VAUCLUSE	378	545	923
PROVENCE-COTE-D'AZUR	7 097	9 550	16 647
AIN	2 210	2 804	5 014
ARDECHE	512	660	1 172
DROME	902	1 217	2 119
HAUTE-SAVOIE	2 532	3 109	5 641
ISERE	4 700	6 177	10 877
LOIRE	2 443	2 985	5 428
RHONE	7 167	8 662	15 829
SAVOIE	1 379	1 792	3 171
RHONE-ALPES	21 845	27 406	49 251
TOTAL 2003	249 621	304 264	553 885

**Ressortissants Marocains titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003**
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Marocains		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	3 555	4 390	7 945
HAUT-RHIN	2 272	2 605	4 877
ALSACE	5 827	6 995	12 822
DORDOGNE	636	816	1 452
GIRONDE	3 958	5 605	9 563
LANDES	346	412	758
LOT-ET-GARONNE	1 900	2 667	4 567
PYRENEES-ATLANTIQUES	1 067	1 367	2 434
AQUITAINE	7 907	10 867	18 774
ALLIER	370	475	845
CANTAL	90	134	224
HAUTE-LOIRE	387	481	868
PUY-DE-DOME	1 158	1 566	2 724
AUVERGNE	2 005	2 656	4 661
CALVADOS	426	711	1 137
MANCHE	195	328	523
ORNE	356	492	848
BASSE-NORMANDIE	977	1 531	2 508
COTE-D'OR	1 844	2 498	4 342
NIEVRE	340	398	738
SAONE-ET-LOIRE	978	1 286	2 264
YONNE	1 423	1 837	3 260
BOURGOGNE	4 585	6 019	10 604
COTE-D'ARMOR	179	267	446
FINISTERE	352	673	1 025
ILLE-ET-VILAINE	856	1 313	2 169
MORBBIAN	176	282	458
BRETAGNE	1 563	2 535	4 098
CHER	562	827	1 389
EURE-ET-LOIR	1 713	2 230	3 943
INDRE	302	404	706
INDRE-ET-LOIRE	775	1 065	1 840
LOIR-ET-CHER	2 821	4 106	6 927
LOIRET	787	1 011	1 798
CENTRE	6 960	9 643	16 603
ARDENNES	698	987	1 685
AUBE	964	1 364	2 328
HAUTE-MARNE	262	321	583
MARNE	1 265	1 701	2 969
CHAMPAGNE-ARDENNES	3 192	4 373	7 565
CORSE-DU-SUD	1 704	2 887	4 591
HAUTE-CORSE	1 938	4 173	6 111
CORSE	3 642	7 060	10 702
DOUBS	1 706	2 189	3 895
HAUTE-SAONE	790	1 032	1 822
JURA	921	1 089	2 010
TERRITOIRE-DE-BELFORT	408	583	991
FRANCHE-COMTE	3 825	4 893	8 718
EURE	797	1 091	1 888
SEINE-MARITIME	2 161	3 374	5 535
HAUTE-NORMANDIE	2 958	4 465	7 423
ESSONNE	3 752	5 152	8 904
HAUTS DE SEINE	11 514	20 883	32 397
PARIS	12 732	16 832	29 564
SEINE ET MARNE	2 076	3 730	6 766
SEINE SAINT-DENIS	13 840	18 088	31 928
VAL D'OISE	4 696	6 442	11 138
VAL DE MARNE	6 560	9 314	15 874
YVELINES	8 399	11 559	19 958
ILE DE FRANCE	64 469	92 060	156 529
AUDE	1 330	1 735	3 065
GARD	5 239	8 423	13 662
HERAULT	8 569	13 004	21 573
LOZERE	117	161	278
PYRENEES-ORIENTALES	1 483	2 587	4 070
LANGUEDOC-ROUSSILLON	16 738	25 910	42 648
CORREZE	471	623	1 094
CREUSE	36	66	102
HAUTE-VIENNE	436	679	1 115
LIMOUSIN	943	1 368	2 311
MEURTHE-ET-MOSELLE	1 694	2 551	4 245
MEUSE	213	251	464
MOSELLE	2 516	3 374	5 890
VOSGES	656	789	1 425
LORRAINE	5 079	6 945	12 024
ARIEGE	446	546	992
AVEYRON	426	530	956
GERS	243	296	539
HAUTE-GARONNE	3 234	4 395	7 629
HAUTES-PYRENEES	316	493	809
LOT	283	376	659
TARN	892	1 148	2 040
TARN-ET-GARONNE	1 407	2 036	3 443
MIDI-PYRENEES	7 247	9 820	17 067
NORD	9 537	13 512	23 049
PAS-DE-CALAIS	2 497	3 619	6 116
NORD-PAS-DE-CALAIS	12 034	17 131	29 165
LOIRE ATLANTIQUE	934	1 298	2 232
MAINE-ET-LOIRE	956	1 292	2 248
MAYENNE	179	248	427
SARTHE	701	910	1 611
VENDEE	108	171	279
PAYS DE LA LOIRE	2 676	3 919	6 797
AISNE	1 283	1 829	3 112
OISE	2 821	4 090	6 911
SOMME	882	1 276	2 158
PICARDIE	4 986	7 195	12 181
CHARENTE-MARITIME	390	542	932
CHARENTES	296	405	701
DEUX-SEVRES	108	192	300
VIENNE	362	553	915
POITOU-CHARENTE	1 156	1 692	2 848
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	390	561	951
ALPES-MARITIMES	3 873	5 106	8 979
BOUCHES-DU-RHONE	6 034	9 595	15 629
HAUTES-ALPES	165	214	379
VAR	3 880	5 703	9 583
VAUCLUSE	6 358	9 868	16 226
PROVENCE-COTE-D'AZUR	20 700	31 047	51 747
AIN	2 195	2 881	5 076
ARDECHE	641	858	1 499
DROME	1 783	2 411	4 194
HAUTE-SAVOIE	1 381	1 924	3 305
ISERE	1 799	2 525	4 324
LOIRE	2 249	2 971	5 220
RHONE	3 376	4 732	8 108
SAVOIE	782	1 161	1 943
RHONE-ALPES	14 206	19 463	33 669
TOTAL 2003	193 877	277 587	471 464

**Ressortissants Italiens titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003**
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Italiens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	1 179	1 966	3 145
HAUT-RHIN	3 119	4 604	7 723
ALSACE	4 298	6 570	10 868
DORDOGNE	131	216	347
GIRONDE	474	712	1 186
LANDES	86	139	225
LOT-ET-GARONNE	632	695	1 327
PYRENEES-ATLANTIQUES	167	242	409
AQUITAINE	1 490	2 004	3 494
ALLIER	140	279	419
CANTAL	9	24	33
HAUTE-LOIRE	35	89	124
PUY-DE-DOME	299	476	775
AUVERGNE	483	868	1 351
CALVADOS	158	284	442
MANCHE	35	62	97
ORNE	37	92	129
BASSE-NORMANDIE	230	438	668
COTE-D'OR	534	751	1 285
NIEVRE	67	143	210
SAONE-ET-LOIRE	1 192	1 513	2 695
YONNE	126	245	371
BOURGOGNE	1 909	2 652	4 561
COTE-D'ARMOR	42	106	148
FINISTERE	72	135	207
ILLE-ET-VILAINE	86	131	217
MORBIHAN	46	138	184
BRETAGNE	246	510	756
CHER	137	246	383
EURE-ET-LOIR	105	279	384
INDRE	47	96	143
INDRE-ET-LOIRE	59	127	186
LOIR-ET-CHER	62	117	179
LOIRET	177	321	498
CENTRE	587	1 186	1 773
ARDENNES	488	753	1 241
AUBE	202	390	592
HAUTE-MARNE	157	229	386
MARNE	277	498	775
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 124	1 870	2 994
CORSE-DU-SUD	560	771	1 331
HAUTE-CORSE	362	555	917
CORSE	922	1 326	2 248
DOUBS	799	1 115	1 914
HAUTE-SAONE	107	261	368
JURA	220	361	581
TERRITOIRE-DE-BELFORT	228	335	563
FRANCHE-COMTE	1 354	2 072	3 426
EURE	108	257	365
SEINE-MARITIME	344	623	967
HAUTE-NORMANDIE	452	880	1 332
ESSONNE	1 392	2 316	3 708
HAUTS-DE-SEINE	2 038	2 887	4 925
PARIS	5 666	6 709	12 375
SEINE-ET-MARNE	1 683	2 210	3 893
SEINE-SAINT-DENIS	2 870	4 044	6 914
VAL-DOISE	1 260	2 043	3 303
VAL-DE-MARNE	2 594	3 692	6 286
YVELINES	1 201	2 028	3 229
ILE-DE-FRANCE	18 704	25 929	44 633
AUDE	197	283	480
GARD	551	738	1 289
HERAULT	693	1 106	1 799
LOZERE	19	44	63
PYRENEES-ORIENTALES	181	275	456
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 641	2 446	4 087
CORREZE	44	72	116
CREUSE	28	63	91
HAUTE-VIENNE	51	175	226
LIMOUSIN	123	310	433
MEURTHE-ET-MOSELLE	2 324	2 883	5 207
MEUSE	224	327	551
MOSSELLE	6 736	8 613	15 349
VOSGES	279	526	805
LORRAINE	9 563	12 349	21 912
ARIEGE	85	136	221
AVEYRON	72	109	181
GERS	376	428	804
HAUTE-GARONNE	1 306	1 569	2 875
HAUTES-PYRENEES	121	144	265
LOT	50	93	143
TARN	247	333	580
TARN-ET-GARONNE	344	397	741
MIDI-PYRENEES	2 601	3 209	5 810
NORD	3 224	5 207	8 431
PAS-DE-CALAIS	693	1 099	1 792
NORD-PAS-DE-CALAIS	3 917	6 306	10 223
LOIRE-ATLANTIQUE	132	264	396
MAINE-ET-LOIRE	62	115	177
MAYENNE	16	39	55
SARTHE	44	92	136
VENDEE	32	70	102
PAYS-DE-LA-LOIRE	286	580	866
AISNE	202	476	678
OISE	420	783	1 203
SOMME	81	183	264
PICARDIE	703	1 442	2 145
CHARENTE-MARITIME	61	147	208
CHARENTES	34	72	106
DEUX-SEVRES	24	59	83
VIENNE	54	101	155
POITOU-CHARENTE	173	379	552
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	289	436	725
ALPES-MARITIMES	7 347	9 894	17 241
BOUCHES-DU-RHONE	2 935	3 566	6 501
HAUTES-ALPES	326	404	730
VAR	1 868	2 658	4 526
VAUCLUSE	767	997	1 764
PROVENCE-COTE-D'AZUR	13 532	17 955	31 487
AIN	1 120	1 623	2 743
ARDECHE	188	273	461
DROME	442	663	1 105
HAUTE-SAVOIE	2 610	3 501	6 111
ISERE	4 254	5 354	9 608
LOIRE	1 771	2 168	3 939
RHONE	3 529	4 592	8 121
SAVOIE	1 779	2 279	4 058
RHONE-ALPES	15 693	20 453	36 146
TOTAL 2003	80 031	111 734	191 765

**Ressortissants Turcs titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Turcs		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	6 834	7 687	14 521
HAUT-RHIN	3 973	4 518	8 491
ALSACE	10 807	12 205	23 012
DORDOGNE	133	143	276
GIRONDE	1 085	1 393	2 478
LANDES	9	12	21
LOT-ET-GARONNE	3	6	9
PYRENEES-ATLANTIQUES	89	102	191
AQUITAINE	1 319	1 656	2 975
ALLIER	274	337	611
CANTAL	4	9	13
HAUTE-LOIRE	281	294	575
PUY-DE-DOME	1 035	1 228	2 263
AUVERGNE	1 594	1 868	3 462
CALVADOS	386	493	879
MANCHE	93	126	219
ORNE	652	809	1 461
BASSE-NORMANDIE	1 131	1 428	2 559
COTE-D'OR	369	457	826
NIEVRE	172	210	382
SAONE-ET-LOIRE	914	1 060	1 974
YONNE	533	582	1 115
BOURGOGNE	1 988	2 309	4 297
COTE-D'ARMOR	141	197	338
FINISTERE	280	382	662
ILLE-ET-VILAINE	511	868	1 379
MORBIAN	446	766	1 212
BRETAGNE	1 378	2 213	3 591
CHER	280	333	613
EURE-ET-LOIR	764	889	1 653
INDRE	83	97	180
INDRE-ET-LOIRE	203	245	448
LOIR-ET-CHER	953	1 130	2 083
LOIRET	1 676	2 280	3 956
CENTRE	3 959	4 974	8 933
ARDENNES	490	540	1 030
AUBE	332	417	749
HAUTE-MARNE	241	263	504
MARNE	601	656	1 257
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 664	1 876	3 540
CORSE-DU-SUD	1	4	5
HAUTE-CORSE	3	3	6
CORSE	4	7	11
DOUBS	1 506	1 731	3 237
HAUTE-SAONE	397	438	835
JURA	1 109	1 304	2 413
TERRITOIRE-DE-BELFORT	682	728	1 410
FRANCHE-COMTE	3 694	4 201	7 895
EURE	720	956	1 676
SEINE-MARITIME	620	933	1 553
HAUTE-NORMANDIE	1 340	1 889	3 229
ESSONNE	1 891	3 053	4 944
HAUTS DE SEINE	865	1 162	2 027
PARIS	2 250	3 524	5 774
SEINE ET MARNE	1 957	2 672	4 629
SEINE SAINT-DENIS	5 976	7 783	13 759
VAL D'OISE	4 721	6 056	10 777
VAL DE MARNE	1 740	2 518	4 258
YVELINES	1 507	2 261	3 768
ILE DE FRANCE	20 907	29 029	49 936
AUDE	270	313	583
GARD	201	270	471
HERAULT	532	847	1 379
LOZERE	57	71	128
PYRENEES-ORIENTALES	224	289	513
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 284	1 790	3 074
CORREZE	477	565	1 042
CREUSE	181	207	388
HAUTE-VIENNE	317	381	698
LIMOUSIN	975	1 153	2 128
MEURTHE-ET-MOSELLE	1 215	1 374	2 589
MEUSE	347	351	698
MOSELLE	3 507	3 732	7 239
VOSGES	953	1 098	2 051
LORRAINE	6 022	6 555	12 577
ARIEGE	17	29	46
AVEYRON	129	166	295
GERS	7	8	15
HAUTE-GARONNE	365	760	1 125
HAUTES-PYRENEES	7	13	20
LOT	62	60	122
TARN	111	136	247
TARN-ET-GARONNE	45	64	109
MIDI-PYRENEES	743	1 236	1 979
NORD	920	1 080	2 000
PAS-DE-CALAIS	220	271	491
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 140	1 351	2 491
LOIRE ATLANTIQUE	703	1 089	1 792
MAINE-ET-LOIRE	446	570	1 016
MAYENNE	21	43	64
SARTHE	249	448	697
VENDEE	43	60	103
PAYS DE LA LOIRE	1 462	2 210	3 672
AISNE	378	554	932
OISE	1 216	1 465	2 681
SOMME	74	147	221
PICARDIE	1 668	2 166	3 834
CHARENTE-MARITIME	111	152	263
CHARENTES	49	52	101
DEUX-SEVRES	35	59	94
VIENNE	86	100	186
POITOU-CHARENTE	281	363	644
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	92	110	202
ALPES-MARITIMES	324	428	752
BOUCHES-DU-RHONE	1 157	3 343	4 500
HAUTES-ALPES	84	102	186
VAR	191	312	503
VAUCLUSE	387	668	1 055
PROVENCE-COTE-D'AZUR	2 235	4 963	7 198
AIN	2 286	2 631	4 917
ARDECHE	272	336	608
DROME	888	1 074	1 962
HAUTE-SAVOIE	2 384	2 830	5 214
ISERE	3 029	3 392	6 421
LOIRE	2 302	2 582	4 884
RHONE	3 533	4 316	7 849
SAVOIE	750	977	1 727
RHONE-ALPES	15 444	18 138	33 582
TOTAL 2003	81 039	103 580	184 619

**Ressortissants Tunisiens titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Tunisiens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	545	982	1 527
HAUT-RHIN	356	580	936
ALSACE	901	1 562	2 463
DORDOGNE	9	29	38
GIRONDE	434	794	1 228
LANDES	16	28	44
LOT-ET-GARONNE	35	68	103
PYRENEES-ATLANTIQUES	36	80	116
AQUITAINE	530	999	1 529
ALLIER	71	153	224
CANTAL	4	11	15
HAUTE-LOIRE	19	37	56
PUY-DE-DOME	174	381	555
AUVERGNE	268	582	850
CALVADOS	74	171	245
MANCHE	21	45	66
ORNE	33	73	106
BASSE-NORMANDIE	128	289	417
COTE-D'OR	130	251	381
NIEVRE	21	63	84
SAONE-ET-LOIRE	543	786	1 329
YONNE	74	128	202
BOURGOGNE	768	1 228	1 996
COTE-D'ARMOR	17	58	75
FINISTERE	52	117	169
ILLE-ET-VILAINE	63	227	290
MORBIAN	20	59	79
BRETAGNE	152	461	613
CHER	65	129	194
EURE-ET-LOIR	159	286	445
INDRE	4	29	33
INDRE-ET-LOIRE	124	242	366
LOIR-ET-CHER	66	112	178
LOIRET	236	469	705
CENTRE	654	1 267	1 921
ARDENNES	34	52	86
AUBE	98	174	272
HAUTE-MARNE	51	77	128
MARNE	154	276	430
CHAMPAGNE-ARDENNES	337	579	916
CORSE-DU-SUD	357	1 394	1 751
HAUTE-CORSE	203	565	768
CORSE	560	1 959	2 519
DOUBS	183	317	500
HAUTE-SAONE	26	46	72
JURA	69	110	179
TERRITOIRE-DE-BELFORT	36	60	96
FRANCHE-COMTE	314	533	847
EURE	110	217	327
SEINE-MARITIME	384	948	1 332
HAUTE-NORMANDIE	494	1 165	1 659
ESSONNE	1 493	3 050	4 543
HAUTS DE SEINE	2 617	4 682	7 299
PARIS	7 730	17 594	25 324
SEINE ET MARNE	868	1 875	2 743
SEINE-Saint-DENIS	5 296	9 340	14 636
VAL D'OISE	1 813	3 014	4 827
VAL DE MARNE	2 600	4 763	7 363
YVELINES	1 002	1 756	2 758
ILE DE FRANCE	23 419	46 074	69 493
AUDE	40	82	122
GARD	275	589	864
HERAULT	340	565	905
LOZERE	4	13	17
PYRENEES-ORIENTALES	87	151	238
LANGUEDOC-ROUSSILLON	746	1 400	2 146
CORREZE	50	92	142
CREUSE	2	7	9
HAUTE-VIENNE	38	76	114
LIMOUSIN	90	175	265
MEURTHE-ET-MOSELLE	185	354	539
MEUSE	6	15	21
MOSELLE	200	423	623
VOSGES	117	201	318
LORRAINE	508	993	1 501
ARIEGE	12	25	37
AVEYRON	16	33	49
GERS	13	24	37
HAUTE-GARONNE	806	1 734	2 540
HAUTES-PYRENEES	17	30	47
LOT	11	20	31
TARN	50	73	123
TARN-ET-GARONNE	49	102	151
MIDI-PYRENEES	974	2 041	3 015
NORD	680	1 333	2 013
PAS-DE-CALAIS	64	184	248
NORD-PAS-DE-CALAIS	744	1 517	2 261
LOIRE ATLANTIQUE	384	840	1 224
MAINE-ET-LOIRE	180	344	524
MAYENNE	30	67	97
SARTHE	83	214	297
VENDEE	17	59	76
PAYS DE LA LOIRE	694	1 524	2 218
AISNE	76	164	240
OISE	305	560	865
SOMME	66	183	249
PICARDIE	447	907	1 354
CHARENTE-MARITIME	31	82	113
CHARENTES	80	132	212
DEUX-SEVRES	15	25	40
VIENNE	24	59	83
POITOU-CHARENTE	150	298	448
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	48	121	169
ALPES-MARITIMES	5 636	13 799	19 637
BOUCHES-DU-RHONE	3 989	9 283	13 272
HAUTES-ALPES	71	177	248
VAR	2 846	6 314	9 160
VAUCLUSE	386	1 407	1 793
PROVENCE-COTE-D'AZUR	13 178	31 101	44 279
AIN	431	700	1 131
ARDECHE	131	211	342
DROME	566	1 231	1 787
HAUTE-SAVOIE	736	1 320	2 056
ISERE	1 574	2 674	4 248
LOIRE	664	1 192	1 856
RHONE	4 991	9 068	14 059
SAVOIE	171	311	482
RHONE-ALPES	9 254	16 707	25 961
TOTAL 2003	55 310	113 361	168 671

**Ressortissants Espagnols titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Espagnols		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	1 093	1 160	2 253
HAUT-RHIN	839	1 073	1 912
ALSACE	1 932	2 233	4 165
DORDOGNE	218	249	467
GIRONDE	2 861	2 945	5 806
LANDES	577	638	1 215
LOT-ET-GARONNE	389	420	809
PYRENEES-ATLANTIQUES	3 737	3 576	7 313
AQUITAINE	7 782	7 828	15 610
ALLIER	176	223	399
CANTAL	25	41	66
HAUTE-LOIRE	71	84	155
PUY-DE-DOME	756	869	1 625
AUVERGNE	1 026	1 217	2 245
CALVADOS	120	152	272
MANCHE	48	59	107
ORNE	85	96	181
BASSE-NORMANDIE	253	307	560
COTE-D'OR	403	428	831
NIEVRE	112	134	246
SAONE-ET-LOIRE	587	636	1 223
YONNE	216	289	505
BOURGOGNE	1 318	1 487	2 805
COTE-D'ARMOR	63	74	137
FINISTERE	186	229	415
ILLE-ET-VILAINE	159	146	305
MORBIHAN	61	72	133
BRETAGNE	469	521	990
CHER	260	306	566
EURE-ET-LOIR	245	291	536
INDRE	51	83	134
INDRE-ET-LOIRE	203	229	432
LOIR-ET-CHER	208	270	478
LOIRET	748	903	1 651
CENTRE	1 715	2 082	3 797
ARDENNES	160	209	369
AUBE	283	359	642
HAUTE-MARNE	110	148	258
MARNE	384	451	835
CHAMPAGNE-ARDENNES	937	1 167	2 104
CORSE-DU-SUD	81	83	164
HAUTE-CORSE	63	69	132
CORSE	144	152	296
DOUBS	376	416	792
HAUTE-SAONE	67	74	141
JURA	116	159	275
TERRITOIRE-DE-BELFORT	125	150	275
FRANCHE-COMTE	684	799	1 483
EURE	198	253	451
SEINE-MARITIME	315	383	698
HAUTE-NORMANDIE	513	636	1 149
ESSONNE	1 209	1 260	2 469
HAUTS-DE-SEINE	3 446	2 848	6 294
PARIS	10 095	7 758	17 853
SEINE-ET-MARNE	2 187	2 262	4 449
SEINE-SAINT-DENIS	3 317	3 326	6 643
VAL-D'OISE	1 495	1 536	3 031
VAL-DE-MARNE	2 000	1 863	3 863
YVELINES	1 700	1 714	3 414
ILE-DE-FRANCE	25 449	22 567	48 016
AUDE	1 228	1 107	2 335
GARD	1 759	1 815	3 574
HERAULT	3 712	3 826	7 538
LOZERE	46	46	92
PYRENEES-ORIENTALES	4 022	3 926	7 948
LANGUEDOC-ROUSSILLON	10 767	10 720	21 487
CORREZE	129	179	308
CREUSE	27	35	62
HAUTE-VIENNE	135	150	285
LIMOUSIN	291	364	655
MEURTHE-ET-MOSELLE	362	451	813
MEUSE	132	173	305
MOSELLE	971	1 098	2 069
VOSGES	196	262	458
LORRAINE	1 661	1 984	3 645
ARIEGE	469	508	977
AVEYRON	297	297	594
GERS	296	289	585
HAUTE-GARONNE	2 641	2 413	5 054
HAUTES-PYRENEES	900	815	1 715
LOT	172	197	369
TARN	649	667	1 316
TARN-ET-GARONNE	393	323	716
MIDI-PYRENEES	5 817	5 509	11 326
NORD	1 037	1 441	2 478
PAS-DE-CALAIS	159	239	398
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 196	1 680	2 876
LOIRE-ATLANTIQUE	232	260	492
MAINE-ET-LOIRE	148	132	280
MAYENNE	31	36	67
SARTHE	113	127	240
VENDEE	62	77	139
PAYS-DE-LA-LOIRE	586	632	1 218
AISNE	329	384	713
OISE	534	680	1 214
SOMME	102	143	245
PICARDIE	965	1 207	2 172
CHARENTE-MARITIME	161	160	321
CHARENTES	189	179	368
DEUX-SEVRES	58	72	130
VIENNE	183	159	342
POITOU-CHARENTE	591	570	1 161
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	193	222	415
ALPES-MARITIMES	1 416	1 514	2 930
BOUCHES-DU-RHONE	2 626	2 561	5 187
HAUTES-ALPES	61	96	157
VAR	800	841	1 641
VAUCLUSE	1 753	1 902	3 655
PROVENCE-COTE-D'AZUR	6 849	7 136	13 985
AIN	836	975	1 811
ARDECHE	278	350	628
DROME	533	560	1 093
HAUTE-SAVOIE	1 122	1 247	2 369
ISERE	1 635	1 749	3 384
LOIRE	626	729	1 355
RHONE	2 894	2 969	5 863
SAVOIE	215	265	480
RHONE-ALPES	8 139	8 844	16 983
TOTAL 2003	79 086	79 642	158 728

**Ressortissants Britanniques titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Britanniques		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	307	355	662
HAUT-RHIN	269	310	579
ALSACE	576	665	1 241
DORDOGNE	1 577	1 628	3 205
GIRONDE	553	626	1 179
LANDES	161	178	339
LOT-ET-GARONNE	606	647	1 253
PYRENEES-ATLANTIQUES	330	353	683
AQUITAINE	3 227	3 432	6 659
ALLIER	110	129	239
CANTAL	22	25	47
HAUTE-LOIRE	46	41	87
PUY-DE-DOME	203	228	431
AUVERGNE	381	423	804
CALVADOS	435	479	914
MANCHE	592	602	1 194
ORNE	308	293	601
BASSE-NORMANDIE	1 335	1 374	2 709
COTE-D'OR	169	184	353
NIEVRE	31	60	91
SAONE-ET-LOIRE	176	182	358
YONNE	106	147	253
BOURGOGNE	482	573	1 055
COTE-D'ARMOR	771	807	1 578
FINISTERE	408	446	854
ILLE-ET-VILAINE	401	414	815
MORBIAN	841	868	1 709
BRETAGNE	2 421	2 535	4 956
CHER	80	72	152
EURE-ET-LOIR	102	104	206
INDRE	94	113	207
INDRE-ET-LOIRE	193	217	410
LOIR-ET-CHER	84	104	188
LOIRET	128	157	285
CENTRE	681	767	1 448
ARDENNES	16	16	32
AUBE	42	43	85
HAUTE-MARNE	17	15	32
MARNE	80	77	157
CHAMPAGNE-ARDENNES	155	151	306
CORSE-DU-SUD	43	20	63
HAUTE-CORSE	35	21	56
CORSE	78	41	119
DOUBS	64	50	114
HAUTE-SAONE	24	34	58
JURA	46	46	92
TERRITOIRE-DE-BELFORT	24	30	54
FRANCHE-COMTE	158	160	318
EURE	179	194	373
SEINE-MARITIME	308	345	653
HAUTE-NORMANDIE	487	539	1 026
ESSONNE	411	487	898
HAUTS-DE-SEINE	1 157	1 099	2 256
PARIS	4 059	3 820	7 879
SEINE-ET-MARNE	815	767	1 582
SEINE-SAINT-DENIS	284	516	800
VAL-D'OISE	364	393	757
VAL-DE-MARNE	520	435	955
YVELINES	1 780	1 995	3 775
ILE-DE-FRANCE	9 390	9 512	18 902
AUDE	556	568	1 124
GARD	359	387	746
HERAULT	1 019	1 111	2 130
LOZERE	20	27	47
PYRENEES-ORIENTALES	461	499	960
Languedoc-Roussillon	2 415	2 592	5 007
CORREZE	131	139	270
CREUSE	173	192	365
HAUTE-VIENNE	456	452	908
LIMOUSIN	760	783	1 543
MEURTHE-ET-MOSELLE	91	96	187
MEUSE	10	19	29
MOSELLE	131	144	275
VOSGES	44	54	98
LORRAINE	276	313	589
ARIEGE	147	168	315
AVEYRON	118	128	246
GERS	477	498	975
HAUTE-GARONNE	897	1 081	1 978
HAUTES-PYRENEES	153	133	286
LOT	574	575	1 149
TARN	384	384	768
TARN-ET-GARONNE	476	489	965
MIDI-PYRENEES	3 226	3 456	6 682
NORD	330	404	734
PAS-DE-CALAIS	422	546	968
NORD-PAS-DE-CALAIS	752	950	1 702
LOIRE-ATLANTIQUE	340	377	717
MAINE-ET-LOIRE	319	356	675
MAYENNE	338	321	659
SARTHE	122	134	256
VENDEE	297	341	638
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 416	1 529	2 945
AISNE	56	44	100
OISE	346	414	760
SOMME	106	123	229
PICARDIE	508	581	1 089
CHARENTE-MARITIME	514	555	1 069
CHARENTES	1 037	1 067	2 104
DEUX-SEVRES	383	374	757
VIENNE	419	440	859
POITOU-CHARENTE	2 353	2 436	4 789
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	86	79	165
ALPES-MARITIMES	2 413	2 439	4 852
BOUCHES-DU-RHONE	622	769	1 391
HAUTES-ALPES	59	50	109
VAR	868	801	1 669
VAUCLUSE	318	292	610
PROVENCE-COTE-D'AZUR	4 366	4 430	8 796
AIN	772	628	1 400
ARDECHE	101	103	204
DROME	162	161	323
HAUTE-SAVOIE	830	731	1 561
ISERE	613	724	1 337
LOIRE	111	128	239
RHONE	758	787	1 545
SAVOIE	188	194	382
RHONE-ALPES	3 535	3 456	6 991
TOTAL 2003	38 978	40 698	79 676

**Ressortissants Allemands titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003**
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Allemands		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	4 378	4 659	9 037
HAUT-RHIN	2 421	2 603	5 024
ALSACE	6 799	7 262	14 061
DORDOGNE	179	140	319
GIRONDE	460	387	847
LANDES	194	142	336
LOT-ET-GARONNE	75	70	145
PYRENEES-ATLANTIQUES	204	161	365
AQUITAINE	1 112	900	2 012
ALLIER	72	74	146
CANTAL	14	9	23
HAUTE-LOIRE	26	29	55
PUY-DE-DOME	193	195	388
AUVERGNE	305	307	612
CALVADOS	216	175	391
MANCHE	94	66	160
ORNE	50	62	112
BASSE-NORMANDIE	360	303	663
COTE-D'OR	236	131	367
NIEVRE	37	32	69
SAONE-ET-LOIRE	162	144	306
YONNE	94	83	177
BOURGOGNE	529	390	919
COTE-D'ARMOR	125	92	217
FINISTERE	220	166	386
ILLE-ET-VILAINE	183	129	312
MORBIAN	153	89	242
BRETAGNE	681	476	1 157
CHER	43	38	81
EURE-ET-LOIR	96	53	149
INDRE	40	35	75
INDRE-ET-LOIRE	110	81	191
LOIR-ET-CHER	43	40	83
LOIRET	141	121	262
CENTRE	473	368	841
ARDENNES	57	53	110
AUBE	50	54	104
HAUTE-MARNE	47	61	108
MARNE	172	101	273
CHAMPAGNE-ARDENNES	326	269	595
CORSE-DU-SUD	70	65	135
HAUTE-CORSE	118	66	184
CORSE	188	131	319
DOUBS	130	96	226
HAUTE-SAONE	86	69	155
JURA	56	41	97
TERRITOIRE-DE-BELFORT	58	45	103
FRANCHE-COMTE	330	251	581
EURE	127	93	220
SEINE-MARITIME	205	182	387
HAUTE-NORMANDIE	332	275	607
ESSONNE	499	384	883
HAUTS DE SEINE	1 459	896	2 355
PARIS	4 044	2 615	6 659
SEINE ET MARNE	1 048	482	1 530
SEINE SAINT-DENIS	422	241	663
VAL D'OISE	461	264	725
VAL DE MARNE	604	325	929
YVELINES	1 438	1 038	2 476
ILE DE FRANCE	9 975	6 245	16 220
AUDE	267	261	528
GARD	298	277	575
HERAULT	714	580	1 294
LOZERE	21	15	36
PYRENEES-ORIENTALES	218	226	444
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 518	1 359	2 877
CORREZE	36	31	67
CREUSE	37	34	71
HAUTE-VIENNE	76	58	134
LIMOUSIN	149	123	272
MEURTHE-ET-MOSELLE	279	261	540
MEUSE	59	59	118
MOSELLE	5 892	7 034	12 926
VOSGES	196	204	400
LORRAINE	6 426	7 558	13 984
ARIEGE	167	126	293
AVEYRON	63	62	125
GERS	173	183	356
HAUTE-GARONNE	976	1 179	2 155
HAUTES-PYRENEES	69	59	128
LOT	56	60	116
TARN	89	97	186
TARN-ET-GARONNE	67	68	135
MIDI-PYRENEES	1 660	1 834	3 494
NORD	386	417	803
PAS-DE-CALAIS	171	214	385
NORD-PAS-DE-CALAIS	557	631	1 188
LOIRE ATLANTIQUE	243	188	431
MAINE-ET-LOIRE	148	115	263
MAYENNE	41	35	76
SARTHE	88	48	136
VENDEE	83	74	157
PAYS DE LA LOIRE	603	460	1 063
AISNE	69	81	150
OISE	266	251	517
SOMME	90	80	170
PICARDIE	425	412	837
CHARENTE-MARITIME	123	134	257
CHARENTES	82	80	162
DEUX-SEVRES	34	34	68
VIENNE	77	50	127
POITOU-CHARENTE	316	298	614
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	110	110	220
ALPES-MARITIMES	1 489	1 088	2 577
BOUCHES-DU-RHONE	813	766	1 579
HAUTES-ALPES	49	36	85
VAR	740	560	1 300
VAUCLUSE	323	279	602
PROVENCE-COTE-D'AZUR	3 524	2 839	6 363
AIN	389	264	653
ARDECHE	134	108	242
DROME	180	171	351
HAUTE-SAVOIE	426	321	747
ISERE	599	655	1 254
LOIRE	115	122	237
RHONE	787	659	1 446
SAVOIE	131	78	209
RHONE-ALPES	2 761	2 378	5 139
TOTAL 2003	39 349	35 069	74 418

**Ressortissants Belges titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Belges		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	356	305	661
HAUT-RHIN	222	199	421
ALSACE	578	504	1 082
DORDOGNE	350	340	690
GIRONDE	476	422	898
LANDES	165	171	336
LOT-ET-GARONNE	227	214	441
PYRENEES-ATLANTIQUES	246	201	447
AQUITAINE	1 464	1 348	2 812
ALLIER	108	113	221
CANTAL	47	54	101
HAUTE-LOIRE	32	33	65
PUY-DE-DOME	140	142	282
AUVERGNE	327	342	669
CALVADOS	213	206	419
MANCHE	87	76	163
ORNE	73	96	169
BASSE-NORMANDIE	373	378	751
COTE-D'OR	146	161	307
NIERRE	80	90	170
SAONE-ET-LOIRE	133	150	283
YONNE	105	150	255
BOURGOGNE	464	551	1 015
COTE-D'ARMOR	119	124	243
FINISTERE	159	154	313
ILLE-ET-VILAINE	141	122	263
MORBIHAN	200	168	368
BRETAGNE	619	568	1 187
CHER	92	97	189
EURE-ET-LOIR	103	110	213
INDRE	80	85	165
INDRE-ET-LOIRE	177	165	342
LOIR-ET-CHER	88	89	177
LOIRET	159	167	326
CENTRE	699	713	1 412
ARDENNES	949	898	1 847
AUBE	72	111	183
HAUTE-MARNE	36	56	92
MARNE	169	184	353
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 226	1 249	2 475
CORSE-DU-SUD	70	70	140
HAUTE-CORSE	61	54	115
CORSE	131	124	255
DOUBS	69	67	136
HAUTE-SAONE	30	32	62
JURA	61	68	129
TERRITOIRE-DE-BELFORT	25	22	47
FRANCHE-COMTE	185	189	374
EURE	177	187	364
SEINE-MARITIME	231	285	516
HAUTE-NORMANDIE	408	472	880
ESSONNE	443	370	813
HAUTS DE SEINE	868	809	1 677
PARIS	2 029	1 832	3 861
SEINE ET MARNE	546	523	1 069
SEINE SAINT-DENIS	296	225	521
VAL D'OISE	425	360	785
VAL DE MARNE	436	340	776
YVELINES	1 104	970	2 074
ILE DE FRANCE	6 147	5 429	11 576
AUDE	479	425	904
GARD	773	728	1 501
HERAULT	1 170	1 128	2 298
LOZERE	57	59	116
PYRENEES-ORIENTALES	693	648	1 341
LANGUEDOC-ROUSSILLON	3 172	2 988	6 160
CORREZE	79	62	141
CREUSE	46	66	112
HAUTE-VIENNE	56	65	121
LIMOUSIN	181	193	374
MEURTHE-ET-MOSELLE	1 001	925	1 926
MEUSE	492	626	1 118
MOSELLE	407	392	799
VOSGES	95	88	183
LORRAINE	1 995	2 031	4 026
ARIEGE	121	122	243
AVEYRON	110	104	214
GERS	171	157	328
HAUTE-GARONNE	463	458	921
HAUTES-PYRENEES	128	87	215
LOT	169	175	344
TARN	207	186	393
TARN-ET-GARONNE	172	169	341
MIDI-PYRENEES	1 541	1 458	2 999
NORD	4 072	4 603	8 675
PAS-DE-CALAIS	506	526	1 032
NORD-PAS-DE-CALAIS	4 578	5 129	9 707
LOIRE ATLANTIQUE	174	176	350
MAINE-ET-LOIRE	124	123	247
MAYENNE	42	49	91
SARTHE	89	80	169
VENDEE	123	139	262
PAYS DE LA LOIRE	552	567	1 119
AISNE	289	363	652
OISE	443	516	959
SOMME	172	238	410
PICARDIE	904	1 117	2 021
CHARENTE-MARITIME	201	177	378
CHARENTES	80	79	159
DEUX-SEVRES	58	65	123
VIENNE	84	90	174
POITOU-CHARENTE	423	411	834
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	233	248	481
ALPES-MARITIMES	2 281	1 873	4 154
BOUCHES-DU-RHONE	1 027	966	1 993
HAUTES-ALPES	90	97	187
VAR	1 823	1 590	3 413
VAUCLUSE	718	593	1 311
PROVENCE-COTE-D'AZUR	6 172	5 367	11 539
AIN	262	238	500
ARDECHE	335	308	643
DROME	382	381	763
HAUTE-SAVOIE	417	360	777
ISERE	432	430	862
LOIRE	78	96	174
RHONE	498	502	1 000
SAVOIE	163	132	295
RHONE-ALPES	2 567	2 447	5 014
TOTAL 2003	34 706	33 575	68 281

**Ressortissants Chinois titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Chinois		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	190	138	328
HAUT-RHIN	56	50	106
ALSACE	246	188	434
DORDOGNE	19	5	24
GIRONDE	280	250	530
LANDES	8	5	13
LOT-ET-GARONNE	10	3	13
PYRENEES-ATLANTIQUES	30	30	60
AQUITAINE	347	293	640
ALLIER	24	17	41
CANTAL	9	9	18
HAUTE-LOIRE	6	5	11
PUY-DE-DOME	419	343	762
AUVERGNE	458	374	832
CALVADOS	137	102	239
MANCHE	9	7	16
ORNE	17	9	26
BASSE-NORMANDIE	163	118	281
COTE-D'OR	156	143	299
NIEVRE	16	12	28
SAONE-ET-LOIRE	29	13	42
YONNE	19	14	33
BOURGOGNE	220	182	402
COTE-D'ARMOR	14	5	19
FINISTERE	95	78	173
ILLE-ET-VILAINE	272	162	434
MORBIHAN	27	19	46
BRETAGNE	408	264	672
CHER	20	22	42
EURE-ET-LOIR	38	26	64
INDRE	10	7	17
INDRE-ET-LOIRE	227	122	349
LOIR-ET-CHER	15	11	26
LOIRET	172	144	316
CENTRE	482	332	814
ARDENNES	9	8	17
AUBE	57	57	114
HAUTE-MARNE	6	4	10
MARNE	243	192	435
CHAMPAGNE-ARDENNES	315	261	576
CORSE-DU-SUD	1	0	1
HAUTE-CORSE	3	4	7
CORSE	4	4	8
DOUBS	193	153	346
HAUTE-SAONE	9	1	10
JURA	10	8	18
TERRITOIRE-DE-BELFORT	50	65	115
FRANCHE-COMTE	262	227	489
EURE	40	32	72
SEINE-MARITIME	228	194	422
HAUTE-NORMANDIE	268	226	494
ESSONNE	407	298	705
HAUTS-DE-SEINE	1 217	854	2 071
PARIS	11 339	9 792	21 131
SEINE-ET-MARNE	451	293	744
SEINE-SAINT-DENIS	2 722	2 393	5 115
VAL-D'OISE	339	221	560
VAL-DE-MARNE	1 555	1 169	2 724
YVELINES	408	294	702
ILE-DE-FRANCE	18 438	15 314	33 752
AUDE	23	20	43
GARD	97	33	130
HERAULT	425	305	730
LOZERE	3	1	4
PYRENEES-ORIENTALES	158	122	280
LANGUEDOC-ROUSSILLON	706	481	1 187
CORREZE	3	1	4
CREUSE	2	5	7
HAUTE-VIENNE	94	67	161
LIMOUSIN	99	73	172
MEURTHE-ET-MOSELLE	277	240	517
MEUSE	8	5	13
MOSELLE	103	85	188
VOSGES	12	3	15
LORRAINE	400	333	733
ARIEGE	2	4	6
AVEYRON	1	2	3
GERS	11	5	16
HAUTE-GARONNE	369	299	668
HAUTES-PYRENEES	6	2	8
LOT	0	2	2
TARN	9	8	17
TARN-ET-GARONNE	3	2	5
MIDI-PYRENEES	401	324	725
NORD	527	431	958
PAS-DE-CALAIS	137	122	259
NORD-PAS-DE-CALAIS	664	553	1 217
LOIRE-ATLANTIQUE	183	119	302
MAINE-ET-LOIRE	215	156	371
MAYENNE	7	2	9
SARTHE	70	56	126
VENDEE	9	3	12
PAYS-DE-LA-LOIRE	484	336	820
AISNE	53	45	98
OISE	101	80	181
SOMME	56	57	113
PICARDIE	210	182	392
CHARENTE-MARITIME	112	64	176
CHARENTES	17	3	20
DEUX-SEVRES	10	3	13
VIENNE	211	138	349
POITOU-CHARENTE	350	208	558
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	3	1	4
ALPES-MARITIMES	218	149	367
BOUCHES-DU-RHONE	616	540	1 156
HAUTES-ALPES	3	1	4
VAR	122	74	196
VAUCLUSE	30	11	41
PROVENCE-COTE-D'AZUR	992	776	1 768
AIN	35	31	66
ARDECHE	8	1	9
DROME	16	10	26
HAUTE-SAVOIE	132	75	207
ISERE	472	348	820
LOIRE	97	69	166
RHONE	1 087	743	1 830
SAVOIE	106	92	198
RHONE-ALPES	1 953	1 369	3 322
TOTAL 2003	27 870	22 418	50 288

**Ressortissants Sénégalais titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003**
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Sénégalais		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	161	360	521
HAUT-RHIN	109	206	315
ALSACE	270	566	836
DORDOGNE	17	22	39
GIRODNE	351	611	962
LANDES	20	27	47
LOT-ET-GARONNE	21	31	52
PYRENEES-ATLANTIQUES	35	56	91
AQUITAINE	444	747	1 191
ALLIER	15	57	72
CANTAL	3	3	6
HAUTE-LOIRE	3	9	12
PUY-DE-DOME	48	116	164
AUVERGNE	69	185	254
CALVADOS	66	123	189
MANCHE	16	49	65
ORNE	21	33	54
BASSE-NORMANDIE	103	205	308
COTE-D'OR	36	73	109
NIEVRE	12	10	22
SAONE-ET-LOIRE	10	15	25
YONNE	24	40	64
BOURGOGNE	82	138	220
COTE-D'ARMOR	15	32	47
FINISTERE	25	95	120
ILLE-ET-VILAINE	92	189	281
MORBIHAN	49	99	148
BRETAGNE	181	415	596
CHER	12	24	36
EURE-ET-LOIR	102	100	202
INDRE	12	20	32
INDRE-ET-LOIRE	69	98	167
LOIR-ET-CHER	23	34	57
LOIRET	224	388	612
CENTRE	442	664	1 106
ARDENNES	36	51	87
AUBE	23	31	54
HAUTE-MARNE	13	19	32
MARNE	171	278	449
CHAMPAGNE-ARDENNES	243	379	622
CORSE-DU-SUD	7	18	25
HAUTE-CORSE	14	21	35
CORSE	21	39	60
DOUBS	81	166	247
HAUTE-SAONE	11	12	23
JURA	8	14	22
TERRITOIRE-DE-BELFORT	20	45	65
FRANCHE-COMTE	120	237	357
EURE	457	632	1 089
SEINE-MARITIME	1 074	1 778	2 852
HAUTE-NORMANDIE	1 531	2 410	3 941
ESSONNE	754	1 079	1 833
HAUTS-DE-SEINE	1 041	1 693	2 734
PARIS	2 619	5 619	8 238
SEINE ET MARNE	475	521	996
SEINE SAINT-DENIS	2 076	3 014	5 090
VAL D'OISE	1 058	1 255	2 313
VAL DE MARNE	845	969	1 814
YVELINES	1 438	2 115	3 553
ILE DE FRANCE	10 306	16 265	26 571
AUDE	18	40	58
GARD	33	47	80
HERAULT	283	539	822
LOZERE	2	6	8
PYRENEES-ORIENTALES	54	106	160
LANGUEDOC-ROUSSILLON	390	738	1 128
CORREZE	10	19	29
CREUSE	4	1	5
HAUTE-VIENNE	43	69	112
LIMOUSIN	57	89	146
MEURTHE-ET-MOSSELLE	109	276	385
MEUSE	3	8	11
MOSSELLE	114	150	264
VOSGES	99	132	231
LORRAINE	325	566	891
ARIEGE	7	5	12
AVEYRON	5	9	14
GERS	6	4	10
HAUTE-GARONNE	267	439	706
HAUTES-PYRENEES	9	18	27
LOT	10	15	25
TARN	8	8	16
TARN-ET-GARONNE	10	17	27
MIDI-PYRENEES	322	515	837
NORD	315	593	908
PAS-DE-CALAIS	45	80	125
NORD-PAS-DE-CALAIS	360	673	1 033
LOIRE ATLANTIQUE	172	373	545
MAINE-ET-LOIRE	59	66	125
MAYENNE	14	18	32
SARTHE	39	70	109
VENDEE	18	21	39
PAYS DE LA LOIRE	302	548	850
AISNE	87	128	215
OISE	353	599	952
SOMME	32	82	114
PICARDIE	472	809	1 281
CHARENTE-MARITIME	38	90	128
CHARENTES	34	58	92
DEUX-SEVRES	12	13	25
VIENNE	47	82	129
POITOU-CHARENTE	131	243	374
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	8	10	18
ALPES-MARITIMES	266	520	786
BOUCHES-DU-RHONE	537	936	1 473
HAUTES-ALPES	12	4	16
VAR	149	267	416
VAUCLUSE	36	55	91
PROVENCE-COTE-D'AZUR	1 008	1 792	2 800
AIN	50	83	133
ARDECHE	10	16	26
DROME	48	59	107
HAUTE-SAVOIE	96	200	296
ISERE	179	316	495
LOIRE	38	100	138
RHONE	423	638	1 061
SAVOIE	34	54	88
RHONE-ALPES	878	1 466	2 344
TOTAL 2003	18 057	29 689	47 746

**Ressortissants Yougoslaves titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003**
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Yougoslaves		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	503	577	1 080
HAUT-RHIN	578	695	1 273
ALSACE	1 081	1 272	2 353
DORDOGNE	27	43	70
GIRONDE	71	88	159
LANDES	16	13	29
LOT-ET-GARONNE	13	14	27
PYRENEES-ATLANTIQUES	66	67	133
AQUITAINE	193	225	418
ALLIER	45	43	88
CANTAL	8	8	16
HAUTE-LOIRE	9	19	28
PUY-DE-DOME	133	167	300
AUVERGNE	195	237	432
CALVADOS	36	49	85
MANCHE	5	7	12
ORNE	26	29	55
BASSE-NORMANDIE	67	85	152
COTE-D'OR	189	237	426
NIEVRE	51	59	110
SAONE-ET-LOIRE	65	81	146
YONNE	145	152	297
BOURGOGNE	450	529	979
COTE-D'ARMOR	10	15	25
FINISTERE	28	42	70
ILLE-ET-VILAINNE	71	75	146
MORBIAN	14	17	31
BRETAGNE	123	149	272
CHER	63	78	141
EURE-ET-LOIR	96	98	194
INDRE	4	6	10
INDRE-ET-LOIRE	104	135	239
LOIR-ET-CHER	39	37	76
LOIRET	147	186	333
CENTRE	453	540	993
ARDENNES	22	26	48
AUBE	259	297	556
HAUTE-MARNE	15	31	46
MARNE	101	93	194
CHAMPAGNE-ARDENNES	397	447	844
CORSE-DU-SUD	8	11	19
HAUTE-CORSE	3	9	12
CORSE	11	20	31
DOUBS	576	679	1 255
HAUTE-SAONE	108	113	221
JURA	55	88	143
TERRITOIRE-DE-BELFORT	191	201	392
FRANCHE-COMTE	930	1 081	2 011
EURE	59	75	134
SEINE-MARITIME	91	134	225
HAUTE-NORMANDIE	150	209	359
ESSONNE	300	334	634
HAUTS DE SEINE	1 200	1 160	2 360
PARIS	4 788	4 825	9 613
SEINE ET MARNE	371	457	828
SEINE SAINT-DENIS	4 664	4 762	9 426
VAL D'OISE	437	474	911
VAL DE MARNE	799	841	1 640
YVELINES	366	434	800
ILE DE FRANCE	12 925	13 287	26 212
AUDE	42	48	90
GARD	43	62	105
HERAULT	89	121	210
LOZERE	3	6	9
PYRENEES-ORIENTALES	33	35	68
LANGUEDOC-ROUSSILLON	210	272	482
CORREZE	10	14	24
CREUSE	6	3	9
HAUTE-VIENNE	31	33	64
LIMOUSIN	47	50	97
MEURTHE-ET-MOSSELLE	142	207	349
MEUSE	41	46	87
MOSSELLE	280	345	625
VOSGES	113	150	263
LORRAINE	576	748	1 324
ARIEGE	2	5	7
AVEYRON	6	8	14
GERS	6	10	16
HAUTE-GARONNE	67	98	165
HAUTES-PYRENEES	5	12	17
LOT	4	2	6
TARN	58	57	115
TARN-ET-GARONNE	43	46	89
MIDI-PYRENEES	191	238	429
NORD	207	245	452
PAS-DE-CALAIS	42	52	94
NORD-PAS-DE-CALAIS	249	297	546
LOIRE ATLANTIQUE	52	95	147
MAINE-ET-LOIRE	51	57	108
MAYENNE	16	17	33
SARTHE	54	55	109
VENDEE	13	22	35
PAYS DE LA LOIRE	186	246	432
AISNE	37	40	77
OISE	149	195	344
SOMME	33	63	96
PICARDIE	219	298	517
CHARENTE-MARITIME	17	27	44
CHARENTES	19	25	44
DEUX-SEVRES	20	21	41
VIENNE	13	17	30
POITOU-CHARENTE	69	90	159
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	11	18	29
ALPES-MARITIMES	283	352	635
BOUCHES-DU-RHONE	220	318	538
HAUTES-ALPES	32	46	78
VAR	100	115	215
VAUCLUSE	98	98	196
PROVENCE-COTE-D'AZUR	744	947	1 691
AIN	211	248	459
ARDECHE	17	20	37
DROME	88	112	200
HAUTE-SAVOIE	402	677	1 079
ISERE	197	233	430
LOIRE	120	152	272
RHONE	794	951	1 745
SAVOIE	92	136	228
RHONE-ALPES	1 921	2 529	4 450
TOTAL 2003	21 387	23 796	45 183

**Ressortissants Maliens titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Maliens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	33	91	124
HAUT-RHIN	45	102	147
ALSACE	78	193	271
DORDOGNE	3	4	7
GIRODNE	19	50	69
LANDES	1	2	3
LOT-ET-GARONNE	4	0	4
PYRENEES-ATLANTIQUES	4	12	16
AQUITAINE	31	68	99
ALLIER	2	6	8
CANTAL	0	3	3
HAUTE-LOIRE	1	0	1
PUY-DE-DOME	13	23	36
AUVERGNE	16	32	48
CALVADOS	9	12	21
MANCHE	1	13	14
ORNE	5	9	14
BASSE-NORMANDIE	15	34	49
COTE-D'OR	4	12	16
NIEVRE	2	1	3
SAONE-ET-LOIRE	11	10	21
YONNE	12	23	35
BOURGOGNE	29	46	75
COTE-D'ARMOR	17	25	42
FINISTERE	5	11	16
ILLE-ET-VILAINE	12	26	38
MORBIHAN	7	9	16
BRETAGNE	41	71	112
CHER	1	8	9
EURE-ET-LOIR	109	111	220
INDRE	1	4	5
INDRE-ET-LOIRE	11	19	30
LOIR-ET-CHER	13	13	26
LOIRET	93	116	209
CENTRE	228	271	499
ARDENNES	8	7	15
AUBE	39	36	75
HAUTE-MARNE	3	1	4
MARNE	19	34	53
CHAMPAGNE-ARDENNES	69	78	147
CORSE-DU-SUD	2	1	3
HAUTE-CORSE	1	1	2
CORSE	3	2	5
DOUBS	0	5	5
HAUTE-SAONE	1	2	3
JURA	3	0	3
TERRITOIRE-DE-BELFORT	2	1	3
FRANCHE-COMTE	6	8	14
EURE	138	132	270
SEINE-MARITIME	78	143	221
HAUTE-NORMANDIE	216	275	491
ESSONNE	794	1 302	2 096
HAUTS DE SEINE	719	1 130	1 849
PARIS	2 359	8 076	10 435
SEINE ET MARNE	738	916	1 654
SEINE SAINT-DENIS	3 208	9 249	12 457
VAL D'OISE	1 269	1 912	3 181
VAL DE MARNE	1 497	4 379	5 866
YVELINES	774	1 129	1 903
ILE DE FRANCE	11 348	28 093	39 441
AUDE	4	1	5
GARD	6	4	10
HERAULT	27	39	66
LOZERE	0	0	0
PYRENEES-ORIENTALES	2	10	12
LANGUEDOC-ROUSSILLON	39	54	93
CORREZE	2	1	3
CREUSE	1	0	1
HAUTE-VIENNE	3	7	10
LIMOUSIN	6	8	14
MEURTHE-ET-MOSSELLE	7	15	22
MEUSE	0	1	1
MOSSELLE	15	19	34
VOSGES	1	7	8
LORRAINE	23	42	65
ARIEGE	0	1	1
AVEYRON	2	3	5
GERS	0	0	0
HAUTE-GARONNE	21	52	73
HAUTES-PYRENEES	3	1	4
LOT	1	4	5
TARN	4	1	5
TARN-ET-GARONNE	5	9	14
MIDI-PYRENEES	36	71	107
NORD	33	57	90
PAS-DE-CALAIS	3	6	9
NORD-PAS-DE-CALAIS	36	63	99
LOIRE ATLANTIQUE	22	36	58
MAINE-ET-LOIRE	22	43	65
MAYENNE	4	6	10
SARTHE	13	17	30
VENDEE	1	2	3
PAYS DE LA LOIRE	62	104	166
AISNE	16	23	39
OISE	229	394	623
SOMME	13	12	25
PICARDIE	258	429	687
CHARENTE-MARITIME	4	2	6
CHARENTES	3	8	11
DEUX-SEVRES	2	0	2
VIENNE	5	12	17
POITOU-CHARENTE	14	22	36
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1	0	1
ALPES-MARITIMES	21	42	63
BOUCHES-DU-RHONE	52	79	131
HAUTES-ALPES	1	0	1
VAR	2	7	9
VAUCLUSE	3	6	9
PROVENCE-COTE-D'AZUR	80	134	214
AIN	11	16	27
ARDECHE	1	0	1
DROME	17	21	38
HAUTE-SAVOIE	25	41	66
ISERE	23	66	89
LOIRE	13	14	27
RHONE	55	88	143
SAVOIE	4	3	7
RHONE-ALPES	149	249	398
TOTAL 2003	12 783	30 347	43 130

**Ressortissants Congolais (Kinshasa) titulaires d'une autorisation de séjour
en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 2003
Répartition par région, département (hors DOM) et sexe**

REGION & DEPARTEMENT	Nb de ressortissants Congolais (Kinshasa)		
	Femmes	Hommes	Total
BAS-RHIN	105	139	244
HAUT-RHIN	64	86	150
ALSACE	169	225	394
DORDOGNE	4	3	7
GIRODNE	100	151	251
LANDES	7	2	9
LOT-ET-GARONNE	1	1	2
PYRENEES-ATLANTIQUES	20	22	42
AQUITAINE	132	179	311
ALLIER	2	4	6
CANTAL	0	0	0
HAUTE-LOIRE	4	3	7
PUY-DE-DOME	6	18	24
AUVERGNE	12	25	37
CALVADOS	52	78	130
MANCHE	6	3	9
ORNE	46	45	91
BASSE-NORMANDIE	104	126	230
COTE-D'OR	58	67	125
NIEVRE	37	28	65
SAONE-ET-LOIRE	20	28	48
YONNE	23	22	45
BOURGOGNE	138	145	283
COTE-D'ARMOR	14	48	62
FINISTERE	4	9	13
ILLE-ET-VILAINE	133	130	263
MORBBIHAN	4	3	7
BRETAGNE	155	190	345
CHER	19	27	46
EURE-ET-LOIR	226	254	480
INDRE	8	15	23
INDRE-ET-LOIRE	71	98	169
LOIR-ET-CHER	15	21	36
LOIRET	344	443	787
CENTRE	683	858	1 541
ARDENNES	10	17	27
AUBE	40	34	74
HAUTE-MARNE	1	2	3
MARNE	21	17	38
CHAMPAGNE-ARDENNES	72	70	142
CORSE-DU-SUD	0	0	0
HAUTE-CORSE	0	0	0
CORSE	0	0	0
DOUBS	23	31	54
HAUTE-SAONE	3	4	7
JURA	11	10	21
TERRITOIRE-DE-BELFORT	8	7	15
FRANCHE-COMTE	45	52	97
EURE	169	221	390
SEINE-MARITIME	158	185	343
HAUTE-NORMANDIE	327	406	733
ESSONNE	1 763	1 817	3 580
HAUTS-DE-SEINE	1 187	1 239	2 426
PARIS	1 529	1 770	3 299
SEINE ET MARNE	1 474	1 653	3 127
SEINE SAINT-DENIS	3 082	3 082	6 164
VAL D'OISE	1 714	1 845	3 559
VAL DE MARNE	1 496	1 541	3 037
YVELINES	594	643	1 237
ILE DE FRANCE	12 839	13 590	26 429
AUDE	13	22	35
GARD	12	7	19
HERAULT	63	59	122
LOZERE	1	0	1
PYRENEES-ORIENTALES	3	2	5
LANGUEDOC-ROUSSILLON	92	90	182
CORREZE	2	3	5
CREUSE	7	8	15
HAUTE-VIENNE	106	155	261
LIMOUSIN	115	166	281
MEURTHE-ET-MOSELLE	26	46	72
MEUSE	4	3	7
MOSELLE	53	48	101
VOSGES	4	1	5
LORRAINE	87	98	185
ARIEGE	6	6	12
AVEYRON	0	5	5
GERS	1	2	3
HAUTE-GARONNE	199	272	471
HAUTES-PYRENEES	11	9	20
LOT	0	0	0
TARN	8	12	20
TARN-ET-GARONNE	11	18	29
MIDI-PYRENEES	236	324	560
NORD	445	541	986
PAS-DE-CALAIS	37	36	73
NORD-PAS-DE-CALAIS	492	577	1 059
LOIRE ATLANTIQUE	131	144	275
MAINE-ET-LOIRE	37	38	75
MAYENNE	7	7	14
SARTHE	76	90	166
VENDEE	5	2	7
PAYS DE LA LOIRE	256	281	537
AISNE	48	48	96
OISE	295	317	612
SOMME	98	141	239
PICARDIE	441	506	947
CHARENTE-MARITIME	11	4	15
CHARENTES	5	11	16
DEUX-SEVRES	9	8	17
VIENNE	15	51	66
POITOU-CHARENTE	40	74	114
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	2	1	3
ALPES-MARITIMES	65	92	157
BOUCHES-DU-RHONE	60	82	142
HAUTES-ALPES	1	0	1
VAR	7	5	12
VAUCLUSE	7	8	15
PROVENCE-COTE-D'AZUR	142	188	330
AIN	24	25	49
ARDECHE	2	2	4
DROME	12	7	19
HAUTE-SAVOIE	79	74	153
ISERE	87	117	204
LOIRE	41	40	81
RHONE	430	485	915
SAVOIE	12	11	23
RHONE-ALPES	687	761	1 448
TOTAL 2003	17 254	18 931	36 185

DELIVRANCE GLOBALE DE TITRES DE SEJOUR EN 2003 : REPARTITION PAR TITRE ET PREFECTURE

Région	Département	Titre de séjour															Total 2003
		CEE & EEE 1 AN	CEE & EEE < 1 AN	CEE & EEE 10 ANS	CEE & EEE 5 ANS	CEE TITRE PERMANENT	CR	CRA < 1 AN	CRA 1 AN	CRA 10 ANS	CRA 2 ANS	CST < 1 AN	CST 1 AN	CST 5 ANS	RETRAITE		
ALSACE	BAIS-RHIN	166	167	841	879	183	2 922	160	744	310	1 341	5 932	1	14	13 660		
	HAUT-RHIN	192	91	1 174	425	97	1 987	91	292	292	698	1 252	395	2	6 988		
Total ALSACE		358	258	2 015	1 304	280	4 909	251	1 036	602	2 039	7 184	396	16	20 648		
AQUITAINE	DORDOGNE	44	31	524	936	3	285	13	44	45	61	345	6		2 337		
	GIRODNE	88	170	588	189	773	2 070	52	319	345	916	5 170	8		10 688		
	LANDES	15	41	354	122	21	183	5	15	6	33	182	1		978		
	LOT-ET-GARONNE	8	57	283	284	1	425	2	33	45	97	283	8	1	1 527		
	PYRENEES-ATLANTIQUES	56	194	821	344	430	7	36	35	347	679	3	1	2 953			
Total AQUITAINE		211	493	2 570	1 875	798	3 393	79	447	476	1 454	6 659	26	2	18 483		
AUVERGNE	ALLIER	42	18	252	77	19	282	12	39	57	121	319	15	1	1 254		
	CANTAL	7	9	32	14	31	60	13	3	3	13	96			278		
	HAUTE-LOIRE	1	4	156	10	286	1	9	17	30	126				640		
	PUY-DE-DOME	161	87	606	63	544	690	33	238	148	650	1 806	4	4	5 034		
Total AUVERGNE		211	118	1 046	164	594	1 318	46	299	225	814	2 347	19	5	7 206		
BASSE-NORMANDIE	CALVADOS	243	21	164	144	159	393	47	159	94	328	1 502		1	3 255		
	MANCHE	61	22	161	270	173	3	36	20	84	417				1 247		
	ORNE	1	16	151	157	13	266	5	27	41	71	242			990		
Total BASSE-NORMANDIE		305	59	476	571	172	832	55	222	155	483	2 161		1	5 492		
BOURGOGNE	COTE-D'OR	181	159	838	47	30	882	12	117	124	577	1 228	10	1	4 206		
	NIERRE	17	2	128	88	175	4	16	27	32	223	8			720		
	SAONE-ET-LOIRE	46	46	838	126	21	662	1	129	103	44	618	176		2 810		
	YONNE	38	8	348	27	3	572	7	31	42	82	413		1	1 572		
Total BOURGOGNE		282	215	2 152	288	54	2 291	24	293	296	735	2 482	194	2	9 308		
BRETAGNE	COTE-D'ARMOR	111	28	221	331	14	217	13	39	28	44	289			1 335		
	FINISTERE	139	120	273	178	16	447	9	59	28	317	974	4		2 564		
	ILLE-ET-VILAINE	122	220	192	136	65	619	47	187	69	643	2 362			4 662		
	MORBIAN	66	24	215	479	54	449	14	66	62	146	744	5		2 324		
Total BRETAGNE		438	93	901	1 124	149	1 732	83	351	187	1 150	4 369	9		10 885		
CENTRE	CHER	8	10	232	31	3	271	6	44	57	69	342	3		1 076		
	EURO-ET-LOIR	30	15	152	20	233	800	26	76	102	138	733		3	2 328		
	INDRE	8	9	49	37	63	163	2	31	32	47	175	4	2	622		
	INDRE-ET-LOIRE	24	18	396	55	22	532	49	200	145	748	1 972		1	4 162		
	LOIRET	61	42	1 042	18	1	1 581	29	274	174	552	2 701		10	6 484		
	LOIR-ET-CHER	12	17	361	42	574	11	51	48	172	452			1	1 741		
Total CENTRE		143	111	2 232	203	321	3 921	123	676	558	1 726	6 375	7	17	16 413		
CHAMPAGNE-ARDENNES	ARDENNES	6	21	275	188	347	22	81	160	58	207			2	1 367		
	AUBE	12	95	318	140	11	701	12	64	78	145	601	1	3	2 181		
	HAUTE-MARNE	4	7	113	14	5	133	9	32	44	22	64			447		
	MARNE	117	44	481	18	724	32	226	177	509	1 660	1	5	3 994			
Total CHAMPAGNE-ARDENNES		139	167	1 187	360	16	1 905	75	403	459	734	2 532	2	10	7 989		
CORSE	CORSE-DU-SUD	2	14	309	6	485	6	10	7	27	224			10	1 100		
	HAUTE-CORSE	8	70	322	26	620	18	60	10	59	666			2	1 861		
Total CORSE		10	84	631	32	1 105	24	70	17	86	890		12		2 967		
FRANCHE-COMTE	DOUBS	46	94	450	31	16	1 252	52	363	368	337	1 668	83	3	4 763		
	HAUTE-SAONE	11	140	10	7	426	11	16	37	61	132	8			859		
	JURA	21	2	200	20	379	16	88	59	78	399	15	2		1 279		
	TERRITOIRE-DE-BELFORT	18	21	114	2	364	40	241	150	113	583	4	6		1 656		
Total FRANCHE-COMTE		96	117	904	63	23	2 421	119	708	614	589	2 782	110	11	8 557		
HAUTE-NORMANDIE	EURE	24	9	277	14	4	569	8	74	111	114	511		1	1 716		
	SEINE-MARITIME	145	182	367	49	294	1 841	163	622	678	925	2 536		10	7 812		
Total HAUTE-NORMANDIE		169	191	644	63	298	2 410	171	696	789	1 039	3 047		11	9 528		
ILE DE FRANCE	ESSENNE	88	15	1 287	25	1 415	4 513	198	845	915	1 561	6 020		17	16 899		
	HAUTS-DE-SEINE	587	114	2 353	89	189	7 027	283	1 541	1 716	1 3051	12 248	1	108	29 308		
	PARIS	3 811	779	6 296	358	408	20 769	1 341	6 756	3 090	3 8 528	51 126	16	121	113 402		
	SEINE ET MARNE	514	113	3 099	84	27	3 616	102	597	697	1 176	4 438	6	8	14 477		
	SEINE SAINT-DENIS	122	17	2 439	21	27	14 769	662	3 912	4 379	3 096	18 820	4	40	48 308		
	VAL DE MARNE	191	31	2 400	50	340	6 798	496	2 237	1 672	2 429	11 693	2	16	28 357		
	VAL D'OISE	175	102	2 379	45	442	7 053	289	1 387	1 503	1 797	8 799	1	17	23 989		
	YVELINES	300	54	4 252	102	581	5 226	170	720	729	1 286	6 652		10	20 219		
Total ILE DE FRANCE		5 788	1 225	24 605	774	3 429	69 771	3 530	## # # #	## # # #	4 82 924	## # # #	30	337	294 950		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	AUDE	20	10	494	333	70	484	14	86	101	104	420	48		2 194		
	GARD	62	113	788	287	1 344	108	411	355	313	1 654	70		3	5 508		
	HERAULT	550	150	1 045	705	178	3 099	138	967	427	1 309	7 296	60	2	15 926		
	LOZERE	2	21	137	19	1	47	3	4	4	10	51	4		299		
	PYRENEES-ORIENTALES	93	227	797	439	6	540	45	259	178	241	1 426	33		4 284		
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON		727	531	3 261	1 783	255	5 514	305	1 726	1 065	1 977	10 847	215	5	28 211		
LIMOUSIN	CORREZE	1	6	169	73	1	255	3	15	29	42	120	2		716		
	CREUSE	5	19	58	119	65	1	5	4	17	64				357		
	HAUTE-VIENNE	18	32	170	185	10	393	44	184	135	263	997	2		2 433		
Total LIMOUSIN		24	57	397	377	11	713	48	204	168	322	1 181	4		3 506		
LORRAINE	MEURTHE-ET-MOSELLE	205	85	721	206	25	1 052	54	321	201	452	2 367	3	1	5 693		
	MEUSE	9	4	129	86	3	176	5	25	21	15	95		3	571		
	MOSELLE	182	72	2 256	1 539	242	1 900	109	582	535	513	1 697	2	6	9 635		
	VOGES	12	38	165	53	388	495	14	56	77	148	377	2	4	1 829		
Total LORRAINE		408	199	3 271	1 884	658	3 623	182	984	834	1 128	4 536	7	14	17 728		
MIDI-PYRENEES	ARIEGE	39	30	232	98	157	4	19	17	50	127			1	774		
	AVEYRON	52	10	203	87	2	185	10	30	19	53	251	6		908		
	GER	61	34	242	368	8	110	10	8	7	76			2	1 031		
	HAUTE-GARONNE	420	131	1 139	195	424	1 881	215	1 247	656	2 1 562	7 293			2 15 167		
	HAUTES-PYRENEES	23</															

L'ASILE

Annexes : n° VII à n° IX

DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ

CONTINENT	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Europe	18 861	17 859	1 002	4 481	23 342	22 882	2 473	20 409	10,8%	1 481	3 954	17,3%
Asie	11 998	11 514	484	456	12 454	8 956	561	8 395	6,3%	542	1 103	12,3%
Afrique	21 513	20 933	580	2 449	23 962	32 536	3 212	29 324	9,9%	1 102	4 314	13,3%
Amériques	1 920	1 761	159	168	2 088	1 859	227	1 632	12,2%	139	366	19,7%
section Apatrides	137	137		10	147	111	53	58	47,7%		53	47,7%
TOTAL	54 429	52 204	2 225	7 564	61 993	66 344	6 526	59 818	9,8%	3 264	9 790	14,8%

mineurs A = mineurs accompagnants

CR = accord ; RJ = rejet ; AN = annulation C.R.R.

taux accord ofpра % = CR / total décisions ofpра (CR + RJ) %

% CRT = taux global admission % = CR+AN / total décisions OFPRA (CR + RJ) %

Les données relatives aux nationalités comptant moins de 5 demandes déposées, ou moins de 5 réfugiés reconquis dans l'année considérée, sont confidentielles pour des raisons de sécurité des personnes et ne doivent pas être diffusées sans un accord préalable de l'O.F.P.R.A.

EUROPE	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Albanie	486	440	46	131	617	574	21	553	3,7%	121	142	24,7%
Arménie	852	794	58	312	1 164	1 144	63	1 081	5,5%	93	156	13,6%
Azerbaïdjan	385	370	15	162	547	538	17	421	21,7%	104	221	41,1%
Bélarus	268	253	15	36	304	355	42	313	11,8%	30	72	20,3%
Bosnie Herz.	763	746	17	433	1 196	767	354	413	46,2%	23	377	49,2%
FYROM	227	210	17	66	293	334	4	330	1,2%	30	34	10,2%
Géorgie	1 400	1 331	69	395	1 795	2 018	90	1 928	4,5%	173	263	13,0%
Kazakhstan	117	112	5	42	159	232	11	221	4,7%	21	32	13,8%
Kirghizistan	70	68	2	27	97	97	5	92	5,2%	6	11	11,3%
Lithuanie	19	18	1	1	20	20						
Moldavie	1 801	1 778	23	123	1 924	1 699	7	1 692	0,4%	37	44	2,6%
Ouzbékistan	74	68	6	26	100	138	7	131	5,1%	19	26	18,8%
Pologne	8	8		5	13	7						
Russie	2 219	2 147	72	1 200	3 419	2 276	828	1 448	36,4%	230	1 058	46,5%
Serbie & Monténégro	1 800	1 755	45	949	2 749	1 975	396	1 579	20,1%	138	534	27,0%
Slovénie	68	68		33	101	72	2	70	2,8%	13	15	20,8%
Turquie	7 345	6 761	584	431	7 776	9 568	489	9 079	5,1%	368	857	9,0%
Ukraine	737	716	21	71	808	819	24	795	2,9%	70	94	11,5%
autres Europe	222	216	6	38	260	249	13	236	5,2%	5	18	7,2%
TOTAL	18 861	17 859	1 002	4 481	61 993	66 344	6 526	59 818	9,8%	1 481	3 954	17,3%

AMÉRIQUES	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Argentine	5	5			5	11						
Brésil	13	13		4	17	13						
Colombie	112	109	3	30	142	117	33	84	28,2%	13	46	39,3%
Cuba	31	30	1	31	31	26	8	18	30,8%	1	9	34,6%
Guyana	42	42		3	45	73						
Haiti	1 555	1 403	152	85	1 640	1 471	174	1 297	11,8%	122	296	20,1%
Pérou	53	52	1	14	67	63	7	56	11,1%	1	8	12,7%
autres Amériques	109	107	2	32	141	85	5	80	5,9%	2	7	8,2%
TOTAL	1 920	1 761	159	168	2 088	1 859	227	1 632	12,2%	139	366	19,7%

ASIE	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Afghanistan	327	325	2	28	355	350	66	284	18,9%	23	89	25,4%
Bangladesh	1 029	913	116	43	1 072	738	36	702	4,9%	60	96	13,0%
Birmarie	25	18	7	25	22	11	11	50,0%	5	16	72,7%	
Cambodge	85	82	3	85	98	8	90	8,2%	4	12	12,2%	
Chine	5 307	5 294	13	36	5 343	3 453	32	3 421	0,9%	7	39	1,1%
Inde	827	811	16	17	844	458	4	454	0,9%	23	27	5,9%
Irak	544	533	11	26	570	559	28	531	5,0%	9	37	6,6%
Iran	157	145	12	22	179	145	24	121	16,6%	33	57	39,3%
Israël	8	8		2	10	6						
Liban	36	34	2	7	43	26	3	23	11,5%	2	5	19,2%
Mongolie	392	392		71	463	241				8	8	3,3%
Népal	15	15		15	31	12	4	8	33,3%	2	6	50,0%
Pakistan	743	739	4	17	760	452	12	440	2,7%	16	28	6,2%
Sri Lanka	2 258	1 967	291	162	2 420	2 163	303	1 860	14,0%	342	645	29,8%
Syrie	45	41	4	14	59	41	6	35	14,6%	7	13	31,7%
Thaïlande	43	43		43	39							
Vietnam	69	69		6	75	62	16	46	25,8%	16	25	12,5%
autres Asie	88	85	3	5	93	91	8	83	8,8%	1	9	9,9%
TOTAL	11 998	11 514	484	456	8 956	561	8 395	6,3%	542	1 103	12,3%	

AFRIQUE	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Algérie	2 448	2 431	17	363	2 811	2 830	115	2 715	4,1%	111	226	8,0%
Angola	1 079	1 046	33	363	1 442	2 360	169	2 191	7,2%	73	242	10,3%
Bénin	22	21	1	4	26	25						
Burkina Faso	33	31	2	1	34	34						
Burundi	74	74		15	89	67	22	45	32,8%	6	28	41,8%
Cameroun	782	777	5	29	811	963	61	902	6,3%	11	72	7,5%
Cap Vert	5	5			5							
Centrafrique	334	325	9	60	394	743	90	653	12,1%	13	103	13,9%
Comores	40	40		4	44	96	10	86	10,4%	10	10	10,4%
Congo	1 818	1 762	56	190	2 008	3 373	382	2 991	11,3%	127	509	15,1%
Côte d'Ivoire	1 338	1 329	9	91	1 429	1 397	218	1 179	15,6%	2	220	15,7%
Djibouti	15	15		5	20	38	9	29	23,7%	9	27	23,7%
Egypte	17	17		7	24	29	8	21	27,6%	8	27	27,6%
Erythrée	17	17		1	18	24	4	20	16,7%	1	5	20,8%
Ethiopie	38	37	1	3	41	69	37	32	53,6%	37	53	53,6%
Gabon	20	20		3	23	21						
Gambie	44	41	3	44	33	20						
Guinée Bissau	137	132	5	16	153	20						

PRIMO-DEMANDES D'ASILE 2003 PAR DÉPARTEMENT DE RÉSIDENCE
(hors mineurs accompagnants)

	département	nb	% total
1	Ain	242	0,46%
2	Aisne	346	0,66%
3	Allier	71	0,14%
4	Alpes de Hte Pce	14	0,03%
5	Alpes (hautes)	8	0,02%
6	Alpes Maritimes	406	0,78%
7	Ardèche	40	0,08%
8	Ardennes	60	0,11%
9	Ariège	81	0,16%
10	Aube	186	0,36%
11	Aude	58	0,11%
12	Aveyron	38	0,07%
13	Bouches du Rhône	1 928	3,69%
14	Calvados	551	1,06%
15	Cantal	16	0,03%
16	Charente	65	0,12%
17	Charente Maritime	101	0,19%
18	Cher	65	0,12%
19	Corrèze	10	0,02%
20	Corse	7	0,01%
21	Côte d'Or	248	0,48%
22	Côtes d'Armor	165	0,32%
23	Creuse	17	0,03%
24	Dordogne	79	0,15%
25	Doubs	219	0,42%
26	Drôme	194	0,37%
27	Eure	505	0,97%
28	Eure & Loir	238	0,46%
29	Finistère	116	0,22%
30	Gard	81	0,16%
31	Garonne (haute)	793	1,52%
32	Gers	29	0,06%
33	Gironde	324	0,62%
34	Hérault	272	0,52%
35	Ile & Vilaine	340	0,65%
36	Indre	29	0,06%
37	Indre & Loire	290	0,56%
38	Isère	429	0,82%
39	Jura	33	0,06%
40	Landes	19	0,04%
41	Loir & Cher	238	0,46%
42	Loire	247	0,47%
43	Loire (haute)	39	0,07%
44	Loire Atlantique	842	1,61%
45	Loiret	1 504	2,88%
46	Lot	29	0,06%
47	Lot & Garonne	28	0,05%
48	Lozère	16	0,03%
49	Maine & Loire	285	0,55%
50	Manche	146	0,28%

	département	nb	% total
51	Marne	134	0,26%
52	Marne (haute)	31	0,06%
53	Mayenne	123	0,24%
54	Meurthe & Moselle	351	0,67%
55	Meuse	31	0,06%
56	Morbihan	146	0,28%
57	Moselle	444	0,85%
58	Nièvre	68	0,13%
59	Nord	1 039	1,99%
60	Oise	795	1,52%
61	Orne	59	0,11%
62	Pas de Calais	813	1,56%
63	Puy de Dôme	185	0,35%
64	Pyr. Atlantiques	100	0,19%
65	Pyr.(hautes)	53	0,10%
66	Pyr.Orientales	64	0,12%
67	Rhin (bas)	742	1,42%
68	Rhin (haut)	614	1,18%
69	Rhône	1 969	3,77%
70	Saône (haute)	32	0,06%
71	Saône & Loire	95	0,18%
72	Sarthe	172	0,33%
73	Savoie	107	0,20%
74	Savoie (haute)	587	1,12%
75	Paris	13 000	24,9%
76	Seine Maritime	1 148	2,20%
77	Seine & Marne	1 195	2,29%
78	Yvelines	1 198	2,29%
79	Sèvres (Deux)	46	0,09%
80	Somme	151	0,29%
81	Tarn	113	0,22%
82	Tarn & Garonne	127	0,24%
83	Var	223	0,43%
84	Vaucluse	207	0,40%
85	Vendée	35	0,07%
86	Vienne	108	0,21%
87	Vienne (haute)	446	0,85%
88	Vosges	33	0,06%
89	Yonne	107	0,20%
90	Terr.Belfort	69	0,13%
91	Essone	2 024	3,88%
92	Hauts de Seine	1 204	2,31%
93	Seine St Denis	5 433	10,4%
94	Val de Marne	1 217	2,33%
95	Val d'Oise	2 706	5,18%
97 & 98	D.O.M. / T.O.M.	558	1,07%
dépt manquant		15	0,03%
TOTAL		52 204	100%

PRIMO-DEMANDES D'ASILE ANNUELLES PAR DEPARTEMENT DE RESIDENCE
hors mineurs accompagnants

	département	1999	2000	2001	2002	2003
1	Ain	116	189	397	216	242
2	Aisne	27	34	59	209	346
3	Allier	25	32	94	98	71
4	Alpes de Hte Pce	10	9	29	12	14
5	Alpes (hautes)	10	7	10	17	8
6	Alpes Maritimes	328	866	917	295	406
7	Ardèche	8	17	28	48	40
8	Ardennes	6	13	12	62	60
9	Ariège	10	15	37	89	81
10	Aube	231	152	202	169	186
11	Aude	71	71	132	112	58
12	Aveyron	23	39	43	71	38
13	Bouches du Rhône	865	850	1 580	2 217	1 928
14	Calvados	74	147	313	651	551
15	Cantal	1		7	12	16
16	Charente	104	127	99	78	65
17	Charente Maritime	22	32	42	71	101
18	Cher	61	48	63	68	65
19	Corrèze	10	5	13	12	10
20	Corse	4	1	4	5	7
21	Côte d'Or	115	178	226	242	248
22	Côtes d'Armor	20	38	76	139	165
23	Creuse		1	12	22	17
24	Dordogne	41	47	77	57	79
25	Doubs	188	280	306	255	219
26	Drôme	24	111	144	136	194
27	Eure	66	140	308	465	505
28	Eure & Loir	53	101	182	340	238
29	Finistère	43	53	75	89	116
30	Gard	34	32	48	75	81
31	Garonne (haute)	395	485	740	993	793
32	Gers	2	1	11	28	29
33	Gironde	211	482	471	468	324
34	Hérault	227	238	305	349	272
35	Ile & Vilaine	215	250	285	316	340
36	Indre	22	12	23	52	29
37	Indre & Loire	72	137	201	263	290
38	Isère	280	269	396	470	429
39	Jura	45	40	66	37	33
40	Landes	27	34	56	14	19
41	Loir & Cher	31	50	113	168	238
42	Loire	154	175	197	175	247
43	Loire (haute)	7	20	59	33	39
44	Loire Atlantique	176	358	706	806	842
45	Loiret	178	423	656	941	1 504
46	Lot	6	10	9	54	29
47	Lot & Garonne	18	12	69	61	28
48	Lozère	2	1		14	16
49	Maine & Loire	61	101	228	361	285
50	Manche	11	28	37	122	146

PRIMO-DEMANDES D'ASILE ANNUELLES PAR DEPARTEMENT DE RESIDENCE
hors mineurs accompagnants

	département	1999	2000	2001	2002	2003
51	Marne	36	52	103	83	134
52	Marne (haute)	10	23	60	62	31
53	Mayenne	28	29	72	128	123
54	Meurthe & Moselle	144	178	349	353	351
55	Meuse	36	67	49	34	31
56	Morbihan	38	48	79	142	146
57	Moselle	293	317	316	290	444
58	Nièvre	66	72	98	106	68
59	Nord	390	547	632	878	1 039
60	Oise	233	246	412	695	795
61	Orne	61	41	57	58	59
62	Pas de Calais	435	530	427	525	813
63	Puy de Dôme	40	88	100	141	185
64	Pyr.Atlantiques	76	99	141	109	100
65	Pyr.(hauts)	16	32	46	111	53
66	Pyr.Orientales	68	47	102	98	64
67	Rhin (bas)	641	672	829	888	742
68	Rhin (haut)	335	375	430	552	614
69	Rhône	959	1 206	1 849	2 200	1 969
70	Saône (haute)	77	37	74	47	32
71	Saône & Loire	57	75	111	94	95
72	Sarthe	55	62	87	165	172
73	Savoie	72	110	97	102	107
74	Savoie (haute)	159	199	378	482	587
75	Paris	13 058	15 374	13 704	12 086	13 000
76	Seine Maritime	207	292	610	1 181	1 148
77	Seine & Marne	948	1 028	1 115	1 601	1 195
78	Yvelines	702	770	960	1 062	1 198
79	Sèvres (Deux)	24	10	19	38	46
80	Somme	73	126	162	190	151
81	Tarn	92	99	188	141	113
82	Tarn & Garonne	80	70	115	134	127
83	Var	42	60	113	167	223
84	Vaucluse	104	111	218	194	207
85	Vendée	7	12	15	40	35
86	Vienne	15	34	79	149	108
87	Vienne (haute)	147	140	233	371	446
88	Vosges	32	33	41	50	33
89	Yonne	61	49	71	146	107
90	Terr.Belfort	40	61	51	51	69
91	Essone	405	676	1 270	1 676	2 024
92	Hauts de Seine	573	1 014	1 305	1 331	1 204
93	Seine St Denis	3 074	3 533	4 929	5 385	5 433
94	Val de Marne	965	1 389	1 624	1 522	1 217
95	Val d'Oise	1 026	1 525	2 514	2 411	2 706
97 & 98	D.O.M./ T.O.M.	169	422	878	740	558
	dépt manquant	8	6	16	21	15
	TOTAL	30 907	38 747	47 291	51 087	52 204

LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRREGULIERE

L'ELOIGNEMENT

LES CONDAMNATIONS PENALES PRONONCEES SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DU 2/11/1945

Annexes : n° X à n° XXXI

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF METROPOLE
10 premières nationalités

Janvier à octobre 2004											
Non-admis = 16 982		Réadmissions France extérieur = 10 109		Etrangers en situation irrégulière = 36 170		Porteurs de faux = 9 364		Aidants à l'immigration = 1 417		Eloignements effectifs = 12880	
CHINOISE	3 899	MAROCAINE	1 233	ALGERIENNE	4 144	CHINOISE	876	FRANCAISE	405	ALGERIENNE	3 006
BOUVEENNE	1 438	ROUMAINE	756	MAROCAINE	3 450	NIGERIENE	514	TURQUE	118	ROUMAINE	1 980
ALGERIENNE	938	INDIENNE	591	IRAKIENNE	3 348	ALGERIENNE	427	NEERLANDAISE	75	MAROCAINE	1 297
MAROCAINE	584	PAKISTANAISE	531	ROUMAINE	2 164	CONGOLAISE	397	ALGERIENNE	63	TURQUE	998
CONGOLAISE	543	ALGERIENNE	500	TURQUE	1 790	INDIENNE	315	BRITANNIQUE	62	TUNISIENNE	560
NIGERIENE	540	TURQUE	468	INDIENNE	1 626	MAROCAINE	307	CHINOISE	56	BULGARE	526
PHILIPPINE	369	CHINOISE	395	CHINOISE	1 336	ROUMAINE	304	ALLEMANDE	52	MALIENNE	446
GUINEENNE	356	IRAKIENNE	364	TUNISIENNE	1 248	CAMEROUNAISE	286	MAROCAINE	44	CHINOISE	225
ROUMAINE	345	TUNISIENNE	279	IRANIEENNE	1 113	IVOIRIENNE	286	IRAKIENNE	40	ALBANAISE	213
MALIENNE	343	YUGOSLAVE	286	SOMALIENNE	1 078	PERUVIENNE	248	ROUMAINE	32	POLONAISE	208

Nationalités

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF OUTRE-MER
10 premières nationalités

Janvier à octobre 2004

Nationalités					
Non-admis = 1 819	Réadmissions France extérieur = 3	étrangers en situation irrégulière = 10 444	Porteurs de faux = 304	Aidants à l'immigration = 146	Eloignements effectifs = 13 642
SURINAMIENNE 1 036	TURQUE 1	COMORIENNE 3 094	COMORIENNE 96	FRANCAISE 46	COMORIENNE 7 539
SAINTE LUCIENNE 172	BULGARE 1	BRESILIENNE 2 662	HAITIENNE 81	COMORIENNE 43	BRESILIENNE 2 350
MAURICIENNE 144	DJIBOUTIENNE 1	SURINAMIENNE 2 091	SURINAMIENNE 47	HAITIENNE 23	SURINAMIENNE 2 041
HAITIENNE 118		HAITIENNE 714	CHINOISE 33	BRESILIENNE 9	HAITIENNE 576
COMORIENNE 79		GUYANIENNE 633	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 7	SINGAPOURENNE 8	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 339
BRESILIENNE 44		DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 367	MAURICIENNE 7	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 6	SAINTE LUCIENNE 289
GUYANIENNE 39		SAINTE LUCIENNE 298	MALGACHE 5	SURINAMIENNE 3	DOMINIQUE 160
CHINOISE 24		DOMINIQUE 119	CAMEROUNAISE 5	CHINOISE 3	PERUVIENNE 80
MALGACHE 23		PERUVIENNE 112	GUYANIENNE 4	DOMINIQUE 1	MALGACHE 69
DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 20		CHINOISE 83	INDETERMINEE 3	AMERIQUE 1	GUYANIENNE 57

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF METROPOLE ET OUTRE-MER
10 premières nationalités

Janvier à octobre 2004

Nationalités					
Non-adminis = 18 801	Réadmissions France extérieur = 10 112	Etrangers en situation irrégulière = 46 614	Porteurs de faux = 9 668	Aidants à l'immigration = 1	Eloignements effectifs = 26522
CHINOISE	3 923	MAROCAINE	1 233	ALGERIENNE	4 144
BOLIVIENNE	1 438	ROUMAINE	756	MAROCAINE	3 450
SURINAMIENNE	1 042	INDIENNE	591	IRAKIENNE	3 348
ALGERIENNE	938	PAKISTANAISE	531	COMORIENNE	3 171
MAROCAINE	586	ALGERIENNE	500	BRESILIENNE	2 857
CONGOLAISE	543	TURQUE	469	ROUMAINE	2 164
NIGERIANE	540	CHINOISE	395	SURINAMIENNE	2 130
PHILIPPINE	376	IRAKIENNE	364	ROUMAINE	304
GUINEENNE	356	TUNISIENNE	279	INDIENNE	1 626
ROUMAINE	352	YUGOSLAVE	256	CHINOISE	1 419
				PERUVIENNE	249
				IRAKIENNE	40
				BULGARE	526

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF METROPOLE
10 premières nationalités

ANNEE 2003

Nationalités						
Non-admis = 20 278	Réadmissions France extérieur = 11 945	Etrangers en situation irrégulière = 45 500	Porteurs de faux = 11 603	Eloignements effectifs = 11 692	Aidants à l'immigration = 1 256	
CHINOISE 3959	MAROCAINE 1835	IRAKIENNE 6425	CHINOISE 1254	ALGERIENE 2513	FRANCAISE 357	
ALGERIENNE 1401	IRAKIENNE 1298	ALGERIENNE 4703	NIGERIANE 594	ROUMAINE 2091	TURQUE 97	
MAROCAINE 1075	ROUMAINE 768	MAROCAINE 4542	ALGERIENE 551	MAROCAINE 1335	BRITANNIQUE 78	
SENEGALAISE 897	ALGERIENNE 740	ROUMAINE 2662	MAROCAINE 520	TURQUE 630	NEERLANDAISE 63	
CONGOLAISE 769	TURQUE 593	INDIENNE 2612	CONGOLAISE 474	INDIENNE 507	IRAKIENNE 58	
IVOIRIENNE 711	INDIENNE 457	TURQUE 1863	IVOIRIENNE 471	POLONAISE 412	CHINOISE 55	
MALIENNE 664	AFGHANE 445	CHINOISE 1753	ROUMAINE 437	BULGARE 308	MAROCAINE 51	
CAMEROUNAISE 543	PAKISTANAISE 430	AFGHANE 1643	MALIENNE 401	MALIENNE 295	ROUMAINE 42	
NIGERIANE 537	CHINOISE 362	TUNISIENNE 1366	ALBANAISE 324	ALBANAISE 250	ALGERIENNE 34	
TURQUE 462	YUGOSLAVE 330	ALBANAISE 925	INDIENNE 320	EQUATORIENNE 212	PAKISTANAISE 30	

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF OUTRE-MER
10 premières nationalités

ANNEE 2003					
Nationalités					
Non-admis = 4 390	Réadmissions France extérieur = 18	Etrangers en situation irrégulière = 9 435	Porteurs de faux = 295	Eloignements effectifs = 10 886	Aidants à l'immigration = 137
SURINAMIENNE 3532	COMORIENNE 3	BRESILIENNE 2538	HAITIENNE 127	COMORIENNE 4612	FRANCAISE 43
SAINTE LUCIENNE 139	MALGACHE 3	COMORIENNE 2181	COMORIENNE 45	BRESILIENNE 2466	COMORIENNE 40
HAITIENNE 132	FIDJIENNE 2	SURINAMIENNE 2073	SURINAMIENNE 44	SURINAMIENNE 1967	HAITIENNE 38
BRESILIENNE 107	HAITIENNE 1	HAITIENNE 939	PERUVIENNE 11	HAITIENNE 880	DOMINIQUE 5
GUYANAIENNE 104	BRESILIENNE 1	GUYANAIENNE 655	FRANCAISE 11	SAINTE LUCIENNE 292	SURINAMIENNE 5
MAURICIENNE 95	GUYANAIENNE 1	SAINTE LUCIENNE 285	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 9	DOMINIQUE 233	BRESILIENNE 2
CHINOISE 62	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 1	DOMINQUAISE 186	CHINOISE 9	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 151	AMERICAINE 1
COMORIENNE 32	AUSTRALIENNE 1	DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 145	SRI LANKAISE 5	GUYANAIENNE 94	SAINTE LUCIENNE 1
MALGACHE 24	CAMEROUNAISE 1	PERUVIENNE 84	ALBANAISE 5	PERUVIENNE 35	SINGAPOURIENNE 1
DOMINICAINE (REPUBLIQUE) 21	SAINTE VINCENTAISE ET GRENADINE 1	VANUATUANE 68	BRESILIENNE 4	VENEZUELLE 28	VENEZUELLE 1

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA DCPAF METROPOLE ET OUTRE-MER

10 premières nationalités

ANNEE 2003					
Nationalités		Non-admis = 24 668	Réadmissions France extérieur = 11 963	Étrangers en situation irrégulière = 54 935	Porteurs de faux
CHINOISE	4021	MAROCAINE	1835	IRAKIENNE	6425
SURINAMIENNE	3539	IRAKIENNE	1298	ALGERIENNE	4703
ALGERIENNE	1401	ROUMAINE	768	MAROCAINE	4546
MAROCAINE	1075	ALGERIENNE	740	BRESILIENNE	2688
SENEGALAISE	898	TURQUE	593	ROUMAINE	2663
CONGOLAISE	771	INDIENNE	457	CONGOLAISE	474
IVOIRENNE	714	AFGHANE	445	INDIENNE	2612
MALIENNE	664	PAKISTANAISE	430	IVOIRENNE	471
CAMEROUNAISE	544	CHINOISE	362	ROUMAINE	2271
NIGERIANE	537	YOUNGOSLAVE	330	ROUMAINE	437
				ROUMAINE	401
				TURQUE	1864
				ALBANAISE	329
				TUNISIENNE	307
				ROUMAINE	321
				POLONAISE	412
				HAITIENNE	38
				HAITIENNE	891
				MAROCAINE	51
				CHINOISE	55
				COMORIENNE	42
				ROUMAINE	42
				HAITIENNE	3631
				HAITIENNE	307
				HAITIENNE	38
				HAITIENNE	1974
				IRAKIENNE	58
				NEERLANDAISE	63
				BRITANNIQUE	78
				COMORIENNE	2513
				FRANCAISE	400
				TURQUE	97
				BRESILIENNE	2560
				COMORIENNE	4620
				IRAKIENNE	1263
				CHINOISE	1263
				IRAKIENNE	6425
				ALGERIENNE	594
				ALGERIENNE	551
				ROUMAINE	520
				ROUMAINE	2091
				ROUMAINE	2688
				ROUMAINE	4546
				ROUMAINE	768
				ROUMAINE	1835
				IRAKIENNE	1298
				IRAKIENNE	3539
				ALGERIENNE	1401
				MAROCAINE	1075
				SENEGALAISE	898
				CONGOLAISE	771
				IVOIRENNE	714
				MALIENNE	664
				CAMEROUNAISE	544
				NIGERIANE	537

TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Année 2003

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Etrangers en situation irrégulière													
2002	3 672	3 745	3 996	3 930	3 833	3 341	3 981	3 722	5 101	5 269	4 757	4 123	49 470
2003	4 896	3 979	4 212	3 789	2 899	2 734	3 106	3 485	4 282	4 526	4 242	3 350	45 500
Porteurs de faux													
2002	1 250	917	988	1 019	1 164	1 043	1 018	1 059	1 067	1 011	1 321	1 365	
2003	874	903	972	885	893	7946	871	799	772	780	1 019	1 196	
Eloignements effectifs													
2002	683	816	865	823	756	871	799	772	839	1 029	959	855	10 067
2003	874	907	1 019	891	794	780	1 002	895	993	1 250	1 161	1 126	11 692

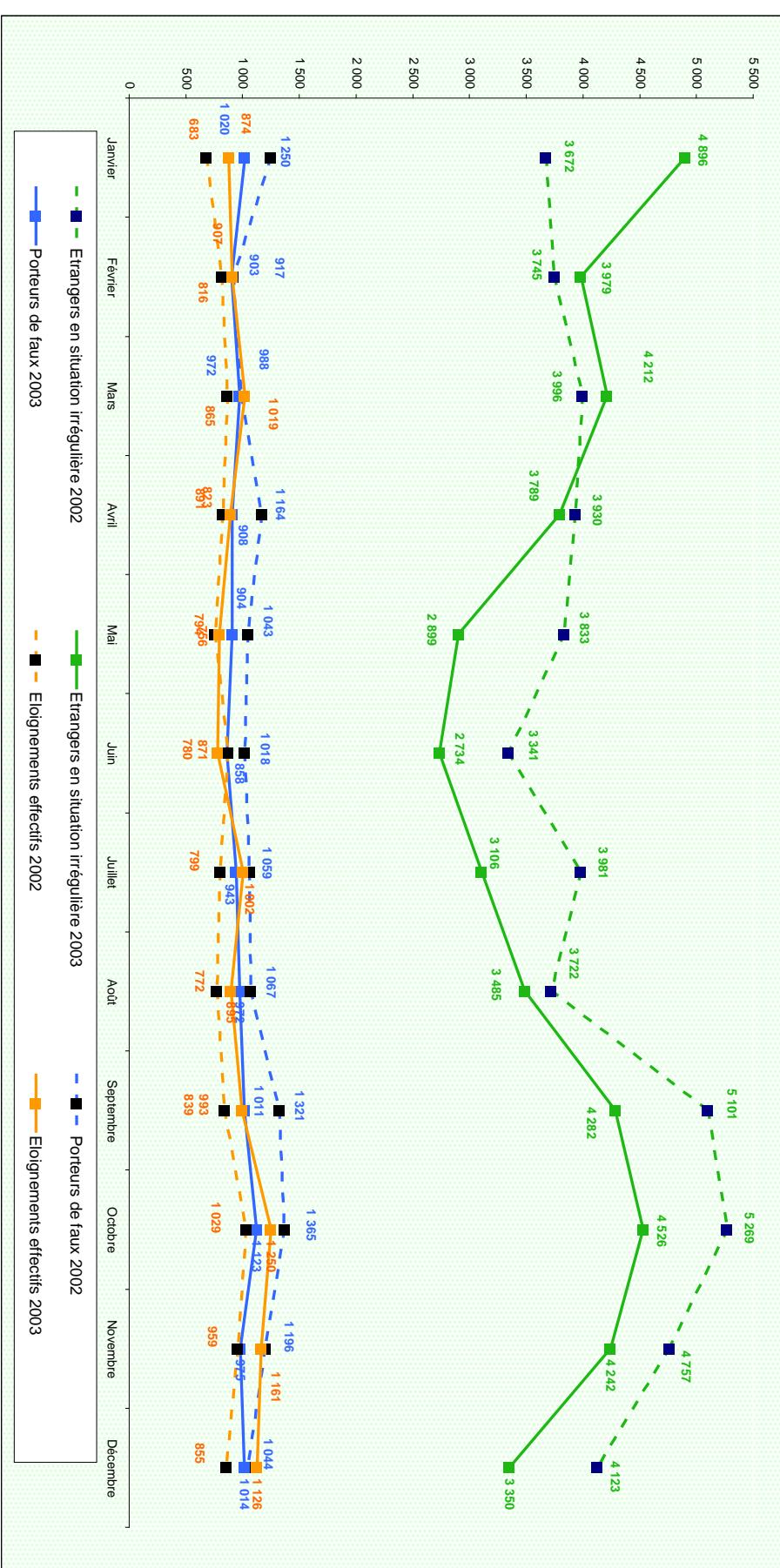


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Année 2003

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Etrangers en situation irrégulière													
2002	642	487	668	507	405	599	545	740	725	571	354	458	6 701
2003	730	307	805	759	856	768	869	760	1 086	1 124	772	599	9 435
Porteurs de faux													
2002	83	50	50	47	36	40	43	49	32	36	34	35	27
2003	12	10	14	28	25	29	28	19	49	36	21	24	295
Eloignements effectifs													
2002	628	589	708	799	737	736	720	911	918	1 001	775	705	9 227
2003	608	600	630	761	741	663	1 064	1 073	1 169	1 199	1 502	890	10 886

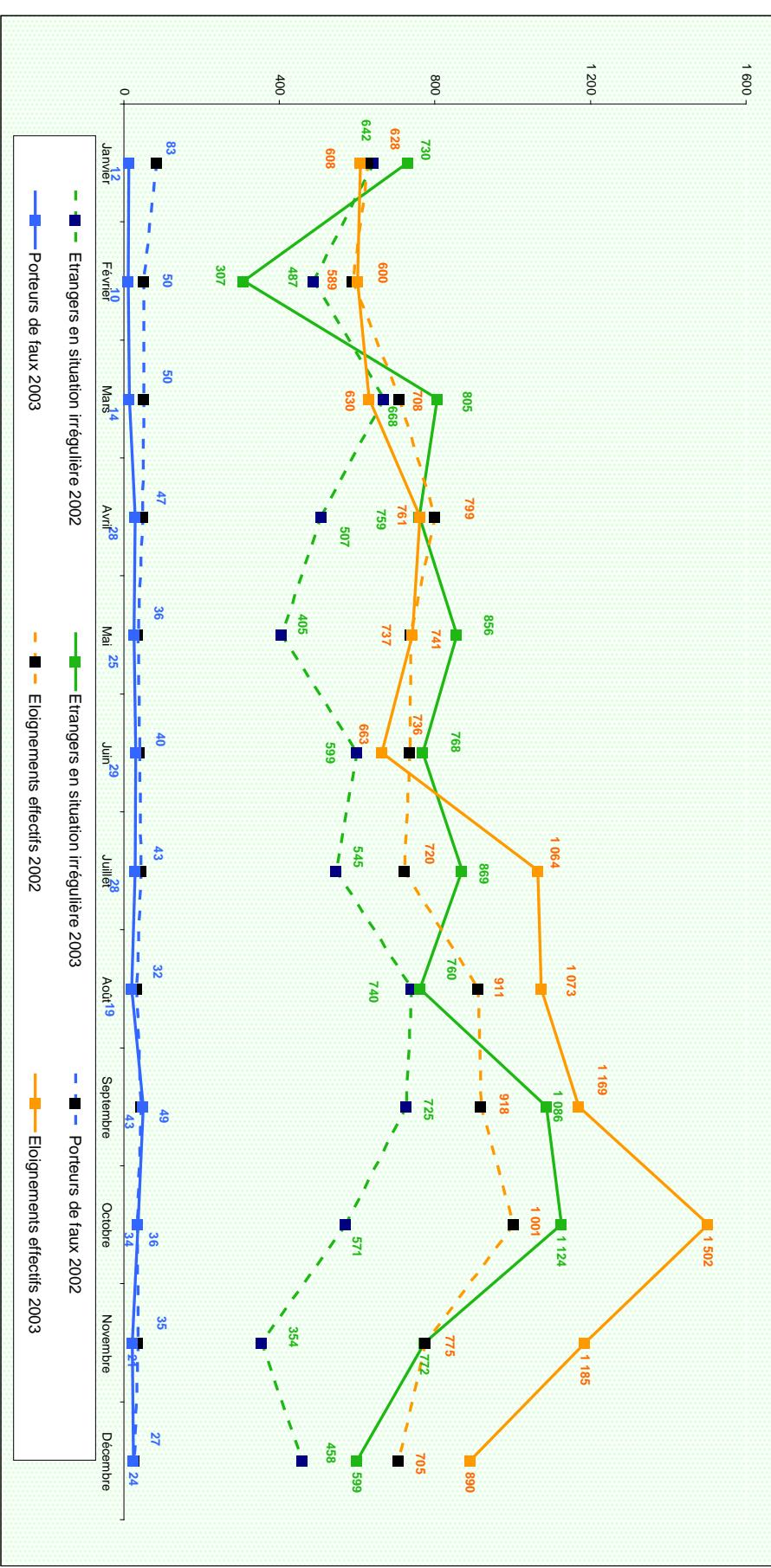


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Année 2003

	MÉTROPOLE ET OUTRE-MER												TOTAL	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
Etrangers en situation irrégulière														
2002	4 314	4 232	4 664	4 437	4 238	3 940	4 526	4 462	5 826	5 840	5 111	4 581	56 171	
2003	5 626	4 286	5 017	4 548	3 755	3 502	3 975	4 245	5 368	5 650	5 014	3 949	54 935	
Porteurs de faux														
2002	1 333	967	1 038	1 211	1 079	1 058	1 102	1 099	1 364	1 400	1 400	1 230	1 071	13 952
2003	1 032	913	986	936	929	887	971	991	1 060	1 159	936	1 038	11 898	
Eloignements effectifs														
2002	1 311	1 405	1 405	1 622	1 493	1 607	1 757	1 734	1 752	1 752	1 752	1 752	19 294	
2003	1 482	1 405	1 573	1 622	2 066	1 963	2 162	2 030	2 346	2 346	2 346	2 346	22 578	

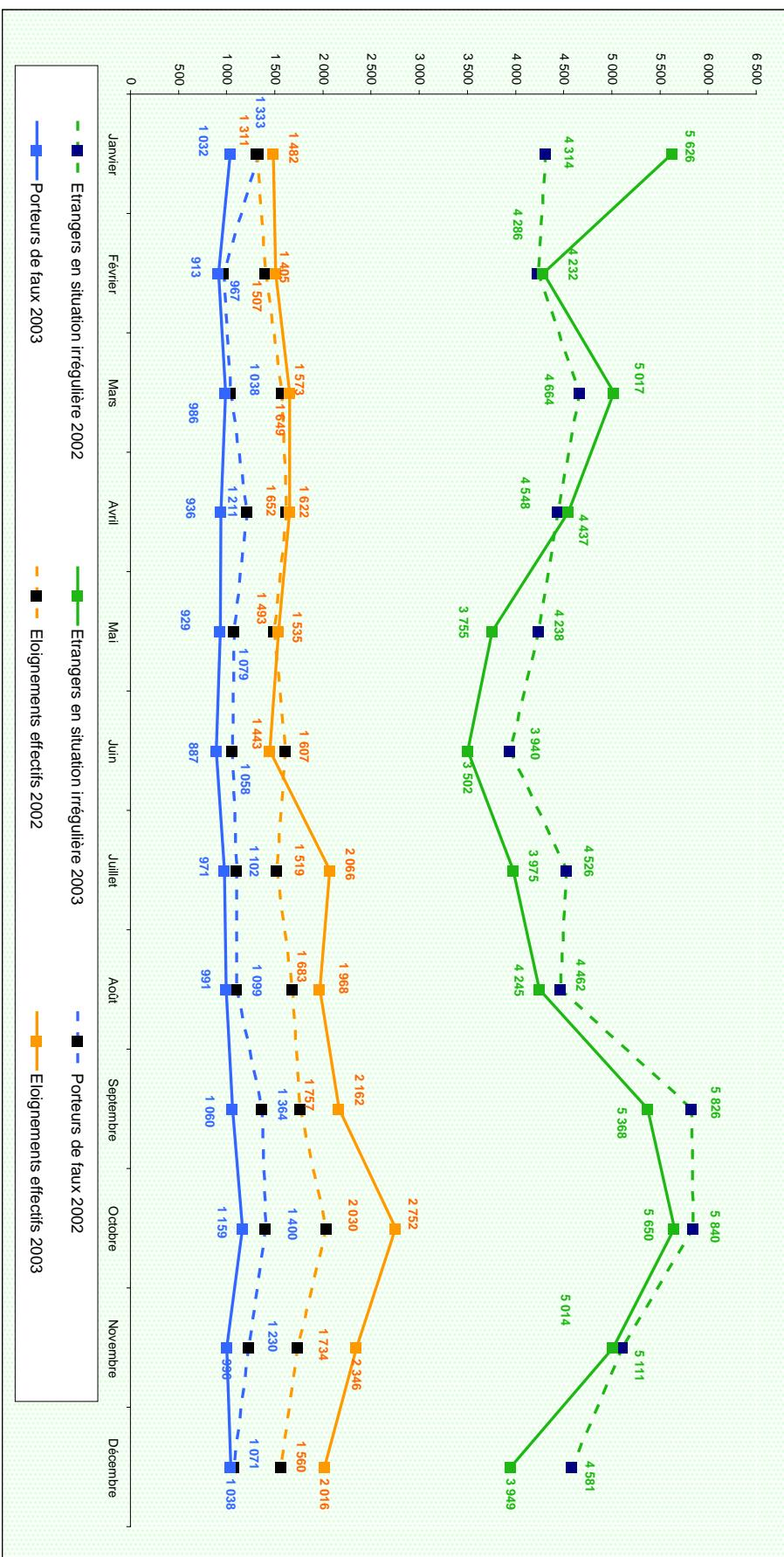


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

	METROPOLE												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Strangers en situation irrégulière													
2003	4 896	3 979	4 212	3 789	2 899	2 734	3 106	3 485	4 282	4 526	4 242	3 350	45 500
2004	3 925	3 679	4 141	3 487	3 280	3 566	3 240	3 188	3 783	3 881	3 881	3 6170	36 170
Porteurs de faux													
2003	1 020	903	972	908	904	858	943	972	1 011	1 123	975	1 014	11 603
2004	1 036	870	985	888	894	947	850	819	994	1 081	1 250	1 161	11 692
Eloignements effectifs													
2003	874	907	1 019	891	794	780	780	780	895	993	1 250	1 126	11 692
2004	1 190	1 265	1 429	1 359	1 227	1 254	1 254	1 254	1 189	1 323	1 419	1 419	12 880

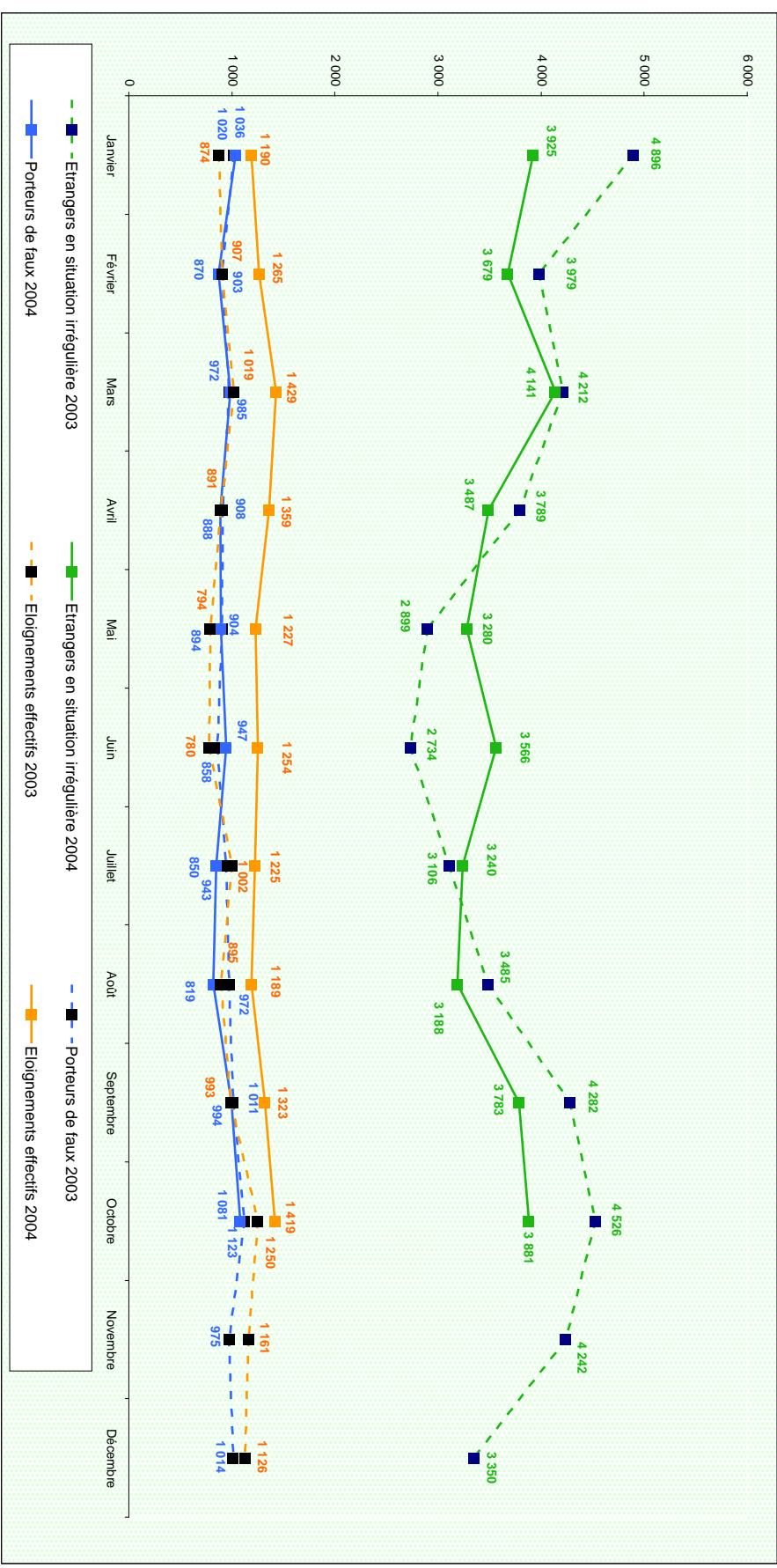


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

OUTRE-MER

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Strangers en situation irrégulière													
2003	730	307	805	759	856	768	869	760	1 086	1 124	772	599	9 435
2004	988	873	1 008	1 158	1 127	1 084	1 084	1 122	901	1 057	1 126		10 444
Porteurs de faux													
2003	12	10	14	28	25	29	28	19	49	36	21	24	295
2004	30	21	38	40	34	43	22	18	38	20			304
Eloignements effectifs													
2003	608	600	630	761	741	663	1 064	1 073	1 169	1 502	1 185	890	10 886
2004	1 277	1 161	1 261	1 415	1 481	1 364	1 335	1 372	1 439	1 537	1 502		13 642

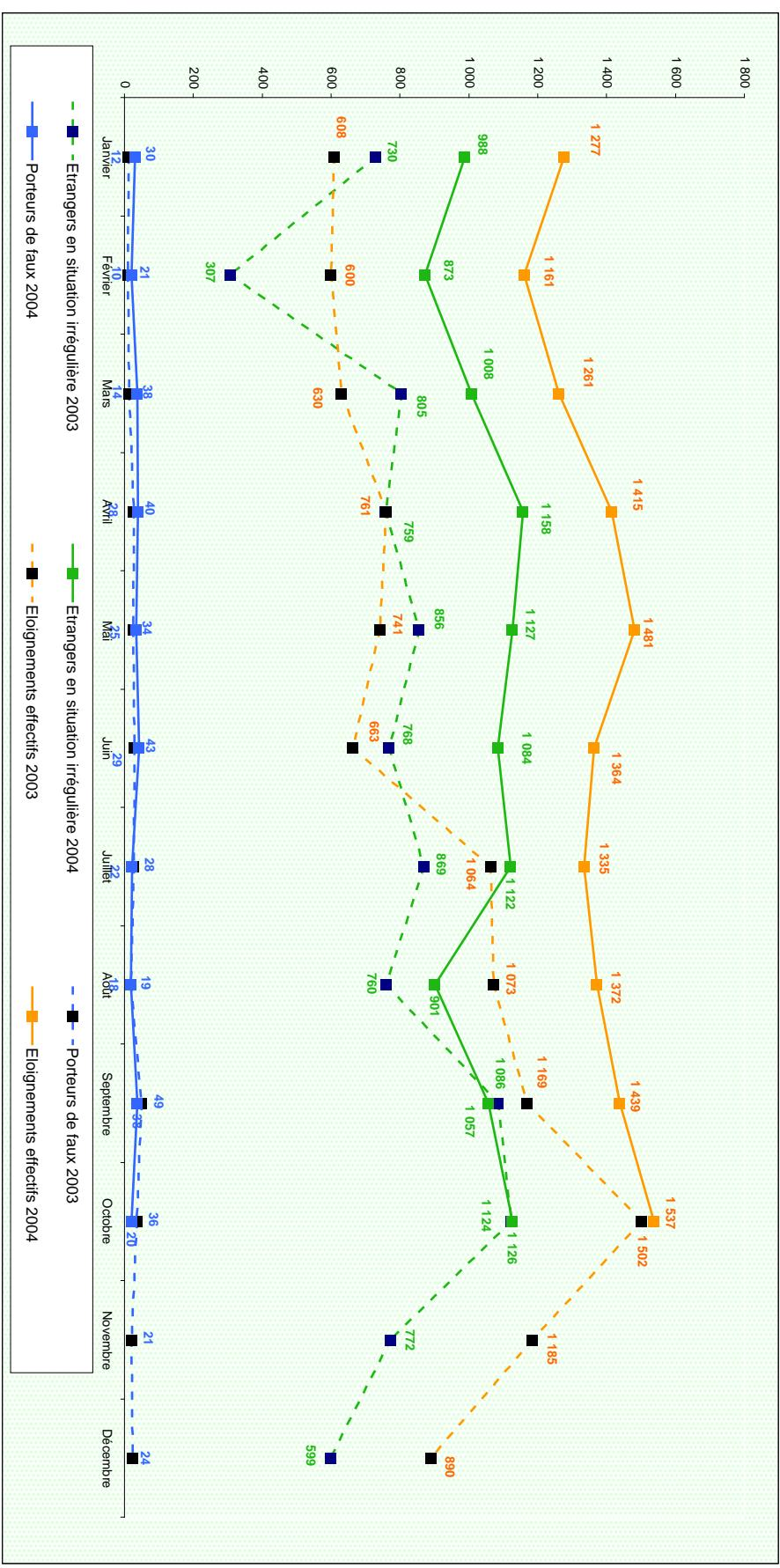


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Etrangers en situation irrégulière													
2003	5 636	4 286	5 017	4 548	3 755	3 502	3 975	4 245	5 368	5 650	5 014	3 949	54 935
2004	4 913	4 552	5 149	4 645	4 407	4 650	4 362	4 089	4 840	5 007			46 614
Porteurs de faux													
2003	1 032	913	986	936	929	887	971	991	1 060	1 159	996	1 038	11 898
2004	1 066	891	1 023	928	923	990	872	837	1 032	1 101			9 668
Eloignements effectifs													
2003	1 482	1 507	1 649	1 652	1 535	1 443	1 443	1 443	1 535	1 443	2 066	1 038	22 578
2004	2 467	2 426	2 690	2 774	2 708	2 618	2 560	2 561	2 762	2 956	2 949	3 949	26 522

PAFISA DOM
TOM ET
BUREL ANT

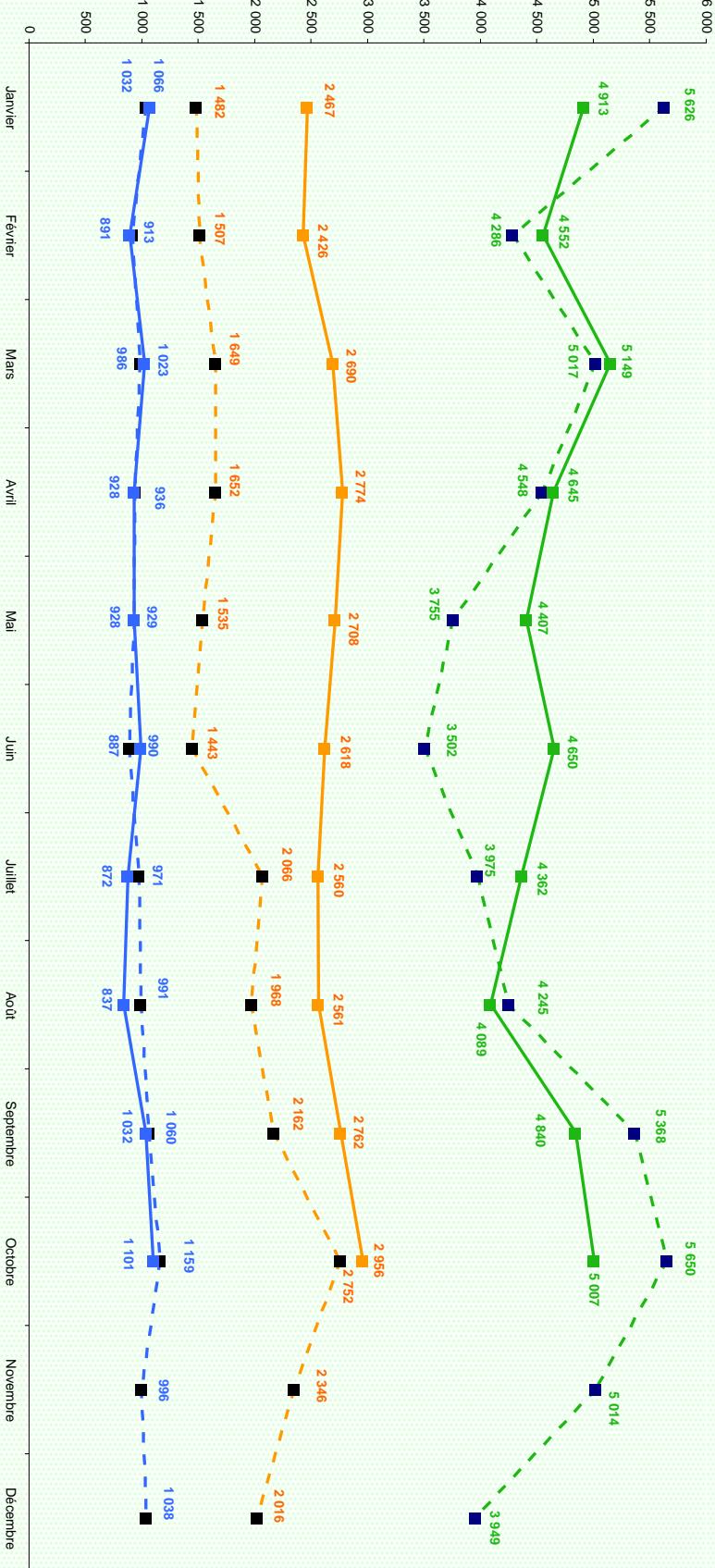
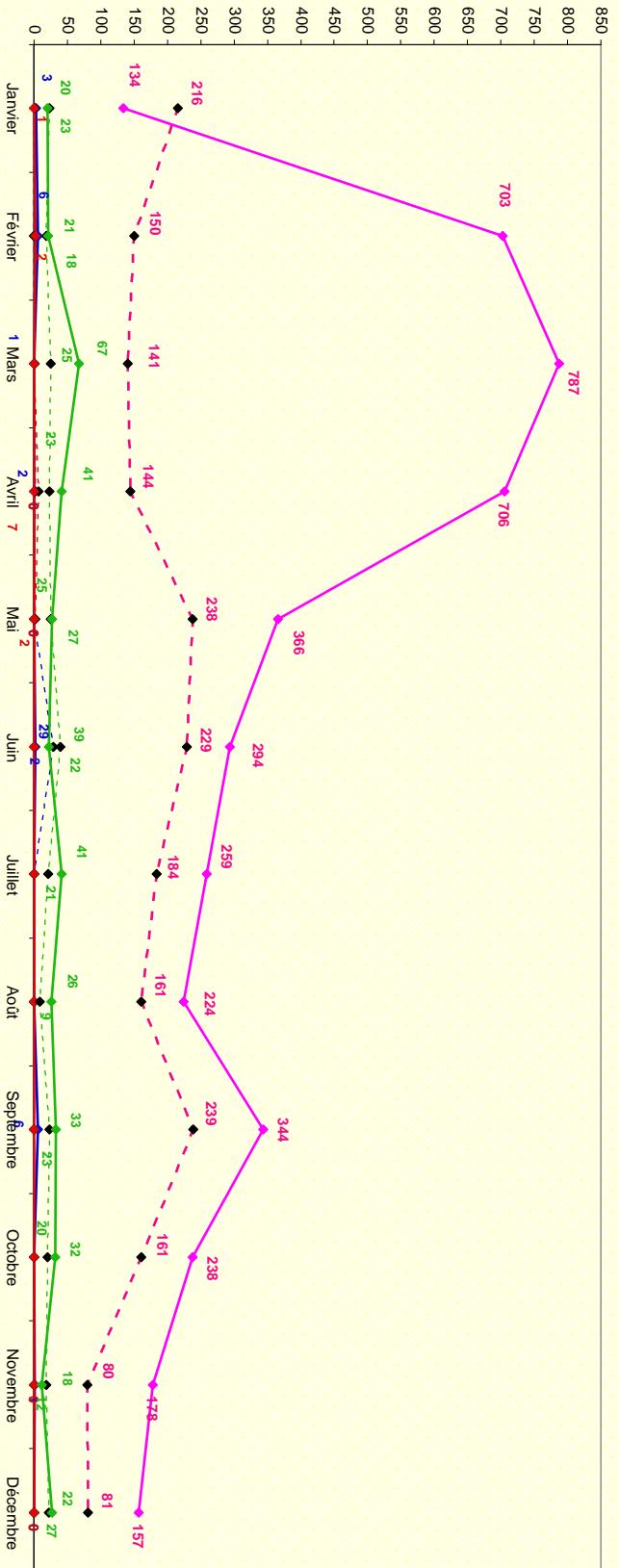


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Année 2003

	OUTRE-MER												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Non-admissions	2002	216	150	141	144	238	229	184	161	239	161	80	81
	2003	134	703	787	706	366	294	259	224	344	238	178	157
Réadmissions	France Etranger	2002	0	0	1	2	0	29	0	0	0	0	32
	2003	3	6	0	0	0	2	0	0	6	0	1	18
Clandestins maritimes	2002	1	0	0	7	2	0	0	0	0	0	0	10
	2003	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Placements en zone d'attente	2002	23	18	25	23	25	39	21	9	23	20	18	266
	2003	20	21	67	41	27	22	41	33	32	12	27	369



- ◆- Non-admissions 2002
- ◆- Non-admissions 2003
- -◆- Réadmissions France Etranger 2002
- ◆- Réadmissions France Etranger 2003
- ◆- Clandestins maritimes 2002
- ◆- Clandestins maritimes 2003
- -◆- Placements en zone d'attente 2002
- ◆- Placements en zone d'attente 2003

TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Année 2003

METROPOLE ET OUTRE-MER													TOTAL	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
Non-admissions	2002	2 407	2 395	1 945	2 417	2 509	2 512	1 789	2 152	2 621	3 119	2 704	2 241	28 811
Non-admissions	2003	1 663	2 286	2 478	2 696	2 955	2 211	1 772	1 748	1 794	1 793	1 718	1 554	24 668
Réadmissions	2002	1 083	1 263	1 361	1 247	1 325	1 100	1 185	1 304	1 760	1 776	1 453	1 331	16 188
France Etranger	2003	1 173	1 318	1 143	798	693	702	732	910	1 213	1 237	1 176	868	11 963
Clandestins	2002	30	72	54	84	63	35	92	51	45	33	22	40	621
maritimes	2003	24	34	35	21	29	35	56	46	48	66	64	58	516
Placements en zone d'attente	2002	1 873	1 929	1 666	1 851	1 848	1 843	1 861	1 861	1 861	1 861	1 861	1 861	21 066
2003	1 543	1 725	1 806	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	1 724	17 442

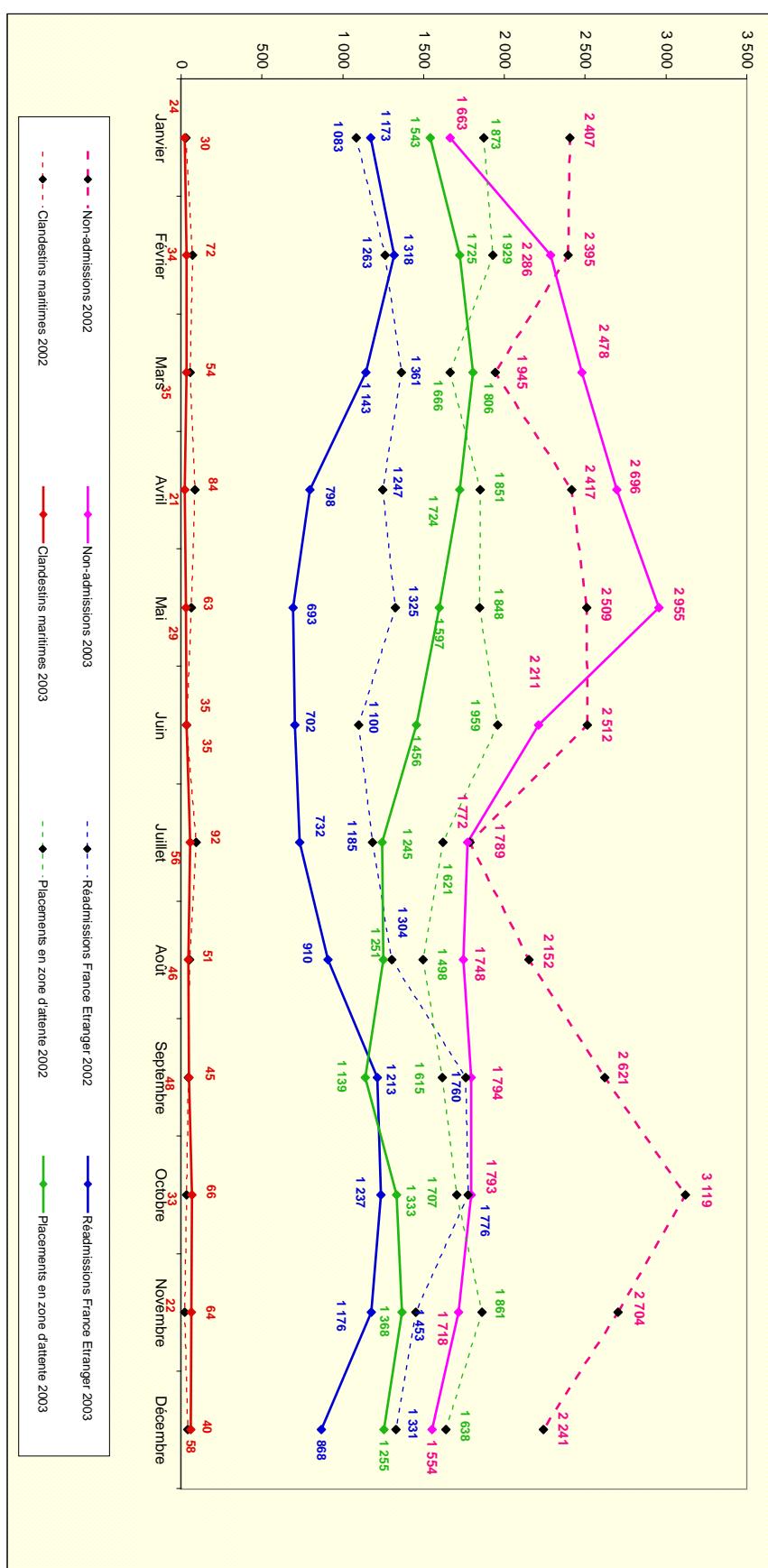


TABLEAU DE BORD DE LA DCPA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Non-admissions	2003	1 529	1 583	1 691	1 990	2 589	1 917	1 513	1 524	1 450	1 555	1 540	1 397	20 278
Redmissions	2004	1 417	1 321	1 495	1 609	1 647	2 159	1 592	1 670	1 660	2 412		16 982	
France Etranger	2003	1 170	1 312	1 143	798	693	700	732	910	1 207	1 237	1 175	868	11 945
Clandestins maritimes	2003	24	32	35	21	29	35	56	46	48	66	64	58	514
Placements en zone d'attente	2004	46	44	30	32	24	59	21	33	26	31		346	
	2003	1 523	1 704	1 739	1 683	1 570	1 434	1 204	1 225	1 106	1 301	1 356	1 228	17 073
	2004	1 241	1 117	1 289	1 273	1 338	1 430	1 220	1 353	1 328	2 143		13 732	

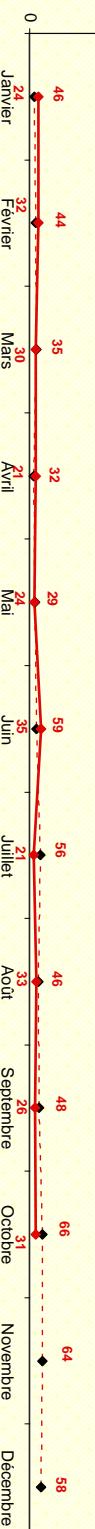
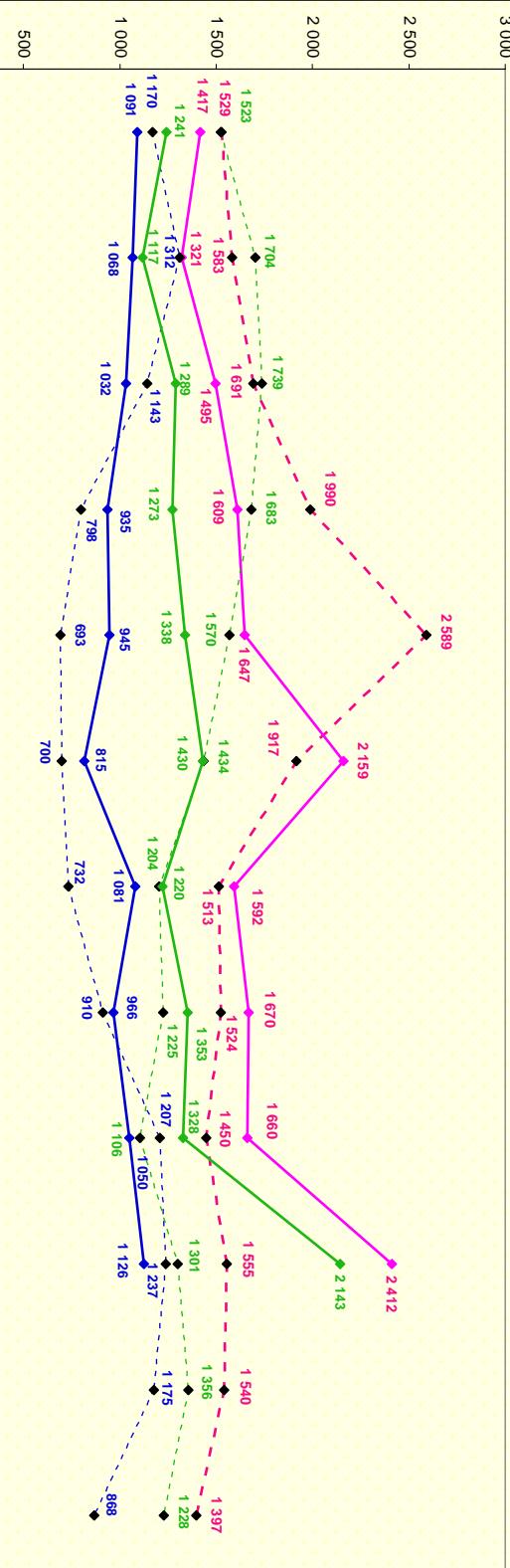


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

OUTRE-MER

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Non-admissions													
2003	134	703	787	706	366	294	259	224	344	238	178	157	4 390
2004	130	138	230	208	130	118	217	143	221	284			1 819
Réadmissions													
France Etranger	3	6	0	0	0	2	0	0	6	0	1	0	18
2003	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0			3
2004	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Clandestins													
maritimes	2003	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
2004	20	21	67	41	27	22	41	26	33	32	12	27	369
Placements en zone d'attente													
2003	21	10	53	48	57	64	49	47	91	66			
2004													506

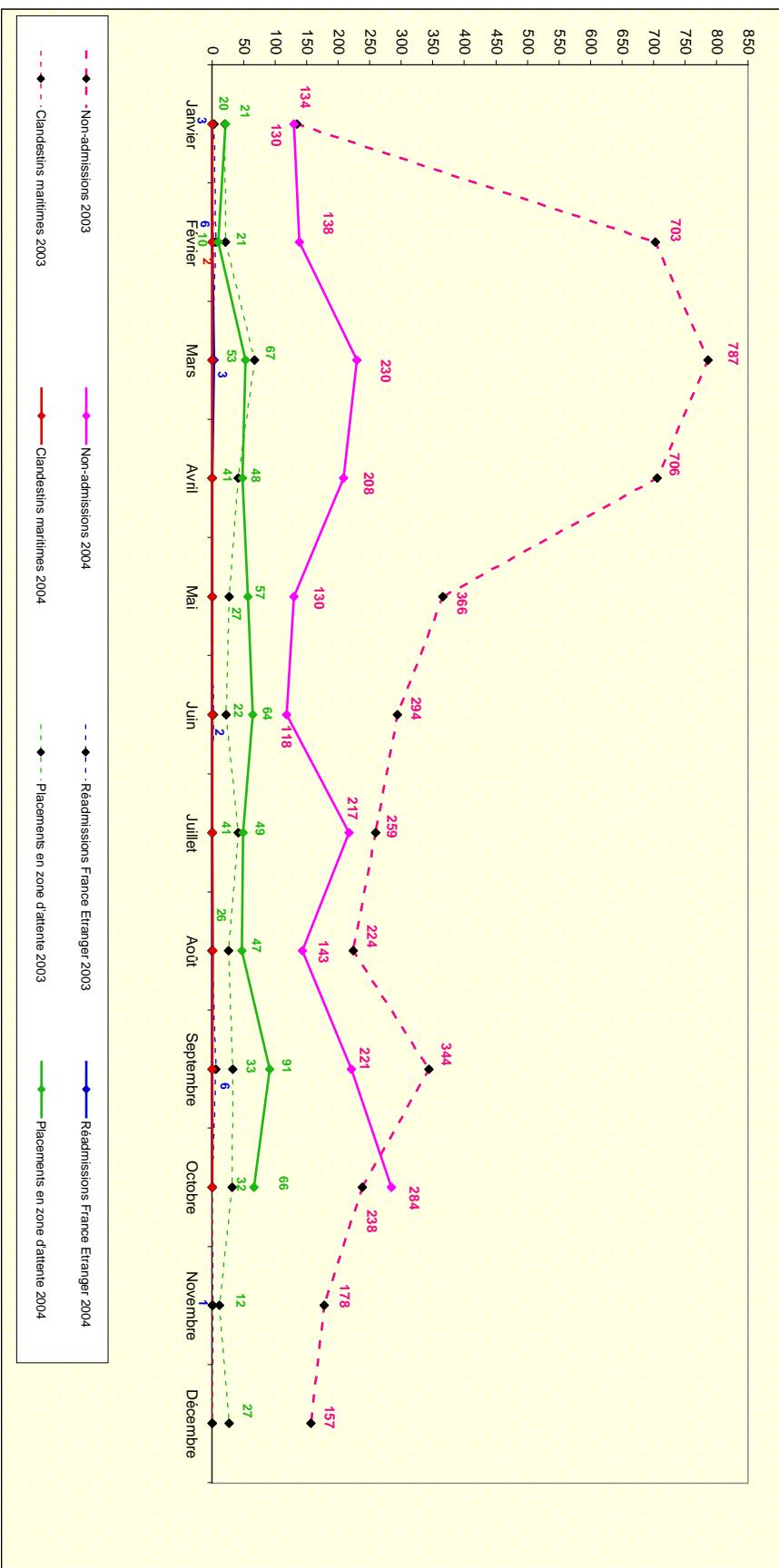
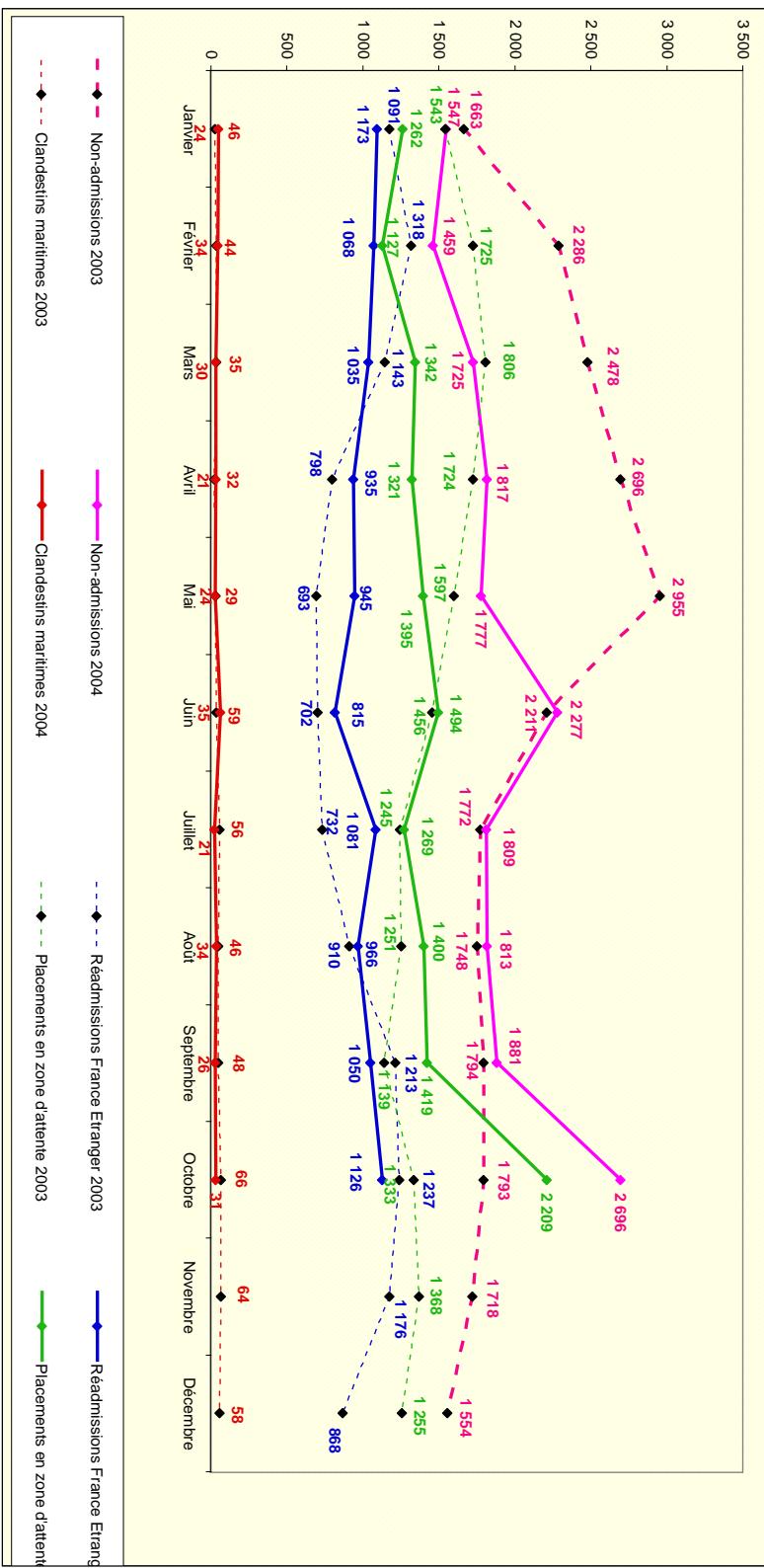


TABLEAU DE BORD DE LA DCPAF
LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION

Janvier à octobre 2004

METROPOLE ET OUTRE-MER

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Non-admissions	2003	1 663	2 286	2 478	2 696	2 955	2 211	1 772	1 748	1 794	1 793	1 718	1 554
	2004	1 547	1 459	1 725	1 817	1 777	2 277	1 809	1 813	1 881	2 696		24 668
Réadmissions	2003	1 173	1 318	1 143	798	693	702	732	910	1 213	1 237	1 176	18 801
France Etranger	2004	1 091	1 068	1 035	935	945	815	1 050	1 081	1 126	1 050	1 126	11 963
Clandestins	2003	24	34	35	21	29	35	56	46	48	66	64	516
maritimes	2004	46	44	30	32	24	59	21	34	26	31		347
Placements en	2003	1 543	1 725	1 806	1 724	1 597	1 494	1 400	1 419	1 419	1 333	1 368	1 255
zone d'attente	2004	1 262	1 127	1 342	1 321	1 395	1 456	1 269	1 237	1 237	1 255		17 442
													14 238



BILAN DES ELOIGNEMENTS EFFECTIFS AU DEPART DE METROPOLE

DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003

CATEGORIES D'ELOIGNEMENT	MOYENS DE TRANSPORT			TOTAUX	PRINCIPALES NATIONALITES		
	Aérien	Maritime	Terrestre routier et ferroviaire		Pays d'origine	Nombre	Représentation en %
Eloignement d'étrangers en situation irrégulière (vers le pays d'origine)	10301 (8796 en 2002)	1391 (1271 en 2002)	-	11692 (10067 en 2002)	ALGERIE	2513	21,5%
					ROUMANIE	2091	17,9%
					MAROC	1335	11,4%
					TURQUIE	630	5,4%
					TUNISIE	507	4,3%
Non-admission (Vers le pays de provenance ou d'origine)	10220	1104	11324		CHINE	2999	26,5%
					ALGERIE	1062	9,4%
					SENEGAL	624	5,5%
					MAROC	599	5,3%
					MALI	464	4,1%
Réadmission (Vers le pays de l'UE de provenance)	901	22	11023	11946	MAROC	1835	15,4%
					IRAK	1298	10,9%
					ROUMANIE	768	6,4%
					ALGERIE	740	6,2%
					TURQUIE	593	5,0%
TOTAL GENERAL	21422	2517	11023	34962			
MESURES TRANSFRONTALIERES							

BILAN DES ELOIGNEMENTS EFFECTIFS AU DEPART DE METROPOLE

DU 1ER JANVIER AU 31 OCTOBRE 2004

CATEGORIES D'ELOIGNEMENT	MOYENS DE TRANSPORT			PRINCIPALES NATIONALITES			
	Aérien	Maritime	Terrestre routier et ferroviaire	TOTAUX	Pays d'origine	Nombre	Représentation en %
<i>Eloignement d'étrangers en situation irrégulière (vers le pays de provenance ou d'origine)</i>							
(8264 en 2003)	11408	1407	65	12880	ALGERIE	3006	23,3%
	(1141 en 2003)				ROUMANIE	1980	15%
				dont 9682 APRF	MAROC	1297	10%
				9405 dont 6826 APRF en 2003	TURQUIE	998	7,7%
					TUNISIE	560	4,3%
<i>Non-admission</i>					CHINE	3661	31,8%
(Vers le pays de provenance ou d'origine)	10876	646	2	11524	BOLIVIE	1401	12,2%
	(8375 en 2003)	(883 en 2003)			ALGERIE	719	6,2%
				(9258 en 2003)	NIGERIA	389	3,4%
					PHILIPPINE	327	2,8%
<i>MESURES TRANSFRONTALIERES</i>					MAROC	1233	12,2%
<i>Réadmission</i>					ROUMANIE	756	7,5%
(Vers le pays de l'UE de provenance)	825	83	9201	10109	INDE	591	5,8%
	(748 en 2003)	(18 en 2003)	(9137 en 2003)	(9903 en 2003)	PAKISTAN	531	5,3%
					ALGERIE	500	4,9%
TOTAL GENERAL	23109	2136	9268	34513			

BILAN DES MESURES D'ÉLOIGNEMENT EXÉCUTÉES DE 2001 A 2004

		Mesures d'éloignement exécutées															
		2001		2002		2003		2004		2001		2002		2003		2004	
Région	Département	Total	dont APRF	Total	dont APRF	Total	dont APRF	toutes mesures	Evolution	Total	dont APRF	toutes mesures	Evolution	Total	dont APRF	toutes mesures	Evolution
ALSACE																	
	BAS-RHIN	279	225	327	244	17,20%	348	294	6,42%	409	373	17,53%					
	HAUT-RHIN	123	92	121	104	-1,63%	127	106	4,98%	211	183	66,14%					
AQUITAINE																	
	DORDOGNE	34	4	34	10	0,00%	30	17	-11,76%	36	14	20,00%					
	GIRONDE	113	84	219	207	93,81%	182	160	-16,89%	339	322	36,26%					
	LANDES	5	6	5	5	20,00%	4	4	-33,33%	14	12	250,00%					
	LOT-ET-GARONNE	2	1	10	1	400,00%	18	11	80,00%	22	16	22,22%					
	PYRENEES-ATLANTIQUES	366	333	300	272	-18,03%	394	361	31,33%	428	386	8,63%					
AUVERGNE																	
	ALLIER	4	4	3	1	-25,00%	4	3	33,33%	11	9	350,00%					
	CANTAL	0	0	7	6		1	1	-85,71%	10	10	1000,00%					
	HAUTE-LOIRE	3	1	1	1	0,00%	1	1	0,00%	9	9	800,00%					
	PUY-DE-DOME	29	19	47	36	62,07%	40	36	-14,89%	48	43	20,00%					
BASSE-NORMANDIE																	
	CALVADOS	18	12	24	17	33,33%	46	32	91,67%	70	64	52,17%					
	MANCHE	70	67	71	67	1,43%	159	157	123,94%	163	161	2,52%					
BOURGOGNE																	
	COUDE-DOR	36	27	23	22	-36,11%	40	33	73,91%	55	50	37,50%					
	NIÈVRE	0	0	3	3		4	3	33,33%	13	9	225,00%					
	SAÔNE-ET-LOIRE	14	7	20	12	42,86%	28	25	40,00%	27	20	-3,57%					
	YONNE	38	2	54	4	42,11%	54	10	0,00%	87	30	61,11%					
BRETAGNE																	
	FINISTERE	7	4	9	7	28,57%	14	14	55,56%	33	29	135,71%					
	ILLE-ET-VILAINE	31	27	49	44	58,06%	72	65	46,94%	70	66	-2,78%					
	MORBIAN	50	40	114	89	128,00%	162	144	42,11%	146	125	-9,88%					
	CHER	11	9	12	9	9,05%	10	6	-16,67%	29	26	190,00%					
	EURE-ET-LOIR	15	10	18	12	20,00%	20	16	11,11%	30	29	50,00%					
	INDRE	66	9	54	4	-18,18%	59	22	9,26%	76	51	28,81%					
	INDRE-ET-LOIRE	37	4	49	2	32,43%	34	6	-30,61%	42	15	23,53%					
	LOIRET	29	28	22	15	24,14%	13	8	-40,91%	62	58	376,92%					
	LOIR-ET-CHER	31	29	23	22	25,81%	38	38	65,22%	64	54	68,42%					
	ARDENNES	5	5	17	16	240,00%	6	6	-64,71%	26	24	333,33%					
	AUBE	36	35	31	29	-13,89%	84	83	70,97%	56	56	-33,33%					
	HAUTE-MARNE	42	22	44	26	4,66%	51	35	15,91%	74	58	45,10%					
	MARNE	15	12	23	13	53,33%	32	25	39,13%	47	43	46,88%					
	CORSE-DU-SUD	28	18	45	32	60,71%	48	44	6,67%	66	61	37,50%					
	HAUTE-CORSE	52	52	63	53	21,15%	54	47	-14,29%	106	98	96,30%					
	DOUBS	45	34	51	39	13,33%	96	73	88,24%	124	115	29,17%					
	HAUTE-SAÔNE	9	7	10	9	11,11%	6	3	-40,00%	10	10	66,67%					
	FRANCHE-COMTE	2	1	5	4	150,00%	7	6	40,00%	13	10	85,71%					
	JURA	32	32	20	20	-37,50%	18	18	-10,00%	20	18	11,11%					
	TERRI TOIRE-DE-BELFORT	3	1	15	10	400,00%	22	21	46,67%	48	48	118,18%					
	EURE	27	8	53	24	96,30%	77	54	45,28%	101	87	31,17%					
	HAUTE-MARITIME	100	92	167	151	67,00%	191	191	25,75%	269	269	35,71%					
	ESSENNE	388	55	448	79	15,46%	482	106	7,59%	768	768	59,34%					
	HAUTS-DE-SEINE	147	105	167	135	13,61%	221	183	32,34%	342	320	54,75%					
	PARIS	1052	840	1227	976	16,63%	1122	855	-8,56%	1966	1688	75,22%					
ILE DE FRANCE																	
	SEINE-ET-MARNE	47	62	47	47	1,67%	95	86	50,79%	269	255	183,16%					
	SEINE-SAINT-DENIS	428	349	403	297	-5,84%	527	360	30,77%	667	470	26,57%					
	VAL-DE-MARNE	163	53	285	112	74,85%	272	125	-4,56%	344	205	26,47%					
	VAL-DOISE	136	107	212	226	100,00%	258	220	-5,15%	378	334	46,51%					
	YVELINES	96	74	116	95	20,83%	159	132	37,07%	110	90	-30,82%					

BILAN DES MESURES D'ÉLOIGNEMENT EXÉCUTÉES DE 2001 A 2004

		Mesures d'éloignement exécutées											
		2001		2002		2003		2004					
Région	Département	Total	dont APRF	Total	dont APRF	Evolution toutes mesures	Total	dont APRF	Evolution toutes mesures	Total	dont APRF	Evolution toutes mesures	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	AUDE	45	44	49	48	8,89%	43	42	-12,24%	53	49	23,26%	
	GARD	86	74	106	99	23,26%	124	117	16,98%	171	158	37,90%	
	HERAULT	129	74	139	88	7,75%	211	183	51,80%	260	226	23,22%	
	LOZERE	0	0	5	1		5	3	0,00%	3	0	-40,00%	
	PYRENEES-ORIENTALES	1224	1131	1081	991	-11,68%	918	817	-15,08%	813	720	-11,44%	
	CORSE	80	2	42	0	-47,50%	29	0	-30,95%	61	12	110,34%	
LIMOUSIN	CREUSE	0	0	0	0		11	9		8	5		
	HAUTE-VIENNE	0	10	7	7		15	12	50,00%	13	9	-13,33%	
	MEURTHE-ET-MOSSELLE	59	34	50	34	-15,25%	51	36	2,00%	74	62	45,10%	
	MEUSE	60	4	40	7	-33,33%	41	8	2,50%	55	18	34,15%	
	MOSSELLE	318	281	346	302	8,81%	314	280	-9,25%	442	409	40,76%	
	VOGES	0	0	3	2	0,00%	5	3	0,00%	11	8	-26,67%	
MIDI-PYRÉNÉES	ARIEGE	3	3	3	2		5	5	66,67%	4	2	-20,00%	
	AVEYRON	0	0	5	5		4	4	-20,00%	5	4	25,00%	
	GERS	0	0	5	5		4	4	-20,00%	5	4	25,00%	
	HAUTE-GARONNE	121	81	168	155	38,84%	266	227	58,33%	371	331	39,47%	
	HAUTES-PYRÉNÉES	16	13	34	31	112,50%	59	55	73,53%	61	57	3,39%	
	LOT	2	2	4	3	100,00%	2	1	-50,00%	4	4	100,00%	
NORD-PAS-DE-CALAIS	TARN	10	9	13	13	30,00%	12	10	-16,67%	30	29	150,00%	
	TARN-ET-GARONNE	12	8	10	9	-16,67%	28	22	18,00%	50	50	78,57%	
	NORD	342	221	269	182	-21,35%	445	355	65,43%	404	315	-9,21%	
	PAS-DE-CALAIS	693	575	600	526	-13,42%	858	790	-43,00%	851	809	-0,82%	
	LOIRE ATLANTIQUE	58	46	87	79	50,00%	126	117	44,83%	134	124	6,35%	
	MAINE-ET-LOIRE	29	21	31	24	6,90%	43	36	38,71%	98	89	127,91%	
PAYS DE LA LOIRE	MAYENNE	13	8	20	4	53,85%	10	5	-50,00%	21	17	110,00%	
	SARTHE	6	4	5	5	16,37%	16	13	22,00%	12	12	-25,00%	
	VENDÉE	3	0	2	2	-33,33%	4	4	100,00%	13	12	225,00%	
	AISNE	9	4	15	11	66,67%	10	4	-33,33%	22	16	120,00%	
	OISE	35	34	43	41	22,86%	53	48	23,26%	101	95	90,57%	
	SOMME	14	5	16	6	14,29%	27	23	68,75%	56	48	107,41%	
POITOU-CHARENTE	CHARENTE-MARITIME	21	5	21	9	0,00%	20	11	-4,76%	34	32	70,00%	
	DEUX-SEVRES	16	14	1	1	-93,75%	15	11	140,00%	30	27	100,00%	
	VIENNE	0	0	5	4	2,00%	2	2	-60,00%	20	20	90,00%	
	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	7	7	8	8	14,29%	15	10	87,50%	12	10	-20,00%	
	ALPES-MARITIMES	11	9	6	6	-45,45%	9	8	50,00%	14	14	55,56%	
	BOUCHES-DU-RHÔNE	266	219	364	316	36,84%	423	364	16,21%	585	463	38,30%	
PROVENCE-CÔTE-D'AZUR	HAUTES-ALPES	499	266	510	277	2,20%	697	535	36,67%	877	711	25,82%	
	VAR	28	27	22	22	-21,43%	24	24	9,09%	30	30	25,00%	
	VAUCLUSE	69	62	49	46	-28,99%	57	52	16,33%	130	127	22,64%	
	AIN	20	19	34	31	70,00%	28	27	-17,65%	59	54	8,77%	
	ARDÈCHE	3	3	2	2	-33,33%	3	3	50,00%	14	14	366,67%	
	DRÔME	15	13	28	20	86,67%	34	27	21,43%	60	50	76,47%	
RHÔNE-ALPES	HAUTE-SAVOIE	67	67	112	103	60,00%	180	177	60,71%	228	218	26,67%	
	ISÈRE	45	29	30	15	-33,33%	66	51	120,00%	100	89	51,52%	
	LOIRE	29	29	13	12	-55,17%	28	26	15,38%	56	52	100,00%	
	RHÔNE	267	226	282	255	5,62%	339	314	20,21%	601	540	77,29%	
	SAVOIE	145	119	162	137	11,72%	146	120	9,88%	193	170	32,19%	
	TOTAL	9227	6828	10067	7611	9,10%	11692	9352	16,14%	15659	13068	33,93%	

CONDAMNATIONS PRONONCEES SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DU 2/11/1945

Source : Casier judiciaire

	Qualification		1997	1998	1999	2000	2001	2002 P*					
	TOTAL												
ARTICLE 19													
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France			5 811	3 680	3 307	3 037	3 381	4 240					
Dont condamnation pour infraction unique			2 268	1 407	1 355	1 091	1 030	1 087					
ARTICLE 21													
Aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France			548	656	674	745	538	568					
Aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'étranger dans Etat partie convention Schengen			0	1	2	0	12	11					
Exercice d'une activité professionnelle malgré interdiction judiciaire prononcée pour aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'un étranger			0	0	0	0	0	0					
Aide à l'entrée ou au séjour irréguliers d'étranger dans un Etat partie à la convention de Schengen, en bande organisée			0	0	0	3	54	65					
ARTICLE 27													
Pénétration non autorisée d'étranger sur le territoire national après interdiction, stupéfiants			40	20	16	13	9	12					
Soustraction à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière stupéfiants			16	17	15	11	3	12					
Soustraction à l'exécution d'un arrêté d'expulsion			148	99	73	95	91	78					
Soustraction à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière, sauf stupéfiants			1 616	1 189	1 085	995	799	1 042					
Pénétration non autorisée d'un étranger sur le territoire national après expulsion			53	35	29	20	24	26					
Pénétration non autorisée d'étranger sur territoire national après interdiction, sauf stupéfiant			1 041	577	426	346	242	234					
Non présentation de document de voyage permettant l'exécution d'une reconduite à la frontière			295	216	234	244	238	272					
Communication de renseignement inexact sur son identité par étranger faisant l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière			0	0	0	1	33	70					
Soustraction à l'exécution d'une mesure de refus d'entrée en France			0	0	0	3	4	12					
ARTICLE 28													
Non respect de l'assignation à résidence par étranger devant être reconduit à la frontière			6	4	7	7	6	7					
Non respect de l'assignation à résidence - Etranger faisant objet d'une proposition d'expulsion			6	11	7	6	2	2					
Non respect de l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion			7	5	5	4	5	1					
ARTICLE 33													
Soustraction à l'exécution d'une décision de remise d'étranger à l'Etat membre de la communauté européenne dont il provient			0	0	0	1	0	0					
Pénétration non autorisée sur le territoire national par étranger non communautaire ayant été remis à un Etat membre de la communauté européenne			0	0	0	0	0	1					

P* : données provisoires

LE CODEVELOPPEMENT

Annexes : n° XXXII à n° XXXIII

- **Les enjeux**

L'idée que la valorisation des communautés émigrées en vue du développement de leur pays d'origine est un enjeu important est de mieux en mieux reconnue, aussi bien par la communauté internationale que par les pays directement concernés. C'est ainsi que le Mali et le Sénégal ont créé des Hauts conseils des maliens et des sénégalais de l'extérieur, qui ont vocation à représenter ces communautés, mais aussi à les associer à l'effort de développement. Au Maroc, la fondation HASSAN II doit jouer le même rôle.

L'enjeu est double :

- les migrants disposent de capacités financières qui, si elles étaient davantage utilisées pour l'investissement productif, pourraient avoir un effet de levier dans leur pays d'origine ;
- les communautés expatriées, même lorsqu'elles sont majoritairement composées de personnes peu instruites ayant fui la misère, comportent aussi nombre de personnes qui ont acquis de hautes qualifications et disposent de réseaux de relations. Leur apport au développement de leur pays pourrait être considérable.

1. Les migrants et l'investissement productif

Pour l'ensemble du monde, les rapatriements de fonds opérés par des migrants sont estimés à près de 100 milliards de dollars par an (à comparer à l'aide publique au développement, proche de 60 milliards). Encore s'agit-il là seulement des fonds transférés par les voies officielles (circuits bancaires classiques). La prise en compte des transferts « informels » (dans des valises confiées à des parents ou amis) – même si leur montant est, par nature, impossible à déterminer avec précision - aboutirait sans nul doute, pour la plupart des pays, à doubler voire à tripler les estimations. En outre, ces chiffres sont en augmentation rapide.

En pourcentage du PNB des pays destinataires, ces rapatriements de fonds représentent déjà entre 3 et 15% (pour les seuls transferts par les voies officielles) et, dans bien des cas, 10 à 20% du budget de l'Etat, voire davantage (dans le cas atypique des Comores, leur montant est même supérieur au budget de l'Etat).

Certes, ces chiffres ne doivent pas susciter d'illusions. Pour l'essentiel, ces ressources demeureront affectées à la consommation des familles, qui en sont tributaires pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Quant aux ressources excédant la consommation, elles sont dans leur majorité consacrées à des dépenses qui ont vocation à asseoir le prestige du généreux donateur dans sa communauté (mosquées) ou investis dans les biens non productifs (produits importés : radio, télévision, machine à laver), les familles ayant le sentiment qu'il s'agit là des seuls investissements sûrs, dans des pays où la corruption et les graves lacunes du système judiciaire découragent l'initiative économique.

Les ressources très importantes que constituent les rapatriements de fonds des migrants ne sont donc aucunement synonymes de développement économique. Au contraire même, maintenant des régions entières en quelque sorte sous perfusion, elles engendrent une mentalité d'assistés et paralysent l'initiative.

Pourtant, les mentalités évoluent. Les migrants constatent que leurs sacrifices, s'ils assurent le présent de leurs familles, ne garantissent pas leur avenir, faute d'un développement endogène. Les autorités, confrontées au manque persistant de ressources, à l'échec de leurs politiques, à la diminution drastique de l'aide publique au développement, comprennent qu'elles ne peuvent laisser indéfiniment en jachère la ressource que constituent les rapatriements de fonds des migrants.

2. Les DSTE

La coopération prend l'habitude d'appeler DSTE (Diasporas scientifiques, techniques et économiques) les migrants hautement qualifiés (enseignants, chercheurs, médecins, ingénieurs, informaticiens, cadres du privé).

Le phénomène de la « fuite des cerveaux » est maintenant bien connu. Le cas des chercheurs et ingénieurs participant à des travaux de recherche/développement a été particulièrement étudié. Quelques chiffres suffisent à en donner une idée : on peut estimer à environ 600 000 le nombre des chercheurs et ingénieurs du sud qui travaillent dans des institutions du nord, alors qu'on en dénombre à peine plus de 1 200 000 dans les pays du Sud eux-mêmes. Leur productivité étant supérieure (en raison de meilleures conditions de travail), on peut estimer que le produit de l'effort de ces 600 000 cadres est égal à celui de leurs collègues restés au Sud.

Par ailleurs, les chercheurs et ingénieurs du sud expatriés sont en mesure de réaliser des travaux qui ne peuvent être réalisés au sud, par insuffisance de moyens et manque de stimulation. Ces chercheurs peuvent donc (sous réserve de méthodes et financements appropriés) apporter au développement de leur pays une contribution qu'ils ne pourraient lui apporter s'ils étaient restés au pays. Lorsqu'ils participent à des échanges, ceux-ci peuvent également déboucher sur la création d'activités économiques (start-up), comme le montre par exemple l'étude des échanges en matière de recherche et développement entre les États-Unis et l'Inde.

La France, pour sa part, a une responsabilité particulière vis-à-vis de l'Afrique, puisqu'elle accueille un tiers des étudiants africains à l'étranger et que ceux-ci obtiennent 12 % des doctorats délivrés en France.

La situation des cadres du privé est moins bien étudiée que celle des cadres du secteur public. Mais dans beaucoup de pays, en particulier les plus pauvres, le pourcentage des cadres du privé expatriés est encore supérieur à celui des chercheurs, enseignants ou médecins.

L'enjeu des DSTE est donc bien capital. Et il l'est pour les pays du nord comme ceux du sud :

- pour ceux du sud, d'une part parce que des coopérations impliquant leurs migrants hautement qualifiés leur permettraient de ne pas perdre complètement ce « capital » de connaissances, de savoir-faire et de relations, mais aussi parce que, en défrichant ces champs nouveaux, les expatriés pourront aussi leur apporter ce qu'ils ne sauraient trouver chez eux ;

- pour ceux du nord, les compétences venues du sud représentent à la fois un intérêt immédiat et intérêt à plus long terme. Les pays développés manquent de spécialistes, notamment dans les disciplines scientifiques et l'informatique, et l'apport des étrangers est précieux ; c'est ainsi que les chercheurs d'origine étrangère produisent près de 20 % de la science américaine et que, stimulant les échanges, ils aident également les États-Unis à asseoir leur présence économique à l'étranger. A moyen et long terme, ces intermédiaires contribueront à conforter l'influence des pays d'accueil dans les pays de départ et peuvent permettre de refonder sur les intérêts communs pour l'avenir, une relation parfois encore déterminée par l'héritage – en voie d'effritement – du passé.

- **Typologie des actions possibles**

1. La promotion de l'investissement productif

Deux objectifs essentiels sont poursuivis :

- inciter les migrants à consacrer à l'investissement productif dans leur pays d'origine une part plus grande des fonds qu'ils rapatrient ;
- faciliter l'accès au crédit pour les micro-sociétés ou PME qui, souvent issues du secteur « informel », ont des marchés et des capacités à les satisfaire, mais ne peuvent mettre en valeur ces potentialités, faute des financements nécessaires à leur expansion. Le micro-crédit n'est plus suffisant pour satisfaire leurs besoins, et les banques ne leur font pas encore confiance, parce qu'elles n'ont pas eu le temps de faire leurs preuves et ne disposant pas de garanties habituellement demandées à ceux qui sollicitent un crédit.

La première condition à remplir pour atteindre ces objectifs est de parvenir à une « bancarisation » progressive des transferts financiers. L'expérience montre, en effet, que les migrants habitués à utiliser les circuits bancaires sont plus enclins à investir, et que les banques soient davantage disposées à leur faire confiance.

Pour favoriser cette « bancarisation », il convient de mettre en place des incitations, afin que les banques offrent des modalités de transferts de fonds fiables, rapides et peu coûteuses. C'est là la première demande des migrants, car les systèmes de transfert existants sont soit longs (jusqu'à deux mois pour les banques quand les fonds sont destinés à des régions reculées), soit coûteux (jusqu'à 20 % pour les institutions spécialisées comme Western Union) soit peu fiables (quand des « valises » sont confiées à des parents ou amis, il y a souvent des déperditions).

Pour faciliter l'accès au crédit, les voies suivantes sont actuellement explorées :

- le cautionnement mutuel. Ce système implique la mise en relation d'un migrant vivant en France, disposé à investir, et d'un porteur de projet (le plus souvent parent ou ami) au pays. Le premier effectue auprès d'une banque un dépôt, d'un montant égal, par exemple, à la moitié du crédit que la banque consent au second (le migrant en France s'engageant à laisser son argent en dépôt – rémunéré à 3 ou 4 % - jusqu'à remboursement complet du prêt). L'expérience montre que l'intervention de la coopération (considérée comme une caution morale) peut faciliter ce type d'opérations et encourager la banque à abaisser légèrement ses taux (par exemple, au Mali, de 15 à 17 %, à 15% voire 11%);
- la mise à disposition de banques conventionnées, par l'AFD, de lignes de refinancement et de fonds de garantie. Dans les pays qui nous intéressent, les banques affirment ne pas parvenir à faire autant de prêts qu'elles le souhaiteraient par manque de ressources à moyen et long terme (leur ratio liquidités à court terme/ressources longues n'est pas satisfaisant). Les lignes de refinancement leur permettront d'utiliser une part accrue de ressources à court terme pour les prêts, sans contrevéner aux ratios imposés par les banques centrales. Quant aux fonds de garantie, en réduisant le risque des banques, ils les conduiront à diminuer leurs taux. La difficulté de ce type de « système » est de se mettre d'accord sur les indicateurs, montrant que les banques ne mettent pas à profit les facilités offertes pour simplement maximiser leurs bénéfices.

2. La mobilisation des compétences des élites de la diaspora

S'agissant des cadres du secteur public (enseignants, chercheurs, médecins, etc.), les modes d'action suivants peuvent être envisagés :

- missions de courte durée (une ou deux semaines); éventuellement répétées à intervalles réguliers (pour dispenser des cours dans des disciplines non représentées sur place, diriger des travaux de recherche, aider à réaliser des opérations délicates, former les médecins sur place à réaliser ces opérations);
- missions temporaires, par exemple de trois mois, voire six mois ou un an : mission d'expertise, d'aide à l'élaboration d'un projet, à la mise en place d'une législation nouvelle (par exemple une loi introduisant le secteur privé à l'hôpital), à l'évaluation d'un programme ;
- prise en charge d'un complément de salaire pour permettre à l'intéressé de rentrer dans son pays pour y exercer une fonction de responsabilité (une telle prise en charge ne peut toutefois être envisagée que dans des cas exceptionnels, à la fois en raison de son coût et des problèmes que peut poser la disparité des rémunérations au sein de l'institution considérée) ;
- « doubles chaires » : la proposition a été faite de donner à des enseignants, médecins ou chercheurs la possibilité d'exercer pendant une partie de l'année en France, et pendant l'autre partie de l'année dans leur pays (deux personnes se succédant, le cas échéant sur le même poste).

S'agissant des cadres du privé, des formules analogues pourront dans certains cas être envisagées, ainsi que des échanges de stagiaires en entreprises.

3. Autres domaines d'action

Des actions peuvent également être conduites dans deux autres domaines, qui ont déjà fait l'objet de programmes expérimentaux dans les années 90 :

- participation au financement d'équipements que des associations de migrants projettent de réaliser dans leur région d'origine, mais qu'elles ne sont pas en mesure de financer entièrement (école, centre de santé, électrification rurale, petit barrage agricole, etc.)
- aides à la réinsertion de migrants désireux de retourner dans leur pays d'origine pour y créer une activité (petit commerce, agriculture, artisanat, taxi, etc.) : conseils pour la mise au point et le suivi du projet, financement (compris entre 4000 et 7000 euros selon la qualité du projet, mesurée selon les critères suivants : apport personnel de l'intéressé, nombre d'emplois créés, caractère innovant de l'activité). Les intéressés bénéficient d'un visa de circulation.

NB : les nouveaux instruments financiers (dont l'élaboration constitue l'une des deux grandes priorités arrêtées par la communication en conseil des ministres) pourront financer des projets analogues à ceux qui peuvent être financés dans le cadre des aides à la réinsertion. Cependant :

- l'objectif est différent : ces instruments nouveaux doivent permettre de financer des projets plus ambitieux. Jusqu'à présent les bénéficiaires des aides à la réinsertion n'ont créé que des micro-activités, qui n'ont guère d'effet d'entraînement sur le tissu économique local. L'objectif fixé par la communication en conseil des ministres est d'aider à la création de véritables PME, celles pour lesquelles le micro-crédit est devenu insuffisant, mais qui n'intéressent pas les banques commerciales (soit parce qu'elles sont trop petites, soit parce que l'investissement est jugé trop risqué) ; or, c'est exactement la catégorie d'entreprises indispensables au « décollage » de régions comme celles de Kayes ou Matam et Bakel, principales régions d'origine des migrants maliens ou sénégalais.
- le public concerné n'est pas le même, puisque ces nouveaux instruments financiers seront à disposition, non seulement des migrants désirant rentrer dans leur pays d'origine pour s'y réinsérer, mais aussi de migrants durablement installés en France, mais souhaitant investir au pays, soit par solidarité, soit tout simplement parce qu'ils estiment que cela peut être rentable.

LA REINSERTION ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

LE CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION

LE REGROUPEMENT FAMILIAL

LA FORMATION PROFESSIONNELLE (AFPA)

LES CONDAMNATIONS PRONONCEES EN MATIERE DE RACISME ET DE DISCRIMINATIONS

Annexes : n° XXXIV à n° LI

CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION **1er janvier au 30 septembre 2004**

	Audits	CAI signés	Formations civiques programmées	Formations linguistiques programmées	AMCL délivrées	Journées "Vivre en France" programmées *	Accompagnements sociaux programmés
		% /audits	% /CAI signés	% /CAI signés	% /CAI signés	% /CAI signés	% /CAI signés
01 - Ain	143	130	90,9%	130	100,0%	49	37,7%
06 - Alpes-maritimes	390	353	90,5%	350	99,2%	178	50,4%
13 - Bouches du Rhône	3 074	2 583	84,0%	2 583	100,0%	937	36,3%
91 - Essonne	814	708	87,0%	687	97,0%	211	29,8%
31 - Haute Garonne	1 279	1 235	96,6%	1 189	96,3%	256	20,7%
33 - Gironde	847	684	80,8%	680	99,4%	92	13,5%
92 - Hauts de Seine	2 141	1 742	81,4%	1 720	98,7%	445	25,5%
34 - Hérault	1 276	1 091	85,5%	1 037	95,1%	457	41,9%
38 - Isère	367	312	85,0%	294	94,2%	84	26,9%
39 - Jura	208	191	91,8%	191	100,0%	72	37,7%
42 - Loire	604	522	86,4%	522	100,0%	160	30,7%
44 - Loire-atlantique	250	239	95,6%	236	98,7%	42	17,6%
57 - Moselle	560	508	90,7%	508	100,0%	243	47,8%
59 - Nord	2 180	2 130	97,7%	2 119	99,5%	554	26,0%
75 - Paris	2 413	2 278	94,4%	2 277	100,0%	650	28,5%
62 - Pas-de-Calais	174	172	98,9%	170	98,8%	48	27,9%
67 - Bas Rhin	1 555	1 467	94,3%	1 466	99,9%	731	49,8%
69 - Rhône	3 114	2 797	89,8%	2 797	100,0%	881	31,5%
72 - Sarthe	414	358	86,5%	346	96,6%	125	34,9%
93 - Seine-Saint-Denis	1 626	1 464	90,0%	1 463	99,9%	500	34,2%
81 - Tarn	23	23	100,0%	22	95,7%	6	26,1%
95 - Val d'Oise	2 744	2 471	90,1%	2 471	100,0%	657	26,6%
85 - Vendée	13	12	92,3%	12	100,0%	2	16,7%
86 - Vienne	292	263	90,1%	263	100,0%	64	24,3%
	26 501	23 733	89,6%	23 533	99,2%	7 444	31,4%
						15 484	65,2%
						5 176	21,8%
						1 852	7,8%

* dans la mesure où ces formations sont mises en place

ACTIONS EN FAVEUR DU CO-DEVELOPPEMENT

PROGRAMME DEVELOPPEMENT LOCAL - MIGRATION (PDLM) MALI - SENEGAL

Projets financés	1999	2000	2001	2002	2003
Mali	49	35	36	46	92
Sénégal	20	16	4	8	

PROGRAMME DE CO-DEVELOPPEMENT - MIGRATION (PCDM) ROUMANIE - MOLDAVIE (à partir de 2003)

Projets financés	1999	2000	2001	2002	2003
Roumanie	21	35	25	18	16
Moldavie					11

1999 - 2003 : AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE

Région	Département de départ	1999		2000		2001		2002		2003	
		nb Dossiers	nb Personnes								
Alsace	Rhin (Bas)	14	17	16	19	9	14	13	15	7	7
	Rhin (Haut)	7	9	4	4	10	11	8	9	10	13
Aquitaine	Dordogne	7	7	1	1	1	1	1	1	2	5
	Gironde	1	2	2	1	2	1	1	1	13	18
Auvergne	Landes										
	Loir et Garonne										
Bourgogne	Pyrénées Atlantiques										
	Allier										
Bretagne	Loire (Haute)										
	Puy-de-Dôme	2	3	2	1	1	1	1	1	2	4
Bourgogne	Côte d'Or	4	5	8	11	5	9	3	4	5	5
	Nièvre										
Bretagne	Saône et Loire	5	9	1	1	1	7	11	4	5	5
	Yonne										
Centre	Côtes d'Armor	2	4	2	2	1	1	1	1	1	1
	Finistère	2	5	1	1	1	7	11	4	5	5
Centre	Ille et Vilaine	3	6	1	1	1	1	1	1	1	1
	Mayenne										
Champagne-Ardenne	Cher	6	7	3	3	6	12	3	4	7	8
	Eure et Loir	1	3	1	1	3	3	1	3	4	6
Champagne-Ardenne	Indre										
	Indre-et-Loire										
Champagne-Ardenne	Loir-et-Cher										
	Loiret										
Franche-Comté	Ardennes	4	4	2	2	1	1	1	1	1	1
	Aube										
Franche-Comté	Marne (Haute)	1	1	2	2	1	1	1	1	1	1
	Marne	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Franche-Comté	Doubs	5	10	1	1	1	10	4	4	9	14
	Jura										
Languedoc-Roussillon	Saône (Haute)										
	Belfort (Territoire)										
Languedoc-Roussillon	Aude										
	Hérault	2	3	1	1	1	1	1	1	1	1
Limousin	Pyrénées Orientales	1	1	3	5	2	2	2	2	2	2
	Vienne (Haute)										
Lorraine	Meurthe et Moselle	15	16	4	6	5	8	3	3	5	7
	Meuse	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Lorraine	Vosges	8	8	8	8	3	3	3	3	7	7

1999 - 2003 : AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE

Région	Département de départ	1999	2000	2001	2002	2003
		nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers
Midi Pyrénées						
	Ariège	8	8	1	1	4
	Garonne (Haute)			6	6	6
	Lot			1	1	9
	Pyrénées (Hautes)			8	5	16
	Tarn			5	2	2
	Tarn et Garonne			2	2	6
Nord Pas de Calais						
	Nord	18	20	4	4	10
	Pas-de-Calais			5	13	21
Basse-Normandie						
	Calvados			5	7	14
	Orne			13	13	14
Haute-Normandie						
	Eure	1	1	1	1	1
	Seine Maritime			1	1	1
Pays de la Loire						
	Loire Atlantique	8	11	2	3	18
	Maine et Loire			5	7	19
	Mayenne			8	6	7
Picardie						
	Oise	3	4	1	1	4
	Somme			2	2	5
Poitou-Charentes						
	Charente	2	2	1	1	3
	Charente-Maritime			1	1	3
	Sèvres (Deux)			2	2	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur						
	Alpes (Hauts)	3	10	6	1	3
	Alpes Maritimes			6	7	4
	Bouches du Rhône	41	53	17	41	46
	Var			1	1	1
	Vaucluse	1	1	1	1	1
Île de France						
	Paris	353	379	265	281	326
	Séine et Marne	19	22	23	14	24
	Yvelines	9	9	8	12	26
	Essonne	6	8	3	13	27
	Hauts-de-Seine	50	66	23	6	11
	Seine-Saint-Denis	53	57	24	43	14
	Val-de-Marne	28	34	21	30	48
	Val-d'Oise	6	6	16	31	66
Rhône-Alpes						
	Ain	6	6	3	1	1
	Ardèche			1	1	1
	Drôme	3	3	4	4	2
	Isère	7	7	4	7	6
	Loire	4	4	7	7	16
	Rhône	38	44	20	4	11
	Savoie	3	3	24	8	14
	Savoie (Haute)	2	1	1	4	6
		773	884	557	628	947
				576	644	802
					656	760
						947

1999 - 2003 : AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE

Continent	Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
		nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers
EUROPE						
Bosnie-Herzégovine		6	11	9	12	1
Tchèque (Rép.)		3	5	3	4	2
Slovакie (Rép de)		5	10	4	9	2
Macédoine (ex-Rép Yougoslavie)		1	2	1	1	5
Albanie		3	3	2	3	5
Bulgarie		17	19	4	4	4
Hongrie		5	5	2	2	5
Pologne		8	12	1	1	2
Roumanie		290	331	70	80	2
Suède		1	1	1	1	1
Croatie		1	1	1	1	1
Serbie-et-Monténégro		1	1	1	1	1
Arménie (cel)		17	20	9	10	7
Azerbaïdjan (cel)		4	5	1	1	4
Biélorussie (cel)		3	3	2	2	6
Kazakhstan (cel)		3	3	3	3	6
Kirghizie (cel)		3	3	3	3	3
Moldavie (cel)		53	53	112	115	132
Ouzbékistan (cel)		11	12	18	20	10
Russie (cel)		13	14	29	33	23
Ukraine (cel)		6	7	11	15	24
Estonie		13	16	9	9	1
Léttonie		2	2	2	2	1
Lithuanie		6	7	11	15	1
Géorgie		2	2	2	2	1
Cypré		6	7	11	15	1
Turquie		15	15	1	1	1
ASIE						
Afghanistan		1	1	1	1	1
Bangladesh		6	6	6	6	6
Philippines		14	16	13	13	12
Sri Lanka		14	16	13	13	12
Corée du Sud		15	15	1	1	1
Indonésie		9	11	1	1	1
Jordanie		11	12	1	1	1
Pakistan		1	1	1	1	1
Cambodge		2	2	2	2	2
Hong-Kong		2	2	2	2	2
Mongolie		1	1	1	1	1
Népal		1	1	1	1	1
Israël		1	1	1	1	1
Irak		3	3	3	3	3
Liban		3	3	3	3	3
Syrie		1	1	1	1	1
Taiwan		19	19	4	4	4
Chine (RPC)		3	3	2	2	2
Vietnam		23	25	12	12	12
Inde		4	4	5	5	5
Iran		1	1	1	1	1
Thaïlande						

1999 - 2003 : AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE

Continent	Nationalité	1999		2000		2001		2002		2003	
		nb Dossiers	nb Personnes								
AFRIQUE											
Ghana	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
Guinée-Bissao	1	1	1	2	2	1	1	1	1	1	
Nigeria	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	
Angola	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	
Cap-Vert	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	
Congo (rép. démocratique du) - ex-Zaire	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	
Comores	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Djibouti	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Maurice (île)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	6	
Burundi										8	
Kenya										1	
Ouganda	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
Rwanda										1	
Soudan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Zimbabwe										1	
Cameroun										3	
Centrafrique	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	
Congo	2	2	2	2	2	2	2	2	2	4	
Côte d'Ivoire	8	8	8	4	4	4	4	4	4	13	
Benin	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
Gabon										3	
Algérie	2	2	2	2	2	1	1	1	1	5	
Egypte	106	134	90	106	116	132	134	160	243	305	
Maroc	7	7	7	7	4	7	3	3	4	6	
Tunisie	10	10	10	1	1	3	4	2	2	2	
Mauritanie	3	3	3	1	1	1	1	1	1	7	
Mali	7	8	10	10	7	7	7	8	11	14	
Sénégal	5	5	3	3	3	3	3	2	2	6	
Guinée (rép. de)	2	2	1	1	1	1	1	1	1	2	
Madagascar	10	10	4	7	6	6	6	12	13	13	
Niger										2	
Tchad										2	
Togo	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	
AMERIQUE											
Venezuela	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Bolivie	3	3	3	1	1	1	1	1	1	1	
Colombie	5	5	4	4	4	5	5	5	5	5	
Haiti										14	
Pérou										14	
Uruguay										6	
Equateur										6	
Nicaragua										6	
Canada										2	
Mexique										2	
Argentine										13	
Brésil										13	
Chili										13	
773	1	1	1	1	1	1	1	1	1	947	
884	1	1	3	3	4	4	5	5	8	947	
557	1	1	1	1	1	1	1	1	1	802	
628	5	5	4	4	4	5	5	5	8	947	
576	4	4	3	3	3	4	4	4	8	947	
644	5	5	4	4	4	5	5	5	8	947	
656	3	3	3	3	3	3	3	3	3	947	
760	1	1	1	1	1	1	1	1	1	947	
802	1	1	1	1	1	1	1	1	1	947	

1999 - 2003 : AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE

Motif de l'IQF	1999		2000		2001		2002		2003	
	nb Dossiers	nb Personnes								
Refus de délivrance d'un titre de séjour	94	115	92	113	83	91	112	140	132	155
Refus de renouvellement d'un titre de séjour	42	47	27	33	26	30	10	12	20	22
Rejet définitif du statut de réfugié	494	556	381	418	378	425	449	501	467	541
Demande de statut de réfugié rejetée dans le passé	1	1	2	2	2	2	16	21	14	14
Refus du réexamen circulaire du 24 juin 1997	122	135	30	55	86	95	69	86	169	215
Refus de l'asile territorial	20									
	773	884	557	628	576	644	656	760	802	947

LA LUTTE CONTRE L'ENTREE ET LE SEJOUR IRREGULIER LES RETOURS VOLONTAIRES FINANCES PAR L'OMI

I - L'AIDE A LA REINSERTION DES ETRANGERS INVITES A QUITTER LE TERRITOIRE (circulaires des 14 août 1991 et 19 janvier 1998)

	1999	2000	2001	2002	2003
Dossiers					
Personnes (nb total de départs)	773	557	576	656	802
	884	628	644	760	947

II - RETOUR DES RESSORTISSANTS AFGHANS (circulaire DPM/DMI 2002-534 du 22/10/2002)

	1999	2000	2001	2002	2003
Personnes (nb total de départs)				21	11

III - RETOUR DES PERSONNES DEPLACEES ORIGINAIRE DU KOSOVO (circulaire 2001-395 du 03/08/2001)

	1999	2000	2001	2002	2003
Voyages exploratoires					
Personnes (nb total de départs)	813	539	7		
	2 547				

LE REGROUEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT "RAPPROCHEMENT DES FAMILLES"
FLUX D'ENTREE

Sexe	1999		2000		2001		2002		2003	
	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
masculin	24 140	42,5%	28 504	43,1%	32 566	43,7%	40 687	44,9%	47 107	46,2%
feminin	32 688	57,5%	37 562	56,9%	41 983	56,3%	50 022	55,1%	54 830	53,8%
	56 828		66 066		74 549		90 709		101 937	

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Region / Département		1999	2000	2001	2002	2003
Alsace						
67	Rhin (Bas)	1 162	1 636	1 824	1 950	1 947
68	Rhin (Haut)	823	972	1 079	1 500	1 374
Aquitaine						
24	Dordogne	128	138	149	209	194
33	Gironde	790	979	1 013	1 309	1 143
40	Landes	92	80	142	180	152
47	Lot et Garonne	162	220	253	298	370
64	Pyrénées Atlantiques	210	267	296	310	311
Auvergne						
03	Allier	128	119	142	213	207
15	Cantal	20	30	19	36	39
43	Loire (Haute)	73	61	97	117	128
63	Puy-de-Dôme	379	345	479	508	584
Bourgogne						
21	Côte d'Or	336	364	411	434	507
58	Nièvre	60	87	125	107	112
71	Saône et Loire	323	292	410	473	390
89	Yonne	194	279	289	294	360
Bretagne						
22	Côtes d'Armor	57	116	162	145	203
29	Finistère	196	222	322	348	358
35	Ille et Vilaine	312	371	457	462	493
56	Morbihan	130	197	217	252	243
Centre						
18	Cher	108	111	131	152	155
28	Eure et Loir	272	287	375	525	455
36	Indre	82	53	86	101	112
37	Indre-et-Loire	233	303	335	363	531
41	Loir-et-Cher	157	206	347	319	371
45	Loiret	436	609	689	1 036	1 078
Champagne-Ardenne						
08	Ardennes	181	235	250	352	276
10	Aube	164	237	266	304	444
51	Marne	260	313	254	377	640
52	Marne (Haute)	77	86	71	119	127
Franche-Comté						
25	Doubs	337	445	533	837	806
39	Jura	174	228	180	263	271
70	Saône (Haute)	138	153	109	168	192
90	Belfort (Territoire)	122	160	189	257	359
Languedoc-Roussillon						
11	Aude	211	217	272	322	369
30	Gard	563	674	810	1 247	1 471
34	Hérault	1 338	1 970	1 663	2 091	2 268
48	Lozère	21	23	20	39	32
66	Pyrénées Orientales	297	396	397	446	555
Limousin						
19	Corrèze	78	81	109	152	160
23	Creuse	39	33	38	49	38
87	Vienne (Haute)	277	256	333	420	484
Lorraine						
54	Meurthe et Moselle	455	561	518	693	890
55	Meuse	63	72	59	91	105
57	Moselle	745	912	1 006	1 284	1 533
88	Vosges	154	203	222	302	315
Midi Pyrénées						
09	Ariège	31	40	85	120	82
12	Aveyron	87	95	116	121	188
31	Garonne (Haute)	1 206	1 271	1 518	1 724	1 780
32	Gers	42	63	57	64	91
46	Lot	46	67	57	88	101
65	Pyrénées (Hautes)	87	91	80	133	133
81	Tarn	170	226	265	294	331
82	Tarn et Garonne	144	204	214	265	294

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Region / Département	1999	2000	2001	2002	2003
Nord Pas de Calais					
59 Nord	1 597	1 960	2 008	2 662	3 036
62 Pas-de-Calais	317	306	403	623	635
Basse-Normandie					
14 Calvados	184	291	232	356	182
50 Manche	60	94	47	120	138
61 Orne	112	139	142	210	166
Haute-Normandie					
27 Eure	281	305	231	565	248
76 Seine Maritime	667	793	659	1 530	1 254
Pays de la Loire					
44 Loire Atlantique	438	584	789	912	972
49 Maine et Loire	204	286	352	406	476
53 Mayenne	74	89	114	122	149
72 Sarthe	172	187	362	241	517
85 Vendée	62	82	87	160	164
Picardie					
02 Aisne	220	259	313	489	554
60 Oise	684	754	811	887	1 225
80 Somme	191	232	244	234	346
Poitou-Charentes					
16 Charente	135	131	131	212	232
17 Charente-Maritime	126	148	174	203	291
79 Sèvres (Deux)	66	85	116	125	146
86 Vienne	183	191	192	253	291
Provence-Alpes-Côte d'Azur					
04 Alpes de Hte Provence	75	89	87	129	176
05 Alpes (Hautes)	42	50	68	88	165
06 Alpes Maritimes	1 077	1 556	1 563	2 153	2 569
13 Bouches du Rhône	2 132	2 523	3 024	3 936	5 050
83 Var	559	911	846	1 281	1 458
84 Vaucluse	628	839	845	1 082	1 381
Ile de France					
75 Paris	6 668	5 899	7 735	7 875	7 900
77 Seine et Marne	1 526	1 553	1 899	2 446	2 148
78 Yvelines	1 798	1 830	2 170	2 494	2 947
91 Essonne	2 078	1 919	2 231	2 890	3 259
92 Hauts-de-Seine	3 900	3 988	4 490	4 955	5 282
93 Seine-Saint-Denis	4 216	4 781	5 997	6 493	10 187
94 Val-de-Marne	2 371	3 044	3 119	4 033	4 506
95 Val d'Oise	2 125	2 748	3 036	3 696	4 565
Rhône-Alpes					
01 Ain	519	660	650	792	695
07 Ardèche	145	163	188	255	209
26 Drôme	321	354	391	480	483
38 Isère	1 017	1 168	1 419	1 960	1 755
42 Loire	636	713	807	1 138	994
69 Rhône	1 514	2 525	2 525	3 070	4 063
73 Savoie	335	279	288	445	362
74 Savoie (Haute)	741	758	858	1 015	971
Corse					
2A Corse du Sud	225	310	257	301	310
2B Haute Corse	241	285	294	415	368
D.O.M.					
96 Guadeloupe	467	702	819	681	896
97 Martinique	141	13	102	39	94
98 Guyane	676	1 218	1 153	1 258	1 343
99 Réunion	512	616	741	736	627
TOTAL GENERAL	56 828	66 066	74 549	90 709	101 937

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL
FLUX D'ENTREE CONTROLES PAR L'OMI : 1999 - 2003**

	1999	2000	2001	2002	2003
Dossiers	13 516	13 037	14 046	16 525	15 870
Personnes *	21 762	21 404	23 081	27 267	26 768

**dont réexamen*

2 549 509 80 13

LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT "RAPPROCHEMENT DES FAMILLES"

	1999	2000	2001	2002	2003
REGROUPEMENT FAMILIAL					
conjoints	9 529	9 936	10 699	13 175	12 514
enfants	12 233	11 468	12 382	14 092	14 254
	total regroupement familial	21 762	21 404	23 081	27 267
SEJOUR DE PLUS DE 3 MOIS					
Famille de Français					
conjoints					
conjoint marié depuis au moins 1 an (art 15-1°)	12 571	12 865	15 388	17 399	13 090
Conjoint de Français (art 12 bis 4°)	10 499	17 081	20 244	26 589	37 102
Réexamen - Circulaire MI 24 juin 1997	274	9	6	8	
	total conjoints de Français	23 344	29 955	35 638	43 996
parents d'enfants français					
parent d'enfant français (art 15-3°)	1 367	1 506	1 626	1 701	1 286
Parent d'enfant français mineur résidant en France (art 12 bis 6°)	1 596	2 939	3 558	5 386	8 159
	total parents d'enfants français	2 963	4 445	5 184	7 087
enfants					
enfant <21 ans ou à charge (art 15-2°)	520	727	794	885	940
Réexamen - Circulaire MI 24 juin 1997	143	13	6	15	
	total enfants de Français	663	740	800	900
ascendants					
ascendant de Français ou de son conjoint (art 15-2°)	843	894	957	1 035	912
Famille de réfugié ou d'apatride					
conjoint de réfugié (art 15-10°)	556	576	762	832	633
conjoint d'apatride (art 15-11°)	2	4	4	6	7
Réexamen - conjoints - Circulaire MI 24 juin 1997	16	1			
enfant de réfugié <=18 ans (art 15-10°)	370	514	633	607	555
enfant d'apatride (art 15-11°)	1	6		5	10
	total familles de réfugiés ou apatrides	945	1 101	1 399	1 450
Autres					
Réexamen - Conjoint d'étranger en situation régulière	169	4	3	12	
Réexamen - Famille étrangère constituée de longue date en France	368	21	9	11	
Réexamen - Parent d'enfant(s) né(s) en France	619	26	14	4	
Réexamen - Etranger sans charge de famille régularisable - Ascendant	188	12	2	4	
Mineur <= 18 ans résidence habituelle depuis âge de 10 ans (art 12 bis 2°)	1 602	2 306	1 853	1 770	1 763
Liens personnels et familiaux (art 12 bis 7°)	3 314	5 093	5 564	7 123	10 643
Né en France, résidence pdt 8 ans dont scolarité pdt 5 ans (art 12 bis 8°)	48	65	45	50	69
	TOTAL "RAPPROCHEMENT FAMILIAL"	56 828	66 066	74 549	90 709

NB : - il peut être discuté du fait d'inclure les 3 derniers items dans le "rapprochement familial"

- les étrangers, membres de familles, relevant de l'article 12 bis 10° de l'ordonnance n'ont pas été pris en compte ici du fait de l'impossibilité de distinguer statistiquement l'apatride des membres de sa famille. Très peu d'enregistrements au titre de cet article : 44 en 2003

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Type de famille	1999		2000		2001		2002		2003	
	nb Dossiers	nb Personnes								
Accompagnante	1 084	2 394	895	1 984	979	2 107	969	2 117	1 027	2 218
Rejoignante	9 324	14 952	10 172	16 601	11 018	18 086	13 198	21 652	12 315	20 729
Régularisée *	3 108	4 416	1 970	2 819	2 049	2 888	2 358	3 498	2 528	3 821
	13 516	21 762	13 037	21 404	14 046	23 081	16 525	27 267	15 870	26 768

* dont au titre de l'opération de
réexamen (circulaire de juin 1997)

1 783 2 549 340 509 63 80 11 13

1999 - 2003 : REGROUPEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Continent	Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
		nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers	nb Personnes	nb Dossiers
EUROPE						
Andorre		1	2	1	2	1
Malte		1	3	1	2	1
Bosnie-Herzégovine		16	27	9	13	18
Tchèque (Rép.)		8	12	6	9	15
Slovaquie (Rép.de)		5	7	11	18	7
Macédoine (ex-Rép. Yougosl.de)		9	12	4	4	9
Albanie		2	6	8	14	13
Autriche		9	14	4	17	11
Finlande		2	6	1	1	6
Bulgarie		23	31	15	18	36
Espagne		16	35	14	32	48
Hongrie		1	2	18	36	34
Pays-Bas		23	31	15	11	1
Italie		113	160	60	94	50
Pologne		70	103	50	67	1
Roumanie		36	92	26	58	22
Suisse		128	195	106	158	1
Serbie-et-Monténégro		8	13	12	20	16
Croatie		1	1	2	3	4
Slovénie		13	25	10	16	12
Arménie (cel)		2	3	1	1	1
Azerbaïdjan (cel)		2	3	1	1	1
Bielorussie (cel)		2	3	1	1	1
Kazakhstan (cel)		2	3	1	1	1
Kirghizie (cel)		4	6	5	7	4
Moldavie (cel)		1	1	1	1	1
Ouzbékistan (cel)		85	129	51	82	15
Russie (cel)		27	35	25	30	28
Ukraine (cel)		1	1	1	1	1
Estonie		3	3	1	1	5
Lettonie		2	2	2	2	3
Lithuanie		9	14	5	5	3
Géorgie		2	5	8	2	10
Chypre		1	2	1	2	1
Turquie		1846	2581	1817	2750	1692

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Continent	Nationalité	nb Dossiers	1999	nb Personnes	nb Dossiers	2000	nb Personnes	nb Dossiers	2001	nb Personnes	nb Dossiers	2002	nb Personnes	nb Dossiers	2003	nb Personnes
ASIE																
	Afghanistan		1	1		1	1		1	1		1	5	6		
	Bangladesh		22	44		10	14		19	33		32	20	33		
	Philippines		26	31		15	33		32	49		39	36	41		
	Sri Lanka		84	102		81	87		137	162		67	71	72		
	Corée du Nord					1	1		2	2			1	1		
	Corée du Sud		43	106		32	77		34	60		39	36	75		
	Indonésie					10	28		7	17		19	10	16		
	Arabie saoudite					1	4		4	19		44	10	16		
	Jordanie					1	7		1	2		2	2	2		
	Yémen					2	6		3	3		2	2	2		
	Pakistan					1	1		1	1		1	1	1		
	Cambodge					18	290		119	289		161	335	117		
	Laos					1	1		12	18		22	38	22		
	Myanmar					1	2		1	1		4	5	3		
	Hong-Kong					1	1		1	1		1	1	1		
	Malaisie					5	13		3	4		4	6	1		
	Mongolie					1	1		1	1		1	1	1		
	Népal					1	3		2	2		2	2	2		
	Qatar					4	8		6	4		4	6	2		
	Singapour					14	31		9	17		9	21	8		
	Israël					2	5		2	5		5	3	3		
	Irak					73	112		46	69		105	168	85		
	Liban					24	30		18	21		27	38	35		
	Syrie					2	3		4	6		8	6	9		
	Taiwan					560	756		487	659		661	903	351		
	Chine (RPC)					17	26		20	18		25	31	439		
	Viet-Nam					68	103		33	57		85	138	94		
	Inde					36	50		42	56		56	31	88		
	Iran					218	425		198	386		218	234	34		
	Japan					20			16	23		41	42	52		
	Thaïlande												50	451		
	autres nationalités d'Asie												41	220	450	

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Continent	Nationalité	nb Dossiers	1999	nb Personnes	nb Dossiers	2000	nb Personnes	nb Dossiers	2001	nb Personnes	nb Dossiers	2002	nb Personnes	nb Dossiers	2003	nb Personnes
AFRIQUE																
	Gambie	5	48	12	6	34	12	16	30	13	21	5	8	5	8	61
	Ghana															
	Guinée-Bissao	18	41	11	11	24	14	14	23	26	52	21	48	48	48	61
	Nigéria	19	40	9	9	11	11	17	39	11	27	17	45	45	45	45
	Angola	46	74	19	19	27	14	14	24	19	33	20	34	34	34	34
	Cap-Vert	82	140	56	89	56	56	56	95	47	77	59	104	104	104	104
	Congo (rép. démocratique du) - ex-Zaïre	327	514	126	198	122	122	122	184	74	120	61	115	115	115	115
	Comores	12	24	23	43	23	23	23	39	10	18	7	10	10	10	10
	Saint Thomas et Prince															
	Libye	4	15	3	8	3	3	3	8	7	7	17				
	Namibie															
	Djibouti	3	9	7	12	3	3	3	3	2	2	2	5	5	5	5
	Erythrée															
	Maurice (île)	71	83	49	64	67	84	85	106	58	73					
	Burundi	2	3	1	2	3	4	7	18	8	21					
	Guinée équatoriale	1	1	1	1	1	1	2	2	1	1					
	Kenya															
	Liberia															
	Mozambique															
	Ouganda															
	Rwanda															
	Seychelles (îles)															
	Sierra Leone	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Somalie	2	4	2	5	1	2	2	3	9	9	9	2	2	2	2
	Soudan	1	1	1	2	3	4	4	5	8	8	8	6	6	6	6
	Tanzanie															
	Zambie															
	Zimbabwe															
	Cameroon	104	156	123	184	145	182	182	220	182	228	370				
	Centrafricaine	20	31	23	46	19	32	29	50	50	40					
	Congo	128	195	107	165	102	136	154	233	161	261					
	Côte d'Ivoire	103	144	141	199	130	179	114	176	176	269					
	Benin	12	13	20	25	17	23	19	25	25	35					
	Gabon	12	17	9	10	12	16	16	16	56	43					
	Afrique du Sud	14	33	5	6	18	39	15	27	27	46					
	Egypte	49	69	51	83	79	71	101	101	77	140					
	Ethiopie	2	3	1	3	1	2	2	1	3						
	Algérie	2796	4137	2833	4056	2971	4259	3858	5594	5366	5367					
	Maroc	3427	5919	3603	6459	7015	4789	8656	4423	4423	7775					
	Tunisie	883	1513	957	1723	982	1863	1342	2505	1498	3068					
	Mauritanie	17	33	15	27	14	22	15	31	31	36					
	Mali	165	224	154	216	189	285	205	324	158	279					
	Sénégal	243	391	338	338	260	411	301	518	286	474					
	Guinée (rép. de)															
	Burkina Faso	42	56	30	46	19	24	47	73	17	26					
	Madagascar															
	Niger	64	103	14	74	81	110	114	168	98	148					
	Tchad	5	3	3	4	4	6	6	13	3	7					
	Togo	3	2	3	3	4	4	8	13	13	39					

1999 - 2003 : REGROUPEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Continent	Nationalité	nb Dossiers	1999	nb Personnes	nb Dossiers	2000	nb Personnes	nb Dossiers	2001	nb Personnes	nb Dossiers	2002	nb Personnes	nb Dossiers	2003	nb Personnes
AMERIQUE																
	Guyana	25	39	30	55	19	29	22	36	18	32					
	Sainte-Lucie			4	5	1	1	2	6	2	11					
	Surinam		7	14	16	23	12	24	23	34	24	41				
	Trinité-et-Tobago	2	7	2	4	1	1	1	1	1	1	12	22			
	Venezuela	9	16	8	11	10	14	11	1	1	1	4	6			
	Dominique											2	3			
	Bolivie											5	5			
	Colombie	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	25	23			
	Haiti	28	37	11	18	20	29	21	21	25	29	30	30			
	Pérou	215	342	480	300	300	29	21	21	25	382	434	434			
	Uruguay	24	35	20	16	16	20	10	10	15	18	23	23			
	Saint-Vincent-et-Grenadines	1	2	2	2	2	2	2	2	4	1	1	1			
	Belize															
	Costa Rica															
	Cuba	3	4	10	12	13	17	16	18	18	18					
	Dominicaine (république)	8	19	6	11	7	11	14	16	18	18					
	Equateur	9	14	2	4	3	4	4	8	8	8					
	Guatemala	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1					
	Honduras											2	5			
	Jamaïque											1	4			
	Panama											3	5			
	Paraguay															
	Salvador															
	Etats Unis d'Amérique	374	859	350	781	342	734	306	654	317	675					
	Canada	122	267	84	185	90	210	96	194	90	191					
	Mexique	16	25	11	33	21	41	18	35	25	55					
	autres nationalités d'Amérique centrale	10	19													
	Argentine	7	20	14	30	18	48	35	96	73						
	Bresil	57	108	88	149	92	172	111	185	188						
	Chili	9	15	9	23	10	21	12	12	19						
	Autres Nationalités d'Amérique du Sud	1	4													
	autres nationalités d'Amérique															
OCEANIE																
	Fidji (iles)	19	43	1	33	21	45	29	64	32	56					
	Australie											6	12			
	Nouvelle-Zélande											2	2			
	nationalité non déclarée															
		13 516	21 762	13 037	21 404	14 046	23 081	16 525	27 267	15 870	26 768					

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE

Région	Département	1999		2000		2001		2002		2003	
		nb Dossiers	nb Personnes								
Alsace	Rhin (Bas)	333	457	357	521	342	515	434	646	378	605
	Rhin (Haut)	226	330	245	342	207	306	338	504	251	402
Aquitaine	Dordogne	30	40	18	27	21	29	29	39	28	43
	Gironde	191	269	236	324	183	253	236	325	253	373
Landes	Landes	15	24	15	22	13	28	17	25	19	37
	Lot et Garonne	36	58	45	61	49	89	59	110	71	137
Pyrénées Atlantiques	Pyrénées Atlantiques	35	67	37	64	38	66	43	63	34	46
Auvergne	Allier	29	52	22	37	19	39	34	53	20	37
	Cantal	6	8	4	5	7	7	6	11	8	14
Bourgogne	Loire (Haute)	22	30	17	19	18	27	19	26	17	32
	Puy-de-Dôme	132	206	81	111	96	156	104	166	130	201
Bretagne	Côte d'Or	80	116	74	94	72	118	81	123	105	168
	Nièvre	14	20	18	29	31	56	23	30	16	23
Centre	Saône et Loire	102	144	80	111	83	133	121	166	72	121
	Yonne	65	89	72	117	80	112	80	137	75	105
Champagne-Ardenne	Ille et Vilaine	79	139	105	148	148	173	69	90	116	77
	Morbihan	26	37	20	41	21	38	29	46	41	41
Franche-Comté	Cher	25	57	20	31	29	43	31	43	25	45
	Eure et Loir	82	126	53	90	81	131	107	172	76	137
Indre	Indre	16	24	3	3	7	12	17	27	13	18
	Indre-et-Loire	43	68	29	38	59	94	73	113	82	143
Loir-et-Cher	Loir-et-Cher	46	61	38	62	62	107	62	114	64	128
	Loiret	109	158	111	216	126	241	177	301	131	222
Languedoc-Roussillon	Marne (Haute)	19	36	23	26	16	29	20	23	25	35
	Doubs	53	71	67	89	81	123	156	202	92	123
Aude	Jura	74	88	58	85	85	123	156	202	92	123
	Saône (Haute)	35	62	44	57	57	26	88	134	63	126
Haute-Garonne	Belfort (Territoire)	35	44	36	50	34	43	38	49	49	64
	Gard	38	75	41	69	43	80	50	87	60	115
Hérault	Hérault	102	236	123	283	133	283	204	505	218	447
	Lozère	185	355	258	580	243	585	421	962	425	929
Pyrénées Orientales	Pyrénées Orientales	4	4	7	1	1	1	10	22	6	13
		58	82	82	170	70	153	84	160	75	138

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTRÉE

Région	Département	1999		2000		2001		2002		2003	
		nb Dossiers	nb Personnes								
Limousin	Corrèze	31	35	23	30	21	28	37	64	37	65
	Creuse	11	20	5	9	9	17	9	9	4	12
	Vienne (Haute)	103	141	76	114	68	112	107	172	82	135
Lorraine	Meurthe et Moselle	99	175	130	201	113	185	164	250	168	257
	Meuse	13	21	16	25	15	19	14	22	23	29
	Moselle	208	248	363	210	299	289	463	463	403	403
Midi Pyrénées	Vosges	39	59	52	75	46	54	60	81	53	88
	Ariège	4	6	7	9	16	22	25	32	7	7
	Aveyron	18	38	14	18	17	31	27	39	50	77
Gers	Garonne (Haute)	207	356	172	327	167	273	192	320	206	359
	Lot	3	3	9	13	6	10	6	10	17	18
	Pyrénées (Hautes)	5	10	12	9	12	9	9	15	13	15
Tarn	Tarn	14	25	18	29	12	16	21	39	18	25
	Tarn et Garonne	42	78	32	38	72	47	89	113	113	113
	Orne	33	55	49	79	45	82	39	86	74	123
Nord Pas de Calais	Nord	306	525	324	520	425	745	476	809	505	850
	Pas-de-Calais	87	130	58	87	90	164	106	187	91	178
	Calvados	31	40	32	43	32	50	41	54	35	53
Basse-Normandie	Manche	9	13	8	11	6	9	16	28	15	41
	Orne	28	48	26	35	32	49	43	61	32	58
	Eure	51	94	61	112	58	111	103	177	51	82
Haute-Normandie	Seine Maritime	111	169	127	215	121	229	173	274	156	231
	Pays de la Loire	75	121	76	122	72	101	92	147	78	151
	Loire Atlantique	34	42	27	37	32	49	53	84	52	94
Maine et Loire	Maine et Loire	7	12	11	16	19	34	21	32	17	41
	Mayenne	30	54	21	33	36	58	26	48	49	86
	Sarthe	8	11	4	5	6	6	16	21	14	19
Vendée	Picardie	58	112	72	146	74	145	93	225	94	203
	Aisne	197	388	170	301	188	326	171	327	197	371
	Oise	38	51	32	50	40	58	43	70	38	68
Poitou-Charentes	Somme	33	9	17	7	8	22	34	20	28	28
	Charente	20	39	18	27	19	25	18	24	25	30
	Charente-Maritime	26	39	10	20	14	26	18	33	14	28
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Sèvres (Deux)	8	12	10	19	31	19	27	32	33	56
	Var	24	40	19	31	19	27	22	32	33	56
	Alpes de Haute Provence	19	34	26	46	15	32	38	64	36	54
Alpes	Alpes (Hautes)	15	13	14	12	12	18	24	46	26	58
	Alpes Maritimes	260	408	300	563	269	502	301	596	750	107
	Bouches du Rhône	489	900	400	735	397	734	540	966	652	629
Var	131	218	222	419	166	316	335	612	320	284	284
	Vaucluse	168	384	209	454	211	435	253	574	597	597

1999 - 2003 : REGROUEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTRÉE

Région	Département	1999		2000		2001		2002		2003	
		nb Dossiers	nb Personnes								
Île de France											
Paris		1 625	2 331	1 068	1 579	1 637	2 356	1 325	1 934	1 042	1 483
Seine et Marne		388	675	320	505	331	559	338	545	235	371
Yvelines		449	741	330	531	398	625	417	693	481	804
Essonne		478	759	363	655	438	742	501	908	495	892
Hauts-de-Seine		1 018	1 719	886	1 523	928	1 562	1 641	1 119	1 884	1 884
Seine-Saint-Denis		958	1 503	944	1 507	1 365	2 115	1 356	2 042	1 199	1 862
Val-de-Marne		426	634	658	964	881	710	1 054	571	927	1 068
Val d'Oise		461	761	452	774	562	937	530	828	624	1 068
Rhône-Alpes											
Ain		182	245	187	255	133	200	201	300	153	206
Ardèche		33	57	42	81	51	73	57	94	48	79
Drome		72	117	70	128	74	128	80	119	73	115
Isère		299	458	309	480	309	505	462	741	384	641
Loire		206	288	202	279	170	251	303	423	233	331
Rhône		609	941	682	1 078	509	820	683	1 065	689	1 210
Savoie		94	167	83	128	82	120	107	161	90	137
Savoie (Haute)		220	330	198	279	160	228	229	340	218	312
Corse											
Corse du Sud		77	189	90	220	85	191	122	232	124	235
Haute Corse		76	195	84	213	73	201	114	315	103	260
D.O.M.											
Guadeloupe		51	93	36	60	37	54	25	46	35	53
Martinique		81	141	9	13	8	19	8	19	19	43
Guyane		90	145	267	466	238	403	253	391	298	472
Réunion		7	10	13	26	40	28	45	15	22	26 768
		13 516	21 762	13 037	21 404	14 046	23 081	16 525	27 267	15 870	26 768

1999 - 2003 : REGROUPEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE
REPARTITION DES MEMBRES DE FAMILLES SELON LE LIEN DE PARENTÉ

Type de famille	1999			2000			2001			2002			2003		
	Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+	Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+	Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+	Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+	Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+
Accompagnante	1 042	1 331	21	867	1 106	11	938	1 152	17	922	1 180	15	971	1 228	19
Rejoignante	7 924	6 120	908	8 460	6 976	1 165	9 023	7 679	1 384	11 325	8 681	1 646	10 548	8 530	1 651
Régularisée-Droit commun	563	3 713	140	609	2 025	185	738	1 960	190	928	2 339	231	995	2 557	269
	9 529	11 164	1 065	9 936	10 107	1 361	10 699	10 791	1 551	13 175	12 200	1 892	12 514	12 315	1 939
										23 081					
											27 267				
												26 768			
													21 762		

1999 - 2003 : REGROUPEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE
REPARTITION DES MEMBRES DE FAMILLES SELON LE LIEN DE PARENTE

Continent	Nationalité	1999			2000			2001			2002			2003		
		Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+												
EUROPE	Andorre	1	1												1	1
	Macédoine	1	2												12	12
	Bosnie-Herzégovine	12	15		6	6	1	5	8	13	12	1	10	10	12	12
	Tchéquie (Rép.)	6	5	1	4	5		12	8	11	15		12	12	8	8
	Slovénie (Rép.)	3	4		8	10		3	5	5	2	2	11	10	10	1
	Macédoine (ex-Rep. Yougosl.)	5	7		2	1	1	10	29	1	12	10	1	10	3	3
	Albanie	7	7		2	12		1	13	1	6	13		4	6	
	Allemagne	2	4					1	2	1	1					
	Bulgarie	12	16	3	6	10	2	7	8	1	19	24	5	21	26	3
	Espagne										1		1			
	Hongrie	16	19		12	20		17	19		8	18		8	13	1
	Pays-Bas		2													
	Italie															
	Pologne	61	95	4	35	51	8	71	53	2	45	42	6	70	43	3
	Roumanie	39	57	7	28	37	2	43	56	5	65	78	7	86	79	7
	Suisse	22	70	21	36	36	1	11	27	1	9	24	2	9	28	
	Serbie-et-Monténégro	60	123	12	64	69	14	84	77	18	129	81	10	131	10	9
	Croatie	6	6	1	7	12	1	4	3		10	2	1	5	1	2
	Slovénie	1			1	1		3	4		1	1		3	1	
	Arménie (cel)	2	23		1	14	1	8	10		3	20	2	7	20	1
	Bielorusse (cel)							2	8		2	11		2	3	
	Kazakhstan (cel)	1	2			1		1			2	8		5	1	
	Kirghizstan (cel)															
	Moldavie (cel)	1	3	2	1	6		2	7		5	7	2	3	12	
	Ouzbékistan (cel)	1						1			2					
	Russie (cel)	49	76	4	28	50	4	29	61	7	35	80	8	43	70	7
	Ukraine (cel)	10	25		5	23	2	7	27		12	33	2	24	47	6
	Estonie															
	Lettland	2	1					1		1	2			1	2	
	Lithuanie	2	2		2	3		1		2	2		2	2	1	
	Géorgie	1	13		2	5	1	2	1		2	3		3	6	1
	Cypre	1	1					1	1				1			
	Turquie	1 704	725	152	1 663	883	204	1 450	771	204	1 779	915	177	1 554	1 046	168
ASIE	Afghanistan	1									1			4	2	
	Bangladesh	21	22	1	9	4	1	18	15		19	8	5	20	11	2
	Philippines	7	21	3	6	22	5	8	33	8	19	30	7	15	21	5
	Sri Lanka	72	26	4	77	10		128	30	4	63	7	1	66	18	2
	Corée du Nord													1		
	Corée du Sud	40	66		31	45	1	30	30		39	44	1	34	41	
	Indonésie	11	13		10	18		6	10	1	18	26		6	9	1
	Arabie saoudite	1	3								2			2	4	
	Jordanie	4	3		1	1		3						1		
	Yémen				1	5		1								
	Pakistan	111	155	24	83	132	19	99	169	21	142	173	20	110	161	20
	Cambodge	7	18	1	4	14	3	6	10	2	10	27	1	11	23	3
	Laos							1		3	2		1	4	1	
	Myanmar	1	1											1	2	
	Hong-Kong	2	3			1		3			3	2	1			
	Malaisie	1	2			5	8		1		7	14		6	4	
	Mongolie					1								1	2	
	Népal	1	2		1	1	1	1	1		1	2		2	2	
	Qatar												1	3		
	Singapour	4	4		3	3		4	4		4	4		5	4	
	Israël	12	18	1	8	9		9	17		6	12	1	14	18	
	Irak	2	3		1	4		3	20		2	7		3	2	
	Liban	58	52	2	38	31		53	67	11	17	45	15	21	60	23
	Syrie	22	8		12	9		24	12	2	19	15		21	35	4
	Taiwan	2	1			4	2	7	8	2	2	2		3		
	Chine (RPC)	119	609	28	114	470	75	141	642	120	157	234	48	136	173	30
	Viet-Nam	7	16	3	6	11	3	7	16	2	14	19	6	15	35	8
	Inde	56	47		28	27	2	77	58	3	89	70	3	83	73	3
	Iran	27	20	3	19	34	3	41	14	1	23	14	4	22	29	
	Japan	217	204	4	194	201	1	213	203	2	227	221	3	215	233	2
	Thaïlande	8	17		5	18		6	32	3	10	35	5	10	39	6
AFRIQUE	Gambie	2	10		5	6	1	8	19	3	2	14	5	3	5	
	Ghana	16	64	16	41	10	25	65	22	22	41	12	24	29	8	
	Guinée-Bissao	9	31	1	5	16	3	6	17		14	32	6	7	32	9
	Niger	14	25	1	7	4		12	24	3	10	7		15	30	
	Angola	5	68	1	2	25		3	19	2	7	25		2	26	6
	Cap-Vert	20	114	6	14	62	13	17	67	11	17	45	15	21	60	23
	Congo (rép. démocratique du) - ex-Zaire	25	452	37	16	158	24	20	130	34	16	86	18	12	65	38
	Comores	23	1	8	34	1	11	20	8	5	10	3	2	6	2	
	Saint Thomas et Prince															
	Libye	4	10	1	3	5		3	5		5	12				
	Namibie							1	1							
	Djibouti	1	7	1	1	8	3	4	1	1	1	1		1	3	1
	Maurice (ile)	31	47	5	32	26	6	45	32	7	56	42	8	43	23	7
	Burundi	3		1				1	3		3	14	1	7	14	
	Guinée équatoriale															
	Kenya															
	Libéria															
	Ouganda															
	Rwanda	1	2													
	Seychelles (iles)	1														
	Sierra Leone	1														
	Somalie	4														
	Soudan	1														
	Zimbabwe															
	Cameroun	39	109	8	58	113	13	82	123	15	75	184	25	79	261	30
	Centrafr. Rép.	3	28		4	38	4	4	27	1	6	39	5	10	27	3
	Congo	24	163	8	35	112	18	27	93	16	57	156	20	46	189	26
	Côte d'Ivoire	17	121	6	49	123	27	41	120	18	42	118	16	64	175	30
	Benin	5	8		12	1	1	14	8	1	9	15	1	13	20	2
	Gabon	2	11	4	1	9		1	13	2	12	42	2	8	31	4
	Afrique du Sud	2	21		5	1		18	21		12	5		17	29	
	Egypte	32	37	2	11	33	2	5	18	1	18	47	8	6	67	6
	Ethiopie	1	2			1		3	1		7		1	3		
	Algérie	1 912	2 039	186	2 074	1 723	259	2 225	1 776	258	2 991	2 211	392	2 730	2 227	410
	Maroc	2 937	2 671	311	3 254	2 841	3 549	3 022	444	4 375	3 684	597	4 068	3 198	509	
	Tunisie	654	748	111	792	796	135	837	880							

1999 - 2003 : REGROUPEMENT FAMILIAL - FLUX D'ENTREE
REPARTITION DES MEMBRES DE FAMILLES SELON LE LIEN DE PARENTE

Région	Département	1999			2000			2001			2002			2003		
		Conjoints	Enfants<18	Enfants>18et+												
Alsace	Rhin (Bas)	280	157	20	310	177	34	294	186	35	368	235	43	325	258	22
	Rhin (Haut)	183	126	21	210	118	14	178	111	17	296	186	22	219	169	14
Aquitaine	Dordogne	25	15		10	17		12	14	3	20	18	1	21	22	
	Gironde	143	111	15	190	124	10	138	106	9	164	140	21	186	167	20
	Landes	11	12	1	11	8	3	9	19		12	12	1	11	23	3
	Lot et Garonne	26	28	4	41	18	2	43	44	2	52	53	5	59	64	14
	Pyrénées Atlantiques	31	36		31	32	1	31	29	6	29	30	4	24	22	
Auvergne	Allier	17	32	3	15	17	5	17	19	3	27	19	7	19	13	5
	Cantal	5	3		3	2		4	3		6	5		4	10	
	Loire (Haute)	18	11	1	15	4		15	12		18	8		12	18	2
	Puy-de-Dôme	109	90	7	70	35	6	86	65	5	85	73	8	108	87	6
Bourgogne	Yonne	50	35	4	59	51	7	63	45	4	62	68	7	58	42	5
	Yonne	50	35	4	59	51	7	63	45	4	62	68	7	58	42	5
Bretagne	Côtes d'Armor	8	6		8	9		8	10		9	9		7	7	1
	Finistère	20	30	5	17	16	3	20	19	3	18	18	3	25	43	5
	Ille et Vilaine	55	77	7	46	53	6	64	73	11	69	93	11	55	54	7
	Morbihan	25	12		19	18	4	18	19	1	17	22	7	33	40	4
Centre	Cher	19	32	6	17	12	2	19	19	5	23	14	6	20	23	2
	Eure et Loir	56	63	7	40	44	6	60	64	7	88	70	14	55	70	12
	Indre	16	8		3			6	6		15	9	3	10	6	2
	Indre-et-Loire	35	31	2	19	16	3	40	49	5	50	58	5	58	76	9
	Loir-et-Cher	39	21	1	29	31	2	57	45	5	54	52	8	58	61	9
	Loiret	92	59	7	92	111	13	115	112	14	154	128	19	110	97	15
Champagne-Ardenne	Ardennes	42	50	10	54	75	15	51	81	9	70	107	17	56	59	9
	Aube	37	24	5	35	25	1	45	38	7	52	48	5	52	64	12
	Marne	58	54	8	54	44	1	55	50	11	63	78	18	78	67	9
	Seine (Haute)	17	19		20	5	1	13	13	3	14	9		24	10	1
Franche-Comté	Doubs	44	25	2	57	27	5	68	45	10	133	63	6	82	35	6
	Jura	64	24		60	33	2	51	28	6	72	57	5	42	76	8
	Saône (Haute)	26	32	4	38	17	2	20	24	1	28	11	3	25	31	2
	Belfort (Territoire)	26	16	2	31	18	1	28	15		33	14	2	34	28	2
Languedoc-Roussillon	Aude	26	40	9	32	33	4	33	44	3	41	45	1	46	63	6
	Gard	87	135	14	104	159	20	114	149	20	185	277	43	180	228	39
	Hérault	131	200	24	215	331	34	186	349	50	355	548	59	358	517	54
	Lozère	4	2	2	3	4		1			7	13	2	5	8	
	Pyrénées Orientales	46	75	4	65	87	18	49	93	11	71	71	18	60	62	16
Limousin	Corrèze	27	8		21	9		19	9		33	27	4	31	27	7
	Creuse	10	9	1	3	4	2	6	11		7	2	2	9	1	4
	Vienne (Haute)	76	64	1	37	70	7	36	67	9	63	102	7	40	91	4
Lorraine	Meurthe et Moselle	75	89	11	108	80	13	97	76	12	133	100	17	129	117	11
	Meuse	11	9	1	15	10		10	9		5	16	1	11	15	3
	Moselle	184	120	13	207	131	25	172	110	17	238	192	33	208	175	20
	Moselle	33	22		45	23	7	39	13	2	48	26	7	42	40	6
Midi-Pyrénées	Ariège	2	4		4	5		11	11		22	10		5	1	1
	Aveyron	16	22		12	5	1	13	16	2	23	16	1	38	36	4
	Garonne (Haute)	138	202	16	125	181	21	134	125	14	144	160	16	159	175	25
	Gers	2	1		7	6		5	5		5	5		10	5	3
	Lot	4	1		8	4		4	6	2	7	6	2	5	9	1
	Pyrénées (Hautes)	7	16	2	9	18	2	8	8		12	25	2	13	12	
	Tarn	32	44	2	24	37	6	31	39	2	35	47	7	47	63	3
	Tarn et Garonne	20	33	2	32	44	3	30	47	5	30	48	8	47	65	11
Nord-Pas de Calais	Nord	247	260	18	254	237	29	308	379	58	360	394	55	368	429	53
	Pas-de-Calais	64	63	3	47	37	3	78	82	4	82	97	8	74	93	11
Basse-Normandie	Calvados	20	20		24	18	1	24	26		28	24	2	21	26	6
	Manche	7	6		7	4		5	3	1	12	16		13	23	5
	Orne	21	24	3	22	13		25	22	2	38	20	3	28	28	2
Haute-Normandie	Eure	36	51	7	43	60	9	47	56	8	79	80	18	31	43	8
	Seine Maritime	73	91	5	95	103	17	100	107	22	130	116	28	128	96	7
Pays de la Loire	Loire Atlantique	56	59	6	55	63	4	49	47	5	70	66	11	58	82	11
	Mayenne	25	17		24	12	1	26	22	1	42	36	6	35	53	6
	Sarthe	6	6		7	9		12	22		18	11	3	15	25	1
	Vendée	23	29	2	16	17		29	26	3	20	25	3	32	53	1
Picardie	Aisne	47	60	5	60	74	12	63	62	20	76	125	24	75	113	15
	Oise	144	207	37	136	137	28	140	155	31	141	151	35	146	191	34
	Somme	24	26	1	23	25	2	34	21	3	34	30	6	35	31	2
Poitou-Charentes	Charente	13	16	4	4	12	1	5	3		11	20	3	10	17	1
	Charente-Maritime	16	21	2	13	14		12	13		13	10	1	11	16	3
	Sèvres (Deux)	6	6		6	14		10	15	1	12	18	3	6	16	6
	Vienne	17	20	3	13	14	4	16	11		13	16	3	27	26	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes de Hte Provence	18	14	2	21	21	4	11	16	5	28	32	4	30	20	4
	Alpes (Hauts)	11	3	1	12	2		9	6	3	18	25	3	21	32	5
	Alpes Maritimes	147	246	15	235	298	30	212	260	30	262	284	50	348	330	72
	Bouches du Rhône	336	505	59	286	387	62	304	374	56	409	472	85	527	455	125
	Var	99	109	10	181	208	30	129	164	23	304	260	48	283	294	52
	Vaucluse	147	222	15	186	241	27	185	206	44	239	279	56	266	277	54
Ille de France	Paris	784	1447	100	613	845	121	990	1164	202	988	816	130	814	570	99
	Seine et Marne	251	385	39	232	238	35	262	259	39	270	232	43	163	172	36
	Yvelines	316	391	34	258	249	24	345	245	35	365	297	31	428	330	46
	Essonne	246	487	26	277	343	35	313	364	65	377	467	64	371	448	73
	Hauts-de-Seine	775	888	56	740	703	80	775	714	73	859	713	69	997	796	91
	Seine-Saint-Denis	660	770	73	679	707	11	132	106	13	245	151	27	162	151	18
	Val-de-Marne	280	319	35	426	466	72	458	365	57	563	420	82	534	566	110
	Val d'Oise	310	397	54	350	370	54	437	419	81	423	341	64	485	502	81
Rhône-Alpes	Ain	166	71	8	162	84	9	120	71	9	179	106	15	130	60	16
	Ardeche	25														

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
EUROPE					
Turquie	4 920	5 643	5 756	7 229	7 093
Serbie-et-Monténégro	632	666	751	860	987
Russie (cei)	606	668	751	927	984
Roumanie	567	685	830	911	960
Pologne	636	655	654	686	711
Ukraine (cei)	256	307	379	406	510
Bulgarie	128	174	147	217	238
Arménie (cei)	128	201	192	180	212
Bosnie-Herzégovine	94	101	101	123	162
Albanie	84	128	127	100	149
Bielorussie (cei)	52	87	100	123	134
Moldavie (cei)	28	45	73	96	125
Suisse	494	405	406	291	109
Macédoine (ex-Rep.Yougosl.de)	51	61	107	85	97
Tchèque (Rép.)	78	115	116	121	95
Hongrie	105	131	135	91	87
Slovaquie (Rép.de)	43	92	85	80	83
Croatie	62	76	60	80	78
Géorgie	35	27	21	56	58
Lithuanie	19	43	30	43	43
Kazakhstan (cei)	10	16	23	55	43
Lettonie	11	13	18	23	32
Azerbaïdjan (cei)	6	11	23	33	24
Ouzbékistan (cei)	10	14	14	28	21
Kirghizie (cei)	2	7	11	11	19
Slovénie	9	9	20	13	15
Estonie	5	7	11	16	14
Turkménistan (cei)	2	5	5	0	6
Tadjikistan (cei)	2	1	3	3	5
Malte	5	7	5	7	3
Chypre	6	2	7	6	2
Saint-Marin	2	0	3	1	2
Liechtenstein	1	0	0	1	0
Tchécoslovaquie	0	2	3	7	0
autres ntes d'Europe	11	0	3	3	5

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
ASIE					
Chine (RPC)	1 307	1 291	1 517	1 110	1 443
Inde	768	731	812	815	849
Viet-Nam	455	584	617	752	750
Japon	590	599	649	708	686
Sri Lanka	502	496	732	593	618
Thaïlande	306	409	447	462	571
Pakistan	540	496	520	620	539
Liban	363	400	409	445	463
Cambodge	228	303	387	385	408
Philippines	211	216	193	218	275
Syrie	130	168	175	199	203
Iran	217	229	231	177	198
Israël	111	114	135	101	146
Corée du Sud	166	135	140	162	133
Bangladesh	77	64	83	145	129
Indonésie	131	134	135	158	119
Laos	60	83	92	95	87
Irak	32	44	79	64	73
Afghanistan	17	29	42	45	52
Malaisie	19	47	31	42	49
Taiwan	21	35	43	32	35
Singapour	32	20	26	36	29
Jordanie	30	19	33	31	26
Népal	11	17	27	27	24
Mongolie	4	5	12	6	11
Hong-Kong	29	15	11	19	10
Myanmar	6	5	3	9	9
Yémen	6	13	13	12	9
Arabie saoudite	5	1	4	3	7
Qatar	0	0	0	0	5
Corée du Nord	1	4	5	3	3
Bhoutan	0	2	3	3	3
Brunei	1	0	0	0	3
Koweït	1	6	0	2	3
Maldives (îles)	0	0	1	3	1
Oman (sultanat d')	0	1	1	0	1
Emirats arabes unis	0	3	1	0	1
autres nationalités d'Asie	10	6	7	5	14

LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
AFRIQUE					
Algérie	9 162	9 921	12 242	19 731	24 931
Maroc	12 216	15 034	16 298	19 538	20 449
Tunisie	3 478	4 852	5 679	7 065	8 715
Cameroun	1 043	1 491	1 854	2 252	2 711
Congo	1 098	1 306	1 558	2 251	2 654
Côte d'Ivoire	1 046	1 456	1 648	2 030	2 486
Sénégal	1 350	1 540	1 678	1 901	1 961
Madagascar	1 001	1 311	1 420	1 599	1 607
Mali	783	765	882	1 082	1 421
Comores	559	814	976	916	919
Maurice (île)	547	616	602	625	579
Togo	160	227	306	400	538
Egypte	335	330	439	414	499
Benin	185	241	273	324	407
Guinée (rép. de)	294	225	303	346	399
Centrafrique	167	271	326	368	386
Cap-Vert	328	254	294	259	380
Gabon	133	198	221	303	315
Congo (rép. démocratique du) - ex-Zaïre	1 026	553	452	278	288
Angola	205	170	179	180	248
Mauritanie	157	159	164	194	244
Burkina Faso	82	119	141	187	195
Ghana	199	204	301	206	170
Nigeria	102	67	113	101	142
Soudan	10	16	24	15	100
Guinée-Bissao	91	64	65	119	96
Afrique du Sud	71	41	88	87	96
Tchad	23	42	61	62	76
Ethiopie	71	90	103	96	75
Niger	49	35	54	65	68
Guinée équatoriale	20	42	28	41	57
Djibouti	67	75	54	69	52
Rwanda	21	21	33	46	47
Gambie	32	28	56	37	38
Kenya	19	33	23	31	37
Burundi	15	16	30	34	35
Sierra Leone	3	17	14	24	32
Somalie	11	14	21	27	21
Libye	17	13	15	25	16
Seychelles (îles)	7	17	10	9	13
Tanzanie	10	10	5	6	10
Liberia	14	10	12	11	9
Mozambique	7	6	4	12	7
Zimbabwe	4	7	10	10	5
Namibie	2	1	3	1	5
Saint Thomas et Prince	4	1	3	3	4
Erythrée	1	3	2	3	3
Zambie	3	0	4	5	3
Ouganda	5	3	5	2	2

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
Malawi	2	1	3	1	1
Botswana	0	1	0	1	0
Swaziland	0	1	1	0	0
Lesotho	1	1	0	1	0
autres ntés d'Afrique	1	0	0	0	0

LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
AMERIQUE					
Haïti	906	1 278	1 491	1 417	1 831
Etats Unis d'Amérique	1 348	1 369	1 344	1 270	1 229
Brésil	485	633	756	767	798
Canada	488	476	544	471	494
Colombie	228	314	450	465	334
Cuba	218	279	287	303	322
Mexique	144	191	219	269	276
Surinam	149	270	267	281	257
Argentine	88	119	169	291	245
Dominicaine (république)	114	142	238	198	232
Pérou	189	201	174	227	203
Dominique	115	210	147	105	169
Chili	108	134	143	149	129
Venezuela	71	75	77	92	120
Guyana	94	122	104	136	113
Equateur	59	73	77	82	96
Bolivie	15	14	30	16	44
Sainte-Lucie	17	20	24	23	38
Uruguay	11	11	9	28	18
Costa Rica	8	7	13	9	16
Guatemala	7	8	9	14	16
Jamaïque	5	16	19	14	15
Panama	0	5	7	10	15
Saint-Christophe-et-Nièvès	9	8	17	12	14
Honduras	8	5	13	11	12
Paraguay	19	9	8	13	12
Salvador	8	9	11	11	9
Trinité-et-Tobago	9	14	12	4	8
Nicaragua	12	6	6	4	7
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	2	2	3	3
Barbade	1	4	0	4	3
Antigua-et-Barbuda	1	4	2	2	3
Grenade	0	0	1	0	1
Belize	1	1	1	1	0
Bahamas (archipel des)	0	0	1	1	0
autres nationalités d'Amérique	24	4	1	0	0
OCEANIE					
Australie	110	112	143	143	143
Nouvelle-Zélande	22	26	40	34	44
Vanuatu	2	1	1	2	2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	1	0	1	1
Salomon (îles)	0	0	0	0	1
Tonga	1	1	0	3	0
Tuvalu	0	2	0	0	0
Fidji (îles)	0	1	1	1	0
Samoa occidentales	0	1	0	1	0
Kiribati	0	0	0	1	0
Nauru	0	0	1	0	0
DIVERS					

**LE REGROUPEMENT FAMILIAL VU SOUS L'ASPECT
"RAPPROCHEMENT DES FAMILLES" - FLUX D'ENTREE**

Continent / Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003
nationalité non déclarée	8	26	24	28	21
TOTAL GENERAL	56 828	66 066	74 549	90 709	101 937

CONDAMNATIONS PRONONCEES EN MATIERE DE DISCRIMINATION

INJURE, DIFFAMATION A RAISON DE LA RACE OU DE LA RELIGION

Type d'infraction	Qualification	2000	2001	2002
Délit	Diffamation envers particulier(s) en raison de sa race, de sa religion ou de son origine, par parole, image, écrit ou moyen de communication audiovisuelle	3	8	7
Délit	Injure publique envers un particulier en raison de sa race, de sa religion ou de son origine, par parole, image, écrit ou moyen de communication audiovisuelle	98	109	103

Source ministère de la justice

DISCRIMINATION RACIALE OU RELIGIEUSE

Type d'infraction	Qualification	2000	2001	2002
Délit	Provocation à la discrimination nationale, raciale, religieuse par parole, écrit, image ou moyen de communication audiovisuelle	7	17	22
Délit	Discrimination dans l'offre ou la fourniture d'un bien ou d'un service en raison de l'origine, de l'éthnie ou de la nationalité	2	6	14
Délit	Discrimination dans l'offre ou la fourniture d'un bien ou d'un service à raison de la race	5	1	10
Délit	Discrimination à raison de la race - Entrave à l'exercice d'une activité économique	0	2	1
Contravention pénale classe 5	Provocation non publique à discrimination en raison de l'origine, l'éthnie, la nation, la race ou la religion	5	2	0

Source ministère de la justice

ENTRAVE A LA LIBERTE DU TRAVAIL, DISCRIMINATION

Type d'infraction	Qualification	2000	2001	2002
Délit	Discrimination syndicale par un employeur	9	5	5
Délit	Discrimination dans une offre d'emploi à raison de l'origine, de la nationalité ou de l'éthnie	1	1	0
Délit	Discrimination dans une offre d'emploi à raison de la race	7	1	0
Délit	Discrimination à raison de l'origine, de la nationalité ou de l'éthnie - refus d'embauche	0	4	1
Délit	Discrimination à raison de la race - refus d'embauche	1	0	1
Délit	Discrimination dans les conditions de travail ou la carrière en raison du sexe - salarié droit privé	0	0	1
Délit	Discrimination à raison d'activités syndicales - refus d'embauche	0	0	2
Délit	Discrimination à raison de l'activité syndicale - sanction professionnelle	0	1	1
Délit	Discrimination à raison de la race - sanction professionnelle	0	1	2
Délit	Discrimination à raison du handicap - licenciement	0	0	1
Délit	Discrimination à raison des opinions politiques - licenciement	1	0	0

Source ministère de la justice

**ASSOCIATION NATIONALE
POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES**

Annexe : n° LII

Situation des stagiaires étrangers à l'AFPA en 2001, 2002 et 2003

2001	Nombre	1	2	dont UE	2	3	et non UE	2	3
Entrés	8 536	5,9	100	1 049	12,3	27,6	7 487	87,7	23,9
Sortis	8 566	6,0	100	1 082	12,6	26,2	7 484	87,4	23,3
Présents au 31/12	2 598	7,0	100	342	13,2	24,6	2 256	86,8	18,2
Diplômés	1 859	6,5	100	273	14,7	17,2	1 586	85,3	17,2

2002	Nombre	1	2	dont UE	2	3	et non UE	2	3
Entrés	9 136	6,4	100	1 074	11,8	30,6	8 062	88,2	26,4
Sortis	9 014	6,3	100	1 078	12,0	31,6	7 936	88,0	25,3
Présents au 31/12	2 572	6,8	100	316	12,3	29,7	2 256	87,7	20
Diplômés	1 872	6,3	100	252	13,5	23,8	1 620	86,5	16,6

2003	Nombre	1	2	dont UE	2	3	et non UE	2	3
Entrés	9 850	6,6	100	1 227	12,5	29,7	8 623	87,5	26,3
Sortis	9 619	6,5	100	1 217	12,7	30,7	8 402	87,3	26,9
Présents au 31/12	3 193	8,4	100	393	12,3	27	2 800	87,7	25,1
Diplômés	2 135	6,6	100	286	13,4	23,4	1 849	86,6	23,1

[1] % par rapport à l'effectif total des stagiaires dans chaque situation

[2] répartition UE / non UE (en %)

[3] TF = taux de féminisation des stagiaires UE et non UE dans chaque situation

Source : AFPA

Répartition par nationalité et par sexe des stagiaires étrangers présents à l'AFPA

au 31 décembre 2001

Nationalité	Deux sexes		Hommes	Femmes
	Nombre	%		
Ensemble	2 598	100	2 103	495
UE	342	13,2	258	84
Non UE, dont	2 256	86,8	1 845	411
Maghrébins	1 362	52,4	1 190	172
Autres Africains	517	19,9	377	140
Asiatiques	232	8,93	181	51
Autres	145	5,58	97	48

au 31 décembre 2002

Nationalité	Deux sexes		Hommes	Femmes
	Nombre	%		
Ensemble	2 572	100	2 027	545
UE	316	12,3	222	94
Non UE, dont	2 256	87,7	1 805	451
Maghrébins	1 289	50,1	1 106	183
Autres Africains	504	19,6	365	139
Asiatiques	278	10,8	219	59
Autres	185	7,2	115	70

au 31 décembre 2003

Nationalité	Deux sexes		Hommes	Femmes
	Nombre	%		
Ensemble	3 193	100	2 385	808
UE	393	12,3	287	106
Non UE, dont	2 800	87,7	2 098	702
Maghrébins	1 590	49,8	1 312	278
Autres Africains	694	21,7	433	261
Asiatiques	278	8,71	216	62
Autres	238	7,45	137	101

Proportion d'étrangers dans quelques dispositifs de formation et d'aide à l'emploi

France métropolitaine

2001

Nature de la mesure	Ensemble des stagiaires	dont Etrangers		
		Total	UE	Autres
FP (1)	349 856	44 627	3 417	41 210
SIFE (2)	112 532	20 717	2 206	18 511
CES (3)	335 438	30 292	2 875	27 417
CEC (4)	160 925	9 304	1 800	7 504
Qualification (5)	132 257	3 853	1 058	2 795
Apprentissage (6)	239 806	5 600	3 042	2 558
Adaptation (7)	61 735	1 621	730	891

2002

Nature de la mesure	Ensemble des stagiaires	dont Etrangers		
		Total	UE	Autres
FP (1)	353 243	50 218	3 357	46 861
SIFE (2)	96 350	16 091	1 831	14 260
CES (3)	323 431	30 747	2 644	28 103
CEC (4)	156 574	9 741	1 701	8 040
Qualification (5)	125 176	3 630	1 001	2 629
Apprentissage (6)	236 826	4 217	1 688	2 529
Adaptation (7)	45 107	1 037	451	586

2003

Nature de la mesure	Ensemble des stagiaires	dont Etrangers		
		Total	UE	Autres
FP (1)	338 560	47 572	3 319	44 253
SIFE (2)	nd	nd	nd	nd
CES (3)	283 980	29 070	2 423	26 647
CEC (4)	132 971	8 478	1 390	7 088
Qualification (5)	nd	nd	nd	nd
Apprentissage (6)	nd	nd	nd	nd
Adaptation (7)	nd	nd	nd	nd

(1) formation professionnelle; (2) stages d'insertion et de formation à l'emploi;

(3) contrats emploi-solidarité; (4) contrats emploi consolidé;

(5) contrats de qualification; (6) contrats d'apprentissage - aucune répartition n'est donnée pour les UE; (7) contrats d'adaptation

NB - Nature de l'information : Flux cumulés des nouveaux contrats signés ou des entrées en rémunération

Sources : ANPE, DARES, CNASEA

LES VISAS

Annexes : n° LIII

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Total	Transit		Court Séjour			Long séjour			DOM/TOM		Officiels		Pays	
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A.	ORD.	ORD.	CIR.	Tempo.	Mineur	étudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 179	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	5 671
JOHANNESBURG	20337	19918	419	31	877	15612	2074	0	1	74	43	28	573	75	138	110	282
LE CAP	8983	8803	180	0	177	8099	164	2	1	33	8	19	217	31	1	0	51
PRETORIA	612	596	16	0	0	1	0	0	0	4	0	0	6	0	270	315	0
AFRIQUE DU SUD	29932	29317	615	31	1054	23712	2238	2	2	111	51	47	796	106	409	425	333
TIRANA	5392	4388	1004	0	12	3723	273	0	4	101	11	18	0	0	145	101	0
ALBANIE	5392	4388	1004	0	12	3723	273	0	4	101	11	18	0	0	145	101	0
ALGER	334290	153783	180507	0	613	115086	24123	0	37	7249	3309	627	6	0	2219	514	0
ANNABA	83973	35795	48178	0	117	29888	4786	0	2	16	788	198	0	0	0	0	0
ALGERIE	418263	189578	228685	0	730	144974	28909	0	39	7265	4097	825	6	0	2219	514	0
BERLIN	349	275	74	0	3	41	0	6	0	61	14	32	21	2	50	27	18
FRANCFORT	1044	837	207	1	36	269	26	11	9	179	63	103	69	17	16	2	36
ALLEMAGNE	1393	1112	281	1	39	310	26	17	9	240	77	135	90	19	66	29	54
ANDORRE LA VIEILLE	70	48	22	0	16	29	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
ANDORRE	70	48	22	0	16	29	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
LUANDA	2932	2512	420	216	134	1279	115	7	8	57	17	33	4	2	263	376	1
ANGOLA	2932	2512	420	216	134	1279	115	7	8	57	17	33	4	2	263	376	1
DJEDDAH	24567	21408	3159	135	13	16058	3756	0	4	40	3	26	2	1	882	488	0
RIYAD	19518	17383	2135	96	34	12774	1017	0	6	117	14	587	0	4	1959	775	0
ARABIE SAOUDITE	44085	38791	5294	231	47	28832	4773	0	10	157	17	613	2	5	2841	1263	0
BUENOS AIRES	1042	951	91	10	18	101	7	31	15	390	74	208	3	8	35	15	36
ARGENTINE	1042	951	91	10	18	101	7	31	15	390	74	208	3	8	35	15	36
EREVAN	9036	8858	178	3	65	7912	547	0	0	87	55	34	0	1	153	1	0
ARMENIE	9036	8858	178	3	65	7912	547	0	0	87	55	34	0	1	153	1	0
CANBERRA	83	83	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	26	36	0
SYDNEY	2256	1577	679	3	26	479	0	30	117	219	62	205	1	275	7	0	153
AUSTRALIE	2339	1660	679	3	26	481	0	32	117	219	62	222	1	275	33	36	153
VIENNE	260	234	26	0	4	29	0	2	0	25	4	20	7	7	9	9	118
AUTRICHE	260	234	26	0	4	29	0	2	0	25	4	20	7	7	9	9	118
BAKOU	5944	5349	595	2	128	3641	400	8	0	75	0	4	0	0	296	791	4
AZERBAIDJAN	5944	5349	595	2	128	3641	400	8	0	75	0	4	0	0	296	791	4
MANAMA	6597	5961	636	4	3	4750	563	0	0	14	0	6	1	0	210	405	5
BAHREIN	6597	5961	636	4	3	4750	563	0	0	14	0	6	1	0	210	405	5
DACCA	4114	2724	1390	13	102	2051	167	0	0	8	47	109	0	0	83	139	5
BANGLADESH	4114	2724	1390	13	102	2051	167	0	0	8	47	109	0	0	83	139	5
BRUXELLES	569	364	205	0	11	46	7	1	0	117	41	57	27	4	39	14	0
BELGIQUE	569	364	205	0	11	46	7	1	0	117	41	57	27	4	39	14	0
COTONOU	10438	7308	3130	38	281	3874	896	21	39	531	16	21	0	0	468	1109	14
BENIN	10438	7308	3130	38	281	3874	896	21	39	531	16	21	0	0	468	1109	14
MINSK	31872	29296	2576	0	301	26655	1904	0	3	201	35	33	4	0	89	71	0
BIELORUSSIE	31872	29296	2576	0	301	26655	1904	0	3	201	35	33	4	0	89	71	0
RANGOUN	678	645	33	0	274	326	2	0	0	5	7	1	1	0	16	11	2
BIRMANIE	678	645	33	0	274	326	2	0	0	5	7	1	1	0	16	11	2
LA PAZ	432	417	15	1	26	62	5	4	10	165	2	113	0	3	16	1	9
BOLIVIE	432	417	15	1	26	62	5	4	10	165	2	113	0	3	16	1	9
SARAJEVO	5153	4626	527	0	92	4044	144	6	3	29	17	17	0	2	133	138	1
BOSNIE-HERZEGOVINE	5153	4626	527	0	92	4044	144	6	3	29	17	17	0	2	133	138	1
GABORONE	1579	1523	56	55	396	876	24	0	0	5	0	0	5	1	46	85	30
BOTSWANA	1579	1523	56	55	396	876	24	0	0	5	0	0	5	1	46	85	30

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour	Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays						
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A	ORD.	CIR.	Tempo	Mineur	éudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers	
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 119	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	5 671
BRASILIA	3891	3765	106	0	7	33	4	1	2	113	3	32	3403	55	79	53	0
RECIFE	481	440	41	2	9	58	0	6	4	150	6	76	75	36	0	16	0
RIO DE JANEIRO	1328	1253	75	7	19	178	5	10	10	337	42	152	180	284	17	12	0
SAO PAULO	2471	2350	141	36	24	170	4	22	20	684	76	185	313	788	2	6	0
BRESIL	8171	7808	363	45	59	439	13	39	36	1284	127	445	3971	1163	98	89	0
BANDAR SERI BEGAWAN	233	201	32	9	3	156	0	2	2	0	0	2	0	0	22	5	0
BRUNEI	233	201	32	9	3	156	2	0	2	0	0	0	0	0	22	5	0
SOFIA	1965	1680	285	0	22	154	19	1	11	960	88	348	0	1	40	19	17
BULGARIE	1665	1680	285	0	22	154	19	1	11	960	88	348	0	1	40	19	17
OUAGADOUGOU	9790	8277	1513	283	310	4304	591	14	12	274	22	145	2	0	944	1326	50
BURKINA FASSO	9790	8277	1513	283	310	4304	591	14	12	274	22	145	2	0	944	1326	50
BUJUMBURA	2447	1909	538	0	75	799	67	19	6	70	4	21	1	0	309	408	130
BURUNDI	2447	1909	538	0	75	799	67	19	6	70	4	21	1	0	309	408	130
PHNOM PENH	3894	3220	674	0	11	2104	64	0	26	266	285	100	3	9	151	151	6
CAMBODGE	3894	3220	674	0	11	2104	64	0	26	266	285	100	3	9	151	151	6
DOUALA	13013	9683	3330	170	288	1253	0	87	87	282	154	28	0	0	0	5	1
GAROUA	987	893	94	7	22	629	141	2	3	63	0	4	0	0	0	0	22
YAOUNDE	16554	11790	4764	348	372	6263	629	2	58	502	146	28	2	1	1329	2110	0
CAMEROUN	30554	22366	8188	525	662	14327	2023	4	148	847	300	60	2	1	1329	2115	23
MONCTON	25	25	0	1	0	3	0	0	0	5	0	16	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	5116	4734	382	73	433	1852	458	216	8	835	155	787	54	10	36	17	0
OTTAWA	828	765	63	9	89	283	23	13	4	83	5	80	1	6	141	28	0
QUEBEC	164	164	0	0	11	29	0	36	5	8	8	67	0	0	0	0	0
TORONTO	2276	2066	210	115	206	935	58	85	21	315	58	259	5	9	0	0	0
VANCOUVER	819	841	38	14	41	303	26	38	30	155	22	187	4	22	0	0	0
CANADA	9288	8595	693	212	780	3205	564	388	68	1401	248	1396	64	47	177	45	0
PRIA	4786	3409	1377	0	57	2653	411	0	1	25	86	4	0	0	82	90	0
CAP - VERT	4786	3409	1377	0	57	2653	411	0	1	25	86	4	0	0	82	90	0
BANGUI	3184	2086	1098	0	140	891	94	7	2	94	19	20	0	0	396	419	4
CENTRAFRIQUE (REP)	3184	2086	1098	0	140	891	94	7	2	94	19	20	0	0	396	419	4
SANTIAGO DU CHILI	1049	981	68	2	28	176	6	30	10	318	10	168	1	22	51	158	1
CHILI	1049	981	68	2	28	176	6	30	10	318	10	168	1	22	51	158	1
CANTON	29244	28105	1139	40	120	2637	99	0	1	530	28	211	67	78	17	537	0
HONG-KONG	3736	3664	81	98	16	3170	84	0	1	168	19	18	17	19	10	9	25
PEKIN	49461	43817	5644	42	1005	28986	1182	72	35	3779	71	471	136	97	1334	6605	2
SHANGHAI	32302	29455	2947	19	331	26371	346	2	12	1464	163	121	16	2	25	593	0
WUHAN	9342	8649	693	4	49	7130	71	3	9	819	13	152	1	4	13	381	0
CHINE	124084	113690	10404	203	1521	92034	1782	77	68	6760	294	973	227	200	1399	8115	27
NICOSIE	981	871	110	1	10	716	23	15	7	78	3	6	0	0	9	3	0
CHYPRE	981	871	110	1	10	716	23	15	7	78	3	6	0	0	9	3	0
BOGOTA	16331	14801	1530	7	168	10669	1485	0	43	843	24	490	346	123	232	163	0
COLOMBIE	16331	14801	1530	7	168	10669	1485	0	43	843	24	490	348	123	232	163	0
MORONI	3451	2668	763	0	37	467	61	0	15	76	2	506	539	493	481	9	0
COMORES	3451	2668	763	0	37	467	61	0	15	76	2	506	539	493	481	9	0
BRIZZAVILLE	9782	5800	3982	4	124	2839	271	8	26	274	61	97	1	706	1387	0	0
POINTE NOIRE	3537	2334	1203	1	45	1810	261	0	6	114	24	22	0	0	23	28	0
CONGO	13319	8134	5185	5	169	4649	532	8	32	388	85	119	2	1	729	1415	0
KINSHASA	4934	2934	2000	143	58	1422	100	1	2	115	77	153	1	0	255	599	8
CONGO (rép. dém.)	4934	2934	2000	143	58	1422	100	1	2	115	77	153	1	0	255	599	8

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour	Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays							
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A	ORD.	CIR.	Tempo	Mineur	étudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers		
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 119	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	5 671	
SEOUL	2604	2478	126	34	21	186	4	0	85	1614	104	268	1	0	91	70	0	
COREE	2 604	2 478	126	34	21	186	4	0	85	1614	104	268	1	0	91	70	0	
SAN JOSE CR	213	187	26	7	4	52	3	6	5	44	0	47	5	3	8	3	0	
COSTA RICA	213	187	26	7	4	52	3	6	5	44	0	47	5	3	8	3	0	
ABIDJAN	25193	18384	6809	819	476	10567	2562	0	151	648	246	115	11	1	1187	1596	5	
COTE D'IVOIRE	25193	18384	6809	819	476	10567	2562	0	151	648	246	115	11	1	1187	1596	5	
ZAGREB	295	262	33	0	5	113	2	5	0	52	34	18	0	0	0	17	16	0
CROATIE	295	262	33	0	5	113	2	5	0	52	34	18	0	0	17	16	0	
LA HAVANE	67/97	65/94	233	189	650	3185	30	0	0	21	12	80	652	2	852	881	10	
CUBA	67/97	65/94	233	189	650	3185	30	0	0	21	12	80	652	2	852	881	10	
COPENHAGUE	90	86	4	0	0	4	0	1	0	12	0	20	0	2	2	0	45	
DANEMARK	90	86	4	0	0	4	0	1	0	12	0	20	0	2	2	0	45	
DJIBOUTI	4637	3694	973	22	275	1855	439	3	21	290	9	52	4	13	304	325	52	
DJIBOUTI	4637	3694	973	22	275	1855	439	3	21	290	9	52	4	13	304	325	52	
SAINT DOMINIQUE	2937	2058	879	21	44	1119	218	0	2	32	12	22	520	4	45	45	13	
DOMINICAINE (Rép.)	2937	2058	879	21	44	1119	218	0	2	32	12	22	520	4	45	45	13	
ALEXANDRIE	6173	4940	1233	0	95	3791	948	2	33	45	16	2	8	0	0	0	0	
LE CAIRE	250/12	208/6	4126	3	254	14868	3730	0	4	266	83	91	19	1	737	1030	0	
EGYPTE	3 1185	2 5828	5359	3	349	1 8459	4678	0	6	299	128	107	21	9	737	1030	0	
ABOUDJABI	1110	10321	780	80	45	4516	4844	0	2	365	10	24	280	1	151	151	0	
DOUBAI	12755	11688	1057	212	86	8978	2116	0	3	42	8	23	9	8	134	79	0	
EMIRATS ARABES UNIS	2 3865	2 2019	1 846	292	131	1 3494	6960	0	5	407	18	47	12	9	414	230	0	
QUITTO	2964	2720	244	2	80	2259	88	8	11	187	1	25	4	18	22	8	7	
EQUATEUR	2 964	2 720	244	2	80	2259	88	8	11	187	1	25	4	18	22	8	7	
MADRID	591	520	71	0	1	88	4	1	11	24	73	89	67	21	9	0	133	
ESPAGNE	591	520	71	0	1	88	4	1	11	24	73	89	67	21	9	0	133	
TALLINN	1199	1174	25	0	65	952	29	4	0	73	11	11	11	0	0	26	3	
ESTONIE	1 199	1 174	25	0	65	952	29	4	0	73	11	11	11	0	0	26	3	
ATLANTA	5103	4857	246	518	622	1519	1247	48	10	413	93	298	33	9	1	16	0	
BOSTON	3945	3751	194	88	236	1988	234	0	72	817	62	191	42	14	4	3	0	
CHICAGO	7441	7051	390	233	2492	1751	622	0	54	1441	120	610	62	23	7	10	0	
HOUSTON	4335	3939	396	555	1844	644	0	5	367	114	142	19	17	14	19	0	0	
LA NOUVELLE ORLEANS	386	371	15	18	127	124	2	0	48	3	31	1	0	0	2	0	0	
LOS ANGELES	4965	4735	230	44	153	2500	291	0	29	945	61	342	17	249	35	69	0	
MIAMI	3334	3235	99	67	322	1950	340	0	10	207	51	56	171	39	3	19	0	
NEW YORK	13726	12655	1073	563	646	7451	1065	0	27	1155	280	346	284	84	391	363	0	
SAN FRANCISCO	7454	7319	135	20	294	3570	1101	0	54	1107	160	661	49	277	9	17	0	
WASHINGTON	15018	14762	256	586	417	4461	506	0	33	1086	129	471	93	46	2308	4626	0	
ETATS UNIS AMERIQUE	65 709	62 675	3034	2689	3135	2 7802	7303	50	294	7616	1073	3148	771	758	2772	5144	0	
ADDIS-ABEBA	1612	1272	340	10	3	723	51	0	3	58	1	234	1	0	135	53	0	
ETHIOPIE	1612	1272	340	10	3	723	51	0	3	58	1	234	1	0	135	53	0	
SUVA	1042	1042	0	0	361	653	24	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	
FIDJI	1042	1042	0	0	361	653	24	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	
HELSINKI	63	58	5	0	1	2	0	1	0	13	0	2	0	0	7	0	32	
FINLANDE	63	58	5	0	1	2	0	1	0	13	0	2	0	0	7	0	32	
LIBREVILLE	13221	12049	1172	76	716	7897	1173	0	72	999	23	63	2	0	155	1171	2	
PORT-GENTIL	1439	1222	217	6	137	783	212	0	17	54	6	5	1	0	0	1	0	
GABON	14660	13271	1389	82	853	8380	1385	0	89	1053	29	68	3	0	155	1172	0	
TBILISSI	7662	7512	150	0	480	6164	292	0	3	125	13	32	0	0	0	184	0	

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

PAYS	POSTES		Total	Total	Transit	Court Séjour	Long séjour	DOM/TOM		Officiels		Pays								
	Demandés	Délivrés						Refus	V.T.A	ORD.	CIR	Tempo	Mineur	éudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 179	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	219	184	0	5 671
GEORGIE	7662	7512	150	0	480	6164	292	0	3	125	13	32	0	0	0	0	90	41	19	19
ACRA	3810	2073	1737	28	46	1595	121	0	4	51	57	19	2	0	0	0	90	41	19	19
GHANA	3810	2073	1737	28	46	1595	121	0	4	51	57	19	2	0	0	90	41	19	19	
EDIMBOURG ET GLASGOW	2255	2144	111	4	40	2001	64	0	0	15	6	13	0	0	0	0	0	0	0	1
LONDRES	78363	72870	5493	184	852	61926	7362	0	2	264	410	139	27	14	1014	500	176	177	177	
GRANDE BRETAGNE	80618	75014	5604	188	892	63927	7426	0	2	16	152	27	14	1014	500	177	177	177	177	
ATHENES	815	729	86	19	125	418	23	0	1	21	2	2	0	0	0	0	3	0	0	113
GREECE	815	729	86	19	125	418	23	0	1	21	2	2	0	0	0	0	3	0	113	113
GUATEMALA	368	361	7	1	4	16	1	0	0	0	2	269	1	0	0	0	3	0	0	3
CONAKRY	13284	10498	2786	888	644	5128	1276	0	39	376	36	26	1	0	0	788	1250	46	46	
GUINEE	13284	10498	2786	888	644	5128	1276	0	39	376	36	26	1	0	0	788	1250	46	46	
BISSAU	451	263	186	13	33	55	6	1	3	4	3	9	0	0	0	73	63	0	0	
GUINEE BISSAO	451	263	188	13	33	55	6	1	3	4	3	9	0	0	0	73	63	0	0	
MAJABO	1462	1336	126	2	38	799	83	0	0	7	0	0	0	0	0	0	137	212	58	58
GUINEE EQUATORIALE	1462	1336	126	2	38	799	83	0	0	7	0	0	0	0	0	0	137	212	58	58
PORT AU PRINCE	9444	6096	3348	60	230	2751	632	0	1	135	131	680	1213	1	125	102	35	20	102	35
HAITI	9444	6096	3348	60	230	2751	632	0	1	135	131	680	1213	1	125	102	35	20	102	35
TEGUCIGALPA	82	72	10	4	8	22	0	0	0	12	3	20	1	0	0	2	0	0	0	
HONDURAS	82	72	10	4	8	22	0	0	0	12	3	20	1	0	0	2	0	0	0	
BUDAPEST	1684	1502	182	28	28	518	57	60	13	457	55	116	0	0	6	55	27	82	82	
HONGRIE	1684	1502	182	28	28	518	57	60	13	457	55	116	0	6	55	27	82	82	82	
BOMBAVY	34052	33079	973	1041	3489	25791	1621	0	5	336	76	416	117	74	20	62	20	546	22	
NEW DELHI	32012	29087	373	790	22519	1932	1	0	302	70	260	248	15	867	1720	0	0	0	0	
PONDICHERY	7162	6671	491	82	57	5073	294	1	1	157	64	199	101	3	0	2	7	2	7	
INDE	73226	68847	4379	1496	4345	54013	3847	2	6	795	210	875	466	92	887	1784	29	29	29	
JAKARTA	11936	11036	900	8	342	9431	220	0	4	129	28	60	6	99	153	546	10	546	10	
INDONESIE	11936	11036	900	8	342	9431	220	0	4	129	28	60	6	99	153	546	10	546	10	
BAGDAD-A	569	415	154	1	0	293	26	0	0	5	1	3	0	0	0	49	37	0	0	
IRAK	569	415	154	1	0	293	26	0	0	5	1	3	0	0	0	49	37	0	0	
TEHERAN	19156	15937	3219	269	24	11914	2458	0	1	377	47	364	3	0	0	310	170	0	0	
IRAN	19156	15937	3219	269	24	11914	2458	0	1	377	47	364	3	0	0	310	170	0	0	
DUBLIN	3071	2205	866	9	114	2027	6	0	0	18	5	10	1	1	5	4	5	4	5	
IRLANDE	3071	2205	866	9	114	2027	6	0	0	18	5	10	1	1	5	4	5	4	5	
REYKJAVIK	4	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	
ISLANDE	4	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	
HAIFA	337	260	77	0	22	164	6	0	0	25	10	15	7	5	0	0	6	0	6	
JERUSALEM	2953	2335	618	0	42	1669	322	2	0	100	0	30	8	4	0	146	12	0	0	
TEL AVIV	1881	1720	161	3	27	363	73	13	2	117	59	122	117	74	645	83	22	22	22	
ISRAEL	5171	4315	856	3	91	2196	401	2	242	69	167	132	83	791	95	28	28	28	28	
MILAN	243	198	45	0	1	19	2	2	3	28	72	23	17	0	0	0	0	0	0	
ROME	375	310	65	3	2	161	1	5	3	43	27	31	19	5	7	3	0	0	0	
ITALIE	618	508	110	3	3	180	3	7	6	71	99	54	42	22	7	3	8	3	8	
KINGSTON	2029	1959	70	0	48	1400	41	0	0	10	0	22	340	42	31	21	4	21	4	
JAMAIQUE	2029	1959	70	0	48	1400	41	0	0	10	0	22	340	42	31	21	4	21	4	
OSAKA	2729	2652	77	0	64	667	18	29	54	1182	146	434	2	56	0	0	0	0	0	
TOKYO	5853	5713	140	10	166	1954	99	0	46	1828	291	842	5	126	190	155	1	0	0	
JAPON	8582	8385	217	10	230	2821	17	29	100	3010	437	1276	7	182	190	155	1	0	0	
AMMAN	7038	5639	1399	27	115	3993	1079	1	76	4	51	1	1	1	1	0	233	55	3	

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour			Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays				
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A	ORD.	CIR.	Tempo	Mineur	étudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.				
														Diplo.	Service	Tiers	
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 119	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	5 671
JORDANIE	7038	5639	1399	27	115	3993	1079	1	0	76	4	51	1	233	55	3	
ALMATY	7585	6525	1060	0	1	5723	478	0	6	93	1	21	0	0	101	101	0
KAZAKHSTAN	7585	6525	1060	0	1	5723	478	0	6	93	1	21	0	0	101	101	0
NAIROBI	3605	3014	591	4	25	2073	145	0	5	80	9	29	56	11	178	79	320
KENYA	3605	3014	591	4	25	2073	145	0	5	80	9	29	56	11	178	79	320
KOMET	12078	10748	1330	1	56	7827	2078	0	0	36	2	23	1	9	326	359	0
KOWEIT	12078	10748	1330	1	56	7827	2078	0	0	36	2	23	1	9	326	389	0
VIENTIANE	1299	989	310	0	5	796	58	3	5	29	13	10	3	1	18	48	0
LAOS	1299	989	310	0	5	796	58	3	5	29	13	10	3	1	18	48	0
RIGA	2424	2351	73	0	221	1891	51	9	16	91	3	65	0	0	4	0	0
LETTONIE	2424	2351	73	0	221	1891	51	9	16	91	3	65	0	0	4	0	0
BEYROUTH	34461	32430	2031	21	157	21534	6941	0	52	1465	286	180	22	4	375	1393	0
LIBAN	34461	32430	2031	21	157	21534	6941	0	52	1465	286	180	22	4	375	1393	0
TRIPOLI	10355	9380	975	4	20	6972	1741	0	75	2	38	0	0	0	430	96	0
LIBYE	10355	9380	975	4	20	6972	1741	0	2	75	2	38	0	0	430	96	0
VILNIUS	441	384	57	0	14	70	2	14	2	14	2	170	17	51	0	0	33
LITUANIE	441	384	57	0	14	70	2	14	2	14	2	17	51	0	0	33	0
LUXEMBOURG	43	30	13	0	0	4	0	0	1	8	5	4	6	0	2	0	0
LUXEMBOURG	43	30	13	0	0	4	0	0	1	8	5	4	6	0	2	0	0
SKOPJE	9918	8164	1754	0	43	6660	1270	9	0	72	47	12	0	0	14	37	0
MACEDOINE	9918	8164	1754	0	43	6660	1270	9	0	72	47	12	0	0	14	37	0
DIÉGO-SUAREZ	992	658	334	0	8	425	1	0	2	17	22	7	139	25	0	0	0
MAJUNGA	635	451	184	0	9	285	20	0	0	4	23	1	5	88	16	0	0
TAMATAVE	2008	1575	433	0	33	910	165	1	1	49	9	10	390	7	0	0	0
TANANARIVE	19616	16386	3250	7	1150	8044	446	2	19	636	47	458	3680	124	380	1060	313
MADAGASCAR	23251	19050	4201	7	1200	9864	632	3	26	725	79	480	4307	172	380	1060	315
KUALA LUMPUR	699	644	55	25	4	314	32	0	2	76	15	89	0	1	34	26	26
MALASIE	699	644	55	25	4	314	32	0	2	76	15	89	0	1	34	26	26
BAMAKO	23137	13335	9802	271	578	9169	1560	0	19	298	275	166	3	0	660	396	0
MALI	23137	13335	9802	271	578	9169	1560	0	19	298	275	166	3	0	660	396	0
LA VALETTE	467	314	153	2	254	27	9	0	9	0	8	0	0	0	4	1	0
MALTE	467	314	153	0	2	254	27	9	0	9	8	0	0	4	1	0	0
AGADIR	19742	15074	4668	0	44	13027	1804	0	8	173	3	13	2	0	0	0	0
CASABLANCA	90632	73996	16636	1	109	36109	19016	0	156	3326	15113	80	72	14	0	0	0
FES	26527	16974	9553	0	17	12268	4566	0	2	62	0	56	3	0	0	0	0
MARRAKECH	14200	9544	4856	0	31	7753	1719	0	0	22	0	17	1	0	1	0	0
RABAT	37052	29459	7593	0	195	7898	8372	0	34	1241	1	93	6	0	404	1215	0
TANGER	24587	20073	4514	0	131	14184	5526	0	34	187	0	27	2	0	0	0	8
MAROC	21240	165120	47620	1	527	101239	41003	0	208	5011	15117	286	86	14	405	1215	8
PORT LOUIS	14852	11777	3075	0	427	9258	965	22	2	404	60	69	372	46	89	14	49
MAURICE	14852	11777	3075	0	427	9258	965	22	2	404	60	69	372	46	89	14	49
NOUAKCHOTT	7860	6554	1306	14	405	3438	832	0	16	257	30	76	0	0	635	775	76
MAURITANIE	7860	6554	1306	14	405	3438	832	0	16	257	30	76	0	0	635	775	76
MEXICO	3516	3229	287	79	30	319	23	170	154	1911	53	380	5	8	73	9	15
MEXIQUE	3516	3229	287	79	30	319	23	170	154	1911	53	380	5	8	73	9	15
MONACO	178	104	74	0	8	19	0	0	0	4	2	2	68	2	1	0	0
MAPUTO	994	924	70	1	79	502	21	2	0	0	18	1	0	0	44	17	37
MOZAMBIQUE	994	924	70	1	79	502	21	2	0	0	18	1	0	0	44	17	37

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour	Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays						
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A	ORD.	CIR.	Tempo	Mineur	éudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers	
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 179	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	5 671
WINDHOEK	588	547	41	0	24	320	23	2	0	9	0	13	18	0	48	66	24
NAMIBIE	588	547	41	0	24	320	23	0	9	0	13	18	0	48	66	24	
KATMANDOU	2200	1638	562	1	29	1325	105	2	1	19	5	44	0	4	28	71	6
NEPAL	2200	1638	562	1	29	1325	105	0	1	19	5	44	0	4	28	71	6
MANAGUA	42	40	2	0	0	3	2	0	0	0	10	0	14	0	2	5	0
NICARAGUA	42	40	2	0	0	3	2	0	0	0	10	14	0	2	5	0	4
NIAIMEY	6373	5503	870	0	404	2781	627	0	10	187	6	23	2	0	52	180	1231
NIGER	6373	6715	918	0	405	2801	628	0	10	193	6	23	2	0	462	937	1248
ABUJA	99	82	17	0	5	48	9	0	0	0	0	0	0	0	16	4	0
LAGOS	21269	20574	695	7921	592	9478	2169	0	6	56	39	58	0	0	185	100	0
NIGERIA	21368	20656	712	7921	567	9526	2178	0	6	56	39	58	0	0	201	104	0
OSLO	131	125	6	1	0	5	0	3	0	5	2	1	0	2	3	0	103
NORVEGE	131	125	6	1	0	5	0	3	0	5	2	1	0	2	3	0	103
WELLINGTON	680	619	61	0	0	154	5	102	24	46	25	163	0	87	6	1	6
NOUVELLE-ZELANDE	680	619	61	0	0	154	5	102	24	46	25	163	0	87	6	1	6
MASCATE	4173	3882	321	6	15	2714	549	0	0	15	2	3	0	0	278	255	15
OMAN	4173	3882	321	6	15	2714	549	0	0	15	2	3	0	0	278	255	15
KAMPALA	1183	964	219	0	34	689	27	0	0	16	1	16	5	0	64	22	90
OUIGANDA	1183	964	219	0	34	689	27	0	0	16	1	16	5	0	64	22	90
TACHIKENT	3051	2599	452	7	13	2108	93	1	3	34	2	15	0	0	60	4	259
OUZBEKISTAN	3051	2599	452	7	13	2108	93	1	3	34	2	15	0	0	60	4	259
ISLAMABAD	5100	4061	1039	268	16	1953	583	0	0	47	298	79	9	0	143	665	0
KARACHI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAKISTAN	5100	4061	1039	268	16	1953	583	0	0	47	298	79	9	0	143	665	0
PANAMA	277	258	19	4	107	9	5	1	25	3	4	12	60	3	6	0	0
PANAMA	277	258	19	4	107	9	5	1	25	3	4	12	60	3	6	0	0
PORT MORESBY	383	379	4	0	4	235	3	2	0	1	0	0	0	55	24	55	0
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	383	379	4	0	4	235	3	2	0	1	0	0	0	55	24	55	0
ASSOMPTION	110	99	11	0	0	34	0	1	1	46	0	16	0	0	1	0	0
PARAGUAY	110	99	11	0	0	34	0	1	1	46	0	16	0	1	0	0	0
AMSTERDAM	248	208	40	2	9	63	2	3	2	52	20	24	22	1	0	0	8
LA HAYE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAYS-BAS	248	208	40	2	9	63	2	3	2	52	20	24	22	1	0	0	8
LIMA	7062	5057	2005	2	52	4265	198	17	0	198	21	59	68	120	23	30	4
PEROU	7062	5057	2005	2	52	4265	198	17	0	198	21	59	68	120	23	30	4
MANILLE	11393	10333	1060	6	2421	6050	791	0	0	25	44	91	127	307	227	244	0
PHILIPPINES	11393	10333	1060	6	2421	6050	791	0	0	25	44	91	127	307	227	244	0
CRACOVIE	417	314	103	1	2	124	12	1	18	3	34	119	0	0	0	0	0
VARSOVIE	2762	2650	112	20	12	466	18	425	10	5	1232	221	1	2	78	33	127
POLOGNE	3179	2984	215	14	590	30	28	8	1266	340	1	78	33	127	21	6	6
LISBONNE	378	325	53	0	22	246	4	4	0	17	9	7	3	1	4	2	6
PORTUGAL	378	325	53	0	22	246	4	4	0	17	9	7	3	1	4	2	6
DOHA	9040	8338	702	4	36	5412	1647	0	1	50	14	21	0	0	329	823	1
QATAR	9040	8338	702	4	36	5412	1647	0	1	50	14	21	0	0	329	823	1
BUCAREEST	4969	4434	535	5	30	462	142	9	553	9	2042	477	431	77	44	64	21
ROUMANIE	4969	4434	535	5	30	462	142	9	553	9	2042	477	431	77	44	64	21
MOSCOW	232658	231817	6741	131	429	21933	6901	1	74	124	75	705	62	80	1099	1851	2
SAINT PETERSBOURG	32143	31077	1066	2	762	29256	704	0	11	150	138	16	11	3	8	3	3

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour			Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays				
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A.	ORD.	CIR	Tempo	Mineur	étudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers	
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 179	483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102	1102
RUSSE	270701	202894	7807	133	1191	248389	7605	1	85	1424	88	843	78	91	1859	5	5 671
KIGALI	1694	1319	375	0	7	714	75	5	107	5	5	37	2	55	122	1	108
RWANDA	1694	1319	375	0	7	714	75	0	5	107	5	37	2	55	122	1	188
CASTRIES	10637	10454	183	42	75	1141	146	0	18	0	7	8946	1	60	18	0	0
SAINTE LUCIE	10637	10454	183	42	75	1141	146	0	0	18	0	7	8946	1	60	18	0
ROME - SAINT SIEGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-SIEGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAN SALVADOR	201	173	28	4	16	71	0	2	0	51	0	16	4	1	5	2	1
SAVADOR	201	173	28	4	16	71	0	0	51	0	16	4	1	5	2	1	1
DAKAR	36454	23045	13409	2222	713	13629	2663	0	42	1846	440	130	11	1	469	823	56
SAINTE OUIS	1510	978	532	0	11	677	137	12	4	123	0	14	0	0	0	0	0
SENEGAL	37964	24023	13941	2222	724	14306	2800	12	46	1969	440	144	11	1	469	823	56
VICTORIA	2775	2720	55	287	204	1527	335	0	1	8	1	237	24	24	59	13	13
SEYCHELLES	2775	2720	55	287	204	1527	335	0	1	8	1	237	24	24	59	13	13
SINGAPOUR	2884	2813	71	16	37	1994	266	0	0	181	23	255	0	11	17	8	5
SINGAPOUR	2884	2813	71	16	37	1994	266	0	0	181	23	255	0	11	17	8	5
BRATISLAVA	592	538	54	2	18	54	7	2	9	286	65	72	0	10	6	7	0
SLOVAQUE	592	538	54	2	18	54	7	2	9	286	65	72	0	0	10	6	7
LJUBLJANA	226	210	16	2	13	72	3	0	0	81	22	10	0	0	3	4	0
SLOVENE	226	210	16	2	13	72	3	0	0	81	22	10	0	3	4	0	0
KHARTOUM	2789	1938	851	78	5	1240	331	0	0	12	12	4	1	0	109	86	60
SOUUDAN	2789	1938	851	78	5	1240	331	0	0	12	12	4	1	0	109	86	60
COLOMBO	3458	2741	717	59	83	1810	100	0	0	22	65	474	5	6	71	46	0
SRI LANKA	3458	2741	717	59	83	1810	100	0	0	22	65	474	5	6	71	46	0
STOCKHOLM	63	57	6	1	0	4	0	0	0	5	3	11	2	4	0	2	24
SUÈDE	63	57	6	1	0	4	0	1	0	5	3	11	2	4	0	2	24
BERNE	8635	7576	1059	11	178	6367	477	0	13	27	4	7	8	3	345	134	2
GENEVE	65130	63447	1683	10	420	46348	11697	0	9	64	83	166	50	20	2949	1568	63
ZURICH	5499	5333	166	0	229	4762	307	0	0	10	4	13	0	2	0	0	6
SUISSE	79264	76336	2908	21	827	5747	12481	0	22	101	91	186	38	25	3294	1702	71
PARAMARIBO	3228	3254	664	0	159	16	1	0	1	1	1	2301	0	26	22	0	0
SURINAM	3228	2564	664	0	37	159	16	0	1	1	1	2301	0	26	22	0	0
ALEP	3498	3064	434	56	0	2327	518	0	0	98	9	35	1	0	0	0	0
DAMAS	9010	6921	143	40	3550	1888	0	0	416	26	199	0	2	0	321	336	0
SYRIE	12508	9985	199	40	5877	2406	20	0	514	35	234	3	0	321	336	0	0
TAIPEI	47077	46422	655	10	175	45050	200	0	12	586	18	68	53	240	9	1	0
TAIWAN	47077	46422	655	10	175	45050	200	0	12	586	18	68	53	240	9	1	0
DAR ES SALAM	1718	1434	284	0	42	1016	46	1	3	13	10	6	101	51	126	0	0
TANZANIE	1718	1434	284	0	42	1016	46	1	3	13	0	10	6	101	51	126	0
NDJAMENA	4262	3708	554	1	341	1555	280	7	2	82	12	8	1	0	475	738	206
TOHAD	4262	3708	554	1	341	1555	280	7	2	82	12	8	1	0	475	738	206
PRAGUE	3233	2480	753	11	69	1254	4	34	25	806	70	95	0	1	60	25	26
TCHEQUE(REPUBLIQUE)	3233	2480	753	11	69	1254	4	34	25	806	70	95	0	1	60	25	26
BANGKOK	32725	30647	2078	47	87	26572	366	0	19	336	89	173	33	146	228	2532	19
THAILANDE	32725	30647	2078	47	87	26572	366	0	19	336	89	173	33	146	228	2532	19
LOMÉ	11758	9707	3851	138	583	4915	1093	0	30	253	72	59	5	0	430	329	0
TOGO	11758	9707	3851	138	583	4915	1093	0	30	253	72	59	5	0	430	329	0
PORT DESPAGNE	3694	3625	69	2	365	2043	43	2	0	8	0	16	1013	9	44	68	12
TRINITE ET TOBAGO	3694	3625	69	2	365	2043	43	2	0	8	0	16	1013	9	44	68	12

Statistiques annuelles des visas ordinaires par Pays
Année 2003

POSTES PAYS	Total	Total	Transit	Court Séjour	Long séjour			DOM/TOM		Officiels	Pays						
	Demandés	Délivrés	Refus	V.T.A	ORD.	CIR.	Tempo	Mineur	éudiant	O.M.I.	autres	D.O.M.	T.O.M.	Diplo.	Service	Tiers	
TOTAL GENERAL	2 508 052	2 024 119		483 873	21 292	38 327	1 481 016	209 981	2 429	2 675	69 568	36 014	23 105	28 564	5 690	40 745	59 102
SFAX	9368	7675	1693	0	21	4999	2119	0	1	510	0	23	2	0	0	0	0
TUNIS	77502	61106	16396	5	506	37983	14711	1	73	2267	3724	146	53	253	134	6	0
TUNISIE	86870	68781	18089	5	587	42982	16830	1	74	2777	3721	169	55	5	253	1314	8
ACTIGABAT	382	340	42	0	12	284	22	0	0	0	7	1	0	0	0	8	6
TURKMENISTAN	382	340	42	0	12	284	22	0	0	0	7	1	0	0	0	6	0
ANKARA	15889	12256	3633	0	53	1078	549	0	0	117	0	162	2	1	127	164	3
ISTANBUL	76281	73741	2540	26	435	64564	5157	0	10	404	2845	206	34	25	27	7	1
TURQUIE	92170	85997	6173	26	488	75642	5706	0	10	521	2845	368	36	26	154	171	4
KIEV	40794	36398	4426	6	1441	32643	973	0	16	334	76	326	3	9	245	295	1
UKRAINE	40794	36398	4426	6	1441	32643	973	0	16	334	76	326	3	9	245	295	1
MONTEVIDEO	134	113	21	1	2	15	1	1	13	0	32	2	14	0	2	19	12
URUGUAY	134	113	21	1	2	15	1	0	0	32	2	14	0	0	2	19	12
PORTO VILA	107	97	10	0	0	87	7	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0
VANUATU	107	97	10	0	0	87	7	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0
CARACAS	896	795	101	3	3	146	6	30	12	291	13	74	42	102	44	27	2
VENEZUELA	896	795	101	3	3	146	6	30	12	291	13	74	42	102	44	27	2
HANOI	7490	7023	467	0	227	2336	61	0	42	1791	36	174	1	69	399	1687	0
HO CHI MINH-VILLE	6323	5223	1100	1	68	3730	97	0	23	704	61	174	14	29	24	297	1
VIETNAM	13813	12246	1567	1	295	6266	158	0	65	2495	97	348	15	98	423	1984	1
SANAA	1932	1792	140	9	51	968	376	0	15	2	17	0	0	199	155	0	0
YEMEN (REPUBLIQUE)	1932	1792	140	9	51	968	376	0	15	2	17	0	0	199	155	0	0
BELGRADE	25312	23508	1764	0	837	20303	1601	4	3	116	204	49	9	1	232	179	10
YUGOSLAVIE	25312	23508	1764	0	837	20303	1601	4	3	116	204	49	9	1	232	179	10
LUSAKA	695	549	146	1	20	436	9	0	0	1	1	7	23	0	37	14	0
ZAMBIE	695	549	146	1	20	436	9	0	0	1	1	7	23	0	37	14	0
HARARE	1088	1020	68	4	32	690	78	0	6	9	0	22	12	0	49	33	85
ZIMBABWE	1088	1020	68	4	32	690	78	0	6	9	0	22	12	0	49	33	85
Total	2508052	2024179	483873	21292	38327	1481016	209981	2429	2675	69568	36014	23105	28564	5690	40745	59102	5671